

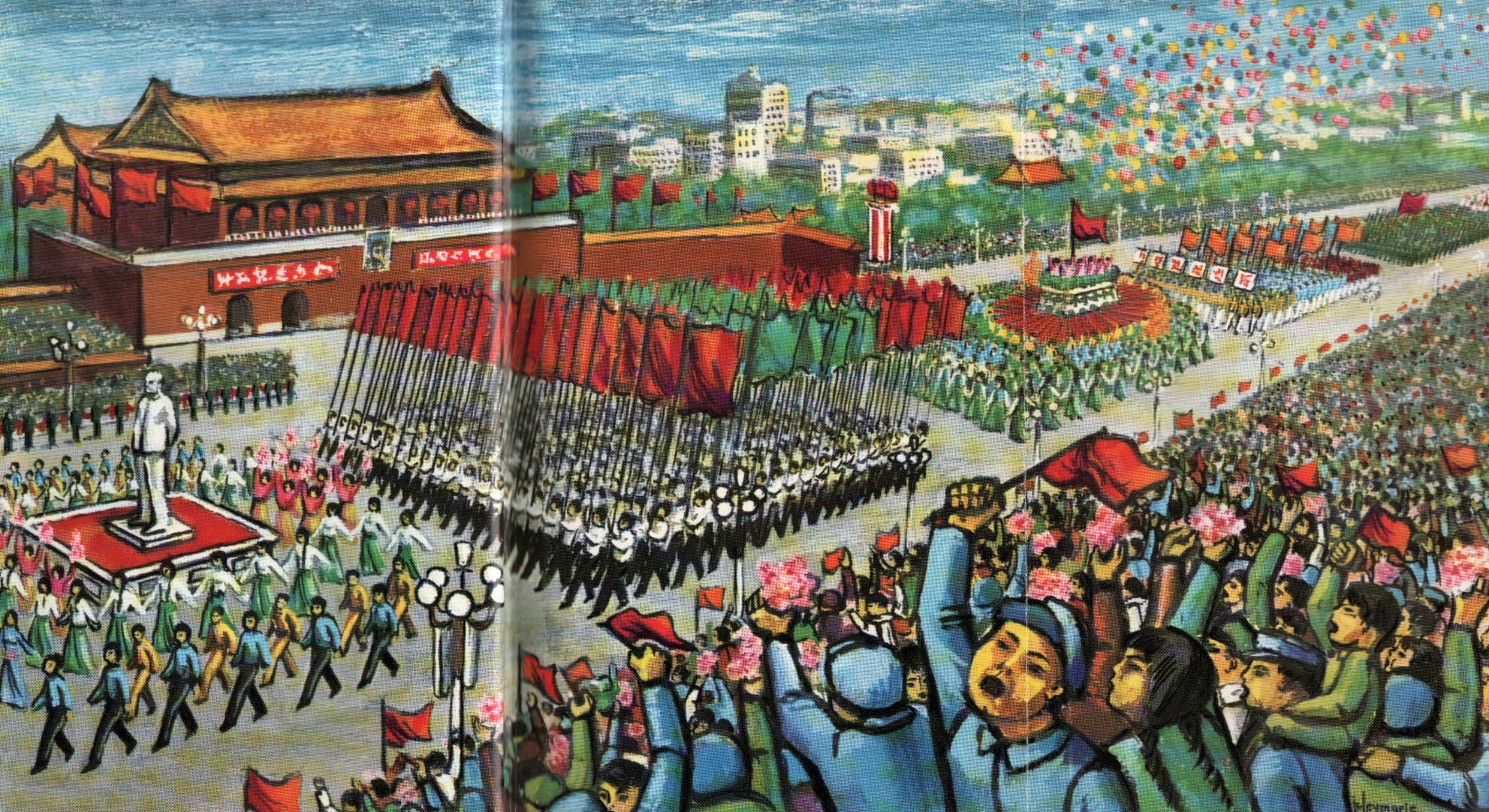


MAO TSÉ-TOUNG

l'empereur rouge
de Pékin

Écrit sous la direction de
E. KRIEG





Introduction

L'homme qui dirige un quart de l'humanité, c'est-à-dire le plus grand empire du monde, est un inconnu. Cet homme, poète à ses heures, est un ancien aide bibliothécaire qui a fait des études d'instituteur.

Aujourd'hui, il est à la tête de quelque 750 millions d'hommes qui bientôt seront un milliard.

Un être sur quatre est Chinois et pourtant, en dépit de sa légende, le premier de ces Chinois est un homme qui garde tout son mystère. Bien sûr, tout le monde connaît son visage et sait qu'il est l'un des grands théoriciens du marxisme; qu'il a donné ses lettres de noblesse à la guerre révolutionnaire; qu'il a fait la Longue Marche; qu'il est en froid avec Moscou... Mais c'est à peu près tout. L'homme, lui-même, n'est pas connu.



Qui est réellement Mao Tsé-toung? Comment a-t-il pu briser les traditions millénaires de la Chine pour en faire un État communiste? Comment a-t-il pu franchir les différentes et pénibles étapes qui l'ont conduit de la bibliothèque de Pékin au Pouvoir?



Mao Tsé-toung est l'un des hommes qui ont fait l'histoire de notre siècle, qui l'ont marqué profondément de leur empreinte propre. Personne ne peut plus l'ignorer.

Cette biographie, vivante et détaillée, vous permettra de mieux comprendre l'un des événements les plus importants de l'histoire contemporaine : l'éveil, la naissance, l'évolution et l'essor de la Chine communiste. Mais, il ne s'agit pas d'un ouvrage politique. Ce premier volume de notre série « Les Grandes Figures Historiques de Notre Temps » a simplement pour but de vous raconter l'histoire d'un homme qui se confond, en fait, avec celle de son immense pays.

BERNARD MICHAL



La révolte de la garnison de Hankéou

Le 9 août 1927, il fait un chaud soleil d'été. Mao Tsé-toung, l'un des principaux dirigeants du parti communiste chinois, se trouve depuis plusieurs mois déjà dans son fief de Tchang-Cha, la capitale de la province du Hou-Nan, d'où il essaie de canaliser et de contrôler la révolte paysanne qui est sur le point d'éclater ou qui a déjà éclaté dans certains villages. Mao est très mal informé de ce qui se passe à Changhaï. Par ailleurs, les nouvelles qu'il reçoit, les rumeurs colportées par des voyageurs faisant état de la chasse aux communistes déclenchée par Tchang Kaï-chek, le numéro 1 du Kuomintang, lui paraissent si énormes qu'il se refuse parfois à y croire. Le Hou-Nan est totalement calme et pratiquement aux mains des communistes. Et Mao, pour l'instant, se consacre tout entier à sa mission. Il est tellement confiant que jamais il ne fait allusion, dans son journal local, aux graves incidents qui se seraient déroulés dans le Nord, entre communistes et troupes du Kuomintang.

Les jours passent. Le printemps et l'été sont arrivés sans que rien ne soit venu troubler la vie provinciale de Mao qui est âgé maintenant de 34 ans.

Tôt le matin, en cette journée du 9 août 1927, Mao Tsé-toung va faire un tour dans les faubourgs de la ville. Ayant beaucoup travaillé ces derniers jours, il décide ensuite d'emmener sa femme — qui attend un heureux événement — passer la journée chez des cousins qui habitent un village situé à plusieurs kilomètres de là. Le couple, détendu, heureux, passe une journée agréable. Le soir venu, Mao et sa femme prennent congé de leurs parents et reprennent la route de Tchang-Cha. Avant d'entrer dans la ville et de franchir ses portes de fer, ils font un léger crochet pour saluer un ami. Cet homme n'est pas seul. Avec lui se trouve un des responsables de la section communiste de la ville, un garçon formé par Mao Tsé-toung et que ce dernier aime beaucoup. Assis devant une table, celui-ci paraît effondré.

Il raconte alors à son chef comment, à l'aube, peu

de temps après son départ, sept mille soldats du Kuomintang, triés sur le volet par Tchang Kaï-chek en personne, ont encerclé la ville et ont réussi à y pénétrer en s'infiltrant en civil. Il raconte aussi comment, après avoir désarmé par surprise les troupes communistes, ils ont arrêté les principaux chefs rouges. Son visage se durcit et se fige lorsqu'il donne des détails sur les massacres qui s'ensuivirent. Exécutions sommaires dans les rues, maris décapités devant leurs femmes, mères violées devant leurs enfants, innocents passants exécutés à coups de hache, vieillards étranglés, maisons incendiées...

Mao n'en croit pas ses oreilles. Il décide d'aller voir sur place. Accompagné de sa femme, se faufilant dans les ruelles les plus étroites, interrogeant les uns et les autres, Mao s'aperçoit que la situation est encore pire que ce qu'a pu lui dire son adjoint. Néanmoins, il passe le reste de la soirée à essayer de retrouver ses amis, ou tout au moins ceux qui ne sont pas encore morts, et tenter avec eux « quelque chose ». Ce quelque chose miraculeux qui pourrait les sauver.

A l'aube, Mao Tsé-toung et sa femme sont arrêtés. Le couple est séparé et Mao traîné devant un poteau d'exécution. Au moment où l'officier nationaliste va ordonner le tir, un des soldats présents, originaire de Tchang-Cha, reconnaît Mao. La prise étant trop belle, ce dernier est détaché et, après avoir été, « pour le principe », sérieusement passé à tabac, il est jeté dans une cellule de fortune.

Comme tout prisonnier, Mao n'a qu'un but : s'évader. Il inspecte chaque mur, chaque recoin de sa cellule et après plusieurs minutes d'investigations, découvre au plafond une planche plus faible que les autres, qu'il parvient rapidement à faire sauter. La nuit venue, Mao se retrouve dehors, libre. A l'aube, mêlé à la foule silencieuse, il voit passer un long cortège de prisonniers. Ceux-ci sont conduits dans un champ où s'élève une longue file de poteaux d'exécution. Pour faire l'économie

de quelques balles de fusil, les prisonniers ne sont pas fusillés, mais plus « simplement » étranglés au garrot. Parmi eux, Mao Tsé-toung reconnaît Yang Kai-hui, sa femme.

La nuit venue, une ombre rampe silencieusement dans un champ à la sortie de Tchang-Cha. Mao vient dire un dernier adieu à sa compagne. Désormais, Mao est seul, désespérément seul. Son parti est anéanti ou presque, et il vient de perdre le seul être aimé. Dans la nuit, lentement, il se dirige vers les montagnes à la frontière du Hou-Nan et du Kiang-Si. En route, il s'arrête et écrit quelques vers :

« Je me suis coupé les mains aux cordes du garrot,
» Mais il n'en est pas sorti une goutte de sang,
» Au lieu de sang, j'ai vu la pitié s'écouler de moi. »
Au prix de mille difficultés, Mao parvient à rompre l'isolement des montagnes qui l'entourent et à regrouper une poignée de fidèles. Et tout de suite, il reprend la lutte contre Tchang Kaï-chek et le Kuomintang.

Pour comprendre cette lutte à mort, cette rivalité, il faut remonter bien longtemps en arrière, jusqu'au 9 octobre 1911.



Ce jour-là, aux premières heures de la matinée, une bombe éclate devant le domicile du représentant du gouverneur de la province du Hou-Pei à Wou-Tchang. L'Histoire ne retiendra pas le nom de l'auteur de cet attentat. Pourtant, l'explosion de cette bombe, qui ne fera aucune victime et ne causera que quelques légers dégâts matériels, va marquer un tournant décisif dans l'histoire millénaire de la Chine. Elle va donner le départ à un vaste mouvement populaire qui, en quelques semaines, mettra définitivement fin à l'hégémonie de la dynastie mandchoue, établie sur le pays depuis 1644.



L'attentat de Wou-Tchang est sévèrement réprimé. Aux premières heures de l'après-midi de ce 9 octobre, à Hankéou, ville voisine où se trouve le siège du gouverneur, la garde déclenche une vaste opération de police qui se traduit par l'arrestation d'une centaine d'agitateurs notoirement connus des autorités et par l'exécution immédiate, sur la place publique, d'une douzaine d'entre eux. Ces exécutions, faisant suite à toute une série d'arrestations, d'interrogatoires, de sévices, de tortures et d'assassinats commis par la police locale, provoquent l'indignation et la colère générale.

Le lendemain matin, la garnison se soulève et les officiers n'ont aucun mal à persuader leur chef, un général paisible et sans ambition, de prendre la tête de leur mouvement. Sous les acclamations de la population, l'armée, général en tête, se rend à la prison, y libère les détenus politiques, puis marche sur le palais du gouverneur. Celui-ci n'a que le temps de se réfugier sur une canonnière qui l'attend sur le Yang-Tsé-Kiang et de prendre la fuite. La place est désormais libre. Au cours d'un meeting tenu dans l'après-midi, les « rebelles » annoncent leur intention de renverser la dynastie mandchoue.

Le mouvement va faire tache d'huile. Le lendemain, 11 octobre, la révolte éclate dans les villes voisines de Wou-Tchang, Hankéou et Han-Yang dont les gouverneurs mandchous sont chassés. Elle atteint bientôt Fou-Tchéou, Canton, Nankin et Changhaï et, en moins de trois semaines, tout le sud du pays.

Jamais révolte ne fut aussi pacifique. Aux cris de « Les Mandchous à la porte ! » et de « Libérez la Chine ! », les « révolutionnaires », qui défilent dans les rues avec des brassards blancs au bras, se contentent d'occuper les bâtiments officiels et d'y installer des conseils locaux. Les quelques soldats mandchous chargés de la protection personnelle des gouverneurs se rendent sans tenter de se servir de leurs armes (des arcs et des flèches !) et sont parqués en compagnie de leurs familles dans des camps

de prisonniers. Dans les villes, après les premiers mouvements de panique provoqués par le départ des seigneurs locaux et des gros commerçants qui ont entraîné dans leur sillage des milliers de fuyards terrorisés par cette « révolution », le calme revient et chacun reprend ses activités.

A ce calme succède bientôt l'enthousiasme. Il n'est certes pas encore question de révolution, mais cette révolte qui s'appuie sur un nationalisme exacerbé par deux cent cinquante ans de domination mandchoue, ne tarde pas à séduire les jeunes générations et en particulier les étudiants. Ceux-ci commencent à manifester leur indépendance en coupant leur natte, cet attribut particulièrement laid que les Mandchous ont imposé pour affirmer leur souveraineté. Puis, dans un second temps, ils désertent écoles et universités et s'engagent en masse dans les nouvelles armées révolutionnaires. Mais de la gloire militaire à la vie de caserne, il y a, bien souvent, un fossé difficile à franchir. C'est peut-être ce que pense en ces dernières journées d'octobre 1911, le deuxième classe Mao Tsé-toung, âgé de dix-huit ans, qui est condamné, du matin au soir, à laver la vaisselle dans un mess d'officiers...

A Pékin, le gouvernement est inquiet. Jamais la menace n'a été aussi précise, jamais la situation n'a paru aussi grave, aussi compromise. Le 14 octobre, cinq jours après l'explosion de la bombe de Wou-Tchang, le prince Régent rappelle à l'activité l'ancien favori de l'impératrice, Yuan Che-kaï, qui, depuis la mort de celle-ci, trois ans auparavant, vit en exil dans une lointaine province du nord. Investi des pleins pouvoirs, celui-ci lance immédiatement ses armées à l'assaut des brigades révolutionnaires qu'il parvient à chasser de la rive nord du Yang-Tsé-Kiang. Mais Yuan Che-kaï, homme intelligent, aussi souple et opportuniste qu'audacieux et énergique, se rend compte que ses succès sont éphémères. Il découvre à la fois la faiblesse de la dynastie mandchoue et la puissance de la révolution qui est

en train de s'accomplir et qu'il lui appartient de briser. Il persuade donc Pékin de négocier.

Les négociations commencent au début de décembre, à Changhaï. Elles vont durer près d'un mois. Aux timides réformes politiques et sociales et à la création d'une monarchie constitutionnelle proposées par les représentants de Pékin, s'oppose l'idée d'une république chinoise défendue par les « blancs », par les révolutionnaires. Pour ceux-ci, d'ailleurs, il s'agit déjà plus que d'une idée. Estimant qu'ils contrôlent pratiquement tout le Sud et une partie du Centre du pays et que quatorze provinces sur dix-huit sont acquises à leur mouvement, ils exigent l'abdication pure et simple de la dynastie mandchoue. Et pour affirmer le caractère irréversible de leur révolution, ils se réunissent, fin décembre, à Nankin, où ils créent une Assemblée nationale et adoptent une Constitution provisoire.

Le 1^{er} janvier 1912, cette Assemblée nationale se réunit en séance plénière pour élire le premier Président de la République chinoise. A l'unanimité, ou presque, les suffrages des représentants du peuple se portent sur un homme de quarante-six ans, Sun Yat-sen. C'est lui qui va achever les négociations avec Pékin. Celles-ci prennent fin le 12 février suivant par un édit qui déclare : « La majorité du peuple est favorable à la République. Suivant l'inclination générale, l'ordre du ciel peut être conjecturé. Comment pourrais-je mettre en balance les désirs de millions d'individus et la gloire d'une famille ? L'Empereur et moi nous nous retirerons et suivrons l'accomplissement d'un gouvernement de sagesse. Ce sera certainement excellent. »



Ce jour là, 12 février 1912, après deux cent soixante-sept années de règne, la dynastie mandchoue disparaît et avec elle disparaît aussi un régime impérial vieux de plus de deux mille ans. La République est proclamée.

Elle est datée du 10 octobre 1911, jour du soulèvement de la garnison de Wou-Tchang. Cette date est devenue celle de la révolution nationale chinoise. Pour les républicains, la victoire semble sans appel. Pour Sun Yat-sen, elle est le fruit de toute une vie de lutte, de combat, de révolte et d'exil...

Sun Yat-sen est le père de la révolution chinoise. En ces premiers mois de 1912, il est la Révolution chinoise. Il en est tout à la fois l'âme, l'esprit et le corps. Il en est l'âme parce qu'il fut le premier à vouloir faire sortir la Chine de son sommeil millénaire et de sa léthargie confucéenne et à oser secouer quatre cent cinquante millions d'hommes, à vouloir les obliger à retrouver une dignité et à se battre pour la conquérir.

Il en est l'esprit car, au-delà de la révolte, il sut préparer la révolution. Dès 1898, il établissait les « Trois Principes du Peuple » et la « Constitution des Cinq Pouvoirs » qui, aujourd'hui encore, régissent les structures du socialisme chinois.

Enfin, il en est aussi le corps car, sans sa volonté farouche, son dynamisme, sa lucidité et sa confiance, mis au service d'un sens inné du complot et de l'action clandestine, la Chine aurait dû attendre encore de nombreuses années avant de naître.

Il y a des hommes dont on dit que rien dans leur jeunesse ne laisse présager un destin hors série. Ce n'est pas le cas pour Sun Yat-sen. Fils d'un modeste paysan de la région de Canton, à treize ans, il trouve le moyen de quitter sa famille et de s'embarquer pour Honolulu où il est hébergé par un pasteur américain. A seize ans, il parle et écrit couramment l'anglais. Il découvre aussi les mathématiques et les sciences et avec elles, il découvre un monde nouveau : le monde du progrès, ce qui lui fait prendre conscience du néant effroyable dans lequel son pays paraît avoir sombré.

Dès lors, son chemin semble tracé. Que ce soit à Canton, où il retourne six ans plus tard comme employé à l'hôpital anglais, que ce soit à Hong-Kong, où il fait



Mao Tsé-toung et Chu-Teh



Liu Chao-chi



Chou En-lai, Mao Tsé-toung et Chu-Teh
dans leur base du Yenan



Chou En-lai en 1930

ses études de médecine, où que ce soit à Macao où il tente en vain de s'établir, Sun Yat-sen a choisi. Son choix, c'est l'Occident qui le lui dicte. Il a lu Rousseau, Montesquieu, Diderot et d'Alembert.

C'est alors qu'il rentre en Chine, décidé à se battre pour le renouveau de son pays. Ce combat, il tente d'abord de le mener à ciel ouvert. Il fonde la « Société d'éducation » et, par son truchement, essaie d'obtenir du gouvernement de Pékin une amélioration et surtout une modernisation des méthodes d'enseignement dans le pays. Mais sa proposition est rejetée.

Nous sommes alors en 1895, Sun Yat-sen a vingt-neuf ans. Il décide de passer à l'action. Avec une poignée de fidèles, il tente de s'emparer du palais du gouverneur du Kouang-Toung. Cette tentative se solde par un échec sanglant. Quatre de ses camarades sont pris et fusillés et Sun Yat-sen lui-même n'a que le temps de prendre la fuite et de se réfugier à Hong-Kong, puis au Japon.

Dès lors, commence la grande aventure. Sun Yat-sen se rend compte qu'il lui faut avant tout secouer les énergies, créer une véritable organisation dont les ramifications s'étendent dans tout le pays, en un mot préparer la révolte. Pour la préparer, il va courir le monde. En ces dernières années du XIX^e siècle, on le retrouve à Honolulu, aux États-Unis, à Londres, Paris, Bruxelles, Berlin, Suez, Singapour et enfin au Japon. Partout où il passe, il prend contact avec les riches marchands chinois qui lui fournissent des fonds, et aussi avec les gouvernements occidentaux qu'il essaie de s'allier.

En 1903, en 1904, après de courtes haltes dans son pays, il reprend son bâton de pèlerin et part à nouveau par le monde. En 1905, il est au Japon. Il y crée la « Ligue de l'Union des Révolutionnaires ». Quand, à la fin de l'année, il revient en Chine, ce mouvement compte près de quarante mille membres. C'est encore trop peu pour qu'une action quelconque puisse être tentée avec des chances de succès, mais c'est énorme si l'on se souvient

de la poignée d'hommes qui, neuf ans auparavant, tentèrent de s'emparer du palais du gouverneur de Kouang-Toung.

Si, en ces premières années du XX^e siècle, les effectifs du jeune médecin cantonnais grossissent de jour en jour, il semble bien que la personne même de Sun Yat-sen soit en partie étrangère à ce phénomène. En fait, celui-ci a surtout le mérite de catalyser le vaste courant de mécontentement et le besoin de renouveau qui animait l'intelligentsia du pays depuis une dizaine d'années et qui commence seulement à toucher les masses populaires. Ce mécontentement et ce désir de changement sont nés de trois événements qui, à des titres divers, ont marqué directement ou indirectement le pays : la guerre sino-japonaise de 1894, la révolte des Boxers de 1900 et la guerre russo-japonaise de 1904.



La guerre sino-japonaise de 1894 s'est terminée, après quelques mois de combats, par la déroute des armées de Pékin. Mais elle a prouvé aux Chinois tout autant leur propre faiblesse que la force et la puissance qu'un pays asiatique et traditionnel tel que le Japon peut acquérir, dès lors qu'il ne se ferme plus aux apports du progrès et de la science, pas plus qu'à ceux de la civilisation occidentale. Cette situation apparaît nettement à tous, y compris au jeune empereur Kouang-Siu, souverain intelligent, à l'esprit ouvert, qui décide d'entreprendre les réformes indispensables au salut du pays. Bien que ces réformes soient assez modestes et timorées, elles se heurtent rapidement à la fraction réactionnaire et conservatrice de la cour qui, discrètement soutenue par la vieille impératrice douairière, ne tarde pas à monter un complot qui se traduit, en septembre 1898, par l'élimination du jeune empereur.



C'est ensuite, en 1900, la révolte des Boxers, conséquence indirecte de la reprise en main des affaires publiques par la fraction dure de la cour. Ce retour à la politique traditionnelle, tant soit dit d'ailleurs que l'on puisse parler de politique, s'accompagne d'une très violente campagne xénophobe, orchestrée par le nouveau gouvernement, et qui se développera surtout parmi les membres des nombreuses sociétés secrètes et en particulier de l'une d'elles, les « Poings de justice », plus connus, on ne sait trop pourquoi, sous le nom de « Boxers ». Pour ceux-ci, les Européens sont la cause de tous les maux.

Au mois de juin, ce sera la grande colère. Des milliers de Chinois, étroitement encadrés par les Boxers, envahissent les quartiers européens de Pékin et se ruent sur les locaux des missions catholiques et des légations. Complètement isolés et ne disposant que d'un faible armement, les Européens retranchés dans les maisons et palais transformés en fortins, soutiennent ainsi pendant cinquante-cinq jours un siège redoutable. Leur libération, par un corps expéditionnaire international commandé par le maréchal allemand Waldersee, va porter un nouveau coup au prestige et à la puissance, déjà fortement ébranlés, de la dynastie régnante, et ces cinquante-cinq jours de folie meurtrière vont coûter très cher à la Chine.

Les représailles des grandes puissances européennes, qui se traduisent entre autres par la mort ou la destitution de plusieurs notables de la cour, rendus responsables de cet « incident », et par le versement, à titre de réparation, d'une formidable indemnité financière, accroissent surtout, chez l'homme de la rue, ce sentiment d'humiliation et d'impuissance ressenti déjà cinq ans auparavant après la déroute des armées chinoises devant les troupes japonaises.

Du jour au lendemain, les Chinois ont ainsi la révélation de leur propre faiblesse et surtout de l'incapacité, sinon du refus, de leurs souverains mandchous à vouloir la

surmonter. Cette révélation rend encore plus important le courant réformiste latent depuis déjà plusieurs années chez les « Lettrés » et donne rapidement naissance à un nationalisme violent qui va s'exacerber dans une hostilité de plus en plus vive à l'autorité mandchoue. Et quand, en 1905, la guerre russo-japonaise se termine par le désastre russe et quand le Japon fournit ainsi la preuve qu'un pays asiatique peut se hisser au niveau des grandes puissances occidentales, le fruit sera mûr. Les rangs de Sun Yat-sen vont commencer à grossir.

Cette honte, cette colère, ce mécontentement et ce nationalisme ne tardent pas, effectivement, à se cristalliser autour du seul nom de Sun Yat-sen. En 1907, pour la première fois, un peu partout dans le sud du pays, des émeutes éclatent spontanément au nom des « Trois Principes du Peuple » et de la « Constitution des Cinq Pouvoirs » que Sun Yat-sen a énoncés, neuf ans auparavant, alors qu'il se trouvait aux États-Unis.

Dans ses « Trois Principes du Peuple », le père de la révolution chinoise demande l'union de toutes les races qui vivent sur le territoire chinois, « afin que tous les peuples mandchou, mongol, thibétain, tartare et chinois, ne fassent qu'une nation puissante et, suivant l'exemple des États-Unis, puissent satisfaire les aspirations, les besoins de toutes les races, pour en faire une unité politique et constituer une seule nation portant un seul nom, la Chine ».

Le second principe semble une traduction fidèle des encyclopédistes français et se réfère à l'idée de démocratie :

« Nous voulons le droit de vote pour tous, le droit de révocation, le droit de référendum, le droit d'initiative. En un mot, les droits électoraux directs. »

Quant au troisième principe fondamental du peuple chinois, il est un mélange de socialisme hardi et de réformisme modéré.

« Son essence est de résoudre le problème de la terre ou du capital. Il s'agit de redistribuer équitablement les

terres et d'éviter que le capital ne se concentre entre les mains d'un petit nombre de riches. Il faut enfin et surtout mettre la Chine en valeur en améliorant les méthodes agricoles et les moyens de communication. » Sur le plan strictement politique, la « Constitution des Cinq Pouvoirs » repose sur les deux notions capitales de liberté et d'ordre. Les cinq pouvoirs sont : le judiciaire, le législatif, l'exécutif, le pouvoir d'examen des fonctionnaires et le pouvoir de répression ou de censure. « A la tête de l'administration est le Président. La machine législative est contrôlée par le Parlement, le pouvoir judiciaire est aux mains d'un juge, les pouvoirs répressifs et d'examen sont exercés par des personnes éprouvées. »

Mais ces émeutes de 1907 n'ont pas plus de succès que les précédentes. Elles sont impitoyablement réprimées par les troupes gouvernementales. Les arrestations, bien souvent arbitraires, se multiplient ainsi que les exécutions sommaires sur la place publique qui ajoutent encore à la colère et au mécontentement général. Entre 1907 et 1911, quatre autres soulèvements connaîtront le même sort. Le dernier, le 29 mars 1911, à Canton, se traduira par l'exécution de soixante-douze jeunes révolutionnaires. Il faudra donc attendre l'attentat de Wou-Tchang, le 9 octobre 1911, et la révolte, le lendemain, de la garnison voisine de Hankéou, pour que la révolution chinoise entre dans l'Histoire et pour que naisse la première République chinoise...

...Mais une Assemblée Nationale, une Constitution, pas plus qu'un nouveau drapeau ne sont suffisants pour engendrer au sein de tout un peuple cette âme démocratique qui est le fondement de l'édifice. On ne renverse pas, du jour au lendemain, un régime installé depuis près de mille ans sans courir quelques risques. Et, en ces premiers mois de 1912, les risques sont nombreux.

Dans l'immédiat, le plus grave a nom Yuan Che-kaï, celui-là même qui, rappelé par le gouvernement de

Pékin pour enrayer la révolte, a favorisé son succès en poussant la cour à négocier.

En fait, pour Yuan Che-kaï, que l'on sait ambitieux et intelligent, l'abdication de la dynastie mandchoue correspond à un plan bien déterminé. Pour réaliser ce plan, il va tromper et les uns et les autres. Dans un premier temps, il s'agit pour lui de persuader la cour de Pékin que cette abdication, aussi importante soit-elle aux yeux des dignitaires mandchous, n'a qu'un caractère provisoire. Elle doit lui permettre de prouver sa bonne foi aux révolutionnaires cantonnais. En un mot, de prendre leur révolution à son propre compte, puis de la neutraliser. Cet objectif une fois atteint, il lui sera alors facile d'étendre son autorité sur l'ensemble du pays et de restaurer rapidement le régime impérial qui sortira grandi de cette pénible épreuve.

Effectivement, celui en qui Pékin place toute sa confiance, entreprend, dès le lendemain de l'abdication, une opération charme auprès des révolutionnaires. Sa réussite est facilitée par le fait qu'autant il est brillant, énergique et démagogue, autant Sun Yat-sen est replié sur lui-même et peu enclin à chercher des sympathies ou des amitiés politiques dont il n'a que faire. En outre, ce dernier, grand théoricien de la révolution, s'avère un chef politique de faible envergure. Ainsi, rapidement, Yuan Che-kaï parvient à s'imposer aux yeux de tous.

Secrètement soutenu par les grandes puissances qui semblent séduites par cet homme fort, Yuan Che-kaï se rallie officiellement à la république et, le 7 octobre 1913, est élu Président de la République chinoise pour cinq ans. Sun Yat-sen, battu, prend la direction des chemins de fer. Le nouveau numéro 1 chinois n'a nullement l'intention de remettre son pouvoir à qui que ce soit et de restaurer l'ancienne dynastie mandchoue. Et si, dans son esprit, il est question de dynastie, c'est de la sienne qu'il s'agit. Il espère transformer cette république en une dynastie dont il serait l'empereur. Et pour y parvenir, il utilise un procédé vieux comme le monde :

diviser pour régner. En quelques semaines, il réussit à écarter tous les révolutionnaires des postes clés et même à provoquer l'éclatement du parti de Sun Yat-sen, l'« Union des Ligues Révolutionnaires », qui se scinde en trois partis politiques totalement inefficaces.

Devant cette situation nouvelle qui conduit lentement mais sûrement la Chine à la dictature, Sun Yat-sen redevient le révolutionnaire. Il crée le « Kuomintang », dont le directeur politique est un certain Tchang Kaï-chek, un homme qui ne semble guère plaire à Sun Yat-sen, lequel dit à sa femme :

« C'est un Chinois et un patriote, mais trop finaud pour la petite cervelle qu'il porte sur la nuque. »

Néanmoins, Tchang Kaï-chek se montre très actif. En peu de temps, il réorganise le nouveau parti et, payant lui-même de sa personne, entreprend des tournées dans les provinces du sud pour organiser l'opposition au nouveau dictateur. Cette activité ne tarde guère à porter ses fruits et, au cours de l'été 1913, les provinces du Kiang-Sou, de Kouang-Toung, de Fou-Kien, du Se-Tchouan et surtout du Kiang-Si, se rebellent contre le nouveau pouvoir.

Yuan Che-kaï, qui a transféré le nouveau gouvernement républicain de Canton à Pékin, réagit. A la tête de son armée, une armée réorganisée et équipée en partie par les puissances occidentales, il entreprend de rétablir l'ordre dans ces provinces et d'écraser les bandes révolutionnaires qui les contrôlent sous la direction de Tchang Kaï-chek lui-même. Ce dernier est effectivement battu. Mais la victoire du dictateur de Pékin n'a que la valeur d'une victoire à la Pyrrhus. Tchang Kaï-chek, qui se révèle un stratège militaire particulièrement habile, évite le désastre, parvient même à infliger de cuisants revers aux troupes gouvernementales et, finalement, sort grandi de cette affaire.

Ce demi-succès ou ce demi-échec de Yuan Che-kaï donne une impulsion nouvelle à Sun Yat-sen et à ses amis qui se réunissent une nouvelle fois à Canton où ils

installent un nouveau gouvernement révolutionnaire. Yuan Che-kaï s'apprête à intervenir. Mais, au moment précis où il rassemble ses troupes pour les lancer sur Canton, se produit un événement qui va compromettre définitivement ses projets : août 1914, c'est la guerre en Europe.

Tout de suite, il apparaît que les grandes puissances européennes qui, jusqu'à présent, soutenaient inconditionnellement le dictateur chinois, vont lui retirer ce soutien. Les fonds destinés aux caisses personnelles de Yuan Che-kaï vont désormais trouver une autre destination. Le conflit mondial va avoir sur la Chine des conséquences tout à fait inattendues. Le Japon, allié de la France et de la Grande-Bretagne, se croit obligé d'intervenir en Chine pour y assurer le « maintien de l'ordre ». Dès le lendemain même de la déclaration de guerre, les premiers contingents des soldats de l'Empire du Soleil Levant débarquent en Chine et, forts de leur qualité de « Puissance alliée », s'emparent immédiatement de la plupart des biens allemands.

Cette première manifestation des Japonais est bientôt suivie d'une démarche diplomatique du gouvernement de Tokio, qui adresse, quelques jours plus tard, à Yuan Che-kaï, un long mémoire revendicatif connu sous le nom des « Vingt et une demandes ». Profitant de ce que la France et la Grande-Bretagne sont trop occupées sur leur propre continent pour s'intéresser aux affaires de l'Orient, le Japon entend, par ces revendications, mettre purement et simplement le vieux voisin et rival chinois à sa merci.

Ces revendications sont exorbitantes. Indépendamment de la confiscation des territoires allemands du Chan-Toung, déjà opérée *manu militari*, Tokio entend mettre la main sur les principales fabriques de fer et d'acier installées en Chine. A ces exigences économiques et financières, s'en ajoutent d'autres, plus apparentes, et qui vont être durement ressenties par la population chinoise. Ainsi par exemple, obligation est faite au

gouvernement de Pékin de faire appel à des conseillers politiques, économiques et militaires japonais et de placer les polices des principales villes du pays sous le commandement mixte sino-japonais, de même que toutes les mines, chemins de fer et arsenaux du gouvernement.

Placé devant une telle situation, Yuan Che-kaï, après avoir en vain sollicité l'aide des Américains, ne peut qu'accepter les demandes japonaises. Cette intervention inopinée du Japon dans les affaires chinoises va contribuer pour beaucoup à la chute du dictateur. Avec l'arrivée du nouvel occupant et le départ des Européens, il est à la fois privé des importants subsides que ces derniers lui allouaient régulièrement et qui contribuaient pour beaucoup à le maintenir en place, et surtout, considérablement discrédité auprès des Chinois qui l'accusent maintenant ouvertement d'avoir livré le pays aux Japonais. Il est bien évident que la Chine ne peut accepter du Japon, de l'ennemi héréditaire, ce qu'elle acceptait hier encore des puissances européennes.

L'occasion est donc trop belle pour que Sun Yat-sen et son lieutenant Tchang Kaï-chek n'en profitent pas. Ce dernier entreprend alors une nouvelle tournée dans les différentes provinces du sud, une tournée qui, cette fois, va aboutir. La plupart des gouverneurs se rallient aux révolutionnaires et à la fin de 1915, Yuan Che-kaï est bien obligé d'admettre qu'il est dans l'incapacité de contrôler une situation qui lui échappe de jour en jour. Fou de rage, il se fait sacrer empereur, le 15 décembre de la même année. Mais cette mesure, sans signification politique, ne peut satisfaire que lui-même. Six mois plus tard, le 6 juin 1916, il meurt sans avoir pu réaliser son rêve, créer une nouvelle dynastie. Sa mort restera d'ailleurs un mystère. Pour les uns « l'usurpateur de la Première République chinoise » serait mort empoisonné, pour d'autres il se serait suicidé, alors que bon nombre d'historiens croient en la thèse de la mort naturelle. Quoi qu'il en soit, sa disparition, qui

pouvait permettre toutes les espérances, va plonger le pays dans un chaos indescriptible. Pendant les neuf années qui vont suivre, la Chine sombrera dans un néant effroyable et cessera d'exister en tant qu'État. Le pays, malgré les efforts des membres du Kuomintang, conduits par Sun Yat-sen, va être livré aux luttes féodales des seigneurs locaux et ne parviendra pas à retrouver son unité.

Pourtant, jamais le pays ne fut aussi prospère. Due à la guerre, l'absence de concurrence européenne donne à l'industrie et au commerce chinois un essor sans précédent. Entre 1913 et 1919, la production textile progresse de plus de 80 %. La production des ateliers de tissage passe de 4.500 métiers à 9.500, ce qui est énorme compte tenu de l'importance de ce secteur dans l'économie du pays. Pour la première fois, en 1919, la Chine se met à exporter de la farine, un produit que, depuis des années, elle est obligée d'acheter à l'étranger. Cet essor remarquable des industries existantes s'accompagne également de la création d'industries nouvelles. A ce développement économique inattendu, vient s'ajouter un changement radical du mode de vie traditionnel des Chinois, un changement dû, en grande partie, à ce « complexe de l'Occident », refoulé depuis plusieurs années par les jeunes générations. Le calendrier lunaire est aboli et remplacé par le calendrier solaire en vigueur en Europe et dans le monde entier. Les femmes et les jeunes filles rompent brutalement avec des siècles de traditions qui ont fait d'elles des esclaves domestiques et n'hésitent pas à se promener dans les rues des villes. Ce qu'elles n'auraient pas osé faire quelques mois auparavant. La plupart d'entre elles, également, commencent à suivre l'édit de 1903 publié par le gouvernement impérial contre la déformation volontaire des pieds féminins.

D'autres innovations, bien que souvent moins spectaculaires et quelquefois ridicules, témoignent de ce besoin de renouveau qui anime le pays. La mode s'occi-

dentalise. Les premières chaussures de cuir font leur apparition au même titre que les chapeaux de feutre qui modifient complètement la silhouette traditionnelle du Chinois de la rue. Les montres et les horloges font leur apparition un peu partout. Le pays tout entier découvre le pétrole, dont l'arrivée bouleverse fondamentalement la vie des foyers urbains. Une société américaine qui a l'idée d'exporter vers la Chine une petite lampe à pétrole vendue à un prix dérisoire, fait fortune en quelques semaines. Ces lampes prennent la place des traditionnelles lampes à huile fumeuses et sans grande luminosité, ainsi que des chandelles.

Mais c'est encore sur le plan de la scolarité que la réforme est la plus spectaculaire. Indépendamment du fait que, du jour au lendemain, les écoles et collèges dirigés par les missionnaires et universitaires occidentaux deviennent très populaires, on assiste à une totale révolution de l'université chinoise, qui se traduit par la création d'un nombre incalculable d'écoles, aussi bien dans les grandes villes que dans les campagnes. L'instruction y est gratuite. Pour la première fois, la chimie, la physique, l'algèbre, la géométrie et l'anglais sont enseignés. Des facultés de droit sont ouvertes et, par la suite, l'essor industriel du pays va entraîner la création d'écoles techniques. La première du genre s'ouvre à Hang-Tchéou, où la culture du ver à soie est enseignée aux jeunes filles de la région.

A ce développement de l'enseignement vient rapidement s'ajouter une véritable renaissance de la vie intellectuelle. Les grands auteurs européens, et en particulier les encyclopédistes français du XVIII^e siècle, sont largement diffusés dans les bibliothèques qui se multiplient dans le pays. Les intellectuels chinois eux-mêmes font figure d'avant-gardistes. Ils sont pénétrés de la pensée moderne et n'hésitent pas à inviter des représentants de l'élite européenne comme l'Anglais Bertrand Russell ou John Dewey.

Une école de philosophie moderne, animée par Hu-Shi,

se crée et ne cesse de développer l'esprit de recherche et de réforme. C'est sous son inspiration que, en 1915, le grand écrivain Huang Yuan-yung, jette les premières bases de la nouvelle écriture chinoise. Il suggère d'adopter un langage écrit simplifié qui prendra la place de l'écriture classique.

« Lors de la renaissance de l'Europe, déclare-t-il, ce fut le jour où les écrivains commencèrent à employer le langage parlé du peuple, et non plus le latin, que l'on vit disparaître le Moyen Age. »

Toutes ces réformes, aussi bien les plus quotidiennes que celles qui touchent l'enseignement ou la vie culturelle du pays, ont les plus profonds retentissements sur les jeunes générations et en particulier, et surtout, sur les étudiants.

Ceux-ci sont maintenant groupés en sociétés et unions où ils débattent ensemble des grands problèmes du pays. Ils organisent des meetings et manifestations, où ils n'hésitent pas bien souvent à prendre ouvertement parti contre l'autorité. Quelquefois aussi, ils organisent des grèves. En quelques mois, sinon quelques semaines, ils sont devenus une force vive de la Chine.

Entre autres manifestations, ils ont pris l'habitude, tous les ans, de commémorer à leur façon l'acceptation par Yuan Che-kaï des « Vingt et une demandes » japonaises, qu'ils considèrent comme le comble de l'humiliation nationale.

Au printemps de 1919, les représentants des grandes puissances se réunissent à Versailles pour organiser la paix du monde, autrement dit pour se partager les dépouilles des vaincus et se répartir différents « fromages » territoriaux. Malgré une tardive déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne, qui en faisait ainsi une alliée du Japon, Pékin n'obtient aucun des avantages octroyés aux vainqueurs. Bien au contraire, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis jouent la carte japonaise au détriment de Pékin. Tout cela se fait d'ailleurs assez hypocritement. Pour ne pas retirer

au Japon les avantages acquis en Chine par les « Vingt et une demandes », les Alliés décident de placer les biens allemands de Chine sous un protectorat international, géré et contrôlé par Tokio. En Chine, la déception est énorme. Et la déception fait bientôt place à la colère. Pour l'homme de la rue, il est clair que les « Vingt et une demandes » sont à nouveau remises en vigueur et il est clair aussi entre autres, que ce Traité de Versailles permettra au Japon de conserver le Chan-Toung. Les protestations les plus violentes viennent des étudiants. L'un d'eux, un certain Mao Tsé-toung, décide d'organiser une manifestation monstre pour protester tout autant contre la faiblesse du gouvernement de Pékin, qui tolère de pareilles atteintes à la dignité nationale, que contre les grandes puissances européennes, dont les intentions à l'égard de la Chine n'ont jamais été aussi perfides, et qui semblent considérer ce pays comme une vaste colonie internationale.

En quelques heures, dans la journée du 2 mai 1919, Mao Tsé-toung parvient à mettre la main sur un groupe d'agitateurs auxquels il confie la responsabilité d'une zone de la ville. Dans chacune de ces zones, ils devront, dès le lendemain, organiser des meetings préparatoires et le surlendemain, 4 mai au matin, monter des manifestations de masse qui convergeront vers la place Tien An Men où elles feront leur jonction dans le courant de l'après-midi.

Le jeune Mao Tsé-toung aura beaucoup de chance. Le lendemain, le bruit se répand dans la ville que le Japon va s'emparer de la Chine tout entière. Les responsables de zones n'ont aucun mal à réunir une assistance nombreuse aux meetings du soir et à rassembler des manifestants pour le lendemain. Et c'est ainsi que ce 4 mai 1919, date aujourd'hui considérée comme historique par le gouvernement de Pékin, plus de quarante mille personnes, conduites par un étudiant de vingt-six ans, Mao Tsé-toung, se rassemblent sur la plus grande place de Pékin aux cris de « Maintenons notre souveraineté ! »,

« Châtions les traîtres ! », « A bas les vingt et une demandes ! ».

Les heures passant, la manifestation prend de plus en plus d'ampleur et la colère devient plus difficile à contenir. Des groupes se forment, s'éparpillent dans la ville et se dirigent vers les bâtiments officiels. L'un d'eux, conduit par Mao Tsé-toung lui-même, atteint le domicile d'un ancien ministre des Affaires étrangères de Yuan Che-kaï qui a paraphé l'acceptation de la Chine aux fameuses demandes japonaises. Celui-ci est consciencieusement passé à tabac par la foule en délire, en même temps d'ailleurs que l'ambassadeur de Chine au Japon, qui a eu la mauvaise fortune de se faire inviter ce jour-là. Les manifestants quittent ensuite la maison, non sans y avoir mis le feu.

Pendant ce temps, sur la grande place, les troupes gouvernementales envoyées à la hâte, tentent de disperser la foule. Il va leur falloir plusieurs heures d'efforts pour que le calme revienne. Ce n'est qu'au prix des pires brutalités que les soldats parviennent à contrôler finalement la situation.

Le lendemain, la manifestation se poursuit sous une autre forme. Fort de son succès de la veille, Mao Tsé-toung fait distribuer dans toutes les écoles secondaires et à l'université, des tracts, imprimés dans la nuit, appelant les étudiants à la grève générale. Le succès de cette grève est tel que Mao Tsé-toung écrit à Changhaï, à son vieux copain Liou Chao-chi, pour lui demander d'organiser de son côté des manifestations semblables. A son tour, Liou Chao-chi écrit à d'autres amis et, en quelques jours, à Tien-Tsin, Nankin, Wou-Han et Canton, les étudiants se mettent en grève. En quelques jours aussi, ces manifestations atteignent d'autres couches de la population. Ainsi, par exemple, enregistre-t-on le 5 juin une grève générale des vingt mille ouvriers du textile de Changhaï. Une grève organisée par le vieux complice, l'inséparable Liou Chao-chi. Chacune de ces grèves, chacune de ces manifestations

est naturellement réprimée féroce ment par les troupes aux ordres de Pékin. Mais, désormais, le départ est donné et au cours des six années qui vont suivre, le pays va vivre dans un état d'ébullition permanente.

Du jour au lendemain, Mao Tsé-toung devient célèbre parmi les étudiants. Mais, dans certains cercles révolutionnaires, on s'interroge : Qui est ce Mao Tsé-toung ?



L'homme aux vingt-huit
coups de pinceau

En ces premiers mois de l'été 1919, Mao Tsé-toung a vingt-six ans. Grand, très mince, il ressemble plus à un paysan mal dégrossi qu'à un étudiant. Dans les couloirs de l'université de Pékin, son visage tanné par le soleil, ses mains calleuses, ses doigts rugueux et son austère costume de toile grise, tranchent curieusement avec le physique délibérément intellectuel de la plupart des étudiants. Déjà, on est frappé par son front arrondi, ses pommettes hautes et saillantes, ses sourcils épais, son œil noir et son abondante chevelure d'ébène qui se déploie sur son visage en de vastes mèches rebelles. Sa bouche est petite, ses lèvres fines, en un mot un personnage austère d'où émanent irrésistiblement la force et la conviction. Lorsqu'il sourit, ce qui lui arrive assez souvent, son sourire est large, franc, frais et spontané. Bien qu'il ne soit à Pékin que depuis quelques mois seulement, Mao Tsé-toung est très populaire auprès de ses camarades de l'université. Cette popularité, il la doit autant à ses fonctions d'assistant bibliothécaire à l'université, un travail qui lui permet de connaître à peu près tout le monde, qu'à son aspect de paysan du Hou-Nan. Mao est très fier de ses origines provinciales. Il parle souvent de sa province, le Hou-Nan, véritable poumon agricole du pays, et aime à raconter la vie des paysans de chez lui. Ces récits, qui sont écoutés avec le plus grand intérêt par ses camarades, tous plus ou moins originaires des villes, sont souvent émaillés d'expressions du terroir qui provoquent l'hilarité, quand ce ne sont pas des grossièretés, recueillies quelques années auparavant, alors qu'il travaillait dans les champs avec les ouvriers de son père.

Ceux qui se vantent de connaître l'homme qui vient de faire descendre Pékin dans la rue, disent aussi qu'ils sont surtout étonnés par cette soif de culture, par ce besoin constant d'échanger des idées, par cet esprit discursif, par cette intelligence discrète et par cette pureté naïve qui semblent qualifier le jeune Mao. Celui-ci est admirablement servi par les circonstances. Son emploi

à la bibliothèque de l'université lui permet de dévorer en quelques mois une masse considérable d'ouvrages. A son tour, comme des milliers de jeunes de son âge, il découvre Rousseau, Montesquieu et la plupart des encyclopédistes français, ainsi que les économistes anglais.

On dit aussi de lui qu'il mène plus ou moins une vie d'ascète. Et ce qui peut passer pour certains comme une attitude philosophique ne fait que traduire la précarité de sa situation matérielle. Son traitement de bibliothécaire est si modeste qu'il ne peut même pas s'offrir le luxe de deux repas quotidiens, sans parler naturellement de l'indispensable manteau qui lui aurait permis d'affronter les rigueurs de l'hiver. En l'absence des subsides que son père, un paysan aisé, se refuse à lui accorder, le jeune Mao est donc condamné à vivre misérablement. Cette misère, il la partage avec sept camarades venus avec lui de sa lointaine province tenter la grande aventure de la capitale, et avec lesquels il vit dans un minuscule taudis de deux pièces. Ainsi, ignoré plus ou moins des professeurs et secrètement méprisé par les étudiants, il découvre le fossé qui sépare intellectuels et travailleurs.

Pourtant, au fil des jours et des semaines, Mao parvient à se faire admettre par les uns et les autres. Son intelligence discrète, sa conviction et sa clairvoyance l'ayant amené à animer de nombreux débats avec ses condisciples, il ne tarde pas à être remarqué par le doyen de la faculté des lettres, qui va avoir sur lui, désormais, une influence déterminante. Celui-ci a été fortement ébranlé par le succès de la révolution russe. Et, sous sa férule amicale, le jeune Mao découvre Lénine et Bakounine. Bientôt, Mao Tsé-toung franchit le Rubicon, le révolté devient révolutionnaire.

C'est à ce titre que, quatre mois à peine après son arrivée à Pékin, il part pour Tchang-Cha, dans le Hou-Nan, plus ou moins chargé par son maître d'aller y colporter la révolution. Tchang-Cha est la capitale de la

province natale de Mao et il y a vécu pendant plusieurs années. Il y compte de nombreux amis, c'est assez dire s'il entend mener cette tâche à bien. Dès son arrivée dans la ville, où il occupe les fonctions de rédacteur à la *Revue mensuelle de la rivière Hsiang*, il réunit ses anciens condisciples de l'école normale et crée la « Ligue pour la rénovation du Hou-Nan ». Il multiplie les réunions clandestines, encourage les uns, persuade les autres et fait tant et si bien qu'à son retour à Pékin, fin avril, il peut considérer sa mission comme réussie.

En quittant cette ville de Tchang-Cha, si riche en souvenirs, Mao Tsé-toung ne peut s'empêcher de penser à tout le chemin parcouru depuis le jour où, venant de son village natal de Chao-Chan, il arriva pour la première fois dans la capitale de la province. Il avait alors dix-huit ans.

C'était en avril 1911. Un peu partout dans le pays, les membres de l'Union des Ligues Révolutionnaires, animés par Sun Yat-sen, provoquaient émeutes, grèves, manifestations et troubles divers. Partout la domination, sinon l'autorité, de la cour de Pékin était discutée, voire menacée. A l'école supérieure de la ville où vient de s'inscrire le jeune Mao, les étudiants se passent sous le manteau le journal de Sun Yat-sen, l'apôtre de la révolution, *La Force du Peuple*, imprimé clandestinement. C'est la première fois que Mao Tsé-toung lit un journal. Il y découvre aussi pour la première fois des valeurs qui ne se réfèrent ni à Confucius ni à Bouddha. Le mouvement de Sun Yat-sen ne fait appel ni à la passivité du premier, ni à la timidité de second. Il a déjà ses martyrs, ses légendes et ses héros. Ainsi, en quelques lignes, tout l'édifice moral du jeune Mao, un édifice sagement élaboré par des années de présence maternelle, s'écroule.

Pour Mao, c'est la révélation. Il publie un manifeste qu'il affiche sur les murs de l'école et qui lui vaut une popularité spontanée auprès de ses compagnons de classe. Mieux encore, il constitue une association secrète

qui groupe une centaine d'étudiants, « Les Spartiates du Hou-Nan ».

Mais les Spartiates n'auront pas le temps de passer à l'action. La révolution du 10 octobre intervient. Elle va sonner le glas de la dynastie mandchoue. Elle provoque dans tout le pays et en particulier dans le Sud et dans le Centre une vague d'enthousiasme qui fait que, de jour en jour, les armées révolutionnaires voient grossir leurs rangs. Les étudiants naturellement sont parmi les premiers à s'engager. Mao Tsé-toung est du nombre.

L'expérience militaire de Mao Tsé-toung sera extrêmement décevante. Les six mois qu'il passera sous l'uniforme, il va les vivre sans passion, sans drapeau et sans gloire, dans un mess d'officiers où son univers est limité aux corvées et autres vaisselles. Sa seule grande joie, il la trouvera à Nankin, deux heures après sa démobilisation. Perdu dans la foule avec un camarade, il entend Sun Yat-sen lire le texte de la constitution de la république qui vient d'être proclamée. « Égalité sans distinction de classe, de religion ou de couleur ; liberté de parole et de presse ; liberté d'association, etc. » Chaque article soulève l'enthousiasme de la foule qui ne cesse d'interrompre l'orateur pour applaudir. Seuls Mao Tsé-toung et son compagnon restent calmes.

« Crois-tu que cela va marcher ? demande Mao.

— Un jour, nous en écrirons une meilleure et nous la ferons marcher, » répond simplement celui-ci.

L'ami de Mao s'appelle Liou Chao-chi (1).



Comme beaucoup de civils qui terminent une expérience militaire, Mao Tsé-toung se retrouve, en ces premières années de 1912, antimilitariste et désorienté. Il va lui falloir près d'une année pour retrouver sa voie.

(1) Il deviendra bien plus tard Président de la République Populaire de Chine.

A Tchang-Cha où il revient avec Liou Chao-chi, Mao tente successivement de suivre des cours à l'école de police, à l'école de droit, dans une école commerciale, puis enfin dans une école technique. Chaque fois, au bout de quelques semaines, sinon de quelques jours, il abandonne. La plupart des cours sont donnés en anglais, une langue que le jeune Mao pratique peu. Cette faiblesse dans les langues étrangères le gênera souvent. Elle le privera un peu plus tard d'un séjour en France, organisé pour les étudiants et pour lequel il avait été retenu. Il sera obligé de céder sa place à un camarade. Mais ces six ou sept mois d'inactivité ne sont pas totalement inutiles. Vivant, très misérablement, de la générosité de ses amis ou de lointains parents, Mao passe ses journées à la bibliothèque de la ville où il dévore des centaines d'ouvrages. Enfin, en octobre 1913, il se décide et entre à l'école normale de Tchang-Cha. Il va y rester cinq ans.

Les cinq années que Mao va ainsi vivre vont être marquées par une série d'événements déterminants. En Chine, le vol de la république par Yuan Che-kaï, la dictature de celui-ci et les grands désordres politiques consécutifs à sa disparition. En Europe, la Grande Guerre et enfin, et surtout, en Russie la révolution. Pour Mao Tsé-toung, ces événements vont provoquer une prise de conscience politique qui va se traduire d'une façon assez désordonnée, mais qui déjà laisse entrevoir son choix. Tout de suite, il manifeste son hostilité au régime du dictateur. Il crée un cercle d'étudiants, au sein duquel il développe et exploite cette hostilité. En 1915, il a vingt-deux ans, il publie son premier article dans une revue réformiste, « Appel solennel à la jeunesse ». Deux ans plus tard, il fonde la « Nouvelle Société d'Études du Peuple » et publie une « Étude sur l'Athlétisme » qu'il signe « L'homme aux vingt-huit coups de pinceau », une signature qu'il doit au fait que son nom s'écrit effectivement de vingt-huit coups de pinceau.

Avec la révolution soviétique de 1917, il découvre le socialisme. Il lit le « Manifeste communiste » de Karl Marx et la « Guerre des classes » de Kautsky. Cette révolution russe l'impressionne dans la mesure où elle lui donne la preuve qu'une révolution peut réussir, mais il persiste à croire que la révolution qui peut sauver la Chine doit être une révolution originale, propre au caractère du peuple chinois. Il ne partage pas ainsi l'enthousiasme de son ami Liou Chao-chi qui entreprend d'apprendre le russe pour lire Lénine dans le texte.

Parallèlement à cette formation et à cette éducation politique, Mao et Liou parcourent leur province en tous sens à la recherche de cet indispensable contact avec la masse qui, pensent-ils, doit leur apporter les fondements de cette révolution typiquement chinoise. Ainsi, vacances d'été et vacances d'hiver sont consacrées à de grandes randonnées dans le pays. Munis de leur seul baluchon, se nourrissant de quelques poignées de riz, dormant le plus souvent à la belle étoile, les deux jeunes gens partent à l'aventure. Cette expérience non plus ne sera pas inutile.



En 1918, Mao Tsé-toung sort de l'école normale. Il sort même dans un bon rang et obtient un poste d'assistant bibliothécaire à l'université de Pékin. Un poste qui va lui permettre de poursuivre des études supérieures. Pour sa part, Liou Chao-chi décide de se rendre à Changhaï, ville industrielle en plein essor, et d'y étudier les conditions de vie du prolétariat. Pour les deux jeunes gens, la séparation est difficile. Ils ne se reverront pas avant dix ans. Liou et Mao se sont connus à l'école de Hsin-Shiang. Liou avait alors neuf ans et Mao quatorze. Pourtant les deux garçons étaient dans la même classe. Dès le premier jour, ils devinrent des copains inséparables. Liou, élève précoce et particulièrement brillant, aidait son ami à faire ses dissertations tandis que de son côté

Mao exécutait les innombrables corvées que son jeune camarade n'était pas en état de faire. L'amitié entre les deux jeunes élèves se fortifia au fil des mois et des ans et trouva un nouveau ciment dans leur passion commune pour la politique. Leur professeur, membre militant de la « Ligue de l'Union des Révolutionnaires » de Sun Yat-sen, contribua pour beaucoup à développer en eux cette haine et ce mépris de l'occupant mandchou. Pour Mao, ces griefs contre cet usurpateur étranger qui humilie la Chine ne tardent pas à se confondre avec ceux qu'il a contre son propre père. Mao, en effet, n'a jamais aimé son père, adepte du confucianisme et partisan convaincu des Mandchous, qui ne comprenait pas les aspirations intellectuelles du jeune Mao. Paysan enrichi, il souhaitait que son fils prenne la relève et se consacre aux affaires familiales. Pour Mao, il n'en est pas question. Par la suite d'ailleurs, il dira : « Mon père est le premier capitaliste que j'ai connu. »

Ces heurts permanents entre le père et le fils deviennent de plus en plus aigus au fur et à mesure que les tendances de Mao pour le goût des études et de la lecture se précisent. Quand Mao était à Tchang-Cha ou à Pékin, son père lui coupa les vivres dans l'espoir que cette mesure obligerait le rejeton à regagner le domicile familial. Inutile de préciser d'ailleurs que les prises de position « révolutionnaires » de Mao ne firent qu'augmenter cette tension.



Tel est l'homme qui vient de soulever Pékin contre le pouvoir. Mais cette manifestation, aussi importante et aussi spectaculaire soit-elle, n'est qu'une goutte d'eau dans la mare. Le gouvernement légal, celui qui a succédé au dictateur Yuan Che-kaï, a d'autres sujets d'inquiétude. Ce rassemblement de quarante mille mécontents dans les rues de la capitale n'est rien à côté des problèmes qu'il doit quotidiennement affronter.

Ceux-ci sont innombrables et pour pouvoir leur apporter une solution, quelle qu'elle soit, encore faut-il qu'il puisse exercer son pouvoir. Ce qui, en ces premiers mois de l'année 1919, ne semble pas être le cas.

La Chine a disparu de la carte du monde en tant qu'entité politique. Le pays est totalement aux mains des seigneurs locaux qui contrôlent des régions entières et ignorent totalement le pouvoir central. Pour assurer leur indépendance, ils disposent d'armées redoutables, bien souvent plus puissantes à elles seules, que l'armée régulière aux ordres de Pékin. Ils font régner sur le pays une tyrannie despotique qui se traduit par un régime de terreur. Les paysans sont accablés d'impôts et de servitudes diverses et les récalcitrants sont ramenés à la raison par la torture, l'emprisonnement ou la mort. Les exécutions ne se comptent plus. Pour financer ces armées, qui d'ailleurs n'ont d'armées que le nom et le plus souvent s'apparentent à des hordes de bandits, les seigneurs développent au maximum la culture du pavot. L'opium est vendu clandestinement à des trafiquants étrangers et les bénéfices de ce commerce servent soit à alimenter les caisses personnelles, soit à l'achat d'armes et de munitions.

Aveuglés par leur propre pouvoir et leur propre force, ils essaient d'agrandir leurs fiefs. Tout cela se traduit par une multitude de batailles et de guerres entre voisins, qui ajoutent encore à l'anarchie régnante. Des alliances se nouent, des traités sont signés, en un mot tout se passe comme si la Chine n'existait plus. Certains de ces seigneurs entretiennent même des relations diplomatiques avec les représentants des grandes puissances européennes qui, pour différentes raisons, semblent assez satisfaites de voir ainsi la Chine plongée dans le chaos le plus total.

La seule force politique véritablement organisée, ou en cours d'organisation, reste donc le Kuomintang de Sun Yat-sen. Celui-ci, malgré le nombre sans cesse croissant de ses adhérents, ne dispose que de peu de

pouvoirs. Il tire l'essentiel de ses ressources financières des riches marchands du Sud ou des Chinois vivant à l'étranger. Mais ces dotations sont assez limitées. Pourtant, Sun Yat-sen reste convaincu que la seule possibilité de refaire l'unité de la Chine, et de la refaire autour du Kuomintang, reste de combattre militairement, les uns après les autres, les seigneurs locaux. Et, depuis Canton, transformée en capitale révolutionnaire, Sun Yat-sen lance les armées du Kuomintang à l'assaut des seigneurs de la guerre du Nord. L'opération, montée avec une armée mal équipée et peu entraînée, se solde par un échec. Désireux d'en finir, le père de la révolution chinoise fait appel aux puissances européennes. Celles-ci ne veulent rien entendre et les uns après les autres, Américains, Britanniques, Français et même Japonais refusent de reconnaître le gouvernement de Canton. Alors, Sun Yat-sen se tourne vers Moscou.

Les Russes, naturellement, sont ravis de l'aubaine et sautent sur l'occasion. Dès janvier 1923, ils envoient à Changhaï un représentant, Joffe, qui rencontre secrètement Sun Yat-sen. Cette entrevue se traduit immédiatement par la signature d'un accord aux termes duquel Moscou s'engage à aider militairement et financièrement le gouvernement révolutionnaire du Kuomintang basé à Canton. Cet accord se concrétise peu après par l'arrivée de deux conseillers soviétiques. Le premier, Borodine, vient en ligne droite d'Ankara où il « officiait » auprès du jeune chef de la Turquie nouvelle, Mustapha Kémal, et il est plus spécialement chargé des questions politiques. Le second, Galen, est conseiller pour les questions militaires. Dès son arrivée, d'ailleurs, il entreprend la réorganisation, sinon l'organisation, de l'armée du Kuomintang. Les unités sont regroupées, reconstituées, équipées avec du matériel soviétique ultra-moderne et solidement encadrées par de jeunes officiers formés à la stratégie moderne dans la toute nouvelle académie militaire de Whampoa. Celle-ci est dirigée par

Tchang Kaï-chek qui a pour adjoint un certain Chou En-laï.

Cet accord de « coopération » s'accompagne d'une reconnaissance diplomatique du gouvernement de Canton par Moscou. Cette décision des dirigeants soviétiques, si elle satisfait pleinement Sun Yat-sen, a pour conséquence immédiate de plonger dans le plus profond embarras et de mettre dans une situation particulièrement délicate les dirigeants du jeune Parti Communiste Chinois, qui justement commencent à prendre leur distances à l'égard du Kuomintang qu'ils trouvent trop conservateur et trop réactionnaire.

Bien qu'embryonnaire depuis déjà plusieurs mois, le parti communiste chinois est né à Pékin au lendemain de la manifestation du 4 mai 1919. La popularité acquise à cette occasion par le jeune Mao Tsé-toung va avoir pour conséquence de lui ouvrir un certain nombre de portes que, jusqu'alors, sa qualité d'étudiant jointe à celle d'assistant bibliothécaire, ne lui avait pas permis de franchir. C'est ainsi qu'il rencontre, outre la jeune fille qui deviendra sa femme l'année suivante, un certain Tchen Tou-sieou, professeur d'économie politique à l'université. Pour Mao, cette rencontre est déterminante. Tchen Tou-sieou, en effet, « traduit » au jeune étudiant tous les textes de Marx, Lénine et Kautsky que celui-ci avait déjà dévorés sans pour autant les assimiler.

Puis Mao rencontre le Soviétique Joffe et cette rencontre suffit à balayer les quelques réserves qu'il peut encore avoir à l'égard du système communiste.

« Pourquoi n'y a-t-il pas de parti communiste en Chine ? demande-t-il à Tchen Tou-sieou.

— La Chine en a grand besoin, nous devrions en fonder un.

— S'il y avait un parti communiste ici, je crois que je m'inscrirais.

— Vous et moi allons le fonder ensemble. »

Le premier congrès du parti communiste chinois se réunit le 30 juin 1921 en grand secret dans une école de

filles de la concession française de Changhaï. Cette première réunion est assez animée : quelques heures après son ouverture, elle est interrompue par l'arrivée inopinée de la police. Les douze hommes présents n'ont que le temps de s'enfuir et de se réfugier dans l'arrière-pays. Et c'est dans le calme d'un paisible village, Chao-Chiang, que, dès le lendemain, ils poursuivent leurs travaux. Pour être sûrs de ne pas être dérangés, ils s'installent sur une grande barque ancrée au milieu d'un lac.

Des douze hommes qui participent à cette réunion historique et qui jettent les bases et les structures du nouveau P.C.C., Mao Tsé-toung est à la fois le plus jeune et le seul représentant du monde paysan. Un deuxième congrès se tient l'année suivante, en juillet 1922, à Hang-Tchéou, mais Mao, envoyé en mission de propagande dans sa province natale du Hou-Nan, ne pourra y assister, pas plus d'ailleurs qu'il n'assistera au congrès suivant qui se tient en juin 1923 à Canton. Pourtant, ce congrès sera capital. Il intervient en effet six mois après que Sun Yat-sen, au nom du Kuomintang et du gouvernement révolutionnaire de Pékin, eut signé le fameux accord de « coopération » avec Moscou. Et à l'issue de plusieurs heures de délibérations difficiles, les communistes chinois sont obligés d'admettre que cet accord, qui les place dans une position délicate, les oblige pratiquement à jouer le jeu avec le Kuomintang. C'est le début de la première alliance.

Cette alliance entre les deux seuls partis organisés du pays — mais organisés uniquement au niveau des cadres — est consacrée l'année suivante, en janvier 1924, lors du premier congrès du Kuomintang. A l'issue de ce congrès, l'alliance est scellée. Un seul but : rétablir l'ordre dans le pays, chasser les seigneurs locaux, redonner à la Chine son unité et établir un nouveau régime politique basé sur les grands principes révolutionnaires dictés par Sun Yat-sen, « Les Trois Principes du Peuple » et la « Constitution des Cinq Pouvoirs ».

Sur le plan pratique, les membres des deux partis sont autorisés à avoir la double appartenance. C'est le « Front Populaire ».

Quoi qu'il en soit, cette curieuse alliance de bourgeois nationalistes et d'intellectuels communistes va surtout permettre, dans l'immédiat, à Mao Tsé-toung de sortir de l'ombre et d'établir définitivement sa personnalité et son autorité. A Tchang-Cha, la capitale du Hou-Nan, dont il est le représentant au comité central du P.C.C., et où il revient en compagnie de la jeune femme qu'il a épousée l'année précédente, il s'empresse de rassembler ses anciens amis et de relancer dans cette province l'activité révolutionnaire quelque peu endormie depuis son départ. Il publie le premier numéro de la *Critique du Hou-Nan*, qu'il vend lui-même dans les rues avec sa jeune épouse et quelques amis.

Dans toutes les provinces où se trouvent des responsables communistes, des journaux identiques sortent. Chou En-laï publie le *Bulletin des Fédérations Étudiantines* et Liou Chao-chi, qui s'apprête à partir pour Moscou, lance de son côté la *Revue du Dimanche*. Grâce à ces journaux et aussi aux nombreuses réunions d'information tenues par les dirigeants du parti, le P.C.C. devient, de jour en jour, plus populaire et le nombre de ses adhérents ne cesse d'augmenter. Pourtant Mao Tsé-toung et ses compagnons ne sont pas totalement satisfaits. Ils sont obligés de constater que leur organisation ne touche qu'une partie de la population, les jeunes et les étudiants, et qu'elle n'atteint que difficilement la masse, que ce soient les paysans ou les ouvriers. Il faut donc changer de tactique et passer à l'action le plus spectaculairement possible sur le plan syndical.

Déjà, en janvier 1922, la Fédération des marins de Hong-Kong, poussée par sa minorité communiste, déclenche une grève générale pour obtenir des autorités britanniques une augmentation des salaires. La grève va durer un mois et demi. Elle sera la plus longue dans

l'histoire assez récente du prolétariat chinois. De 10.000 en janvier, le nombre des grévistes passe à 30.000 au bout d'une semaine et atteint près de 70.000 hommes lorsqu'elle se termine. C'est donc un triomphe. Exaspérés de ne pouvoir briser, même par la force, ce mouvement, les Anglais abandonnent la lutte et accordent aux grévistes toutes les augmentations demandées.

Cette capitulation de l'occupant étranger devant le peuple chinois va avoir des conséquences particulièrement importantes. Pour la première fois, la preuve est faite que l'union solide des travailleurs peut conduire à des résultats positifs. C'est le triomphe du syndicalisme et c'est aussi le triomphe des communistes qui, du jour au lendemain, sentent qu'ils ont enfin établi le contact avec la classe ouvrière. Cette grève de Hong-Kong ayant la valeur d'un exemple, les mouvements de grève vont maintenant se multiplier un peu partout dans le pays.

Cela dit, sur le plan strictement politique, les communistes sont parfaitement conscients du fait que l'alliance avec le Kuomintang ne durera que ce que peut durer une alliance. Il est bien évident que cet amalgame de révolutionnaires et de conservateurs ne va pas toujours durer et qu'un jour ou l'autre, la rupture sera inévitable. Il s'agit donc, dès maintenant, de préparer cette rupture, ou plus précisément, d'établir les conditions dans lesquelles ils pourront en tirer le plus grand profit. En un mot, il s'agit de noyauter le Kuomintang.

C'est à quoi les membres du P.C.C. vont s'atteler. En quelques mois, les « Rouges », comme on commence à les appeler, installent des hommes à eux, ou tout au moins des sympathisants, dans les rouages essentiels du parti de Sun Yat-sen et de Tchang Kaï-chek. Mao Tsé-toung, lui-même, parvient à obtenir la confiance des dirigeants adverses et, en vertu de l'accord de double appartenance qui lie les deux partis, il siège au comité central du Kuomintang en tant que représentant du Hou-Nan. Il se lie avec de nombreux responsables

politiques qui lui accordent leur confiance et c'est ainsi qu'en 1924, on le retrouve secrétaire particulier du vice-président du Kuomintang.

Le 12 mars 1925, meurt Sun Yat-sen. Fatigué, usé par des années de lutte, de clandestinité, de voyages incessants et de combats, le père spirituel de la révolution chinoise s'éteint tandis que celle-ci est en pleine confusion. On a pu dire de lui qu'il était plus un théoricien qu'un chef politique, mais, quoi qu'il en soit, son nom restera à jamais lié à la chute de l'Empire mandchou et à l'avènement de la République chinoise. Sun Yat-sen mort est encore plus grand. Et le deuil national décrété aussi bien par le Kuomintang que par les communistes donne lieu à de grandioses manifestations qui font croire un instant que la mort de cet homme va peut-être rendre possible l'unité de la Chine autour de tous les républicains. Il n'en sera rien.



La rupture avec
Tchang Kai-chek

Sun Yat-sen disparu, c'est Tchang Kaï-chek qui le remplace et qui prend en main les destinées du Kuomintang.

Tchang Kaï-chek a trente-sept ans. Il est un des personnages les plus en vue non seulement du Kuomintang, mais également du pays. Pour l'heure, il dirige avec autorité l'académie militaire de Whampoa, créée deux ans auparavant à la demande de Galen, alias Vassili Blücher, conseiller militaire de Moscou. Et dans cette académie, qui doit doter la future armée du Kuomintang de ses cadres, il se fait remarquer par ses qualités de stratège, de chef militaire et aussi de politique éclairé : les futurs officiers y reçoivent des cours de formation politique et révolutionnaire.

Tchang Kaï-chek, homme froid et austère, a une confiance extraordinaire en lui. Orgueilleux et fier, il croit en sa bonne étoile et il est intimement persuadé qu'il a un rôle à jouer dans l'histoire de son pays. On le dit honnête, il l'est, mais son entourage immédiat est notoirement corrompu. Il se dit socialiste, tout au plus est-il « social ».

En réalité, il est surtout et avant tout un militaire. « Quand j'étais jeune homme, raconte-t-il, j'élevais mon esprit pour me faire soldat. J'ai toujours pensé qu'être dans l'armée est la plus haute expérience de l'existence humaine, en même temps que la plus haute forme de l'activité révolutionnaire. Tout ce que je possède maintenant en expérience, en connaissances, esprit et personnalité, je l'ai gagné par l'entraînement et le métier militaire. »

Traditionnaliste, il croit à la supériorité de la civilisation chinoise, ce qui se traduit chez lui par une xénophobie aiguë qui s'applique à tous les peuples, y compris les Américains pour lesquels ses sympathies sont plus apparentes que réelles. Enfin, spiritualiste ardent, Tchang Kaï-chek oppose à la dynamique matérialiste des communistes le confucianisme traditionnel.

Rien, apparemment, ne peut rapprocher Tchang Kaï-

chek de Mao Tsé-toung et des communistes. Ceux-ci, d'ailleurs, en sont parfaitement conscients et ils savent que l'alliance avec le Kuomintang, maintenue tant bien que mal par la seule présence de Sun Yat-sen, a maintenant vécu.

C'est Tchang Kaï-chek qui va prendre l'initiative de la rupture. L'étincelle qui va mettre le feu aux poudres se produit le 10 mai 1925 à Changhaï. Ce jour-là, la grève éclate dans une usine de textile. En quelques heures, elle atteint toute l'industrie textile de la ville. Des manifestations ont lieu, la police intervient, charge brutalement dans la foule et tire. Bilan : douze morts. Bientôt, la grève s'étend à d'autres secteurs de la ville et, en quelques jours, Changhaï tout entière est paralysée. Le 30 mai, les ouvriers n'ont toujours pas repris le travail et la population tout entière de la ville, conduite par les dirigeants des syndicats et les étudiants, défile dans les grandes artères en scandant des slogans hostiles à l'occupant étranger. La réaction ne se fait pas attendre et le lendemain, 1^{er} juin, des navires de guerre américains, japonais et anglais débarquent des troupes qui se livrent à une répression sanglante, laquelle n'aura pour seul résultat que d'accroître la détermination des ouvriers. Leur grève durera près de trois mois et donnera lieu à de nombreuses manifestations de solidarité dans d'autres villes et en particulier à Hong-Kong, où le travail ne reprendra que onze mois plus tard.

Pour Tchang Kaï-chek, qui essaie de prendre cette grève organisée par les communistes à son propre compte, il devient clair que la puissance et l'influence de ces derniers ne cessant de se développer, il faut rompre et les éliminer totalement du pouvoir.

Le prétexte de cette rupture, inventé de toutes pièces par Tchang Kaï-chek, est si énorme, si inconcevable, que l'on a peine à croire que les communistes puissent tomber dans un tel panneau. Le 18 mars 1926, le chef du Kuomintang envoie un de ses croiseurs, le *Sun Yat-sen*, à Whampoa. Le commandant de ce navire a simplement

pour instruction de faire mouvement sur ce port et d'y attendre des ordres complémentaires. Il ne les recevra jamais. Par contre, le responsable du Kuomintang au sein de l'académie militaire de Whampoa reçoit un télégramme personnel de Tchang Kaï-chek, lui annonçant que les officiers communistes de l'académie, appuyés par les marins du *Sun Yat-sen* s'apprêtent à tenter un coup d'État. La suite, on la devine. C'est la chasse aux sorcières rouges. Devant le comité central de son parti, Tchang Kaï-chek demande l'élimination de tous les communistes installés aux postes de commande du Kuomintang et la mise à l'index de tous les fonctionnaires soupçonnés de communisme.

Devant une telle situation, les communistes ne bougent pas. Ils se contentent de courber l'échine, convaincus, comme l'affirme leur leader, Tchen Tou-sieou, qu'ils contrôlent efficacement tous les rouages du pays. De plus, ce même Tchen estime qu'il n'est pas nécessaire de rompre puisque les armées communes du Kuomintang et du P.C.C. s'apprêtent à partir en campagne contre les seigneurs locaux qui contrôlent plus ou moins l'ensemble du pays. Il est convaincu qu'une fois la Chine unifiée, l'absorption et l'élimination du Kuomintang se feront toutes seules, par le fait justement que les communistes tiennent les rouages essentiels du pays.

Cette expédition, conduite par Tchang Kaï-chek en personne, part de Canton à la fin du mois de juillet 1926. L'armée, grâce au travail accompli par Galen et ses collaborateurs soviétiques, est bien équipée et solidement encadrée par de jeunes officiers enthousiastes et compétents formés à l'académie de Whampoa. Les troupes sont réparties en plusieurs corps expéditionnaires commandés soit par des officiers communistes, soit par des hommes de Tchang Kaï-chek qui, déjà, commencent à se désigner sous le nom de « nationalistes ».

En quelques semaines, cette expédition se transforme en une véritable croisade. Le 12 juillet, Tchang-Cha est libérée. Wou-Tchang tombe en octobre, Hankéou et

Nan-Tchang en novembre. Partout, devant l'avance des armées, les paysans se soulèvent et constituent des corps de volontaires commandés par des communistes. Partout aussi, semble-t-il, la propagande communiste précède l'arrivée des troupes et gagne la masse paysanne aux idées nouvelles. Si tout cela, naturellement, facilite la tâche des armées de libération, leur chef, Tchang Kaï-chek, n'en est pas moins troublé. Il se rend compte, pour la première fois, de la véritable force du communisme en Chine et de son implantation. Il est sérieusement inquiet. La clique des seigneurs locaux et autres bandits organisés est vaincue bien plus par l'unité des paysans autour des chefs communistes que par les armées de « libération ». Plus grave encore, dès qu'une région est libérée, l'infrastructure communiste apparaît au grand jour et prend en main les destinées des villages, villes et provinces. Et Tchang Kaï-chek se rend compte que tout le travail qu'il est en train d'accomplir, autrement dit la réunification de la Chine autour d'un pouvoir central, il l'accomplit pour le seul profit des communistes.

Néanmoins, la campagne commune des armées « rouges » et des armées « nationalistes » se poursuit. Nankin et Changhaï tombent en mars 1927 et, en avril, tout le sud du pays jusqu'à la vallée du Yang-Tsé-Kiang est aux mains des armées de libération. La campagne se poursuivra jusqu'en juin 1928, date à laquelle intervient la chute de Pékin.

Cette campagne ne se fait pas sans dommages pour les Européens. Dans les régions libérées, les concessions étrangères sont attaquées, des missionnaires et des hommes d'affaires anglais sont massacrés, des propriétés et des entrepôts brûlés et pillés et les survivants obligés de fuir ou chassés. Cette chasse à l'étranger n'arrange guère Tchang Kaï-chek. Celui-ci, toujours désireux de se défaire de ses « alliés » communistes à la première occasion et de déchirer le pacte signé avec les Russes par Sun Yat-sen, ne tient pas à se mettre les grandes

puissances européennes à dos. Il souhaite au contraire bénéficier de leur appui financier et matériel pour éliminer définitivement ses adversaires rouges. Mais ceux-ci, justement conscients des projets de Tchang Kaï-chek, provoquent ces incidents pour le discréditer auprès de l'étranger. Pour Tchang Kaï-chek c'en est trop maintenant. La première occasion sera la bonne. Cette occasion, il va la trouver à Changhaï ou, plus précisément, les communistes vont la lui donner.

Apprenant l'arrivée prochaine de l'armée de la libération, la section communiste de la ville déclenche une grève générale suivie d'une insurrection armée contre le pouvoir de Pékin et, en quelques heures, se rend maîtresse de la ville. Entrant à son tour dans Changhaï libérée, à la tête de ses troupes, Tchang Kaï-chek exige que les insurgés lui remettent leurs armes. Il veut désarmer les communistes. Ceux-ci refusent. Cela va être leur perte.

Désormais, c'est la chasse aux communistes. Sur ordre personnel de Tchang Kaï-chek, le parti communiste chinois est mis hors la loi, ses membres, des plus importants au dernier des militants, sont traqués, arrêtés, torturés et exécutés par centaines, par milliers. A Pékin, Canton et Changhaï, les exécutions ne se comptent plus. Dans tout le pays, des dizaines de milliers d'hommes sont exécutés. Chou En-laï, lui-même, est arrêté et condamné à mort. Placé devant le peloton d'exécution, il doit la vie au fait que l'officier chargé d'ordonner le feu est un de ses anciens élèves de l'académie de Whampoa. Le P.C.C. est dissous et les conseillers soviétiques, Borodine en tête, obligés de quitter le pays.



Mao Tse-toung se trouve, pour sa part, dans son fief du Hou-Nan. Mais, le 9 août 1927, Tchang Kaï-chek envoie, on l'a vu, ses troupes pour encercler Tchang-Cha. Les communistes y sont traqués et massacrés.

Mao est arrêté. Sa femme, capturée elle aussi, est exécutée. Cependant, Mao réussit à s'évader et aussitôt, il décide de reprendre la lutte contre Tchang.

Cette lutte, il entend la mener depuis le Hou-Nan qu'il souhaite transformer en un véritable centre de résistance communiste. Mais encore faut-il que les instances supérieures du parti soient d'accord. Il envoie Chou En-laï, venu le rejoindre entre temps, sonder les dirigeants.

Interrogé, Li Li-san, qui préside le comité central en « l'absence » de Tchen Tou-sieou, se montre extrêmement réservé. Il s'agit beaucoup plus que d'une réserve, Moscou n'est pas d'accord. Et non seulement Moscou n'est pas d'accord, mais encore, estime-t-on là-bas, il faut éviter de rompre avec le Kuomintang. Il est bien temps ! La rupture est consommée et des dizaines de milliers de militants communistes en ont été victimes !

En cet été 1927, alors que depuis de nombreux mois, sinon un ou deux ans, les intentions de Tchang Kaï-chek semblent on ne peut plus claires, Staline est fermement décidé à rester fidèle à l'alliance signée quatre ans auparavant avec le Kuomintang, représenté à l'époque par Sun Yat-sen. Ces intentions du numéro 1 du communisme mondial ont déjà percé fin mars, à la suite des combats livrés à Changhaï par les ouvriers de la ville contre les troupes du Kuomintang. Au lendemain de ces « incidents », l'organe officiel du Komintern de Moscou écrivait :

« Une scission à l'intérieur du Kuomintang, des sentiments hostiles entre la classe ouvrière de Changhaï et l'armée révolutionnaire, est absolument hors de question. Un révolutionnaire comme Tchang Kaï-chek ne peut agir en coopération avec des contre-révolutionnaires. Le seul danger pour les travailleurs de Changhaï est constitué par la provocation des impérialistes. »



Un peu plus tard, à peu près au moment où les hordes de Tchang Kaï-chek sont en train de faire le sac de Tchang-Cha et d'exécuter la femme de Mao Tsé-toung, Staline déclare :

« Pourquoi décourager la droite, alors que nous avons la majorité et que la droite nous écoute ? Ceux de la droite sont en relation avec les généraux, les seigneurs de la guerre et ils savent comment les décourager, comment les induire à passer du côté de la révolution, avec armes et bagages, et sans coup férir. Donc, il faut les utiliser jusqu'au bout, les presser comme un citron avant de se débarrasser d'eux. »

Et, en cette fin de l'été 1927, les instructions que Li Li-san donne à Chou En-laï sont assez significatives.

« Contenez les paysans et dites-vous bien que le fondement de la révolution reste la classe ouvrière. »

Quand Mao est mis au courant des décisions suprêmes, il se prend d'une rage folle. Il ne comprend pas comment Staline, après avoir ordonné le soulèvement, ordonne maintenant de faire machine arrière, secrètement désireux de rallier le Kuomintang dans son ensemble aux thèses communistes. Mais, ce qui le choque le plus, ce qui le scandalise littéralement, c'est cette obstination des dirigeants du Kremlin à ignorer la puissance de la masse paysanne chinoise et à vouloir à tout prix que toute révolution s'appuie nécessairement sur le prolétariat ouvrier. Mao Tsé-toung, paysan du Hou-Nan, qui connaît mieux que personne le courage et la volonté des gens de sa « race », réagit. Ignorant délibérément les commissions politiques, le comité central et les débats verbeux sur le marxisme et sur les instructions du Komintern, il décide de faire connaître la lutte de cette classe paysanne que tout le monde semble vouloir ignorer. Et pour cela, il publie un rapport :

« Les paysans ont pris comme cibles principales les tyranneaux locaux, les mauvais seigneurs, les propriétaires sans loi, frappant au passage l'idéologie et les institutions patriarcales, les fonctionnaires corrompus

des villes et les coutumes néfastes des campagnes. Cette attaque a la force et la vitesse d'une tempête ou d'un typhon. Ceux qui s'y soumettent sont épargnés, et tués ceux qui résistent. Il en résulte que les privilèges féodaux existant depuis plusieurs milliers d'années sont détruits, que le prestige et la dignité des propriétaires fonciers disparaissent. Cette autorité s'écroulant, la paysannerie organisée devient l'organe d'autorité unique.

» Les demeures des tyrans locaux et des mauvais seigneurs ennemis de l'association se voient envahies par la foule, on abat leurs porcs et on s'empare de leurs grains. A la moindre provocation, on procède à des arrestations et on couronne les personnes arrêtées de vastes chapeaux de papier, on les promène à travers les villages : « Méchants seigneurs, vous vous connaissez maintenant ».

» Une révolution, ce n'est pas comme d'inviter des amis à dîner ou d'écrire des essais, ou de peindre un tableau, ou de broder à l'aiguille, cela ne peut pas être aussi poli, aussi calme, aussi courtois, retenu, magnanime. Une révolution rurale, c'est le renversement par la violence de l'autorité des seigneurs locaux. Si les paysans n'emploient pas le maximum de leur force, ils ne réussiront pas à renverser cette autorité enracinée depuis des milliers d'années.

» Pour le dire sans mâcher les mots, conclut Mao Tsé-toung, il a été nécessaire de faire régner pendant une courte période la terreur dans toutes les régions rurales. Sans quoi il n'aurait pas été possible de supprimer les activités de contre-révolutionnaires dans les campagnes, ni renverser l'autorité des seigneurs terriens. Pour redresser une injustice, il est nécessaire de dépasser les bornes, et les torts ne peuvent être réparés sans qu'on aille trop loin. »

Mao est assez éloquent. Il entend ainsi prouver qu'il est possible de continuer la lutte en s'appuyant presque exclusivement sur la masse paysanne. Mais il faut croire que ses arguments et son analyse ne sont pas suffi-

samment convainquants puisque, du jour au lendemain, peut-être à l'instigation de Moscou, il est exclu du comité central du parti communiste chinois et, par conséquent, de la direction du parti. Qu'importe ! Cette lutte, il va la continuer avec « ses » paysans, quoi que puissent en penser les théoriciens bureaucratiques du parti.

En ce mois d'août 1927, Mao n'est pas le seul à vouloir se battre à tout prix contre les hommes du Kuomintang. Indépendamment des soulèvements ouvriers qui éclatent dans de nombreuses villes et qui sont impitoyablement réprimés par les troupes du Kuomintang, un peu partout, dans le pays, se constituent des foyers d'opposition, le plus souvent animés par les officiers communistes de ce qui était jusqu'à présent l'armée commune des rouges et des blancs.



Le 1^{er} août, Ho-Lung, l'ancien commandant de la XX^e Armée, déclenche une révolte militaire à Nan-Tchang. Après avoir tenu la ville pendant quelques jours à la tête de ses troupes, il est obligé de s'enfuir, d'importants renforts nationalistes étant signalés. Accompagné d'un de ses fidèles adjoints, Yeh-Ting, il tente ensuite une expédition contre Soua-Téou, qui se termine par un échec sanglant. Il ne lui reste plus alors qu'à prendre une nouvelle fois la fuite, une fuite qui le conduit dans la province du Hou-Pei, où un autre de ses anciens compagnons, Chu-Teh, vient d'organiser un centre de résistance. En novembre, trois mois après, les troupes de Ho-Lung et de Chu-Teh, dont ce dernier vient de prendre le commandement, sont réduites à quelques centaines d'hommes.

La première manifestation armée de Mao Tsé-toung contre le nouveau régime du dictateur de Nankin se situe le 12 septembre de la même année. Ce jour-là, entouré d'une poignée de paysans de la région, de

mineurs venus de Hen-Yang et de quelques déserteurs de l'armée nationaliste, Mao tente de s'emparer du pouvoir à Tchang-Cha. Ses troupes, insuffisamment armées et mal équipées, sont décimées, et les survivants, sans cesse harcelés par l'ennemi, ont grand-peine à atteindre la ville de Leiyang.

Estimant ce refuge peu sûr, Mao, après quelques heures de repos, réunit ses fidèles et entreprend une nouvelle retraite qui le conduit plus au Sud, à la limite du Hou-Nan, du Kiang-Si et du Kouang-Toung, dans le massif montagneux et aride de Tchin Kan-chan. Au cours de l'hiver 1927-1928, Mao n'entreprend rien de sérieux. Il est conscient de sa propre faiblesse et il passe de longues journées et de longues nuits à mettre au point sa future tactique, qu'il résume dans ce quatrain :

« *Quand l'ennemi avance, nous nous retirons.*

» *Quand il esquivé, nous le harcelons.*

» *Quand il se retire, nous le poursuivons.*

» *Quand il est fatigué, nous l'attaquons.* »

Ce quatrain est, et restera, le fondement de la stratégie révolutionnaire que Mao publiera par la suite.

C'est aussi pendant cet hiver particulièrement pénible et difficile que Mao entreprend une campagne de séduction auprès des paysans de la région. Une campagne qui va lui permettre de faire vivre sa petite troupe affamée. Enfin, également conscient qu'une action militaire n'est possible que dans la mesure où ses forces sont suffisantes, il prend contact avec les chefs militaires passés à la dissidence. C'est ainsi qu'il entre en relation avec Ho-Lung, qui vient de créer un embryon de soviet dans le Hou-Pei, avec Hsu Hsiang-chiu et Tchang Kuo-tao, qui combattent dans le Se-Tchouan, ainsi qu'avec Yeh-Ting, qui vient de se réfugier une nouvelle fois à Hai-Lo-Fen, après avoir organisé, le 11 décembre, le soulèvement de la « Commune de Canton ». Un soulèvement qui est impitoyablement réprimé et qui se termine par un massacre général.

Enfin et surtout, Mao essaie d'établir le contact avec

Chu-Teh, ce chef rouge dont les exploits ne se comptent déjà plus. Mao envoie son jeune frère, Mao Tsé-ming, le rencontrer dans le Kiang-Si. Chu-Teh est absolument enthousiaste à l'idée de rencontrer Mao et il lui fait savoir qu'il entreprend immédiatement le mouvement qui va le conduire, lui et sa troupe, jusqu'à son repaire de Tchín Kan-chan.

Ce mouvement, Chu-Teh le commence en janvier 1928. Il va lui falloir près de trois mois pour atteindre son but. Tout au long de son chemin, Chu-Teh monte plusieurs opérations contre les armées ennemies qui le poursuivent. Embuscades, escarmouches et combats furieux se succèdent sans interruption.

Un soir de la seconde semaine d'avril, la petite armée de Chu-Teh parvient au pied de la montagne Tsingkang. Dans la nuit qui commence à tomber, le chef rouge entend un cri poussé par un de ses hommes qui lui désigne une masse sombre à l'horizon. Chu-Teh s'arrête un instant et prend ses jumelles. Cette masse sombre, c'est l'armée de Mao Tsé-toung, la « Première Division de l'Armée des ouvriers et paysans chinois ». A la jumelle, Chu-Teh distingue le drapeau, un drapeau rouge avec une étoile blanche, sur lequel se détachent une faucille, emblème des paysans, et un marteau, emblème des ouvriers. Cette rencontre entre les deux premières armées rouges appartiendra à l'histoire.

Ensanglantés, couverts de cicatrices et de vermine, les cheveux longs, les pieds nus ou enveloppés d'herbes et de chiffons, suivis d'une file de femmes traînant des brancards de fortune sur lesquels gisent des centaines de blessés, les hommes de Chu-Teh arrivent enfin au camp de Mao. Pour les uns comme pour les autres, le calvaire touche à sa fin. Pour les premiers, c'est le havre tant attendu après des mois de combats et de marche épuisants, et pour les autres, c'est le réconfort de voir des renforts arriver enfin et de ne plus se sentir aussi désespérément seuls. Mais, après l'enthousiasme des premiers instants, c'est la curiosité qui l'emporte. Les

uns et les autres veulent découvrir Mao, ce chef prestigieux qui a donné une âme à la révolution chinoise, et Chu-Teh, ce glorieux capitaine qui a semé la déroute chez l'ennemi.



Le futur chef de l'armée rouge, Chu-Teh, a quarante-deux ans. Il étonne ceux qui le voient pour la première fois, tout autant par sa haute taille que par la fine moustache noire qu'il arbore, phénomène extrêmement rare chez un Chinois. A elle seule, sa vie est toute une aventure. Trois ans auparavant, il était encore un de ces seigneurs de la guerre, gras, corrompu, vicieux, noyé dans l'alcool et l'opium. Vivant luxueusement dans un somptueux palais, il partageait son temps entre son harem, composé de nombreuses épouses légitimes, illégitimes et autres esclaves, la boisson et la lecture.

En 1921, parmi les nombreux livres qu'il se fait acheter, un de ses collaborateurs lui remet des brochures révolutionnaires. Ces brochures sont pour lui une véritable révélation. Du jour au lendemain, il décide de modifier sa vie. Après avoir répudié ses femmes et ses nombreuses maîtresses, il part pour Changhaï où il suit une cure de désintoxication et, enfin, s'embarque pour l'Europe. Étudiant en Allemagne, à l'université de Magdebourg, puis en France et en Russie, il découvre le marxisme.

En 1925, il rentre au pays et, deux ans plus tard, on le retrouve aux côtés de Chou En-laï lors du soulèvement de Nan-Tchang. Après l'échec de ce soulèvement, il gagne le maquis en compagnie de son adjoint, un certain Lin-Piao.

Quant à Mao Tsé-toung, il apparaît comme un homme de haute taille, bien que moins grand que Chu-Teh, aux épaules minces, aux yeux enfoncés et injectés de sang, au front large et à la bouche sévère, aux pieds nus

et gonflés, vêtu d'un uniforme en lambeaux. Très vite, les deux hommes sympathisent et nouent une solide et vivace amitié.

Autant Mao est un brillant théoricien de la révolution et un grand politique, autant Chu-Teh est un fin stratège et un grand chef de guerre. Dès lors, les deux hommes se partagent la tâche. Mao décide de se consacrer exclusivement aux problèmes posés par l'organisation et l'implantation du Parti et Chu-Teh prend le commandement de l'armée.

Ces deux armées, celle de Mao et celle de Chu-Teh, auxquelles vient se joindre, quelques jours plus tard, celle de Yeh-Ting, sont regroupées et constituent le 4^e Corps d'armée. Mais au-delà de cette terminologie militaire qui peut laisser croire qu'effectivement l'armée rouge est une armée digne de ce nom, subsistent les chiffres qui sont particulièrement éloquentes. En fait, ce 4^e Corps d'armée ne comprend que deux régiments, le 28^e de Mao et le 31^e de Chu-Teh, soit en tout 3.500 hommes plus ou moins armés auxquels il convient d'ajouter quelque 7.000 paysans du Hou-Nan, dont le quart à peine est armé. Cette troupe est donc encore trop faible pour qu'une action quelconque d'envergure soit entreprise avec des chances de succès. Et Mao, tout comme Chu-Teh, en est intimement convaincu.

Ce n'est pas l'avis des instances suprêmes du parti communiste chinois. Réuni en juin 1928, le sixième Congrès du Parti, reconstitué clandestinement à Changhaï, se prononce en faveur d'une action spectaculaire immédiate, destinée à reconforter les militants fortement éprouvés depuis la purge sanglante dont ils ont été les victimes près de deux ans auparavant et par les opérations de police incessantes montées dans les villes à l'instigation de Tchang Kaï-chek.

Mao et Chu-Teh font bloc et refusent catégoriquement de courir une telle aventure dont ils devinent par avance les résultats. Tout au plus, acceptent-ils de monter quelques petites opérations de guerilla et de

harcèlement sur les arrières dégarnis de l'ennemi. Au fil des jours, puis des mois, cette armée rouge commence néanmoins à prendre consistance. Vers la fin de juillet 1928, elle reçoit un renfort inattendu en la personne de Peng Teh-huaï, général nationaliste qui commande l'école militaire de Ping-Shiang au Hou-Nan et qui s'est révolté à la tête de plusieurs régiments. Ce général, qui deviendra un des plus brillants chefs de l'armée rouge, se met spontanément à la disposition de Mao et de Chu-Teh, auxquels il apporte sa précieuse compétence stratégique. Ses troupes, amalgamées à celles fort réduites des deux chefs, vont constituer la V^e Armée rouge.

C'est alors que Mao décide de passer à l'action. Laissant la nouvelle armée de Peng Teh-huaï dans les montagnes, il part avec ses troupes et se dirige vers l'est. Après de nombreuses escarmouches et embuscades, qui lui permettent de prendre quelques armes à l'ennemi, il arrive, au début de février, devant Tapo-Teh où il décide, pour la première fois, d'affronter ouvertement les troupes nationalistes. Ce premier combat se termine sur un échec sanglant, presque une déroute. Mao et Chu-Teh se retirent, laissant près de deux mille morts sur le terrain.

A la fin de ce même mois, les débris de la IV^e Armée rouge, conduits par leurs deux chefs, arrivent à Tung-Ku et Hsing-Kuo. Ils s'installent dans ces deux villes qui vont constituer pendant près de cinq ans leur camp de base à partir duquel ils vont monter d'innombrables opérations contre les troupes nationalistes. Mais, dans l'esprit de Mao comme dans celui de Chu-Teh, d'ailleurs, il ne peut s'agir que d'opérations secondaires, l'expérience malheureuse de Tapo-Teh a montré que l'armée rouge n'est pas mûre pour de vastes opérations, ne serait-ce d'ailleurs que pour la seule raison qu'elle est en permanence à court d'armes et de munitions.

Pourtant, une nouvelle fois, en décembre 1929, Mao

Tsé-toung est mis en minorité au comité central dont les travaux se terminent sur une motion qui « demande » aux chefs militaires de passer à l'action. La ville de Tchang-Cha, capitale du Hou-Nan et fief de Mao Tsé-toung, est désignée pour le premier assaut. Cet assaut est lancé au début de juin. Malgré les moyens employés, il se termine par un échec aussi sanglant que celui essuyé, en février, à Tapo-Teh. D'ailleurs, en supposant que les rouges aient pu parvenir à s'emparer de la ville, ils n'auraient pu la tenir. Mao en a la preuve, un mois plus tard, quand Peng Teh-huaï, à la tête de la V^e Armée, parvient à s'en emparer et, à un contre quatre, à écraser la garnison nationaliste. Sa victoire sera sans lendemain et dix jours plus tard, à l'annonce de l'arrivée d'une très importante armée nationaliste, il est obligé d'évacuer la ville et de rejoindre à marches forcées la IV^e Armée de Chu-Teh.

Devant ce second échec, Mao décide de ne plus tenir compte des instructions du comité central du parti et de ne se fier qu'à la seule décision de ses chefs militaires, et en particulier de son fidèle Chu-Teh. Ainsi, les semaines et les mois vont passer. Des semaines et des mois que les deux hommes vont utilement consacrer à la réorganisation de leurs forces et au développement de leur implantation politique dans les campagnes.



Cette stratégie militaire, Mao la définit lui-même dans son livre *La stratégie de la guerre révolutionnaire*.

« Il est bien clair que la direction stratégique juste pour nous est alors de nous opposer au goût de l'aventure dans les opérations offensives, au conservatisme dans les opérations défensives, qu'il nous faut combattre en redistribuant des forces. Nous sommes contre le « guérillaïsme » de l'armée rouge, pourtant nous devons admettre son caractère de guérilla. Nous sommes opposés à des campagnes longues et à une stratégie

de décision rapide tandis que nous croyons à une stratégie de guerre longue et à des campagnes à décision rapide. Comme nous sommes adversaires des fronts déterminés et de la guerre de position, nous croyons aux fronts mouvants d'opérations et à une guerre de manœuvre. Nous sommes contre la mise en fuite de l'ennemi et nous croyons à la guerre d'anéantissement. Nous sommes contre le dualisme dans les directions stratégiques et pour le coup monté dans une seule direction. Nous sommes contre la formation d'arrières importants, et nous croyons aux arrières légers. Nous sommes contre le commandement centralisé absolu et nous croyons à un commandement relativement centralisé. Nous sommes contre un point de vue purement militaire et le principe de bandes errantes, mais nous considérons l'armée rouge comme un organisme de propagande et un facteur d'organisation du pouvoir populaire. Nous sommes contre le brigandage et nous croyons à une stricte discipline politique. Nous sommes contre le système des seigneurs de la guerre et nous croyons à une organisation démocratique dans certaines limites (c'est-à-dire dans la mesure où cela est compatible avec la nature d'une organisation militaire), et à la discipline militaire... »



Mao passe de la théorie à la pratique. Les nouveaux règlements de l'armée rouge sont votés par les soldats eux-mêmes, réunis dans un vaste meeting. La peine de mort est requise pour l'entente avec l'ennemi, l'assassinat, le viol, la désertion en armes, le refus d'obéissance sous le feu, la trahison des secrets de l'armée et le pillage. Cette discipline stricte répond à un double besoin. D'une part, naturellement, donner sur le plan militaire la plus grande efficacité à l'armée, mais d'autre part et surtout, se rallier les sympathies des paysans en les mettant en contact avec une armée

qui, pour la première fois dans l'histoire du pays, ne passe pas son temps à tuer, piller, voler et violer. A ces règles fondamentales viennent ensuite s'en ajouter huit autres, toujours dictées par ce même souci de s'attirer les sympathies des paysans :

« 1. Remets en place toutes les portes quand tu quittes une maison (en Chine, dans les campagnes, on enlève les portes la nuit pour en faire des bat-flanc).

» 2. Remets en place la paille sur laquelle tu as dormi.

» 3. Sois courtois et poli avec le peuple et aide-le en tout ce que tu peux.

» 4. Rends tout ce qu'on t'a prêté.

» 5. Remplace tout ce que tu as cassé.

» 6. Sois honnête dans tes transactions avec les paysans.

» 7. Paie tout ce que tu achètes.

» 8. Sois propre et, en particulier, établis les feuillées loin des habitations. »

Ces mesures ne tardent pas à se montrer efficaces. Indépendamment du fait que, partout sur leur passage, les rouges chassent les seigneurs qui tyrannisent les paysans et qu'ils procèdent à la redistribution des terres, chassent les collecteurs d'impôts, établissent de nouveaux titres de propriété, libèrent les femmes de leurs servitudes, interdisent la prostitution et l'usage de l'opium et affranchissent les esclaves, la tenue exemplaire de l'armée rouge avec les populations suffit à elle seule pour gagner l'ensemble des paysans à la « juste cause ».

Parallèlement à ces mesures, l'armée est réorganisée. Elle comprend maintenant quatre armées distinctes, soit environ soixante mille hommes. La I^{re} Armée est commandée par Chu-Teh, la II^e, cantonnée au sud d'Hankéou, par Ho-Lung, la III^e par Peng Teh-huai et la IV^e par Kouang Tsi-sun. Quant au matériel, de plus en plus nombreux, il provient pour la plus grande part de prises à l'ennemi.

En décembre 1930, Tchang Kaï-chek, excédé par les fanfaronnades de Mao, décide de mettre un terme à ses exploits. Il lance la « Première Campagne d'Extermination » à laquelle participent cent mille hommes parfaitement équipés et bien armés. Ces troupes, divisées en huit colonnes, se dirigent à marches forcées vers le repaire des armées rouges, dans le sud-est du Kiang-Si. La bataille va durer cinq jours, du 27 décembre 1930 au 1^{er} janvier 1931. Elle va permettre à Mao Tsé-toung de faire la preuve de son génie militaire et de mettre en pratique ses notions sur la stratégie révolutionnaire. Jouant sur l'endurance et le courage de ses hommes, il s'inspire des plus grandes batailles de Napoléon. Attaquant isolément les colonnes ennemies, les écrasant, se tournant ensuite vers la suivante, il inflige de tels revers aux nationalistes que ceux-ci battent en retraite, poursuivis pendant des centaines de kilomètres par de petits commandos qui multiplient embuscades et opérations de harcèlement et qui font si bien que cette retraite ne tarde pas à tourner à la débandade. Neuf mille « blancs » sont faits prisonniers, et parmi eux un général.



Pour prouver la supériorité et la détermination de la révolution communiste, Mao a mis au point une tactique particulièrement astucieuse à l'égard des prisonniers ennemis. Ceux-ci sont traités avec la plus grande correction, parfaitement nourris, et les blessés soignés le mieux possible. Quelques jours après la bataille, ils sont « conviés » à participer à un grand meeting d'explication où les buts et les raisons profondes de la révolution des ouvriers et des paysans leur sont expliqués et commentés. Ensuite, il leur est proposé de s'engager dans l'armée rouge. Ceux qui acceptent sont immédiatement intégrés. Quant à ceux qui refusent, ils sont libérés. Les rouges pensent que ces

libérations font plus pour la révolution et pour leur cause que d'importants succès militaires. Ils sont convaincus que ces prisonniers libérés, transformés psychologiquement en agents de publicité, seront pour eux les meilleurs porte-parole et sèmeront dans leurs provinces ou dans leurs unités les graines du doute et du scepticisme.



Malgré cet échec, Tchang Kaï-chek ne renonce pas. Au printemps, quelques mois après, il lance une « Seconde Campagne d'Extermination » avec des moyens encore plus considérables. Ce sont, cette fois, près de deux cent mille hommes, répartis en trois armées et cinq divisions, et conduits en personne par le propre ministre de la Guerre du dictateur, qui s'avancent dans les régions contrôlées par les armées rouges. Mais le ministre de la Guerre n'est pas pour autant un fin stratège et il commet les mêmes erreurs que le général qui commandait les troupes nationalistes en décembre précédent. Au lieu d'attaquer avec le gros de ses forces, il répartit celles-ci en sept colonnes qui doivent, en principe, encercler les communistes. La manœuvre des blancs n'ayant pas changé, il n'y a donc pas de raison pour que Mao modifie sa riposte. Après avoir laissé les troupes ennemies s'infiltrer dangereusement au cœur de son dispositif, Mao passe à l'attaque, une attaque qui est une répétition de celle de décembre. Un coup à droite, un coup à gauche, une fausse retraite qui conduit l'ennemi sur un terrain choisi à l'avance, une volte-face et un coup final qui assure la déroute de l'adversaire. Cette deuxième campagne d'extermination entamée le 16 mai 1931 se termine quinze jours plus tard, le 30, par un succès extraordinaire des communistes. Vingt mille fusils et un matériel considérable sont récupérés et des milliers de blancs sont faits prisonniers. Beaucoup s'engagent dans l'armée rouge.

La « Troisième Campagne d'Extermination des bandits rouges » est préparée par Tchang Kaï-chek lui-même. Trois cent mille hommes, appuyés par deux cents canons et cent avions, pour la plupart d'ailleurs pilotés par des « mercenaires » étrangers, y participent. Pour faire face à cette offensive, qui paraît particulièrement redoutable, Mao ne dispose que des III^e et XII^e Armées, qu'il commande lui-même, de la XX^e de Peng Teh-huaï, de la V^e de Huang Kung-lu et de la VIII^e de Chen-Yi. Malgré leur entraînement et leur discipline, ces armées, apparemment, ne sont pas en état de soutenir un tel choc. Les armes individuelles sont hétéroclites et en mauvais état, les munitions sont rationnées et l'artillerie est limitée à douze canons récupérés sur l'ennemi. Quant à l'aviation, elle est composée de trois antiques appareils pilotés par des aviateurs chinois peu expérimentés.

Une nouvelle fois, Mao Tsé-toung et Chu-Teh décident de compenser leur infériorité en jouant sur la mobilité de leurs troupes. Leurs armées font mouvement, en pleine nuit, sur les arrières de l'ennemi. Mais leur plan est déjoué. Fort heureusement, l'armée nationaliste, particulièrement lente, perd une journée entière à manœuvrer avant de profiter de cet avantage. La nuit venue, les trente mille soldats rouges parviennent à se glisser entre deux divisions ennemies et à rebrousser chemin. Cette volte-face qui les place devant quatre divisions nationalistes leur permet de rétablir une situation fortement compromise. Reprenant sa vieille tactique, Mao lance ses troupes successivement sur chacune des divisions adverses et parvient à les écraser les unes après les autres.

Cette série de combats est à peine terminée que le gros des forces de l'armée nationaliste tombe sur les arrières des armées des rouges. Ceux-ci, profitant une nouvelle fois de la nuit tombante, parviennent à s'échapper et à

s'infiltrer dans le dispositif ennemi. Ils atteignent les montagnes et, utilisant au mieux le relief accidenté d'un terrain qu'ils connaissent particulièrement bien, se cachent dans les montagnes. L'ennemi perd leur trace et aucun engagement ne se produit pendant quinze jours. Les troupes nationalistes fatiguées et commençant à donner des signes d'indiscipline, dûs au travail de quelques agents communistes, Tchang Kaï-chek ordonne la retraite.

La « Troisième Campagne d'Extermination » n'a apporté aucun résultat pour ceux qui l'ont entreprise. En revanche, pour les hommes de Mao, ce troisième succès consécutif sur une armée puissante et dotée de moyens modernes comme les chars, l'artillerie ou l'aviation, revêt une importance psychologique et morale capitale, non seulement aux yeux des membres de l'armée rouge que ces succès vont galvaniser, mais aussi et surtout pour les populations paysannes. En un mot l'armée rouge sort grandie de cette série d'opérations qui n'a en rien diminué son pouvoir offensif puisque ses pertes ont été compensées par l'incorporation de près de trente-cinq mille déserteurs nationalistes et autres prisonniers ralliés.



Sur ces entrefaites, intervient un événement qui va apporter pendant un an et demi une paix totale aux hommes de Mao. Il s'agit, le 18 septembre 1931, de l'incident de Moukden avec les Japonais.

Un mois auparavant, à la suite d'une méprise, un officier japonais qui effectuait, en civil, une patrouille dans une ruelle de Moukden, a été arrêté et exécuté sur-le-champ par les policiers du Kuomintang qui l'avaient pris pour un agent communiste. Les Japonais protestent auprès de Tchang Kaï-chek qui présente les excuses officielles du gouvernement chinois et promet réparation matérielle. C'est alors que le 18 septembre, un mois jour

pour jour après la mort de l'officier japonais, les troupes de l'Empire du Soleil Levant, s'abritant derrière le traditionnel prétexte de la « provocation », entrent dans Moukden dont elles désarment rapidement la garnison. Le 21, Tchang Kaï-chek alerte la Société des Nations qui envoie une commission d'enquête sur les lieux de l'accident.

Ce sera la seule protestation officielle du dictateur chinois contre les Japonais. Il assiste, muet, au déferlement de leurs troupes en Mandchourie et, pire encore, désireux semble-t-il d'éviter tout heurt entre les deux armées, ordonne à ses troupes cantonnées dans cette région de se retirer. Le 1^{er} mars 1932, Tchang Kaï-chek accepte même la création d'un état fantoche, le Mandchoukouo, auquel est d'ailleurs annexée la province chinoise de Jéhol. A la tête de ce nouvel État, ex-Mandchourie, les Japonais installent le dernier empereur de Chine, Pou-Yi.

Si Tchang Kaï-chek ne semble pas être outre mesure choqué ni alarmé par cette amputation d'une partie du territoire national, les communistes le sont. L'absence de réactions de la part du gouvernement du Kuomintang les scandalise tout autant.

Tchang Kaï-chek, en fait, n'a pas le beau rôle. Victime d'une agression étrangère à laquelle il ne répond pas, il reste, d'autre part, sur trois graves revers militaires face à ce qu'il appelle lui-même des « hordes inorganisées de bandits rouges ». C'est dire si sa position est peu confortable tandis que l'étoile des communistes ne cesse de grandir.

Depuis l'échec de la troisième campagne d'extermination, en septembre 1931, ceux-ci ne cessent de développer leur armée, de la moderniser et surtout d'étendre leur influence dans des zones de plus en plus vastes. Le parti communiste chinois est maintenant une force réelle qui exerce son pouvoir et qui applique ses méthodes sur une superficie occupée par près de vingt-cinq millions de Chinois. Parallèlement à cet

essor, la personnalité même de Mao reste au premier plan et domine totalement, et de loin, celle des autres leaders communistes et en particulier les dirigeants qui continuent à servir Moscou et que Mao ignore délibérément depuis déjà de nombreux mois, sinon plusieurs années.

Conscient de sa force et de sa puissance, Mao décide de franchir un nouveau pas. En novembre 1931, alors que Tchang Kaï-chek essaie de se débarrasser de l'épine japonaise, à l'issue d'une réunion des instances supérieures du P.C.C., à Jui-Kin, le gouvernement soviétique chinois est proclamé. Mao est nommé président de ce gouvernement, sur proposition de Chou En-laï et de Liou Chao-chi, ses deux plus fidèles amis. Et, le 7 novembre, quelques jours plus tard, naît la République soviétique de Chine, qui couvre une partie du Kiang-Si et un peu du Fou-Kien. A la même époque, Moscou, qui comprend un peu tardivement ses erreurs, condamne formellement les « déviationnistes » auxquels le Kremlin a fait confiance jusqu'ici et se rallie à Mao Tsé-toung, ce « nouveau héros de la révolution prolétarienne ».



« Nous marcherons ! »

Mao Tsé-toung profite de ce calme pour reprendre en main l'appareil politique du parti et se consacrer aux questions économiques, alors que dans le même temps Chu-Teh entreprend une nouvelle réorganisation de son armée rouge. Il faut dire que celle-ci, soit grâce aux succès du communisme, soit grâce aux faiblesses et aux errements de Tchang Kaï-chek, est devenue considérable. On est loin de la poignée d'hommes rassemblée autour de Mao et de Chu-Teh six ans auparavant. L'armée rouge comprend dix-huit armées, soit au total trois cent mille hommes, armés de 150.000 fusils, près de 10.000 pistolets, 800 mitrailleuses, 150 mortiers et 75 canons. Elle ne cesse de se renforcer. Ainsi, à la fin de 1931, c'est une armée entière de Tchang Kaï-chek, la XXVIII^e Armée de marche, qui déserte et qui rejoint les rangs communistes.

Face à une telle situation, Tchang Kaï-chek, entre deux maux, choisit le moindre. Laissant les Japonais s'installer dans une partie de plus en plus importante du pays, il décide de porter un coup définitif pour se débarrasser enfin des communistes. Conseillé habilement par des officiers allemands et en particulier par Falkenhausen, il va, cette fois-ci, procéder par étapes. Dans un premier temps, il décide de liquider d'abord les innombrables îlots de résistance communistes disséminés un peu partout. Cette tâche va lui permettre d'obtenir une série de petits succès sans grande signification mais que ses services de propagande exploitent au maximum. Cela fait, en avril 1933, le dictateur de Nankin lance une « Quatrième et Dernière Campagne d'Extermination ». Montée avec des moyens encore plus puissants, cette campagne se termine comme les précédentes. La vitesse de manœuvre des communistes, la détermination des troupes et le génie stratégique des chefs rouges amènent une nouvelle défaite des armées nationalistes dont plusieurs sont totalement anéanties tandis que d'autres se débandent sans combattre ou passent avec armes et bagages chez l'ennemi.

« C'est la plus grande humiliation de ma vie, » déclare Tchang Kaï-chek en apprenant l'étendue du désastre. Auparavant, est intervenu un nouvel événement qui permet au chef du Kuomintang de se consacrer tout entier à la lutte anticommuniste. Le 5 mai 1932, Tchang Kaï-chek a signé à Changhaï un traité de paix avec le Japon, qui concrétise les annexions territoriales opérées par celui-ci, ainsi que l'occupation militaire d'une partie du pays par ses troupes. Ce traité met ainsi fin à une « campagne » de huit mois, surtout marquée par de nombreuses manifestations de rues antijaponaises, dont la plus importante, organisée le 4 novembre 1931 par les étudiants de Nankin, a été sauvagement réprimée par la police du Kuomintang, et par d'innombrables grèves. Sur le plan militaire, un seul fait d'armes, celui à l'actif de la XIX^e Armée de marche nationaliste, chargée de la défense de Changhaï, qui réussit le miracle de contenir et repousser les troupes japonaises pourtant plus nombreuses et mieux équipées.



Ainsi libéré de l'épine japonaise, Tchang Kaï-chek, tout autant désireux de conserver son pouvoir que d'exercer son anticommunisme fanatique, entreprend sa « Cinquième Campagne d'Extermination ». Cette campagne, il la prépare personnellement et il va la diriger lui-même sur le terrain. Neuf cent mille hommes, appuyés par quatre cents avions, des blindés et de l'artillerie, vont y participer.

Cette fois, utilement conseillé par Falkenhausen, Tchang Kaï-chek ne renouvelle pas les erreurs précédentes. Avant toute chose, il entreprend l'encercllement total et solide du « réduit » communiste du Kiang-Si. L'avance des nationalistes est lente et sûre. Pratiquant la politique de la terre brûlée et s'appuyant sur une ligne concentrique de redoutables blockhaus, Tchang Kaï-chek resserre de jour en jour, puis d'heure en heure,

son étreinte. Ce blocus gigantesque dure près d'un an. Pour les rouges, la situation devient intenable. Des milliers d'entre eux meurent de faim ; aucun secours extérieur n'est possible, les paysans commencent à prendre peur. C'est l'agonie. Tout de suite, Mao Tsé-toung se montre partisan de la percée.

« Il faut partir pendant qu'il est encore temps. »

Mais les autres chefs communistes ne sont pas de cet avis. Forts de leur quatre succès remportés depuis ces dernières années contre les armées du Kuomintang, ils estiment qu'il n'y a aucune raison pour que, cette fois encore, la victoire ne leur sourie pas. Et comme les décisions militaires sont adoptées par le vote des principaux chefs, Mao est mis en minorité.

Il s'avère tout de suite que les vues de Mao étaient les bonnes. Les quelques tentatives montées sur les arrières ou sur les flancs de l'ennemi, tactique qui jusqu'à présent a toujours donné les meilleurs résultats, tournent au désastre. Et au bout d'un an d'échecs successifs, les leaders communistes sont bien obligés de se ranger aux vues de Mao Tsé-toung. Il faut quitter le réduit du Kiang-Si qui, de jour en jour, se transforme en une effroyable souricière, et essayer de percer les lignes ennemies.

Le 11 octobre 1934, les principaux chefs de l'armée rouge sont réunis autour d'une immense carte de la Chine. Ils écoutent Mao exposer son plan.

« Selon des renseignements qu'ont réussi à nous faire parvenir nos éclaireurs de pointe, il apparaît que le point faible du dispositif ennemi se situe à la limite du Hou-Nan, du Kiang-Si et du Kouang-Toung, c'est-à-dire dans un secteur tenu par des troupes ennemies considérées comme peu sûres par l'état-major du Kuomintang. Il s'agit donc de sortir de la nasse dans cette région peu défendue, en ayant pris soin au préalable de monter ailleurs une importante opération de diversion destinée tout autant à attirer l'attention de l'ennemi qu'à l'obliger à concentrer ses réserves dans

le secteur où justement cette diversion sera exécutée.

— Et où irons-nous ? demande Chu-Teh.

— Nous irons dans le nord du pays. Nous installerons notre camp dans les montagnes qui dominent le fleuve Jaune. Cette région est la seule qui s'impose, dans la mesure où, d'une part, son relief naturel en fait une forteresse redoutable et où, d'autre part, elle est située à des milliers de kilomètres des bases stratégiques du Kuomintang. Certes, les Japonais s'y trouvent, mais nous n'aurons aucun mal à les déloger. Cette lutte contre l'envahisseur ennemi sera une raison supplémentaire pour que la population nous apporte son aide.

— Mais le Chen-Si est à plus de dix mille kilomètres, interroge à nouveau Chu-Teh, comment ferons-nous pour y arriver ?

— Nous marcherons. »

Et ils marchèrent...



Dans la nuit du 16 octobre 1934, des ombres silencieuses se glissent dans l'obscurité. Ce sont les dix mille hommes de la VI^e Armée rouge du général Hsiao-Keh, qui se faufilent les premiers à travers les lignes ennemies. Quand l'aube se lèvera, le lendemain, dans les collines du Kiang-Si, quelque cent mille soldats, paysans, accompagnés de plusieurs milliers de femmes et d'enfants, seront parvenus à échapper à la souricière. Quelques jours plus tard, Tchang Kaï-chek entre en grand vainqueur dans Jui-Kin, la capitale de la république soviétique du Kiang-Si. Souriant, le généralissime du Kuomintang annonce au monde l'écrasement définitif des bandits rouges et l'anéantissement du mouvement communiste en Chine.



Dans la nuit, la longue, très longue colonne de fugitifs

marche, silencieuse, sur les chemins isolés du Kouang-Toung. Mais la marche est longue et lente. Car si les quelque cinquante mille soldats réguliers de l'armée rouge qui se trouvent dans la colonne soutiennent parfaitement le rythme infernal imposé par Mao et Chu-Teh, il n'en est pas de même pour les milliers de paysans qui, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, ont voulu les suivre, craignant les représailles des soldats du Kuomintang.

En ces premiers jours d'octobre 1934, c'est donc réellement une curieuse armée que cette armée rouge qui fait retraite. La plupart des hommes, y compris les militaires, sont en guenilles. Seule une étoile rouge découpée grossièrement dans un morceau de tissu permet de distinguer militaires et civils. Les armes, en effet, sont peu nombreuses, un fusil ou un pistolet pour trois ou quatre hommes. Pour ne pas ralentir la marche, les chefs communistes ont été obligés d'abandonner sur le terrain, après les avoir détruites, la plupart des armes lourdes, canons et mitrailleuses, ravies à l'ennemi après de durs combats. Les seules charges sont, outre le trésor de guerre du parti, une imprimerie et les archives essentielles.

Marchant jour et nuit pendant un an et quatre jours, Mao et ses fidèles vont parcourir près de douze mille kilomètres et réaliser l'un des exploits les plus incroyables des temps modernes, un exploit digne d'Hannibal.



Au début de décembre, deux mois après leur départ, Mao et ses hommes, sans cesse harcelés par les troupes nationalistes pendant la traversée du Kouang-Toung et du Hou-Nan, se réfugient dans les montagnes du Kouang-Si et du Kouei-Tchéou, où les chemins, bien que plus difficiles, sont plus sûrs. Mais quinze jours plus tard, ils sont obligés d'abandonner leur marche

dans la montagne et de redescendre dans la vallée pour traverser cet obstacle redoutable qu'est la rivière Woukiang. Cet obstacle est d'autant plus redoutable qu'indépendamment du fait que les ponts sont détruits et que les flots de la rivière sont grossis et rendus violents par les crues, des troupes du Kuomintang attendent les fuyards sur l'autre rive. Ce franchissement du Woukiang va être le premier grand fait d'armes des hommes de Mao Tsé-toung.

Le 11 décembre, à l'aube, Mao réunit ses compagnons et les passe en revue. Un tiers du trajet à peine vient d'être parcouru et déjà sept mille d'entre eux manquent à l'appel. Les femmes et les enfants, les premiers, ont été touchés. Parmi ceux qui restent, tenaillés par la soif et la faim, beaucoup sont mal en point et hors d'état de participer à une bataille. Pourtant, leur dit Mao Tsé-toung, il faut se battre. Il faut se battre pour passer et gagner sa liberté. Et les hommes se battent. Par trois fois, embarqués sur des radeaux de fortune, des commandos de volontaires tentent de s'implanter sur l'autre rive, fortement tenue par l'ennemi qui, retranché sur les falaises supérieures, balaie les assaillants d'un feu nourri et meurtrier. Ce n'est que dans la nuit du 1^{er} janvier qu'une compagnie parvient à prendre pied et à se maintenir tant bien que mal. Quand, deux jours plus tard, les troupes du Kuomintang battent en retraite et quand les rouges prennent possession de la rive sanglante, ils peuvent alors faire le bilan de cette terrible traversée. Près de treize mille morts et presque autant de blessés.

Le Woukiang franchi, l'armée rouge, dont les rangs s'éclaircissent de jour en jour, parcourt ensuite près de cinq cents kilomètres vers le nord avant d'atteindre la frontière du Sé-Tchouan où, pense-t-elle, elle pourra prendre quelques jours de repos. Mais, à peine cette frontière franchie, Chou En-laï, qui commande les unités d'avant-garde, arrive au P.C. de Mao et lui signale que, quelques kilomètres plus loin, de nom-

breuses unités du Kuomintang sont en embuscade. L'armée rouge fait alors demi-tour et, à marches forcées, pendant trois jours et trois nuits, se dirige vers le sud et vers la ville de Tsouenyi, où elle est assurée de trouver des vivres et de pouvoir prendre quelques heures de repos. D'ailleurs, tout au long de cette *Longue Marche*, les éclaireurs de pointe de Chou En-laï éviteront bien des désastres en évitant de nombreuses embuscades tendues par les nationalistes.



Tsouenyi est défendue par plus de trois mille hommes bien équipés et bien armés. Le 6 janvier 1935, deux cent cinquante hommes seulement sont désignés pour l'assaillir. Pour réaliser cette mission et pour la réussir, l'officier commandant le détachement va utiliser une ruse vieille comme la guerre.



A onze heures du soir, la sentinelle en faction sur la tour de guet qui domine les fortifications de la ville entend un bruit confus de voix et parvient à distinguer quelques instants après une petite troupe de soldats qui s'approche de la porte.

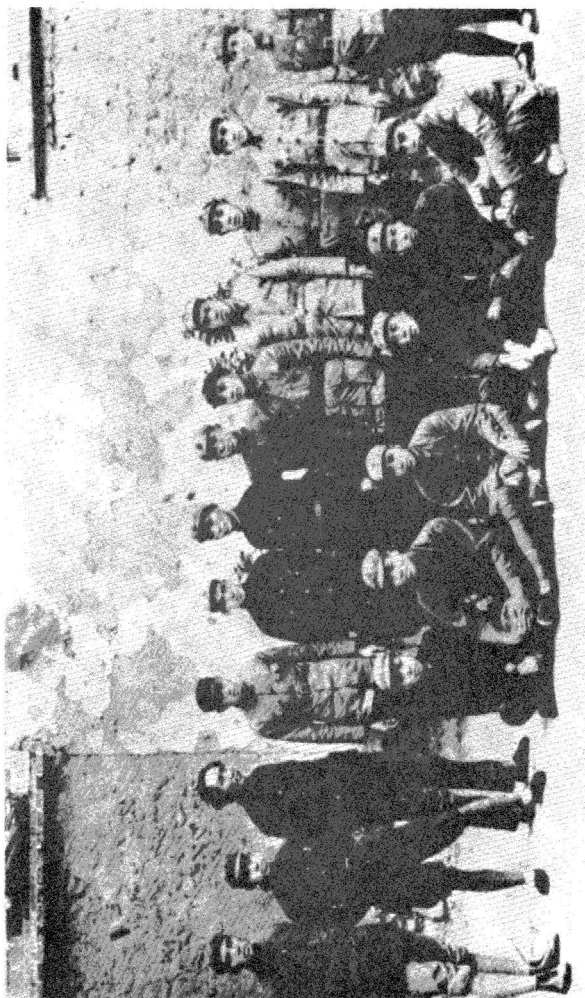
« Qui va là ?

— Nous sommes des vôtres !

— Quel régiment ?

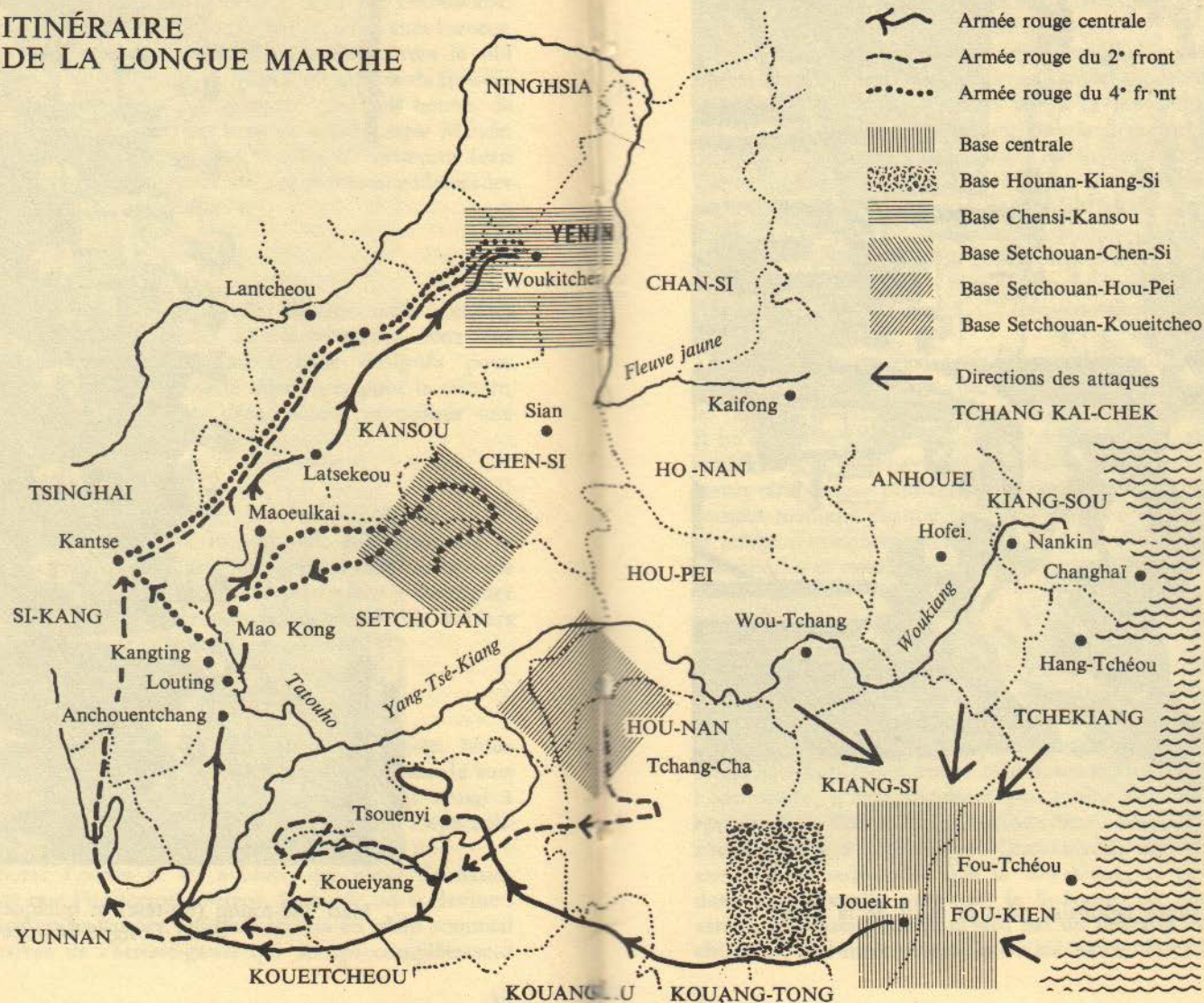
— Nous sommes le bataillon de l'avant-poste. Nous avons été attaqués par les bandits communistes. Je suis le capitaine de la première compagnie, j'ai réussi à m'échapper avec quelques-uns des hommes. Dépêchez-vous de nous ouvrir, ils nous poursuivent ! »

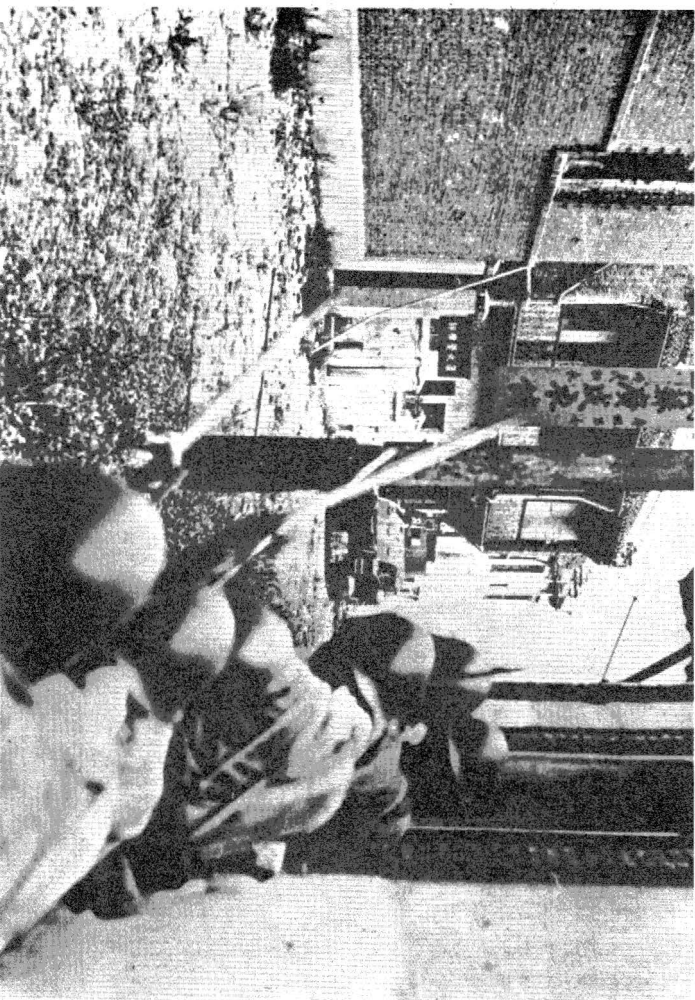
La porte s'ouvre et les soldats, qui n'ont de nationaliste que l'uniforme, entrent. La suite, on la devine : sentinelles maîtrisées, officiers arrêtés en plein sommeil et arrivée de l'arrière-garde qui occupe complètement



Mao 'Tsé-toung (nu-tête) et quelques survivants
de la Longue Marche

ITINÉRAIRE DE LA LONGUE MARCHÉ





Avance japonaise dans le nord de la Chine

la ville, arrête les représentants du Kuomintang, récupère des stocks d'armes et de munitions...

Tsouenyi va être une halte importante pour l'armée rouge. Pendant que les chefs militaires réorganisent à la hâte ce qui reste de leurs unités (25.000 hommes ont été tués depuis le départ), les leaders du parti tiennent une importante réunion politique. Et Mao Tsé-toung, qui a été enfin reconnu par Staline, est nommé membre du comité central du parti communiste chinois. En fait, il ne s'agit pas d'une promotion mais plutôt d'une réhabilitation, puisque Mao occupait déjà cette place avant de prendre ouvertement position contre les dirigeants du P.C.C., ce qui avait motivé son exclusion.

Tout ému, Mao rentre dans sa hutte où l'attend sa jeune femme, sa deuxième femme, qu'il a épousée pendant les années glorieuses de la république du Kiang-Si. Il lui annonce la nouvelle et lui dit aussi que, dès le lendemain, la marche vers le nord va continuer. Elle meurt cinq heures plus tard de fatigue et d'épuisement, comme meurent chaque jour des dizaines de femmes et même d'hommes, victimes de la faim, du froid, des intempéries et surtout de la fatigue...



Ensuite, c'est une nouvelle traversée du Woukiang, puis une traversée accélérée de la province de Kouei-Tchéou et l'arrivée dans celle du Yunnan où Mao Tsé-toung voit ses rangs grossis par les troupes d'un seigneur local, communiste très douteux, mais qui, en l'occurrence, n'en constituent pas moins des renforts appréciables. Forte de ces renforts inattendus, l'armée rouge réussit à franchir le Kinchakiang, une rivière encore plus redoutable que le Woukiang, et pénètre dans une nouvelle province, le Si-Kang, où elle est arrêtée quelques jours plus tard par un obstacle infranchissable, une autre rivière, la rivière Tatou. Pour Mao,

la situation n'a jamais été aussi critique. Talonné par une forte armée nationaliste, il se trouve bloqué devant cette rivière dont l'autre rive est étroitement gardée par plusieurs régiments ennemis. Le Tatou, grossi par les crues, n'est pas franchissable et le seul pont métallique est aux mains de l'ennemi. C'est alors qu'un des éclaireurs de Chou En-laï annonce qu'il y a dans une ville distante d'une vingtaine de kilomètres un ferry-boat absolument intact. Une patrouille va chercher ce don de la Providence qui permet, sous un feu intense de l'ennemi, de procéder à plusieurs transbordements. Le bateau ne tardera pas à être coulé, mais alors il sera trop tard pour l'adversaire. Près de quatre mille hommes ont déjà débarqué sur l'autre rive. Le reste des troupes va passer à la faveur de la nuit, sur les débris du pont métallique détruit entre-temps par les nationalistes.



Après l'eau, c'est la neige. Les hommes de Mao ont maintenant à affronter les Grandes Montagnes de Neige situées à la frontière du Si-Kang et du Se-Tchouan et qui sont couvertes de neiges éternelles. Les rescapés du Kiang-Si vont mettre un mois, jour pour jour, pour les franchir avant de s'écrouler, épuisés et à demi morts de faim et de froid, dans un petit village. Mao, conscient de la situation terrifiante dans laquelle se trouve son armée, accorde trois jours de repos, chose qui ne s'est pas encore produite depuis le départ.

Ensuite, des montagnes, encore des montagnes, puis des rivières et encore des rivières. Quand arrive l'été, les rangs ont fondu. Le 20 juin 1935, huit mois après le départ, la colonne de Mao opère sa jonction avec les troupes d'un révolutionnaire local. Après quelques jours de repos dans ce havre, les deux colonnes unies arrivent, le 20 octobre 1935, dans ce qui va maintenant devenir leur nouvelle base, le Chen-Si. Quelques jours plus tard arrivent à leur tour les autres colonnes de l'armée

rouge, venues des différentes régions du pays. Désormais, la Longue Marche est terminée. Mais à quel prix.

Certes, si tous les chefs, Mao Tsé-toung, Chu-Teh, Chou En-laï, Chen-Yi, Lin-Piao et Peng Teh-huaï sont réunis et ont pu survivre à l'odyssée, il n'en est pas de même pour tous. Sur les quelque cent trente mille communistes partis le 16 octobre 1934, dans la nuit, du réduit du Kiang-Si, vingt mille seulement sont présents à l'appel, le 20 octobre 1935, un an et quatre jours plus tard, au pied de la Grande Muraille. Parmi ces rescapés, neuf femmes seulement.

L'armée rouge a franchi dix-huit chaînes de montagnes, vingt-quatre grandes rivières, douze provinces différentes et anéanti dix armées nationalistes dans des pays où aucune armée chinoise n'a pénétré depuis des centaines d'années. Et, au soir de cette victoire, Mao Tsé-toung écrit un poème :

- « Personne dans l'armée rouge ne redoutait les misères
de la Longue Marche.
- » Nous regardions avec mépris les mille pics, les dix
mille rivières,
- » Les Cinq Montagnes s'élevaient et s'abaissaient comme
des vagues qui ondulent.
- » Les Montagnes du Wuliang n'étaient plus que des
petits cailloux verts.
- » Chauds étaient les précipices abrupts quand la rivière
du Sable d'Or bondissait par-dessus.
- » Froids étaient les ponts aux chaînes de fer au-dessus
du fleuve Tatou.
- » Dans les mille étendues neigeuses de la montagne Min
heureuse,
- » Le dernier défilé vaincu, les trois armées souriaient. »



Laissant là ses souvenirs, Mao se met rapidement au travail. Aidé par Chou En-laï, qui fait office de ministre

des Finances, de l'Économie, de l'Agriculture et du Plan, secondé par Chu-Teh qui essaie de remettre rapidement sur pied ce qui reste de l'armée rouge, Mao redresse rapidement la barre du navire. En quelques mois, profitant du répit que lui laisse provisoirement Tchang Kaï-chek, il fait de la nouvelle république soviétique du Chen-Si un état modèle, encore plus organisé et plus puissant que la république du Kiang-Si...



L'odyssée de la Longue Marche, colportée de province en province, atteint bientôt les grandes villes. A Pékin, dès qu'ils apprennent les premiers détails de cette fantastique aventure, les étudiants décident une manifestation de sympathie.

Le 9 décembre 1935, jour prévu pour cette manifestation, un climat de fièvre s'empare de la ville. Aux quelques centaines d'étudiants qui se réunissent devant le Palais d'Hiver, se joignent bientôt des milliers de passants qui, aux cris de « guerre au Japon ! » et de « Un Chinois ne se bat pas contre un autre Chinois ! », occupent pendant plusieurs heures les grandes artères de la cité. Le 16 décembre, une seconde manifestation, également organisée par les étudiants, obtient un succès encore plus considérable.

Le même jour, des manifestations identiques éclatent dans d'autres villes et en particulier à Nankin, Tien-Tsin, Changhaï, Canton et Hankéou.

Certes, tous ces manifestants ne sont pas communistes, tant s'en faut. Mais dans leur esprit, il s'agit tout autant d'exprimer leurs sentiments nationalistes, exacerbés par l'humiliation de l'occupation japonaise, que leur mépris naissant à l'égard de Tchang Kaï-chek.

Jamais le dictateur chinois n'a été aussi impopulaire. Général et chef militaire, il n'est pas parvenu à « mater » la rébellion des « bandits rouges ». Administrateur, jamais la corruption n'a été aussi étendue que sous son

régime. En cette année 1935, 70 % du capital économique de la Chine sont entre les mains de quatre familles, les Tchang, les Tchen, les Kung et les Soong, qui font et défont l'économie du pays. La dernière de ces quatre familles, les Soong, est illustre à un autre titre. Une des trois filles Soong est la veuve de Sun Yat-sen, le père de la révolution, et une autre est la propre épouse de Tchang Kaï-chek. Chef d'État, malgré quelques réalisations spectaculaires sans grande portée véritable, il se désintéresse des affaires du pays. Révolutionnaire, il s'écarte délibérément des Principes de Sun Yat-sen, qui doivent a priori régir son gouvernement. Enfin, patriote, il multiplie les concessions aux Japonais. En juin 1935, il leur « remet » tout le Hou-Pei, évacue le Tchahar et va même, au cours d'un grand discours public, jusqu'à prêcher la fraternisation avec « les frères japonais ».

Abandonné par les intellectuels et les étudiants qui l'accusent d'avoir trahi la révolution de 1911, méprisé par le peuple qui ne lui pardonne pas sa faiblesse et son manque de réactions devant l'envahisseur japonais, Tchang Kaï-chek voit son étoile pâlir de jour en jour.



La lutte
antijaponaise

Retranché dans son P.C. de Yen-an, Mao Tsé-toung comprend tout de suite l'avantage qu'il peut tirer d'une telle situation. S'il se présente comme le champion de la lutte antijaponaise et s'il parvient à canaliser le vaste courant nationaliste qui anime actuellement le pays, Mao va pouvoir rallier les sympathies de tous, y compris de ceux qui sont résolument anticomunistes. Et c'est ainsi que, le 1^{er} août 1935, le parti communiste chinois déclare la guerre au Japon et lance un appel à « l'union pour chasser l'occupant ennemi ».

Cet appel trouve un premier écho auprès des dizaines et des dizaines de maquis qui se sont spontanément constitués dans les régions occupées par l'ennemi. Ces différentes armées de guérillas, dirigées par un certain Yang Tsing-yu, se groupent en une « Nouvelle Armée Alliée antijaponaise ». De son côté, l'armée de Tchang Kaï-chek ne reste pas insensible à cet appel. La plupart de ses chefs comprennent difficilement la politique d'immobilisme pratiquée par le généralissime face à l'envahisseur. Bien que foncièrement anti-communistes, il est évident que l'appel à la résistance lancé par Mao ne peut que les séduire. Et tout cela se traduit rapidement, soit par des désertions nombreuses au profit de l'armée rouge, soit par des fraternisations assez inattendues entre deux armées qui, hier encore, se livraient une lutte impitoyable. Ainsi, tout au long de cette année 1936, alors que Liou Chao-chi, revenu de Moscou et transformé en agitateur numéro un du parti, multiplie les grèves et les manifestations dans les villes, dans les campagnes, il n'y a pratiquement plus de combats entre « rouges » et « blancs ».

C'est alors que se produit l'incident de Sian. Sian est une ville située à quelque deux cent cinquante kilomètres au sud de Yen-an, le P.C. rouge, et où est installé l'état-major de l'armée du Kuomintang dirigée par le général Tchang Hsiu-liang.

Le 3 décembre 1936, les jeunes officiers de la garnison, poussés par leurs soldats, obligent leur chef à monter

une opération contre la garnison de Pai-Ling-Miao tenue par les Japonais. La ville est prise en quelques heures et la totalité des soldats nippons qui l'occupent sont massacrés par les troupes chinoises. Naturellement, protestations énergiques de l'ambassadeur japonais auprès de Tchang Kaï-chek, et colère de ce dernier. Celui-ci, en effet, commence à en avoir assez des « exploits » communistes et il est convaincu que la garnison de Sian est noyautée par les rouges. Il décide de se rendre sur place, tout autant pour montrer aux Japonais sa bonne volonté que pour punir les coupables. Le 7 décembre, quatre jours après l'incident, Tchang Kaï-chek arrive à Sian. Il réunit les officiers et leur annonce que Sian va être la base de la « Sixième et Dernière Campagne d'Extermination » contre les rouges, lancée très prochainement.

Cette campagne, précise le généralissime, bien que partant de Sian, ne se fera pas pour autant avec les troupes qui s'y trouvent puisque, ayant fait la preuve de leur indiscipline, il ne semble pas que l'on puisse compter sur elles. Tchang Kaï-chek n'a pas tellement tort, mais ce faisant, il vexe profondément le général Tchang Hsiu-liang, officier discipliné et foncièrement anticommuniste.

Vexé et furieux, celui-ci envoie alors un messenger au P.C. de l'armée rouge, à Yen-an, demander des instructions à Chou En-laï avec lequel il entretient, sous le couvert de la fraternisation antijaponaise, des rapports « confraternels » et courtois.

Chou En-laï et Mao Tsé-toung n'en croient pas leurs yeux. Voilà que le commandant en chef des troupes nationalistes dans le nord de la Chine, qui est également le numéro deux de l'armée du Kuomintang, vient leur demander des instructions ! Que faire ? S'emparer du chef du Kuomintang et l'assassiner ? Certes, ce ne semble pas difficile, mais après ? Les deux chefs communistes repoussent cette éventualité. Ils préfèrent traiter avec lui, organiser un front commun antijaponais et,

une fois ceux-ci chassés du pays, lui régler définitivement son compte.

Le 11 décembre à minuit, sur les conseils de Chou En-laï, le général Tchang Hsiu-liang pénètre dans la chambre de Tchang Kaï-chek et lui annonce qu'il est en état d'arrestation.

« L'avenir du pays, lui précise-t-il, exige des négociations avec tous les partis du pays. »

Ces « négociations » ont lieu le lendemain. A dix heures du matin, Tchang Kaï-chek se retrouve assis autour d'une table, en compagnie de son geôlier et d'un troisième personnage, Chou En-laï.

Chou En-laï, coiffé de sa célèbre casquette à l'étoile rouge, un mince sourire aux lèvres, parle le premier. Il transmet les propositions de Mao Tsé-toung. Le parti communiste chinois s'engage à mettre un terme à la sécession de l'État indépendant du Chen-Si et à reconnaître l'autorité suprême de Tchang Kaï-chek, à condition que celui-ci signe un armistice avec les forces communistes et surtout s'engage à mettre sur pied un front commun antijaponais.

Tchang Kaï-chek est bien obligé d'admettre que, finalement, ces propositions n'ont rien de démesuré et qu'elles répondent aux aspirations de la majorité du peuple chinois. Il accepte. Ce « compromis » est une nouvelle victoire pour Mao qui, en acceptant de suicider son parti, prouve à ses ennemis que les communistes ont avant tout pour objectif l'intérêt supérieur de la patrie en danger.

« Libéré », Tchang Kaï-chek tient parole et, le 7 juillet 1937, il déclare la guerre aux Japonais. Une guerre qui va durer près de huit ans et qui ne se terminera qu'avec la capitulation japonaise d'août 1945. Cette déclaration de guerre lui est d'ailleurs imposée à l'issue d'un incident survenu aux premières heures de la matinée dans la banlieue de Pékin, au pont Marco Polo. Une petite troupe japonaise en manœuvre sur le pont est attaquée et anéantie par des éléments « incontrôlés »

de l'armée nationaliste. Cet incident, qui place Tchang Kaï-chek devant le fait accompli, entraîne de la part des Japonais la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays et le début des opérations militaires.

Dès le 7 juillet, les troupes japonaises, balayant rapidement quelques faibles garnisons chinoises, dont certaines résistent héroïquement jusqu'à la mort, commencent leur marche vers le sud du pays et vers Changhaï. Elles arrivent devant cette ville le 13 août, convaincues que sa prise n'est qu'une question d'heures. Il n'en sera rien. Galvanisée par l'accord Mao-Tchang, toute la population, ouvriers, étudiants, intellectuels et riches commerçants, se rassemble derrière les barrières et commence une résistance acharnée qui surprend et arrête les Japonais, pendant près de trois mois.

Le 20 août 1937, sept jours plus tard, à des milliers de kilomètres de là, une longue file de soldats s'étire sur la route de Yen-an. Accompagnée et acclamée par la population de la ville, c'est l'armée rouge, reconvertie depuis la trêve en VIII^e Armée de marche, qui part pour la guerre. Conduite par son chef prestigieux, Chu-Teh, assisté de Lin-Piao, l'ex-armée rouge ne ressemble en rien à celle qui se battait jadis dans les montagnes du Kiang-Si ou encore à celle qui participait, trois ans auparavant, à l'aventure de la Longue Marche. C'est maintenant une armée plus redoutable que jamais, bien entraînée, et bien équipée et dont, pour la première fois, les hommes sont en uniforme. Tout ceci, naturellement, étant dû à la trêve de près de deux ans qui a permis à Chu-Teh de réorganiser son armée.

Cette VIII^e Armée se dirige vers l'est, à la recherche des Japonais avec lesquels elle ne tarde pas à entrer rapidement en contact. Dans la nuit du 24 septembre, les éclaireurs de Lin-Piao signalent l'arrivée d'une forte armée nipponne. Bien que numériquement inférieur, Chu-Teh décide d'attaquer. Dans la nuit, il dispose ses troupes, trente mille hommes environ, sur les pentes escarpées du défilé de Ping-Shing-Kouan, par lequel

l'ennemi devra nécessairement passer le lendemain matin. A l'aube, comme prévu, l'imposante colonne japonaise s'engage dans le défilé, infanterie en tête, suivie par quelques chars et auto mitrailleuses et une importante artillerie. La suite, on la devine. C'est l'embuscade dans les plus belles traditions de l'armée rouge. Bloqués dans cette souricière infernale, les Japonais sont écrasés et, en quelques heures, la formidable armée qu'ils composaient n'existe plus. Un butin incroyable est pris, qui vient doubler le potentiel militaire de la VIII^e Armée. Le Japon vient d'essuyer sa première lourde défaite sur le sol chinois. Ce ne sera pas la dernière.

Cette victoire des troupes communistes ajoute encore au prestige grandissant de Mao Tsé-toung et de son parti. De son P.C. de Yen-an où il coordonne les opérations militaires, il apprend que, un peu partout dans le pays, se constituent des maquis rouges qui demandent à rallier la VIII^e Armée. Certains, notamment, dans le Hou-Nan et le Kiang-Si, sont si importants que les dirigeants communistes décident, plutôt que de les amalgamer à une armée déjà existante, de les réunir en une nouvelle armée. Celle-ci devient la IV^e Armée de marche et, opérant sur un terrain dont les moindres sentiers, ravins ou collines, lui sont familiers, va faire subir à l'envahisseur une série d'échecs sanglants.

En fait, seule l'armée rouge, ou plus exactement les VIII^e et IV^e Armées, se bat contre les Japonais. Et même si, çà et là, quelques éléments de l'armée régulière du Kuomintang parviennent à accrocher l'adversaire, il n'en reste pas moins que les seuls bulletins de victoire sont affichés par les hommes de Mao Tsé-toung. Tchang Kaï-chek qui, après avoir installé successivement son gouvernement à Changhaï, puis à Hankéou, vient de s'installer à Tchoung-King, tout à fait à l'ouest du pays, presque aux frontières de l'Indochine française, semble plongé dans le plus total immobilisme. Il laisse volontairement, semble-t-il, pourrir la situation.

Il n'a pas tellement tort. D'un côté, il reçoit une aide militaire considérable des Américains, une aide qui lui parvient par l'Indochine et la Birmanie, et qui lui permet de renforcer sérieusement son potentiel militaire, et d'un autre, il bénéficie, aussi incroyable que cela puisse paraître, du soutien, sinon de l'amitié, des Russes. Le 21 août 1937, Staline signe avec le leader nationaliste chinois un traité de paix et de non-agression qui s'accompagne de livraisons d'armes et même de quelques avions. Aussi Tchang Kaï-chek a-t-il quelques raisons de se montrer satisfait et de laisser les communistes seuls face aux Japonais. Il pense, à tort ou à raison, que, quel que soit le vainqueur, celui-ci sortira affaibli de cette bataille et qu'il n'aura alors aucun mal à s'en débarrasser. Il prévoit même la victoire des Japonais, l'écrasement des rouges et, dans un deuxième temps, l'éclatement d'un conflit mondial qui se traduira par la défaite des Nippons. Ainsi débarrassé des uns et des autres, Tchang Kaï-chek pourra enfin réaliser cette unité de la Chine et asseoir son pouvoir.

Cette tactique, somme toute assez sommaire, de Tchang Kaï-chek, n'échappe pas à Mao qui, pour l'heure, est, dit-on, particulièrement furieux de la nouvelle « gaffe » commise par Staline. Que Staline refuse de le reconnaître et d'avaliser son action, passe encore, mais qu'il traite avec le représentant le plus affirmé du conservatisme et de la réaction, c'est trop ! Mao ne cesse de pester après Moscou. Il crie bien fort son désarroi, tant et si bien que ses propos parviennent aux oreilles des maîtres du Kremlin. C'est Liou Chao-chi qui fait les frais de la colère soviétique : il est « muté » dans une lointaine province du pays.



Non content d'être totalement inactif devant les Japonais, Tchang Kaï-chek profite de ce que les communistes sont en train de les combattre, pour leur assener

un coup de poignard dans le dos. En novembre 1939, il lance ses armées à l'assaut de la citadelle rouge du Kiang-Si. Mais ses troupes qui préféreraient se battre contre les Japonais n'ont guère d'ardeur combative et sont défaites rapidement par quelques éléments communistes prudemment gardés à l'arrière. Deux ans plus tard, il renouvelle son opération qui, cette fois, réussit partiellement et se traduit par la mort de près de huit mille soldats communistes exterminés dans les gorges d'un défilé.

Mao Tsé-toung, seul, sans soutien, face à deux ennemis, est de plus en plus amer. Malgré ses récents succès contre les Japonais, et notamment sa victoire du 20 août 1940, appelée Campagne des Cent Régiments, qui lui a permis de mettre près de quarante mille Japonais hors de combat, il sait que, sans aide, il ne va pouvoir tenir ainsi très longtemps. C'est alors que le 22 juin 1941, l'Allemagne attaque l'Union soviétique et que le 7 décembre, l'aviation japonaise détruit la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbour. Deux événements, pense Mao, qui peuvent changer bien des choses. Il y puise un nouveau courage.

Ayant à faire face sur un autre front, les Japonais décident d'en finir une fois pour toutes avec la Chine, en particulier avec les troupes communistes qui sont les seules à leur opposer une résistance armée.

En mai 1942, les Japonais changent de tactique. Ils abandonnent les grandes opérations et s'inspirent du plan dicté par le général allemand Falkenhausen lorsque Tchang Kaï-chek lança sa dernière campagne d'extermination, celle qui devait obliger les communistes à fuir la souricière du Kiang-Si et à entreprendre la Longue Marche. En quelques semaines, la plupart des villages du Chen-Si sont encerclés et isolés par des barrières de clayonnage. Chaque village est passé au peigne fin, des centaines et des milliers de Chinois soupçonnés d'appartenir à l'armée communiste sont arrêtés, torturés et fusillés par les hommes de l'armée japonaise ou, pire,

par ceux de la redoutable Kempétaï, la Gestapo nipponne. La parade à cette tactique, c'est Lin-Piao, brillant chef de guérilla, qui la trouve. Ayant constaté que les Japonais, eux-mêmes, se protègent avec ces mêmes rideaux de clayonnage, il envoie dans la plaine des centaines de petits commandos de trois ou quatre hommes déguisés en paysans et, le 2 septembre 1942, en pleine nuit, un gigantesque incendie se déclare. Des milliers de soldats japonais meurent grillés vifs et d'autres, qui tentent de s'enfuir, tombent dans des embuscades. Tout au long des trois années de guerre qui vont se poursuivre avant la capitulation japonaise, Lin-Piao fera tant et tant que, dès 1943, il y a plus de soldats japonais pour lutter contre les armées communistes que contre toutes les autres troupes alliées du Sud-Est asiatique.

Rendus furieux par cet échec, les Japonais décident alors de construire des blockhaus en béton, comme jadis l'avait fait Tchang Kaï-chek. Le colonel Ma, collaborateur direct de Lin-Piao, raconte cet épisode :

« Les Japonais ont tant d'ennemis qu'ils sont obligés de nous exterminer, et ces cercles de blockhaus qui se rétrécissent sur nous sont la seule méthode efficace. Ils ont une peur terrible. Ils tiennent les chemins de fer et les villes, mais tous les villages et les champs nous appartiennent et, dans chaque village et dans chaque champ, nous leur tendons des pièges. Il y en a partout : dans les maisons, le long des routes, sous les rails, dans les arbres, dans les pierres. Il arrive un moment où ils n'osent même plus pénétrer dans nos maisons, même après avoir assassiné tous les habitants du village ; ils y font pénétrer à leur place des troupes chinoises à leur solde... Une pierre sur le plancher peut exploser lorsqu'on marche dessus ; il y a de faux murs ; une brique bouge et ils sont tués par les coups de revolver que tire un homme dissimulé derrière le mur ; ils renoncent à suivre les routes, à pied ou à cheval, ils préfèrent traverser les champs inondés ou marcher à flanc de montagne. C'est plus sûr.

» Nous posons des mines partout. Les Japonais entrent-ils dans une maison de paysans pour prendre quelques navets ? Les navets explosent. Ils soulèvent le couvercle d'un poêle, le poêle explose.

» Avec les mines, il y a aussi les tunnels. Il existe deux sortes de tunnels, les tunnels construits de village à village, sous les champs, pour sauver la vie des villageois lors des attaques japonaises, et les tunnels de combat. Quelques-uns des plus féroces combats se sont déroulés à un ou deux mètres sous terre. Pour creuser ces tunnels en secret, nous emportons la terre au pied des montagnes et nous l'enfouissons à nouveau. L'entrée d'un tunnel se trouve n'importe où, sous un lit, derrière un faux mur, n'importe où, pourvu qu'elle soit soigneusement dissimulée. Un tunnel peut s'ouvrir sur la paroi d'un puits. Pour y accéder, nous nous laissons tomber sur une planche et nous nous engageons dans l'orifice. Si les Japonais nous suivent, nous retirons la planche et ils tombent au fond du puits où les attendent des baïonnettes et des lances bien acérées. En zone de combats, les entrées des tunnels sont pleines de pièges de toutes sortes.

» Bien souvent, les Japonais découvrent un tunnel. Ils y envoient des gaz asphyxiants ou bien font sauter les entrées à la dynamite. Ainsi parviennent-ils quelquefois à exterminer des villages entiers. »

Et ainsi, pendant des mois et des années...



L'agression japonaise à Pearl Harbour, le 8 décembre 1941, va tout naturellement amener les Américains à examiner d'un œil nouveau la carte du Sud-Est asiatique. Et au moment même où les troupes U.S. sont chassées les unes après les autres des principales îles du Pacifique, à Washington, les stratèges du Pentagone ne voient pas sans plaisir la Chine se ranger aux côtés des Alliés, et ses deux leaders rivaux observer une trêve, aussi fragile

soit-elle, pour combattre l'envahisseur nippon. Mais, pour l'heure, il ne peut être question, tant s'en faut, d'intervenir directement sur ce théâtre d'opérations, tout au plus est-il possible d'accroître l'aide militaire et financière. En fait, il faudra attendre de longs mois avant que les avions à l'étoile blanche de l'U.S. Air-Force sillonnent le ciel chinois.

Tchang Kaï-chek n'a pas attendu Pearl Harbour pour se constituer une force aérienne. L'aviation chinoise est, depuis plusieurs années déjà, une réalité. Particulièrement puissante, elle parviendra bien souvent à pallier les faiblesses d'une infanterie défaillante et, à elle seule, à rétablir des situations stratégiquement compromises. Elle tient son efficacité non pas de ses appareils, assez vieux et très inférieurs aux avions japonais, mais à la valeur de ses pilotes. Dès le début du conflit avec le Japon, un grand nombre de pilotes européens, anciens de la guerre civile espagnole pour la plupart, séduits par cette nouvelle aventure tout autant que par une solde alléchante, vinrent se placer à la disposition de Tchang Kaï-chek. Par la suite, cette poignée d'hommes, qualifiés de mercenaires par les uns et de héros par les autres, et qui étaient probablement un peu les deux à la fois, furent renforcés par les pilotes américains de Chennault.

Claire Lee Chennault, descendant de huguenots lorrains qui avaient suivi La Fayette dans la guerre d'Indépendance de 1778, symbolise une race d'hommes en voie de disparition, les Chevaliers de l'Aventure. Ancien capitaine de l'armée de l'air américaine, contraint d'abandonner l'armée au cours de l'entre-deux-guerres, il fut, au hasard d'un cocktail, discrètement contacté par le représentant personnel de Tchang Kaï-chek aux États-Unis pour réunir et former une escadrille de pilotes U.S. volontaires, afin de combattre dans l'armée du Kuomintang.

A la tête de cette escadrille, officiellement appelée « American Volunteer Group » et plus connue sous le

nom de « Tigres Volants », Chennault réussit en quelques semaines à obtenir des succès aussi foudroyants que spectaculaires aux dépens des Japonais, ce qui lui vaut la confiance totale du dictateur chinois et surtout de Mme Tchang Kaï-chek avec qui, dit-on, il entretient des relations particulièrement amicales. La présence au sein de l'armée nationaliste chinoise de Chennault et de ses « boys » des « Tigres Volants » sera d'ailleurs à l'origine, sinon à la base, d'une série d'incessants conflits qui vont, tout au long de la Seconde Guerre mondiale, opposer dans un incroyable imbroglio politico-diplomatique Roosevelt, Tchang Kaï-chek, Staline, les Anglais et Mao Tsé-toung.

A l'origine de cette fausse situation se situe la conférence interalliée de Tchoung-King qui vit Tchang Kaï-chek nommé commandant en chef des Forces alliées en Chine et qui vit le général américain Stilwell nommé, à la demande personnelle de Roosevelt, adjoint opérationnel de ce dernier, chargé en particulier de la livraison et surtout de la répartition du matériel et de l'armement livrés à la Chine au titre de la loi « Prêt-Bail ». Dès la mise en place de cette nouvelle institution, il apparaît rapidement que les deux hommes, pour des motifs fondamentalement différents, ne peuvent s'accorder et coopérer efficacement. Stilwell, surnommé « Joe Vinaigre », perçoit avec une certaine lucidité ce personnage étrange qu'est Tchang Kaï-chek et en qui Washington, et en particulier Roosevelt, semble avoir la confiance la plus totale. Dans un rapport adressé au Pentagone, il n'hésite pas à écrire, parlant du régime de Tchoung-King :

« Une bande d'apaches qui n'ont qu'une idée : rester en place, eux et leur système. Les chefs ne songent qu'à l'argent, au pouvoir, aux places. Des intrigues, des manœuvres sournoises, des faux rapports. Les mains prêtes à s'emparer de tout ce qu'elles peuvent saisir. Leur seule pensée : laisser les autres se battre. »

Tout cela évidemment se traduit, au fil des mois et

des années, par une série d'incidents et de frictions, qui ne sont pas pour apporter aux opérations militaires l'harmonie et l'efficacité indispensables.

Stilwell voudrait que Tchang Kaï-chek cesse son blocus stupide contre les forces de Mao Tsé-toung ; il souhaite créer un véritable front commun chinois et par suite faire de Mao, dont il apprécie autant l'organisation politico-militaire que la rigueur de commandement, le véritable leader du pays. Devant une telle situation, Tchang Kaï-chek, qui astucieusement joue sur le conflit interne qui oppose Chennault aux forces officielles américaines, profite de l'influence que celui-ci a auprès de Roosevelt pour tenter d'éliminer Stilwell. Ce qui se produit le 17 avril 1944.

Stilwell est remplacé par le général Patrick Hurley. Les rapports que celui-ci envoie à Washington ne sont guère différents de ceux de son prédécesseur :

« La position du Kuomintang et du généralissime est plus faible que jamais. La Chine est à la veille d'un effondrement économique. Le généralissime est en train de perdre l'appui de la Chine. La faiblesse intérieure ne cesse de s'accroître. Le moral est bas et le découragement s'étend. La structure est, du haut en bas de l'échelle, empoisonnée par une corruption ouverte et sans précédent. Le Kuomintang a cessé d'être en Chine une force unificatrice et progressive. »

Ce réquisitoire on ne peut plus sévère est suivi de rapports qui, dans l'esprit sinon dans la lettre, tendent vers un rapprochement avec les éléments « progressistes » de Mao Tsé-toung, seule force organisée du pays, qu'il est encore temps d'écarter du communisme... Roosevelt fait la sourde oreille...

Staline, pour sa part, a déjà réalisé que Mao Tsé-toung représente les seules forces vives de la révolution chinoise. Il décide de faire marche arrière et d'apporter son appui à celui qui, il y a quelques mois à peine, était taxé de déviationnisme par les dirigeants du Kremlin.

Dès 1943, il commence à envoyer directement des armes

aux troupes de l'armée rouge sans que celles-ci passent, comme cela s'est fait jusqu'à présent, par les bases nationalistes. A ces armes, il ajoute même un *Manuel de la guérilla*. Après avoir lu cet ouvrage, Lin-Piao dira simplement : « Grâce au ciel, nous n'avons pas reçu ce livre en 1940. Sinon, nous serions tous déjà morts ! »

En 1944, les Japonais lancent une dernière offensive pour soumettre enfin la Chine tout entière. Ils s'emparent de cinq provinces, mais ne remportent pas pour autant une victoire décisive, les communistes, suivant leur tactique, se refusant au combat et se retirant en emportant avec eux armes, bagages et stocks de blé. Désormais, c'est la fin. Dans le Pacifique, les troupes américaines se reprennent et entreprennent victorieusement, une à une, la conquête des îles abandonnées quelques années auparavant sous la poussée japonaise. Les communistes passent alors à l'offensive. Embuscades, harcèlement de convois, attaques éclairs sur les bases arrières se multiplient. Partout les Japonais commencent à craquer. Au printemps de 1945, alors que la Seconde Guerre mondiale se termine en Europe, les troupes communistes, auxquelles se sont enfin jointes les forces nationalistes, contrôlent dix-neuf provinces. Le 8 août, la Russie déclare la guerre au Japon et, deux jours plus tard, celui-ci accepte les termes de la capitulation sans condition imposée par MacArthur.

Dès lors, il n'y a plus une minute à perdre. La course au pouvoir s'engage. Le soir même, Chu-Teh ordonne une offensive générale contre les Japonais avec, comme instruction complémentaire, d'occuper le plus de terrain possible.

Dans cette course, les communistes sont battus. Les Américains ayant exigé que les Japonais se rendent aux seuls officiers de l'armée régulière chinoise, autrement dit au Kuomintang, Tchang Kaï-chek récolte ainsi les sabres des Samouraï et par là même accapare le seul bénéfice de la victoire. Ainsi, à la fin d'août 1945, Mao Tsé-toung, héros sans gloire, se retrouve aussi seul que

dix ans auparavant. La guerre civile est inévitable. Tchang Kaï-chek saisit la gravité du danger. Par radio, il demande à Mao Tsé-toung de venir le voir à Tchoung-King pour « mettre au point ensemble les mesures qui doivent éviter au pays une sanglante guerre civile ». Mao, qui craint la perfidie du dictateur chinois, refuse. Les Américains, qui n'ont cessé d'accumuler les maladresses depuis plusieurs mois, interviennent et, sous leur pression, Mao accepte de se rendre à Tchoung-King, l'ambassadeur de Washington, Hurley, se portant garant de sa liberté.



La terre promise de
Mandchourie

Depuis plusieurs jours déjà, à Tchoung-King — perdue et étouffante au milieu des montagnes — Mao Tsé-toung discute toujours avec Tchang. Le contraste est saisissant entre le chef nationaliste, mince et distingué, affable, suprêmement conscient de sa force, et l'adversaire communiste, emprunté, imperceptiblement méfiant et presque toujours songeur, habillé d'un costume à la diable que l'impeccable tunique de son rival rend plus fruste encore.

Des deux, c'est Tchang que le monde entier donne gagnant. Entre deux séances, Mao, le regard perdu à travers la fumée de son éternelle cigarette, passe en revue les avantages de l'autre...

D'abord, il le sait bien, en ce début d'octobre 1945, la Chine de Tchang Kaï-chek est la seule qui existe pour l'étranger. Sortie victorieuse de la guerre — on pourrait dire « par hasard » — elle est devenue le quatrième « Grand » et, bien entendu, la voilà délivrée du poids des traités inégaux. Les concessions étrangères ne sont plus qu'un mauvais souvenir, à part Hong-Kong... mais la Grande-Bretagne ne vit plus là-bas que sur la pointe des pieds. Les États-Unis sont les meilleurs amis du « Gimo ». Ils réorganisent ses troupes et facilitent même leur fringale d'occupation en Indochine : grâce aux Américains, le général Lou-Han va pouvoir, pendant des mois, nourrir officiellement son armée... une armée de sauterelles, sur les ressources du Tonkin. L'U.R.S.S., elle, devrait être du côté de Mao...

Dans son fauteuil de Tchoung-King, tandis que passent les domestiques chargés de plateaux, l'immobilité du chef communiste se fait plus totale, ses pupilles se rétrécissent... l'U.R.S.S. ... non seulement elle ne fait rien pour aider Mao, mais elle s'entend avec Tchang Kaï-chek pour faciliter à ce dernier la prise de possession du pays, même quand c'est l'armée rouge chinoise qui l'a défendu contre les Japonais.

Moscou est liée par les accords de Yalta et par le traité sino-soviétique du 14 août. Aux termes de ces divers

arrangements, l'U.R.S.S. reconnaît le gouvernement de Tchang Kaï-chek comme seul légal en Chine, et celui à qui reviendra la Mandchourie quand les derniers Japonais auront été désarmés et faits prisonniers.

Staline n'a aucune confiance dans les chances de Mao Tsé-toung et de sa révolution paysanne. Pour lui, c'est toujours Tchang qui est l'étape indispensable sur la voie du communisme chinois, et non pas Mao.

A cette seconde où Mao pense à Staline, Chou En-laï lui touche le bras. Devant eux se tient Wang Jo-fei, le troisième délégué communiste à la conférence. Il leur apprend que le 30 septembre, la 1^{re} division de « Marines » américains a débarqué à Tien-Tsin. Encore une reddition que les communistes ne recueilleront pas ! Finalement, Tchang, aidé des Américains et même des Japonais, va réussir à prendre la succession de l'occupant dans toutes les grandes villes du pays. Entrées le 15 août à Nankin, les troupes nationalistes ont pénétré le 10 septembre à Changhaï, soigneusement tenue jusque-là par les Japonais. Le 17, c'est le tour de Pékin, elle aussi maintenue « chasse gardée » par l'ennemi jusqu'à l'arrivée des troupes gouvernementales. Mao rage au fond de lui en songeant que c'est l'ordre n° 1 du général MacArthur qui permet cet état de choses. Le commandant en chef américain y ordonne, on le sait, aux forces nippones de se rendre uniquement aux troupes de Tchang Kaï-chek, même s'il faut pour cela faire fi d'autres sollicitations sur lesquelles — pour une fois — il n'est pas besoin de mettre les points sur les « I » pour que les Japonais comprennent.

Avant que la séance ne reprenne, Mao et Chou discutent à mi-voix de la situation. Certes, le gouvernement de Yen-an étend en gros son autorité sur un territoire qui va de Kalgan à l'embouchure du Yang-Tsé, et du Chan-Si à la mer de Chine, avec la presque totalité des provinces du Chan-Toung, du Hou-Pei et du Kiang-Sou, soit environ 20 % de la superficie totale de la Chine des 18 provinces. Les forces de Chu-Teh ont gagné beaucoup

de terrain depuis le 9 août... mais les soldats de Tchang, transportés ici par bateaux, là par avions, aux frais des États-Unis, submergent inexorablement les grandes villes et les nœuds ferroviaires. Le « Gimo » est en train de gagner la bataille de la succession japonaise. Maître jusqu'ici du sud de la Chine, le voilà qui s'empare des grandes agglomérations de la Chine centrale et du nord.



Et pourtant à Tchoung-King, Mao Tsé-toung, tout effacé qu'il puisse paraître, est absolument convaincu de la victoire finale du communisme chinois. Il se veut le « Bœuf » du philosophe Lou-Hsün, le bœuf que va monter « l'enfant » et qui obéira aveuglément à ses ordres. L'enfant, bien sûr, représente les masses. Tchang vit de rêves... Certes, il est lui aussi convaincu de sa victoire future. Mais Mao, les yeux perdus dans la fumée d'un tabac qu'il a planté lui-même dans son jardin de Yen-an, songe aux *faits* : pour la première fois, quelqu'un est parvenu à atteindre, à toucher, à mobiliser les couches profondes de la population chinoise, les 90 % de paysans qu'on ne « remue » jamais dans l'histoire de la Chine, sinon pour les tailler, les voler, les exploiter. Et ce quelqu'un c'est lui, Mao, qui s'est voulu paysan jusqu'aux moelles et qui a voulu les siens semblables. Sa révolution, la voilà : il est le chef de la masse chinoise, pour le moment de 100 millions d'hommes, et bientôt, sûrement, des 450 millions de Chinois.

C'est pourquoi, avant de se lever et de gagner la salle des séances, suivi de Chou et de Wang Jo-fei — les entretiens recommencent — Mao se permet-il un sourire fugitif en regardant dans la direction de Tchang Kaï-chek. De Tchang le Brillant, de Tchang le Sûr-de-lui, de Tchang le « Généralissime » : il sait que l'autre a perdu.

Car l'autre règne sur un empire qui s'écroule. Partout,

dans la Chine du Kuomintang, la corruption domine à tous les échelons. Et il le faut bien ! Les officiels touchent des salaires symboliques, correspondant souvent à un ou deux dollars américains par mois. Déjà, à la fin de 1945, s'est engagé le processus inexorable de l'inflation. Les Américains injectent leurs dollars par centaines de millions dans cette économie comateuse, mais ils se perdent sans effets visibles dans ce corps gigantesque et malsain. Les faillites locales et les fermetures d'usines se font chaque mois plus nombreuses. Bref, la situation s'aggrave constamment. Le peuple est le premier à souffrir. Il souffrira plus encore.

De tout cela, Mao Tsé-toung fait son affaire. Et c'est d'un pas assuré qu'il pénètre dans la salle des conférences.



Les conversations de Tchoung-King sont caractérisées par une atmosphère de méfiance réciproque, mal camouflée sous les inaltérables sourires chinois. Tchang et Mao — tirés et poussés par l'ambassadeur américain Patrick Hurley, chien de garde d'un troupeau qui ne demande qu'à s'éparpiller — négocient pour ne pas avoir l'air de se refuser à l'entente. Mais chacun n'en pense pas moins : Tchang n'acceptera jamais longtemps un État dans l'État. Mao ne mettra jamais vraiment en danger les positions qu'il détient. Alors ?

Alors, les deux délégations finissent par s'entendre sur certains points et laissent les autres en suspens. Les conversations se terminent officiellement le 10 octobre. Le 11, le gouvernement publie un communiqué énumérant les points acquis. Le principal consiste en la création prochaine d'une « Conférence politique consultative » réunissant les représentants de tous les partis et chargée d'examiner les grands problèmes qui se posent au pays.

Mais sur deux points importants, aucun accord réel n'a eu lieu : l'armée rouge chinoise et l'administration des

« régions libérées » par les communistes. Sur le premier, Mao accepterait de réduire le nombre de ses divisions à 24 (sur un total de 100 divisions chinoises) — peut-être même à 20 comme le demande Tchang — mais il faudrait pour cela que le gouvernement procède à une refonte complète de tout le système militaire. Tchang répond qu'il est justement en train de réaliser cette refonte, et finalement, le problème est renvoyé à un Comité des Trois — à nommer — qui fera des suggestions.

Sur le deuxième point, Mao Tsé-toung accepterait d'évacuer huit des dix-sept secteurs libérés, à savoir : le Kouang-Toung, le Che-Kiang, le Kiang-Sou sud, l'An-Houei sud, l'An-Houei centre, le Hou-Nan, le Hou-Peh et le Ho-Nan sud. Le nombre de gouverneurs, de sous-gouverneurs, de maires et d'adjoints aux maires à réserver aux communistes a fait également l'objet de discussions épiques. On n'est pas très loin de s'entendre, et les détails seront réglés par la conférence politique consultative. En revanche, rien à faire pour l'instant en ce qui concerne la demande de Mao, qui voudrait voir ses soldats admis à recevoir la reddition des Japonais. Tchang élude la question.

Succès total, par contre, sur un préambule rassurant, d'ordre très général. Ni les nationalistes, ni les communistes chinois n'ont une idée bien nette de ce qu'est la démocratie à l'occidentale. C'est pourquoi il est à la fois facile et réconfortant, pour les uns comme pour les autres, de pouvoir écrire : « La victoire chinoise dans la guerre sino-japonaise place la Chine au seuil d'une ère nouvelle de restauration nationale pacifique. Tous les efforts doivent être conjugués, sous la direction du président Tchang Kaï-chek, pour réaliser sur une base de paix, de démocratie, de solidarité et d'unité, la coopération durable qui permettra d'éviter la guerre civile, de bâtir une Chine indépendante, libre, riche et puissante, et de procéder à une complète remise en application des Trois Principes du docteur Sun. »

Le son de cloche n'est pas si mauvais, après tout, et Mao confirme l'euphorie relative du moment avant de regimber, en fin de matinée, dans un appareil américain à destination de Yen-an. Il déclare : « C'est seulement en donnant un appui sans réserve au président Tchang Kaï-chek pour la réalisation des Trois Principes du Peuple, édictés par Sun Yat-sen, que les obstacles dressés actuellement en face de la nation pourront être surmontés. »

Au même moment, dans les rues de Tchoung-King, les journaux annoncent en manchettes imposantes : « Le gouvernement et les communistes travailleront pour le bien de la nation dans un esprit de tolérance mutuelle. » Le soir même, Mao atterrit à Yen-an. Sur le visage du chef communiste, l'euphorie a fait place au sérieux. Une fois rentré chez lui, c'est à peine s'il goûte la douceur du paisible jardinet familial et l'omniprésence de la poussière jaune des grottes...

Tard dans la soirée, à la frêle lumière des chandelles, Mao Tsé-toung, entouré de ses collaborateurs, revient aux choses sérieuses.



C'est l'heure des grandes décisions. Tchoung-King est loin. Tchoung-King avec ses peurs et ses erreurs. Tchoung-King avec ses bêtises. Il s'agit maintenant de garder la tête froide et de juger droit : un seul problème maintenant, mais un problème capital : la conquête de la Mandchourie. Celui des deux qui l'aura aura presque gagné.

Justement, Chu-Teh, d'entrée de jeu, vient d'annoncer à Mao que les « Marines » américains ont débarqué la veille à Tsing-Tao. En comptant ceux de Tien-Tsin, de Pékin, de Tou-Ku et d'ailleurs, c'est plus de 50.000 hommes que les États-Unis ont installés dans les villes clés de la Chine du Nord.

« C'est clair, dit Mao : les Américains veulent maintenir

ouvertes pour Tchang les voies d'accès aux provinces de l'est (1). »

Mao supervise les grandes décisions stratégiques, en accord avec Chu-Teh, qui commande en chef. Depuis longtemps, il voit venir l'indispensable bataille, dont l'enjeu représente 20 % de la Chine propre, mais surtout une richesse économique décisive.

La Mandchourie est la seule région de la Chine à posséder une véritable industrie lourde. Elle la doit, certes, à ses ressources naturelles, charbon et fer en quantité, mais surtout à la mise en valeur imposée par les Japonais. Avec 30 millions de tonnes de houille annuelles, la Mandchourie de 1945 produit autant que tout le reste de la Chine, et trois fois plus qu'avant 1931. Avec cela, le réseau de communications routières et ferrées est dense et intelligemment organisé. Enfin et surtout, le pays est susceptible d'un développement beaucoup plus grand encore. L'espace ne manque pas plus que les matières premières et la population est encore clairsemée. C'est vraiment le pays de l'avenir pour une Chine rénovée. Aux termes des accords sino-soviétiques du 15 août, les troupes d'occupation russes commenceront à rentrer chez elles le 15 novembre. Il reste un mois... et les forces nationalistes ne cessent de monter vers le nord, refoulant devant elles les unités de l'armée rouge chinoise qui se retirent en détruisant les voies ferrées.

Certes, malgré les débarquements américains et nationalistes en plusieurs ports de la Chine du Nord, Mao barre toujours l'accès de la Mandchourie aux troupes du gouvernement.

Certes, les éléments rouges s'infiltrent de plus en plus dans les « provinces de l'est », notamment à partir du Jéhol. Il n'empêche que l'ennemi grossit aux portes de la forteresse et qu'il va falloir en découdre.

« Et les Russes ? demande Mao.

— Toujours pareil, dit Chu-Teh : ils ne lèvent pas le

(1) La Mandchourie.

petit doigt, pour ou contre nous. Finalement, nous récupérons beaucoup de stocks japonais, des armes surtout, et occupons pas mal de points intéressants, dont un maximum de ports. Il y a trois jours, des bateaux américains (1) ont voulu jeter l'ancre à Tché-Fou. Nos camarades y étaient. Les autres n'ont pas insisté. Ils sont repartis. »

Quand les assistants se séparent ce soir-là pour regagner chacun sa maison des grottes, Mao est déjà décidé : il abandonnera tout le terrain au sud du Yang-Tsé, et concentrera ses forces au nord du fleuve. L'action de retardement et de destruction de voies ferrées sera intensifiée. On empêchera aussi longtemps qu'on pourra la prise de possession du pays par les forces nationalistes... et puis... la victoire viendra en son temps. Rapidement mise en application, la décision du chef communiste est officiellement connue le 21 octobre.



En face de Mao et de Chu-Teh, Tchang Kaï-chek dispose d'une armée imposante : quatre millions d'hommes, dont deux et demi pour l'armée régulière et le reste pour les milices. Il est vrai que les meilleurs éléments se trouvent basés dans le Sud, à des milliers de kilomètres de la Mandchourie. C'est le cas des I^{re} et VI^e Armées nouvelles, équipées et instruites par les États-Unis, vétérantes des combats de Birmanie, où elles se sont bien battues.

Dans le courant de l'année 1945, l'hétéroclite armée de Tchang est en pleine modernisation. Le nombre des divisions « américaines » — y compris celles des I^{re} et VI^e Armées nouvelles — s'élève déjà à 39, dont plusieurs cependant n'ont pas encore touché tout leur équipement. Leur valeur militaire est inégale, mais elle existe. En revanche, le reste de l'armée du Kuomintang présente

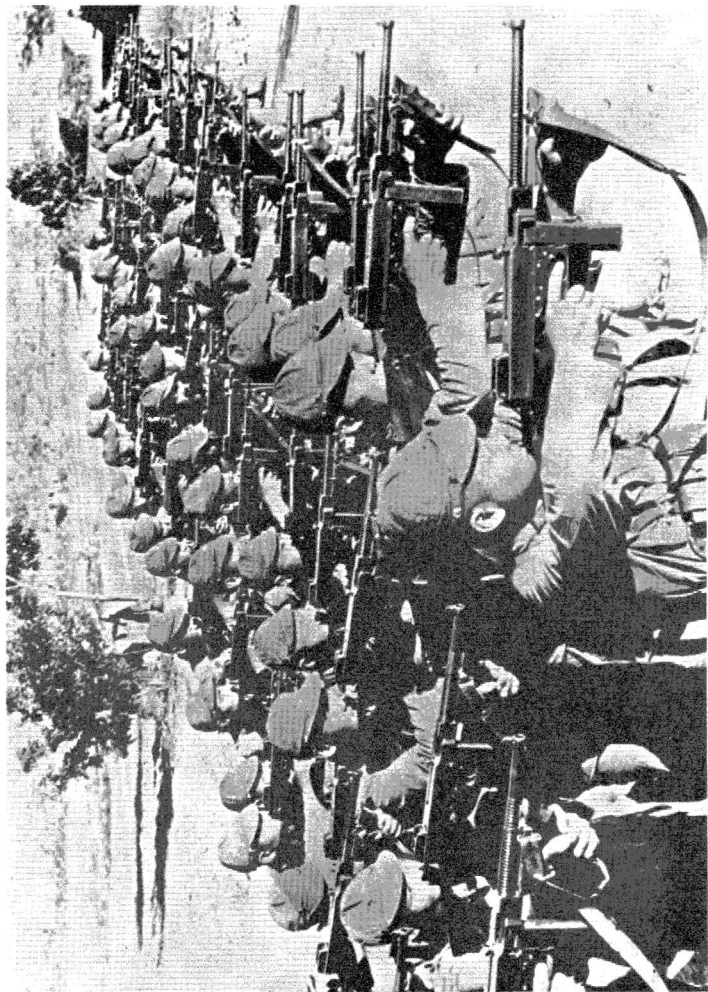
(1) Aux ordres de l'amiral Barbey.

le pittoresque spectacle des forces chinoises traditionnelles : soldats mal nourris, mal vêtus, mal armés, mal commandés par des généraux qui font de la guerre une affaire personnelle et méprisent royalement leurs officiers et leurs hommes aussi bien que la population civile des régions traversées. Celle-ci le leur rend bien : elle déteste en bloc les armées chinoises qui toujours les dépouillent et les exploitent sans pitié.

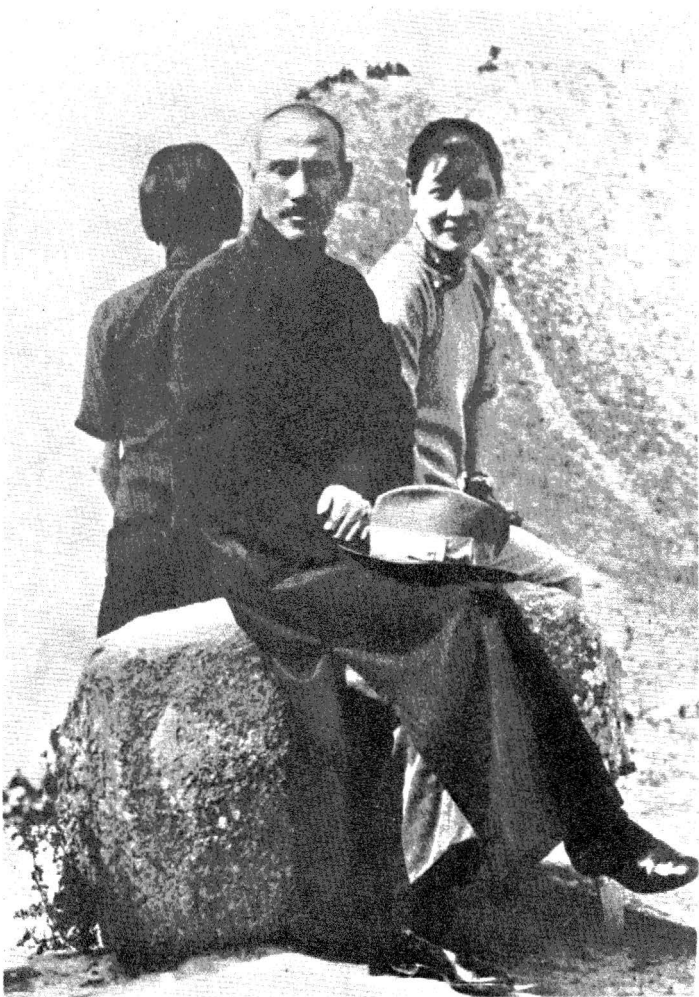
Dans ces conditions, les rapports — perpétuellement mauvais — entre civils et militaires chinois constituent un cercle vicieux. Le soldat, recruté arbitrairement par les autorités de son village natal, laissé plus ou moins à l'abandon par ses chefs, se rembourse de ses malheurs sur le dos de la population, laissant derrière lui la haine. Suivant en cela l'histoire millénaire, les nationalistes qui montent en Chine du Nord, pendant le mois d'octobre 1945, vivent sans vergogne sur le pays. Pis encore, ils rétablissent les comités locaux du Kuomintang, et les règlements de comptes commencent à fleurir sur leur passage. Les paysans, qui attendent toujours les réformes dont T'choung-King a parlé, sont cruellement déçus et rejetés, cette fois définitivement, du côté de Mao.

Car le chef communiste a donné, depuis longtemps on le sait, des ordres formels à ses hommes : honnêteté totale et assistance à la population dans les besognes civiles. On estime qu'en temps normal, le soldat communiste consacre trois mois par an à des tâches non militaires, et neuf à parfaire son instruction. Cette dernière porte largement sur la « politique », autrement dit l'endoctrinement. Le combattant de l'armée rouge sait pourquoi il se bat, et il se bat bien, solidement appuyé sur le peuple chinois.

L'armée rouge, en 1945, compte 300.000 réguliers auxquels s'ajoutent, surtout dans les provinces de la Chine du Sud, quelque 700.000 guérilleros. Le matériel dont elle dispose est encore le plus souvent japonais et provient des stocks de l'armée impériale. Le matériel



Soldats communistes chinois



Tchang Kaï-chek et sa femme



Tchang Kaï-chek visitant ses troupes



Chu-Teh prononçant un discours
dans sa base du Yen-an

russe est rare, quoiqu'il existe. Un homme sur deux dispose d'un fusil. Les guerilleros agrémentent l'arsenal de leurs outils familiers, tels que faux ou faucilles, avec des grenades artisanales bourrées de ferraille et des canons en bois cerclés de fer, qui crachent des fragments plus gros.

Contre les blindés nationalistes souvent soutenus par l'aviation, Mao n'a que des hommes. Pourtant, il est certain de la victoire.



Mais il sait attendre. D'ailleurs, en cette fin d'octobre, la victoire a plutôt tendance à s'éloigner de lui. Grâce à l'aide des États-Unis d'une part, de l'U.R.S.S. de l'autre, son adversaire va marquer les premiers points de la bataille de Mandchourie.

Sur les instances de Tchang Kaï-chek, furieux de voir ses meilleures troupes retenues dans le sud de la Chine immense, alors qu'il en a tant besoin au nord, le commandant de l'aviation américaine, le général St. atemeyer, prête au « Gimo » la 10^e Air Force, grande unité de transport qui dispose de 235 Dakotas. Résultat : le 26 octobre, la XCIV^e Armée chinoise arrive à Pékin. Elle est partie de Liou-Tchéou, 2.000 km plus bas. Deux jours plus tard, la XCII^e la rejoint, après avoir parcouru 1.000 km depuis Hankéou. Une troisième grande unité, la III^e nouvelle, est transportée avant la fin du mois de Chih-Kiang (Hou-Nan) à Nankin. Toutes trois sont constituées de divisions « américaines ». En même temps, mais par terre cette fois, Tchang concentre sur Pékin, prêtes à foncer en Mandchourie, ses III^e, XXIV^e et XXXII^e Armées.

Il suffit maintenant d'introduire tout ce monde dans la terre promise. C'est là où les difficultés commencent. D'abord, il n'y a plus de voies ferrées : elles ont été arrachées par les hommes de Mao. Ensuite, pas moyen non plus de les débarquer. Les Russes interdisent aux

bateaux américains (1) de pénétrer à Dairen et à Port-Arthur, ports d'entrée naturels de la Mandchourie. Quant aux petits ports de pêche situés sur la baie du Liao-Toung, les Russes les ont évacués avec un peu d'avance. Bien entendu, les communistes s'y sont glissés aussitôt et les tiennent solidement. L'amiral Barbey, qui commande les opérations de débarquement, ne sait plus que faire de ses passagers. Il en met quelques-uns à terre le 1^{er} novembre, à Ching-Wang-Tuo, et pour le reste, s'efforce, le 4, d'obtenir des Russes l'autorisation d'aller à Ying-Tchéou. Là-dessus, les communistes protestent auprès du général Wedemeyer, le chef des forces américaines en Chine.

Les choses n'avancent guère et, cependant, le temps presse. Autant Mao, dans sa grotte du Yen-an, se réjouit de voir les fières divisions « américaines » tourner en rond dans le golfe de Petchili, autant Tchang, dans son palais de Tchoung-King, écume de rage en regardant la fuite des jours.

C'est que, le 10 novembre, le maréchal Malinovsky a fait savoir que l'évacuation (2) de ses troupes a commencé le 2 pour les territoires au sud de Moukden. Elle sera terminée le 10 pour cette région. Le sud de Kharbin sera évacué avant le 25 novembre, et le reste avant le 2 décembre. Il est donc urgent de « faire quelque chose », sinon Tchang restera à la porte de la Mandchourie, pendant que Mao s'établira définitivement dans le pays, sur les talons des soldats soviétiques.

Tchang Kaï-chek se décide à prendre la voie de terre. Il n'a pas le choix : à moins de lancer ses soldats dans la montagne — tenue par les communistes — il va falloir suivre la corniche du bord de mer, qu'on appelle le « couloir de Liao-King » et qui mérite bien son nom. Cet étroit passage est suivi par le chemin de fer Pékin-

(1) Aux termes de l'accord sino-soviétique, seuls les bateaux chinois ou soviétiques peuvent y venir.

(2) L'accord du 15 août prévoyait l'évacuation à partir du 15 novembre.

Moukden, et c'est par là aussi que les divisions d'élite vont passer.

Vont passer... si elles le peuvent ! On se bat ferme sur la corniche. Finalement, le 16 novembre, les chars nationalistes font sauter le barrage communiste et commencent une lente montée vers le nord, toujours le long de la voie ferrée. Le 24 novembre, les nationalistes arrivent au port de Hu-Lu-Tao, l'un de ceux que l'amiral Barbey avait trouvés aux mains des communistes chinois. La revanche est de courte durée car, de nouveau, les communistes empêchent les autres de monter... et pendant ce temps, les Russes continuent à faire leurs bagages. Bagages bien encombrants puisque leur seul but, en Mandchourie, semble être l'enlèvement de l'équipement lourd installé par les Japonais.

L'amertume au cœur, Tchang, plutôt que de voir les communistes prendre leur place dans les grands centres mandchous, se résout à entrer en contact avec les Russes. Le traité du 15 août prévoyait la relève des troupes soviétiques par des éléments nationalistes. Tchang demande à Malinovsky de rester encore un peu. Trop content, l'autre accepte aussitôt. L'accord est conclu le 27 novembre. Aux machines démontées dans les usines, au matériel roulant des chemins de fer, les soldats russes auront désormais le temps d'ajouter un butin hétéroclite comportant même des meubles de bureau et les traverses des voies ferrées. Edwin Pauley, que le président des États-Unis enverra plus tard sur place pour évaluer le montant des « prises de guerre » soviétiques, les chiffrera à 858.000.000 de dollars et la perte totale subie par l'économie mandchoue — y compris les dommages indirects — à 2 milliards de dollars.

Une fois de plus, l'aide étrangère est nécessaire à Tchang pour entrer en possession du riche territoire que les traités internationaux lui reconnaissent, mais que Mao lui refuse. L'appui américain lui avait permis de vaincre les problèmes d'espace. L'aide russe va résoudre pour

lui la question temps. Désormais, il n'est plus si pressé.



Mais si tout va bien pour Tchang sur le plan militaire, le « Gimo » commence à avoir des ennuis sur le plan de la diplomatie.

Poussé par Hurley, toujours soucieux de rapprochement — mais seul à l'être — il a fait de nouvelles propositions aux communistes, le 10 novembre, au moment même où ses troupes commençaient à forcer le bouchon du Liao-King.

Chou En-laï est toujours à Tchoung-King et Tchang lui demande que les forces communistes cessent de couper les communications et mettent fin provisoirement à leurs mouvements. En échange, la conférence consultative politique désignerait au conseil d'État presque autant de communistes que de nationalistes, exactement 7 pour 8, les autres partis étant représentés par 13 délégués et les sans parti par 9.

Aussitôt transmises à Yen-an par Chou En-laï, ces propositions sont refusées par Mao. Dans les jours qui suivent, l'attitude du chef communiste se raidit. Depuis quelques semaines déjà, il a entre les mains un exemplaire maculé du dernier manuel d'instruction distribué par Tchang à ses troupes d'élite. Le titre en est : *Manuel sur la suppression des bandits*. Les bandits, bien sûr, ce sont les soldats de l'armée communiste. D'un côté comme de l'autre, les velléités de rapprochement entretenues artificiellement et avec peine par les délégués du président des États-Unis, faiblissent visiblement et sont prêtes à s'éteindre prématurément devant la tornade qui se lève en Mandchourie.

Mao rappelle Chou En-laï à Yen-an. Le diplomate communiste numéro un quitte Tchoung-King le 26 novembre.

Mais voilà que l'Américain est touché lui aussi par

le vent de panique qui souffle sur la collaboration entre les Chinois : le lendemain, l'ambassadeur Patrick Hurley donne sa démission. On peut même dire qu'il claque la porte avec fureur sur la mission qui fut la sienne et qui vient d'échouer. Il clame haut et fort que les communistes ont bénéficié de la complicité consciente ou inconsciente de « trop d'Américains ». En réalité, certains de ses compatriotes commencent à distinguer entre les mains de Mao Tsé-toung des armes dangereuses susceptibles de donner, un jour, la victoire aux communistes, pour peu qu'on n'y veille pas. Aux yeux de ces Américains clairvoyants, Tchang et son régime sont actuellement hors d'état « d'avalier » Mao d'un seul coup. Ils conseillent de « digérer » d'abord la Chine au sud du Yang-Tsé, tout en procédant à une réforme radicale du Kuomintang. Ensuite seulement, redevenu interlocuteur valable parce que suffisamment fort, Tchang pourrait s'entendre avec les communistes et se rétablir en Chine du Nord et en Mandchourie. C'est ce que le général Wedemeyer a répété souvent à Tchang. Mais il pourrait tout aussi bien parler à un sourd...



Tchang Kaï-chek a d'autres préoccupations que de temporiser ! Et pourquoi temporiserait-il, puisque ses troupes progressent continuellement en Mandchourie ? Les communistes sont maintenant chassés du Jéhol et les soldats nationalistes ne sont plus qu'à 100 km de Moukden. Dans son palais de Tchoung-King, le « Gimo » pense en lui-même que Wedemeyer avait bien tort.

Non, ce ne sont pas les soucis militaires qui l'écrasent maintenant. A condition, bien sûr, que l'aide américaine se maintienne au rythme actuel. Et pour cela, il va falloir gagner la sympathie du général Marshall. Car c'est l'ancien chef d'état-major de l'armée américaine que le président Truman va envoyer en Chine comme nouveau

« médiateur ». Tchang l'a appris peu de temps après la démission de Hurley.

Le général a la réputation d'un homme pondéré. Pour l'amadouer, il faudra que la façade démocratique du Kuomintang ne présente pas trop de lézardes. Tchang Kaï-chek le sait, mais la vue subjective qu'il a de son régime le rend aveugle au délabrement avancé dont souffrent le Kuomintang et la Chine. Il est persuadé, pour y avoir tellement rêvé, que le mal n'est pas si profond. En Mao, il ne voit pas le catalyseur sur le point de faire « virer » la Chine au rouge, mais bien plutôt le gêneur qui s'obstine à entraver la réalisation tant attendue de l'unité nationale.

Même si Tchang Kaï-chek était encore capable de distinguer ces énormes lézardes de l'État nationaliste, il les oublierait vite... Le 11 décembre, il part pour Pékin, avec son épouse. Voilà dix ans qu'il n'a pas remis les pieds dans l'antique capitale, et la population lui fait un triomphant accueil. Le jour de son arrivée, un cortège immense et coloré l'accompagne jusqu'à sa résidence, à l'autre bout de la ville.

Le 21 décembre, le généralissime rentre à Tchoung-King, gonflé de satisfaction et plus rigide que jamais. Deux jours plus tard, il rencontre Marshall. Mais, depuis le 17 décembre, Chou En-laï, sur l'ordre de Mao, a repris son poste à Tchoung-King. Désormais, toujours, entre lui et Marshall, Tchang Kaï-chek trouvera le sourire de Chou.



Le point de vue des États-Unis sur les affaires chinoises, le président Truman l'a défini lui-même dans une déclaration publiée le 15 décembre :

« Le gouvernement américain croit fermement que l'existence d'une Chine forte, unie et démocratique est de première importance pour les Nations unies et le maintien de la paix dans le monde... »

Truman ajoutait qu'en conséquence, Washington s'efforcerait d'obtenir la cessation des hostilités et une conférence où seraient représentés tous les partis, pour chercher une solution à la crise.

La déclaration présidentielle n'était pas l'exposé d'une politique — tout au plus un chapelet de vœux. L'Amérique, disait au fond le Président, voudrait bien que les affaires chinoises s'arrangent... Poursuivant ses rêves, il envoie un homme avec mission de « réconcilier » les deux Chines — sous-entendu : en étouffant le communisme — afin que les Américains soient tranquilles de ce côté-là. S'il avait eu une vraie politique, il aurait commencé par reconnaître posément l'importance de Mao, et aurait cherché, pour le contrer, un point d'appui solide en Chine. Au lieu de cela, sans même s'avouer l'ennemi qu'il s'est réellement donné, il l'attaque d'une manière détournée, en appuyant tout son effort sur une base vermoulue qui ne pourra manquer de craquer : le régime nationaliste.

Et pourtant, Marshall, dès son arrivée, semble faire des miracles. Tchang Kaï-chek affecte toujours la plus grande docilité vis-à-vis des cornacs que lui envoie Washington. A plus forte raison vis-à-vis de Marshall.

Quant à l'envoyé de Mao Tsé-toung, il n'ignore point les avantages qu'on peut tirer de bonnes relations avec les États-Unis.

Bref, pour Tchang comme pour Chou En-laï, une trêve compte peu et fait gagner du temps. Alors, si elle peut satisfaire Marshall, pourquoi pas ?

Dès le 31 décembre, le généralissime annonce qu'il réunira le 10 janvier la fameuse conférence politique consultative prévue depuis le 10 octobre. Il préconise également la création, déjà envisagée, d'un « Comité des Trois » pour régler les questions militaires en suspens, avec un communiste, un nationaliste, et Marshall comme président. Mao Tsé-toung donne son accord. Ses intérêts seront bien gardés : c'est Chou En-laï qui les défendra.

Chou, le négociateur aux arguments de fer dans un sourire de velours ne veut pas être en reste avec Tchang Kaï-chek : sur les instances de l'Américain, il est prêt à reconnaître que Yen-an ne devrait pas faire obstacle à l'occupation de la Mandchourie par les troupes gouvernementales. Un grand pas est fait en avant et, le 10 janvier, Marshall, la joie au cœur, préside à une trêve dont les principaux points sont les suivants :

1. — Cessation immédiate des hostilités.
2. — Arrêt des mouvements de troupes, sauf ceux des forces gouvernementales chargées de restaurer la souveraineté chinoise en Mandchourie.
3. — Arrêt de la destruction des moyens de communication.
4. — Création d'une commission exécutive comprenant trois représentants, américain, communiste et nationaliste, pour faire respecter l'accord sur le cessez-le-feu. Siège : Pékin.

Le même jour, tandis que viennent d'être réglées les questions militaires, Tchang Kaï-chek ouvre la conférence politique consultative comme il l'a promis. Tout le monde est là : neuf partis en tout, y compris les communistes. Dans son coin, l'aile droite du Kuomintang reste pincée en entendant le « Gimo » déclarer :

« Le gouvernement est prêt à accepter toute résolution de cette assemblée susceptible d'aider à la restauration nationale, d'améliorer le niveau de vie du peuple, de faire progresser la démocratie dans le pays. »

... La démocratie dans le pays !... les préoccupations des deux « C », Chen Li-fu et Chen Kuo-fu, protégés de Tchang Kaï-chek et chefs de l'aile droite du parti, en sont bien éloignées !

Imperturbable, conservant toujours son brillant sourire d'homme du monde, le chef du gouvernement annonce qu'il a décidé de protéger les libertés du peuple et des partis politiques, de réformer les gouvernements locaux,

d'organiser des élections générales et de libérer les prisonniers politiques.

Tous les partis approuvent ce programme. Dans les jours qui suivent, la conférence décide de convoquer une assemblée nationale le 5 mai prochain et de lui soumettre un projet de constitution.

Parallèlement aux travaux de la conférence de Tchoung-King, le comité des Trois présidé par Marshall règle les problèmes militaires. Le 25 février, le général américain — qui finit par trouver la Chine très facile — parvient à un accord avec ses deux acolytes. Chou En-laï a accepté l'intégration de l'armée rouge et le principe suivant lequel les forces armées appartiennent à l'État. Quant au nombre respectif des divisions prévues, il sera, après réduction progressive des effectifs, de 10 communistes sur un total de 80.

Ce soir-là, tandis qu'à Tchoung-King, tout le monde se congratule, à Yen-an, perdue dans les montagnes enneigées du lointain Chen-Si, Mao Tsé-toung réfléchit. D'une main raidie par le froid, il saisit sur sa table de travail rudimentaire une pile de rapports. Ceux de Chou En-laï ne sont pas désagréables et la diplomatie est une bonne chose. Mais ceux de Lin-Piao, qui commande l'« Armée démocratique unie du Nord-Est », sont autrement prometteurs. Il est bon d'avoir, derrière les conférences, des arguments indiscutables et, justement, tandis qu'on bavarde à Tchoung-King, les réguliers rouges, les volontaires mandchous et les paysans armés de Lin-Piao sont en train de s'emparer de toute la Mandchourie du Nord et de l'Ouest.



Pendant ce temps, Tchang Kaï-chek, dans sa capitale, continue à préparer fébrilement l'occupation de la Mandchourie par le Sud ! La marine américaine lui a cédé près de 300 navires et, finalement, sept armées

nationalistes sont à pied d'œuvre sur les bords du golfe de Petchili.

Elles attendent le départ des Russes, mais Staline « oublie » ses soldats et Tchang commence à s'impatienter. « C'est pour quand ? » demande-t-il à Malinovsky. Alors, le 12 mars, les troupes du général soviétique évacuent Moukden, énorme métropole industrielle de 2.300.000 habitants. Le même jour, les communistes y sont. Pas pour longtemps : les armées de Tchang Kaï-chek ont occupé ces dernières semaines les bourgades au sud de la ville. Elles n'ont que quelques kilomètres à franchir pour y pénétrer à leur tour. Les combats de rues font rage pendant 48 heures, puis deux armées nationalistes restent maîtresses de la place.

Les communistes ont échoué dans leur tentative de s'emparer de Moukden. Mais toutes les villes mandchoues ne sont pas si proches de la côte. A mesure que les Russes s'en vont, les hommes de Lin-Piao — il a 300.000 hommes dont 100.000 réguliers de la VIII^e Armée — s'infiltrèrent dans les bourgs et les villages. Les agglomérations qu'ils ne peuvent prendre, ils les assiègent, coupant la garnison nationaliste du reste du monde, et surtout de son ravitaillement.

En avril, le « coup » de Moukden va réussir à Tchang-Tchoun, capitale de l'ancien Mandchoukouo (1), important nœud de voies ferrées, peuplée d'un million d'habitants. Depuis le début du mois, les communistes l'ont soigneusement encerclée en occupant les bourgades voisines. Cette infiltration a lieu sans combat : les armées de Tchang Kaï-chek sont en train de nettoyer les abords de l'immense Moukden, à 250 km. dans le Sud-Ouest, sur la ligne ferrée du Sud-Mandchourien. Le 14 avril, jour du départ des Russes, elles sont arrêtées devant Sé-Ping-Kaï à 150 km. de là. Attaquée par des

(1) Sous le nom de Hsin-Ching.

forces communistes dix fois supérieures en nombre, la garnison — quelques milliers de volontaires mandchous du « Corps pour le maintien de la paix » (1) — est contrainte de capituler après trois jours de combat.

Et Lin-Piao continue... Successivement, il prend Ghirin, puis Kharbin et Tsitsikhar, deux centres ferroviaires et industriels, peuplés, le premier de 1,2 million, le second de 700.000 habitants. Au début du mois de mai 1946, Mao Tsé-toung tient les villes clés de l'industrie mandchoue. Pas pour longtemps. Car Tchang Kaï-chek, ne peut accepter de voir « sa » Mandchourie passer aux mains du rival. D'autant plus que ce dernier s'est engagé, le 10 janvier, à ne rien faire pour empêcher l'autre de prendre possession des provinces de l'est.

(1) Créé par Tchang Kaï-chek pour des besoins locaux.



L'échec de Marshall,
le médiateur

Depuis plusieurs semaines, la commission exécutive constituée le 10 janvier pour veiller à l'exécution de la « trêve » est pratiquement débordée. Logés dans les locaux de l'Union Medical College (1) à Pékin, ses services occupent trois étages des bâtiments : au premier se trouvent les délégués américains, sous la direction d'un homme d'affaires, Walter Robertson, au second, les communistes, avec le général Ye Kien-ing, au troisième, les nationalistes, aux ordres du général Tcheng Kiai-min. Les plaintes affluent d'un côté comme de l'autre, et les commissaires ont fort à faire pour se rendre dans les endroits variés qui leur sont indiqués, d'un bout de la Chine à l'autre. Tandis que les nationalistes les appellent dans le Jéhol, les communistes les conjurent d'envoyer un trio d'observateurs au Ho-Nan sud. Les avions américains qui les transportent ne cessent d'atterrir et de décoller des environs de l'antique capitale chinoise mais, de plus en plus, la tâche va devenir écrasante. D'autant plus qu'à mesure que la lutte reprend, acharnée, les trios de l'Union Medical College sont reçus à coups de fusil ou bien empêchés de pénétrer dans les régions incriminées.

Les choses ne vont pas mieux sur le plan politique. La réunion de l'Assemblée nationale, prévue pour le 5 mai, ne peut avoir lieu, les communistes refusant d'y participer tant qu'ils n'y disposeront pas de 14 sièges pour eux-mêmes et les représentants de la « Ligue Démocratique », parti de l'intelligentsia chinoise pro-communiste. Ce chiffre leur assurait plus d'un tiers des votes, et la possibilité d'opposer leur veto sur les affaires importantes.

Finalement, on remet la réunion de l'Assemblée au 12 novembre.

Dès le début de mai, le rouleau compresseur des armées nationalistes commence à remonter inexorablement le

(1) Hôpital fondé par Rockefeller.

long du Sud-Mandchourien. La bataille, la vraie, est sur le point d'éclater.

Le 1^{er} mai 1946, en même temps que ses soldats, bien armés et bien nourris, commencent la reconquête de la Mandchourie, Tchang Kaï-chek fait son entrée à Nankin, qui redevient sa capitale après tant d'années d'éloignement. La période de Tchoung-King se termine. Une ère nouvelle commence, et tandis que son automobile le conduit de l'aérodrome à sa résidence, acclamé de-ci de-là par un groupe de citoyens, il évalue avec souci les difficultés que va lui causer Mao Tsé-toung. Un mois plus tard, une fois de plus, lui si sensible aux victoires militaires, se trouvera rasséréné par les nouvelles de Mandchourie : ses armées ont repris l'énorme Tchang-Tchoun, le 23 mai. Non sans peine. Il a fallu faire donner les unités blindées et les combats ont été durs. Quoi qu'il en soit, le Sud-Mandchourien est maintenant entièrement dégagé jusqu'à l'ancienne capitale mandchoue et bien au-delà. Aux premiers jours de juin, les chars nationalistes se trouveront à 100 km. à peine de Kharbin.

Cependant, l'éternel mouvement de pendule des guerres civiles chinoises est encore loin de s'arrêter. Pendant que les nationalistes ratissent la Mandchourie et reprennent les villes du pays, plus au sud, dans le Jéhol, le Tchahar, le Hou-Pei, le Kiang-Sou et le Chan-Toung, l'armée rouge passe à l'offensive, s'empare de nombreuses cités — Cheng-Teh, Lan-Tsun, etc... —, bloque Tsing-Tao et Tsi-Nan, approche même de Pékin. Tout au fond du Chen-Si, dans sa maison rendue plus poussiéreuse que jamais par les chaleurs de l'été, Mao Tsé-toung continue à tenir solidement les leviers de commande de ses armées paysannes. Il envisage l'avenir avec confiance. N'a-t-il pas écrit en 1936 — et il le répète avec autant de conviction en 1946 — que « tout principe directeur des opérations militaires découle d'un seul principe fondamental : s'efforcer de conserver ses forces et d'anéantir celles de l'ennemi ».

Le 23 mai, pour la prise de Tchang-Tchoun, Tchang Kaï-chek, exultant, se trouve à Moukden. Il a décidé subitement de faire une tournée — triomphale — d'inspection. Ce qu'il voit là-bas l'enthousiasme tellement qu'il téléphone dès le lendemain au général Marshall pour lui dire qu'il accepte une nouvelle trêve. L'envoyé spécial du président américain n'a pas cessé de la lui demander depuis qu'il est rentré à la fin d'avril d'un séjour d'un mois à Washington.

Tchang Kaï-chek avait tergiversé. Il sait trop bien la valeur de ces trêves répétées et aussi peu respectées les unes que les autres. Mais Marshall est entêté : il se trouve en Chine pour réconcilier, et il ne connaît pas d'autre mission. Après avoir vu ses soldats occuper les principales villes de Mandchourie, Tchang Kaï-chek, tout compte fait, est prêt à cesser le feu. Une fois de plus !

Rentré à Nankin au début de juin, le maréchal cède donc enfin aux pressions du « médiateur » et publie la déclaration suivante :

« Je viens d'interdire aux troupes gouvernementales de Mandchourie d'attaquer, avancer, poursuivre les troupes rouges, à partir du 7 juin à midi, et pour une période de quinze jours. Je donne ainsi aux communistes chinois une nouvelle chance de remplir les obligations découlant des divers engagements qu'ils ont pris. Ceci ne porte en rien préjudice au droit du gouvernement de rétablir la souveraineté chinoise en Mandchourie, comme cela est prévu dans le traité sino-soviétique. »

La déclaration entraîne un sillage d'entretiens et de négociations entre Chou En-laï, Marshall et les représentants nationalistes. Comme aucun résultat ne se dessine, Tchang Kaï-chek renouvelle la trêve pour huit jours, le 21 juin. Le cessez-le-feu se poursuit donc jusqu'au 30 juin.

Tchang demande que les rouges évacuent le Kiang-Sou, presque tout le Chan-Toung et plusieurs villes de Mandchourie. L'envoyé de Mao refuse.

Mao Tsé-toung lui-même donne sa réponse sans fard au vieux maréchal. Il la lui jette à la tête plutôt. Dans un manifeste publié le 7 juillet, « pour l'anniversaire de l'incident du 7 juillet 1937, début de la guerre de résistance », il exige de son rival : la cessation de tous les mouvements de troupes en Mandchourie, sans exception. Cela revient à rejeter l'accord du 10 janvier. Il demande également à Tchang Kaï-chek de « restituer » tout son matériel américain.

Marshall ne manque pas, quant à lui, de remarquer le caractère violemment anti-américain qui caractérise certains passages du texte de Mao Tsé-toung. Depuis des semaines déjà, en zone communiste, les manifestations se multiplient contre la présence des troupes américaines. Quelques « Marines » ont même été tués « par erreur ».

À Nankin, les plus extrémistes des membres du Kuomintang commencent à voir d'un très mauvais œil l'immixtion perpétuelle du général américain dans les affaires chinoises. C'est ainsi qu'ils lui reprocheront longtemps d'avoir, par la trêve de juin, immobilisé sans raison les meilleures divisions nationalistes à 100 km. de Kharbin. Ils affirment que le moral des troupes s'est ressenti de cet inexplicable arrêt, dont les forces de Lin-Piao ont profité pour consolider leurs positions.

Le climat est donc mauvais en ce début de juillet et tout s'effondre autour de Marshall. Bien loin désormais de ses illusions de janvier, il lui faut se rendre compte avec une sorte de panique que, décidément, la Chine n'est pas si facile.

Le 10 juillet, Tchang Kaï-chek lance une grande offensive, menée avec huit de ses meilleures armées, pour nettoyer le Kiang-Sou et le Chan-Toung des « bandits rouges ».

Cette fois, la bataille est engagée à la vie à la mort. Elle ne prendra fin qu'avec la victoire de Mao Tsé-toung.



Marshall est si las de l'imbroglia chinois qu'il regarde autour de lui pour se choisir un successeur. Il fait nommer au poste d'ambassadeur des États-Unis — libre depuis la démission de Hurley — un homme qui connaît bien le pays, pour y être né et y avoir passé toute sa vie, Leighton Stuart, recteur de l'université américaine de Yeng-Ching à Pékin.

Le 26 juillet, Stuart dit adieu aux jardins, aux pagodes et aux objets familiers de la vieille université, qu'il dirige depuis 1919. Après avoir conféré à Nankin avec le général Marshall, il part pour Kuling, résidence d'été perdue dans la verdure, où le « Gimo » se trouve depuis une dizaine de jours. Là, assis sous la véranda dans des fauteuils de paille, en face de pins magnifiques, les deux hommes — qui se connaissent de longue date — discutent des affaires de la Chine.

Discutent... c'est beaucoup dire !

A Stuart qui lui rappelle les réalités économiques, Tchang Kaï-chek répond qu'un pays comme la Chine, agricole et compartimenté à l'extrême, y est moins sensible que d'autres. Lorsque l'ambassadeur, citant Marshall, déclare que les succès militaires ne sont rien tant que les forces communistes ne sont pas détruites, Tchang répond :

« Patience, encore cinq mois, et elles n'existeront plus ! »

Stuart ose à peine aborder la question du Kuomintang et du gouvernement nationaliste. D'ailleurs, Tchang Kaï-chek lève la main d'un air dégagé et rappelle que l'Assemblée nationale se réunira le 12 novembre pour voter la constitution et réorganiser le gouvernement. L'entretien est terminé. Stuart, comme les autres, restera impuissant à changer le vieux chef, impuissant

à rendre force et jeunesse au point d'appui vermoulu que s'est choisi l'Amérique comme base de son action en Chine.

L'ambassadeur est impuissant, et c'est dans la vieille ornière qu'il retombe, celle qui mène à un cul-de-sac : la recherche rigide d'une réconciliation, envers et contre tous, d'adversaires décidés à se détruire. Que répète donc toujours Tchang, se dit Stuart, rêveur...

« Vouloir conclure avec Mao Tsé-toung un accord sur l'intégration de l'armée rouge chinoise, c'est vouloir signer avec un tigre l'accord de vente de sa belle peau rayée ! »

Pourtant, Stuart reprend la vieille ornière et propose le 1^{er} août au « Gimo » la création d'un nouveau comité — des Cinq cette fois — qui sera chargé d'étudier les questions relatives à l'Assemblée nationale et à la réorganisation du gouvernement. Il y aura deux communistes, deux nationalistes et un Américain. Tchang Kaï-chek commence par poser comme condition le retrait des rouges de certaines de leurs positions récemment occupées, notamment au Jéhol, au Chan-Si et dans le Chan-Toung. Mao Tsé-toung refuse, tant que la question des territoires occupés par lui ne sera pas réglée.

Entre-temps, au grand soleil de l'été, les lourdes armées nationalistes et les formations légères de l'armée rouge continuent à jouer à cache-cache sur les plateaux desséchés de l'intérieur. Au Jéhol, c'est Tchang qui a l'avantage. Au Tchahar, c'est Mao. Au début d'août, Tchang pousse vers Kalgan, 200.000 habitants, sur la Grande Muraille, aux confins de la Mongolie.

Les combats se passent à la chinoise, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas toujours acharnés. Comme de coutume, une partie des généraux nationalistes marchandent beaucoup plus leur retraite qu'ils ne préparent une stratégie. Le plus bel exemple des replis à la mode du pays, est donné par l'armée communiste de Li Hsien-nien, qui tenait encore la région Hou-Pei — Ho-Nan au début

du printemps 1946. Bloqué en Chine centrale sans ravitaillement, avec 80.000 hommes, Li réussit, dans le courant de l'été 1946, à rejoindre tranquillement la base de Mao Tsé-toung au Chen-Si, en faisant par l'est du pays un détour de plusieurs milliers de kilomètres, jalonné par la prise de plusieurs villes, et qui s'étend sur quatre mois. Non seulement Tchang Kaï-chek aurait pu le stopper dix fois, mais — mystère des tractations chinoises — les autorités nationalistes locales ont aidé Li par un énorme prêt en argent qui a suffi à assurer la ravitaillement de ses troupes. A la fin d'août, Mao Tsé-toung voit arriver brusquement ce formidable renfort.

Le 10 août, Marshall et Stuart, de plus en plus dépassés, publient un communiqué dans lequel ils déclarent :

« Les dirigeants gouvernementaux et communistes désirent vivement mettre fin à la lutte, mais il existe plusieurs différends au sujet desquels aucun accord n'a pu être acquis. Il semble impossible aux deux parties d'arriver sur ces points litigieux à l'entente qui permettrait... »

Tchang Kaï-chek, de son côté, déclare dans un communiqué publié le 14 :

« Pour la cessation des conflits armés, le gouvernement demeure lié par les accords premiers et les respecte en toute bonne foi. Il ne demande pas aux communistes d'évacuer toutes les zones qu'ils ont occupées depuis l'armistice. Il leur demande seulement d'évacuer certains secteurs où leur présence constitue une menace pour la paix ou un obstacle à la réouverture des voies de communication. »

Le 19 août, Mao Tsé-toung proclame la mobilisation générale dans les territoires qu'il contrôle. Le 28, les nationalistes prennent Cheng-Teh, capitale du Jéhol.



Désormais, les positions commencent à se clarifier.

A mesure que le temps passe, Mao Tsé-toung est renforcé dans sa certitude de victoire par les rapports militaires qui s'accumulent sur sa table. Lin-Piao en Mandchourie, Chen-Yi au Kiang-Sou, Peng Teh-huäi au Chan-Toung, font état de la faiblesse des divisions nationalistes et du manque de moral grandissant des soldats de Tchang Kaï-chek. Ce dernier, de son côté, tout à son aveuglement, ne voit que les villes prises. Malheureusement pour lui, elles sont invariablement vides d'ennemis quand les nationalistes y pénètrent, et il faut au contraire prendre en charge le ravitaillement de la population. Sa rigidité n'est même pas atténuée par les nouvelles mesures américaines, provoquées bien entendu par Marshall qui n'a pas cessé de lui prodiguer ces derniers temps les conseils de modération. Les États-Unis annoncent la suppression d'un prêt de 500 millions de dollars prévu pour Nankin, ils interdisent désormais les livraisons d'armes et surtout de pièces détachées et de munitions, ils arrêtent la création des huit groupes d'aviation qu'ils avaient promis de constituer. Tout cela n'arrête pas Tchang Kaï-chek qui vient de prendre Cheng-Teh et prendra bientôt Kalgan. Il possède encore des stocks abondants et Mao Tsé-toung se verra quand même régler son compte — avant la fin de l'année, pense-t-il.

Le « Gimo » continue à considérer Mao comme un gêneur qu'il doit — et peut — réduire. Dans un sens, il n'a pas entièrement tort, pas plus qu'il n'a tout à fait raison, lorsqu'il déclare, aux cérémonies anniversaire de la capitulation japonaise, à Nankin, le 4 septembre 1946, après avoir fait le bilan de l'année écoulée :

« Nous regrettons cependant la lenteur des progrès de notre rénovation. Les problèmes les plus critiques qui se posent sont l'arrêt de la production, la désorganisation économique, le coût élevé de la vie. La première cause de tout ceci est l'interruption des communications et le manque de moyens maritimes. Les principales voies ferrées, Pékin — Hankéou, Tien-Tsin — Poukéou,

Tsi-Nan — Tsing-Tao, ont été détruites et coupées à plusieurs reprises. Ainsi, les centres industriels manquent de matières premières, les produits agricoles et miniers n'ont pas de débouchés. Les cargos encombrant les ports, mais l'intérieur manque des produits essentiels. En outre, les communistes occupent de nombreuses localités, où ils ont installé un système économique particulier et instauré une monnaie propre. Cet état de choses entrave l'économie nationale, empêche le contrôle des prix et la déflation, arrête en un mot la reconstruction. »

Le même jour ou presque, dans une interview avec une journaliste américaine, Mao Tsé-toung met les choses au point avec le cynisme ingénu de celui qui vit dans un autre monde. A la description faite par Tchang Kaï-chek d'une sorte de banditisme confus et sans visée précise, Mao réplique sans aucun voile, par un tableau exceptionnellement clair de la situation :

« Tchang Kaï-chek et les réactionnaires américains qui l'appuient sont tous des tigres de papier. Quand ils parlent de l'impérialisme américain, les gens semblent penser qu'il est terriblement fort... Mais l'avenir montrera que les réactionnaires américains, comme tous les réactionnaires de l'histoire, ne sont pas si forts qu'ils en ont l'air. En Amérique, il y a d'autres hommes qui sont vraiment forts : le peuple américain.

» Pour ce qui est de la situation en Chine, nous ne pouvons nous appuyer que sur le millet, plus les fusils ; mais en fin de compte, l'histoire démontrera que notre millet plus les fusils est plus fort que les avions plus les blindés de Tchang Kaï-chek. Bien que de nombreuses difficultés attendent encore le peuple chinois, bien que le peuple chinois doive encore pendant une longue période subir les misères causées par les attaques conjuguées de l'impérialisme américain et des réactionnaires chinois, un jour viendra où ces réactionnaires seront vaincus et où nous serons victorieux. La raison est tout simplement que les réactionnaires représentent

la réaction, tandis que nous représentons le progrès. »



Mao Tsé-toung voit loin. Il a presque, à Yen-an, une réputation de visionnaire. Sur tous les murs de la capitale lointaine du communisme chinois, les slogans fleurissent, qui rendent gloire à ses facultés mentales et à sa volonté. Dans tous les coins où l'on se bat en Chine, le fusil et le millet du soldat communiste équilibrent largement les avions et les blindés de son frère ennemi, et c'est largement aux principes stratégiques de Mao Tsé-toung que l'armée rouge le doit.

Elle recule toujours quand il le faut, et jamais elle ne cherche à conserver une ville. Au contraire, elle évacue volontairement beaucoup d'agglomérations, éloignées les unes des autres, les coupe ensuite du gros des forces nationalistes, pour les écraser à loisir. L'armée rouge commence aussi à prendre des quantités importantes de matériel américain. Chu-Teh fait rappeler à ses troupes les instructions que donnait Mao en 1936 pour la lutte contre les Japonais, et qui redeviennent d'actualité.

« Nous avons droit à la production des arsenaux de Londres aussi bien qu'à celle de Han-Yang, et qui plus est, elle nous sera livrée par les propres unités de transports de l'ennemi. Ceci n'est pas une plaisanterie, mais la pure vérité. »

Londres devrait être remplacée par Chicago ou Wilmington, mais le fond reste vrai : les armées communistes ont désormais toute facilité pour s'équiper en matériel ennemi : les unités nationalistes, au gré des tractations à la chinoise ou des coups du sort que leur occasionnent leur mauvais commandement et leur moral déficient, perdent chars, canons et mitrailleuses à une cadence sans cesse accélérée.

Elles perdent aussi des hommes. Et pas seulement des morts et des blessés. Mao Tsé-toung a institué des

centres de reconditionnement des prisonniers. En quelques mois, le soldat nationaliste est transformé « de l'esclave abêti » qu'il était, en « un combattant valeureux et conscient ». La première étape, et la plus importante sur la voie de ce lavage de cerveau, c'est le débondage psychologique qui consiste à « se plaindre amèrement ». Rapidement, à force de chercher, de trouver et d'exprimer ses griefs — d'autant plus douloureux qu'ils sont justifiés — contre ses précédents maîtres, le cœur du soldat nationaliste se vide, si bien que les principes communistes n'ont qu'à occuper la place. Les nouveaux slogans ont d'autant moins de peine à s'installer que le propriétaire du cœur est désormais traité comme un homme, que ses officiers ont soin de lui et que ses besoins matériels sont normalement assurés.

C'est donc sans y attacher trop d'importance que Mao Tsé-toung, le 11 octobre 1946, apprend la prise de Kalgan par les troupes nationalistes. Il sait bien qu'un jour ou l'autre, il mettra la main sur ces troupes-là, comme sur les autres, et que quelques semaines de « plaignez-vous amèrement » en feront de bons soldats rouges.



Sûr de ses prévisions et conscient de ses forces croissantes, Mao Tsé-toung, dès le milieu de septembre, avait demandé à son principal négociateur, Chou En-laï, de raidir son attitude dans les négociations sporadiques qui se poursuivaient malgré tout, grâce aux efforts de Marshall. Le 16, le diplomate au sourire si efficace quitte Nankin et se rend à Changhaï. Avant de partir, Chou En-laï prend soin de faire sur Marshall une dernière tentative de pression : « Dites à Tchang que s'il continue à attaquer la ville de Kalgan, toute chance d'accord sera perdue. »

Marshall, aussitôt, s'était précipité chez le maréchal

qui l'avait reçu avec une docilité fortement émoussée par douze mois de collaboration journalière.

« Ne prenez pas Kalgan, ou c'est moi qui m'en vais, » avait déclaré le « médiateur ».

A la surprise générale, Tchang cède.

C'est ainsi que les forces nationalistes s'arrêtent une fois de plus et que, le 5 octobre, Tchang Kaï-chek propose une nouvelle trêve de 10 jours. Il accepte le comité des Cinq suggéré en août par Stuart et déclare que les Trois et les Cinq n'ont qu'à régler pendant ce temps les problèmes militaires et politiques en suspens. Mais c'est Chou En-laï, maintenant, sur les indications de Mao Tsé-toung, qui réitère ses conditions parmi lesquelles le droit de veto au Conseil d'État (les 14 sièges pour les communistes et la ligue démocratique) et le retrait des troupes de Tchang sur les positions occupées le 13 janvier. Naturellement, Tchang Kaï-chek refuse et Marshall est fort ennuyé.

C'est dans ces conditions que le généralissime avait ordonné de s'emparer définitivement de Kalgan, dont la possession permettait aux troupes communistes de menacer Pékin et Tien-Tsin.

Mais Mao Tsé-toung, nous l'avons vu, ne se laisse guère impressionner par cette avance. Car il a ses raisons.

Tchang Kaï-chek aussi a les siennes, principalement basées sur la force militaire qu'il pense toujours détenir. A la fin d'octobre, il termine le nettoyage du Hou-Peh et du Ho-Nan sud, et s'empare d'Antoung, grosse cité mandchoue, à la frontière coréenne.

Le « Gimo » est ravi, mais Chou En-laï proteste énergiquement et Marshall est encore une fois très ennuyé. Il fait une dernière démarche auprès de Tchang Kaï-chek, pour lui prêcher la modération et surtout la raison : à son avis, rien n'est réglé, bien au contraire, et la situation ne dépend plus tant des armes que des finances et de l'économie.

Tchang Kaï-chek a atteint la plupart de ses buts straté-

giques. La réunion de l'Assemblée nationale — le 12 novembre — approche. Il a maintenant l'intention de procéder à une offensive sur le plan « démocratico-parlementaire ».

Il demande le cessez-le-feu.



Tout son aveuglement ne changera rien à la situation dans laquelle se trouve la Chine. Après quinze années de guerre, l'économie du pays est saccagée, la Mandchourie, qui représente 70 % de la production industrielle, n'est pas intégrée dans le circuit national, et les finances sont entraînées dans le même tourbillon qu'avait connu l'Allemagne de 1930. Entre le 1^{er} janvier 1946 et le 1^{er} janvier 1947, le dollar américain passe de 2.000 à 6.000 dollars chinois, et l'inflation — qu'on a si bien appelée « galopante » — continue. Bien entendu, à mesure que les conditions de vie deviennent plus difficiles, la corruption traditionnelle s'accroît. Dans l'armée, déjà beaucoup trop nombreuse, des divisions entières de soldats — fantômes — figurent sur les listes d'intendance et de comptabilité dans le seul but de remplir les poches de généraux malhonnêtes.

La population souffre de plus en plus de la carence des autorités, et dans les villes, le chômage augmente à mesure que les usines et les entreprises sont plus nombreuses à fermer leurs portes. Depuis six mois, les Américains, en vertu d'un nouveau traité de commerce, peuvent faire entrer leurs marchandises pratiquement en franchise douanière. Bien entendu, l'industrie chinoise, déjà chétive et anémiée, n'y résiste point. L'état d'esprit des ouvriers évolue lentement. Jusqu'ici assez indifférents aux grands problèmes politiques, ils commencent à dériver lentement — non pas tellement *vers* Mao Tsé-toung que *loin* de Tchang Kaï-chek.

Le marché noir fleurit. Tout est là pour favoriser sa croissance monstrueuse : rareté des produits, pauvreté

des masses, richesse de quelques-uns et impéritie gouvernementale. Tandis que les « gros » accumulent les fortunes à loisir, les « petits » sont frappés sans pitié. Maintenant qu'il est à Changhaï, Chou En-laï n'a aucune peine pour décrire à Mao Tsé-toung le spectacle édifiant qu'on y voit. Wu, le maire (désigné par Tchang) lance à la fin de l'année une grande offensive contre le marché noir (le petit marché noir). Presque quotidiennement la police traque et arrête les trafiquants des ruelles et des passages. Il arrive que des milliers d'autres colporteurs clandestins se rassemblent et marchent sur les prisons pour délivrer leurs « confrères ». Curieuses manifestations, aveugles peut-être (Tchang y voit pourtant la main de Mao), mais sûrement significatives d'un profond malaise. Tout cela, Marshall le sait. Il l'a souvent répété à Tchang, mais l'autre ne veut rien entendre. Fort d'un avantage militaire qu'il croit définitif, il ne songe plus désormais qu'à se couvrir du côté « démocratie ».

L'Assemblée nationale se réunit le 15 novembre. Ni les communistes, ni les membres de la ligue démocratique ne sont présents. Elle vote une constitution conforme aux principes approuvés par tous les partis lors de la Conférence politique consultative.

Chou En-laï — revenu à Nankin depuis quelques jours sur les instances d'une nouvelle formation, le Tiers Parti — reste fermement hostile. Il refuse de poursuivre les négociations tant que Tchang Kaï-chek n'ordonnera pas à ses troupes de revenir sur leurs positions de janvier. Finalement, il rentre à Yenan, le 19 novembre, sur l'ordre de Mao Tsé-toung. Ce dernier met les choses tout à fait au point en précisant, dans une déclaration publique, qu'il ne reconnaît pas l'Assemblée nationale (1) et refuse désormais toute nouvelle discussion avec Tchang Kaï-chek.

La rupture est consommée. C'est Mao Tsé-toung qui a

(1) Le 4 décembre, il en demandera la dissolution.

donné le coup de pied dans la table, mais Tchang Kaï-chek ne l'a pas empêché.



Entre les deux, Marshall n'a rien pu faire. Dans un long rapport consciencieux publié par le Département d'État après son rappel à Washington (6 janvier), il estime que les deux camps sont responsables, encore qu'il mette sur le dos des extrémistes de chaque parti la responsabilité d'une mésentente qui semble pourtant aller dans la nature des choses. Pour Marshall, les communistes « ne font aucun mystère de leur intention de travailler à l'établissement en Chine d'un gouvernement à tendance communiste, *bien qu'ils veuillent parvenir à leurs fins en utilisant un gouvernement de forme démocratique du type anglais ou américain* ». Inutile d'aller chercher plus loin les raisons de l'illusion Marshall, qui vient de bercer pendant un an les États-Unis... Comment le « médiateur » pouvait-il voir clair, s'il se méprenait aussi complètement sur le véritable état d'esprit de l'un des deux partenaires ? Marshall *savait* que Tchang Kaï-chek était formellement opposé à « un gouvernement à tendance communiste ». Il le dit lui-même dans son rapport. Mais il *ne savait pas* que Mao Tsé-toung comptait prendre le pouvoir par n'importe quel moyen. Pourtant, Mao Tsé-toung n'a jamais tenté de camoufler ses intentions. Pour lui, le pouvoir appartient tout naturellement au peuple, c'est-à-dire aux pauvres et aux gueux actuellement opprimés par les riches. Peu important donc les moyens utilisés pour entrer en possession de ce droit naturel. Dès 1920, Mao Tsé-toung écrivait : « Dans sa conférence à Tchang-Cha; Russell... s'est prononcé en faveur du communisme, mais contre la dictature des travailleurs et des paysans. Il a dit qu'il fallait employer la méthode de l'éducation pour changer la conscience des classes possédantes, et qu'ainsi, on ne serait pas

obligé de limiter la liberté ni d'avoir recours à la guerre et à la révolution sanglante... Mes objections au point de vue de Russell peuvent être formulées en quelques mots : cela va très bien comme théorie, mais dans la pratique, c'est irréalisable.»

Pour Mao Tsé-toung, le mot « démocratie », tel que l'entendent les réactionnaires, n'est qu'une appellation usurpée, cachant un pouvoir usurpé, dont la conquête n'exige aucun processus « parlementaire » ou « démocratique ». En cela, Mao Tsé-toung est d'ailleurs un communiste orthodoxe, et Marshall est bien naïf de l'ignorer.

Après avoir ainsi affirmé que Mao Tsé-toung désire emprunter les voies démocratiques habituelles, Marshall estime dans son rapport que « les efforts sincères en vue d'arriver à un accord ont été mis en échec à maintes reprises par les éléments extrémistes des deux camps ». Il conclut :

« Pour sauver la situation, je pense que les libéraux et les partis de la minorité devraient prendre le pouvoir au gouvernement. Ils comptent un splendide groupe d'hommes, auquel jusqu'ici a manqué le pouvoir politique pour exercer une influence efficace. Une action couronnée de succès de leur part, sous l'égide du généralissime, pourrait, je l'espère, rétablir l'unité de la Chine sous un bon gouvernement. »

Autrement dit, non content de se tromper sur Mao Tsé-toung, Marshall s'était aussi trompé sur Tchang Kaï-chek. La « Ligue Démocratique » dont veut parler l'Américain est la bête noire du « Gimo » et c'est bien naturel, puisqu'elle représente la seule solution de rechange politique dans la Chine actuelle. Jamais il ne la laissera venir au pouvoir, car le danger serait trop grand pour lui de voir les « neutralistes » comme il dit, le remplacer, peu à peu, dans le cœur des Américains, et finalement à la tête du pays.

Illusions, illusions, rien qu'illusions, par conséquent, dans la mission du général. D'ailleurs, le jour même du

rappel de Marshall aux États-Unis, loin de ce monde étrange, mystérieusement dévoré par un monde plus incompréhensible encore pour des cerveaux trop bien nourris, Lin-Piao passe la Sungari, et attaque en Mandchourie.



La grande attaque

Lin-Piao attaque sur l'ordre de Mao Tsé-toung, mais c'est surtout pour détourner les troupes de Tchang Kaï-chek, qui a lui-même engagé les hostilités sur une grande échelle dans le Chan-Toung, porte de la Chine du Nord. Les communistes le tiennent et avec lui la liaison ferrée Sud-Nord, autrement dit l'accès de la Mandchourie.

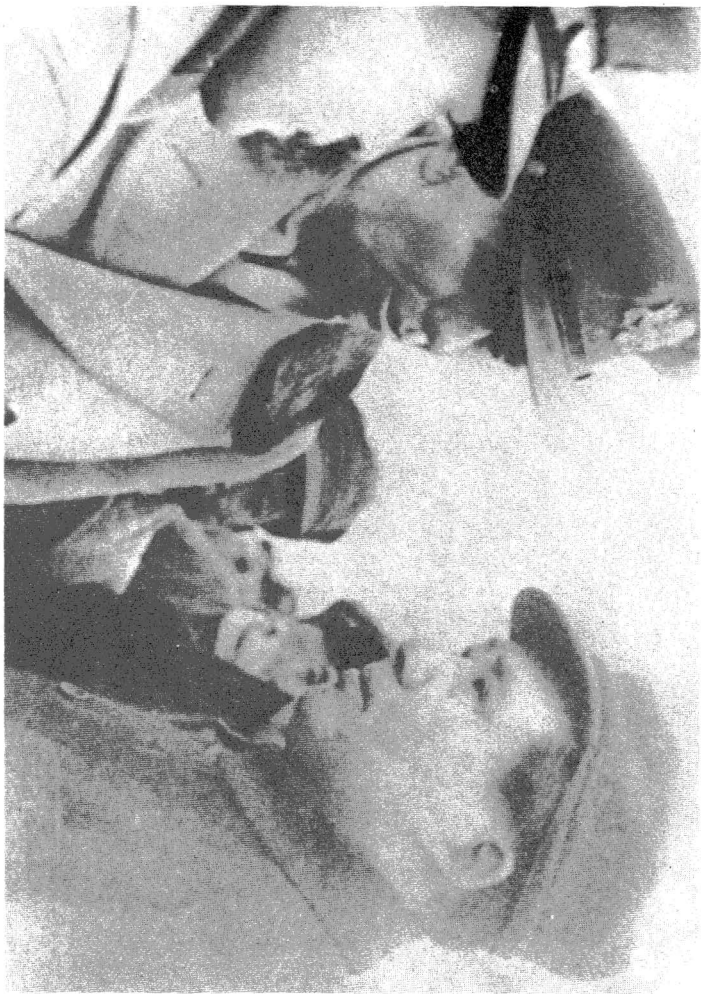
Au Chan-Toung, Chen-Yi, général infatigable, défend son Q.G. de Lin-Ni contre les divisions nationalistes venues du Sud. Chen-Yi, c'est l'ancien étudiant en Europe, où il fut notamment ouvrier chez Michelin. Il a gardé de Clermont-Ferrand l'habitude du béret basque et du mégot en coin. Il a beaucoup vu, c'est un vieux renard, malgré sa jeunesse (il a 47 ans), et un sourire ironique marque en permanence sa face énergique. Pourtant, cette fois, il est vraiment en difficulté. Tchang le presse, fin décembre-début janvier, avec 8 divisions dont 4 équipées à l'américaine.

C'est pourquoi Lin-Piao passe la Sungari, le 6 janvier. Et c'est là-haut, dans le Nord, pour protéger le Sud, le début d'un étonnant ballet qui va durer des mois, donnant souffle et vigueur aux recrues communistes, coupant les jarrets aux forces nationalistes.

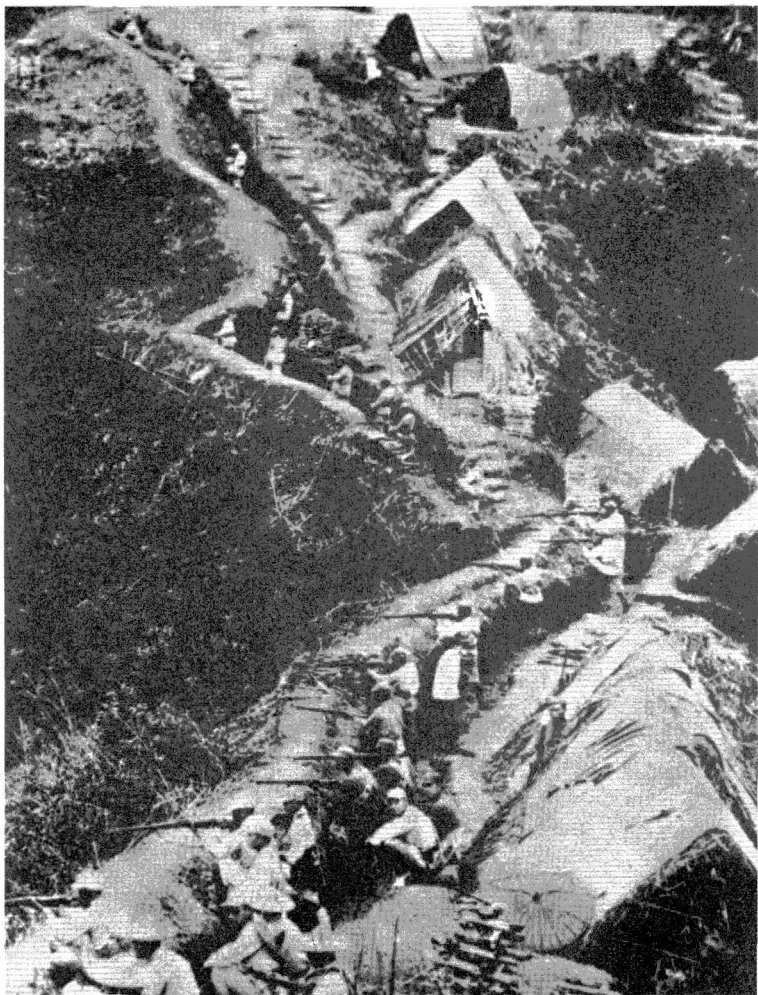
Lin-Piao arrive aux portes de Tchang-Tchoun et de Kirin, mais, le 15, il est reconduit sur ses bases. Il est venu de partout. Mais avec trop peu d'hommes... qu'importe ! Mao ne veut rien d'autre encore que des attaques de diversion. Et tandis que, tout là-bas au Chan-Toung, Chen-Yi livre des combats défensifs magnifiques, en faisant jouer à fond la mobilité et la légèreté de ses troupes, Lin-Piao, deux fois encore, redescendra sur les grosses villes mandchoues, capturant des dizaines de milliers de prisonniers et bien plus encore de matériel, car les nationalistes ne se donnent jamais la peine de détruire ce qu'ils abandonnent. A chaque fois, en février comme en mars, les généraux assiégés connaissent la proximité des hommes de Mao Tsé-toung à la panne d'électricité et au manque d'eau. Cela devient



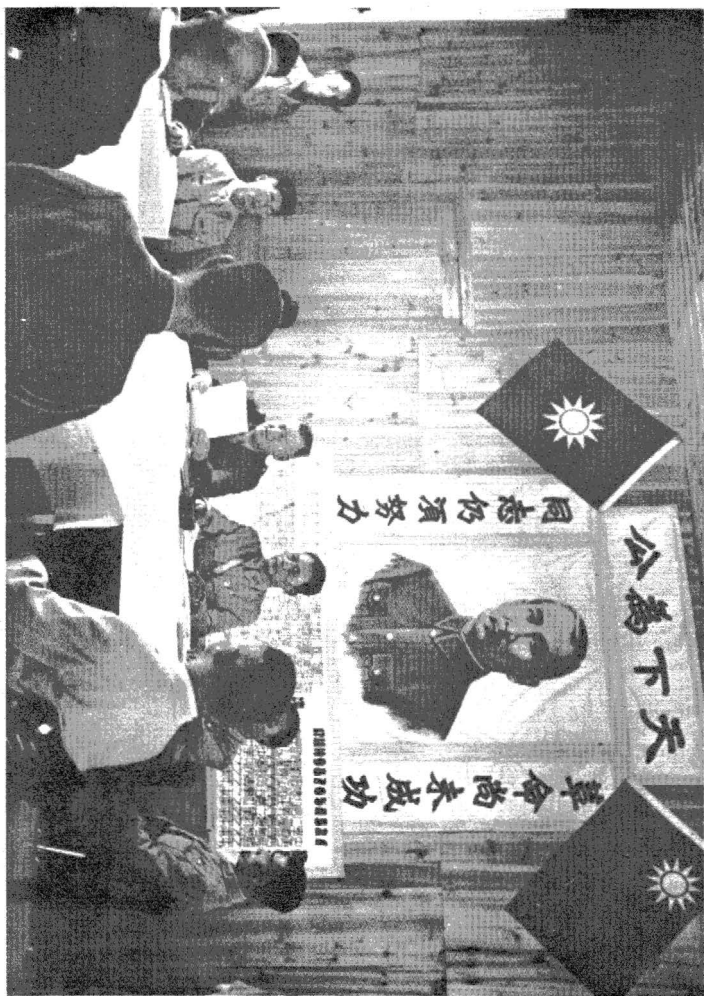
Tchang Kaï-chek et le général Chennault,
patron des « Tigres volants »



Mao Tsé-toung avec le général Marshall



Bastion anticomunista



Reddition japonaise
sous le portrait de Sun Yat-sen

un rite : Lin-Piao arrive jusqu'aux centrales, et puis il est forcé de repartir. La lumière revient. Les généraux de Tchang Kaï-chek peuvent se laver... et triompher : une fois de plus, les communistes ont disparu.

La quatrième « descente » de Lin-Piao est un peu plus grave. En mai, le général, surgi une nouvelle fois de partout, et appuyé par des cavaliers mongols, va même jusqu'à menacer Moukden. L'eau et le courant s'arrêtent. Perdu dans l'immense cité asiatique, le consul général américain, touché peut-être dans son confort personnel, mais appelé par ses fonctions à apprécier la situation aussi sainement que possible, écrit dans un rapport : « Il existe des preuves suffisantes de l'apathie, du ressentiment et du défaitisme qui se répandent rapidement dans les rangs nationalistes, amenant redditions et désertions. Les principaux facteurs qui concourent à cette situation sont la supériorité sans cesse grandissante des communistes, le découragement des soldats nationalistes qui désespèrent de voir arriver des renforts... répugnent à combattre loin de chez eux parmi une populace « étrangère » et « hostile », s'indignent du contraste entre la maigre paie des soldats et l'enrichissement des officiers. »

Le consul américain se trouve pris, sur place, dans une atmosphère générale qu'il ne peut refuser d'enregistrer. Mais l'étrange de cette année 1947, c'est que le monde continue à voir partout des victoires nationalistes. Tandis que Mao Tsé-toung, plein de lucidité, fait placarder dans ses cantonnements des affiches du genre de celle-ci : Tchang a repris X... L'affaire lui a coûté 10.000 hommes, et il doit entretenir maintenant une garnison de même importance. Total, 20.000 nationalistes neutralisés. Tchang Kaï-chek continue son jeu d'avances systématiques, coûte que coûte. Et cela, aux yeux de Washington, Londres et Paris, c'est « payant ».

Au Chan-Toung, il a pris, le 15 février, le Q.G. de Chen-Yi. Bien mieux même, le 19 mars, il a capturé

Yenan, la capitale de Mao Tsé-toung. Son vieil ennemi s'est retiré, naturellement, mais, une fois de plus, le monde, rassuré, croit pouvoir tabler sur l'échec final des communistes. Même Moscou ne croit pas à leur succès militaire... Trop tôt, trop tôt, pense Staline. Et son ambassadeur est l'un des mieux en cour à Nankin... Pas plus que ses collègues, il ne peut savoir qu'avant l'automne, Mao Tsé-toung aura profité de sa retraite forcée pour s'emparer purement et simplement de tout le Chan-Si.

D'ailleurs, la manœuvre était trop visible. Depuis des semaines, quasiment sur la pointe des pieds, le généralissime avait poussé ses troupes en direction de Yen-an. En prétendant, bien sûr, vouloir se donner de l'air par ci, améliorer ses communications par là. Lorsque les divisions de Tchang, lancées parallèlement au fleuve Jaune, débouchent sur Yen-an, par les collines au sud, par la vallée au sud-est, la cité des grottes est vide. Mao et ses collaborateurs sont à 20 km plus au nord. Dans les heures qui vont suivre, ils seront à Sui-Teh, où les femmes et les enfants ont été évacués. Bientôt tout ce monde suivra la route du Chan-Si. Et bientôt aussi, les communistes auront pris la totalité de la province, qui remplacera provisoirement la base du Chen-Si. Sa capitale, Mao Tsé-toung l'a choisie dès qu'il a vu se dessiner l'attaque sur Yen-an : ce sera Chi-Tchua-Tchuang, à un tiers du chemin Tayuan-Pékin, ces deux dernières villes restant encore aux mains de Tchang. Mao n'est pas pressé : Chi-Tchua-Tchuang ne sera « libérée » qu'à l'automne. Qu'importe ? il gouverne de la montagne. Elle lui est tout aussi hospitalière que la ville.



Pendant ce temps, à Nankin, Tchang Kaï-chek, installé sur les bords du très puissant Yang-Tsé, achève — croit-il, — de consolider sa position. Assuré désormais

de l'avantage militaire, il s'emploie à donner à son régime l'apparence de la démocratie. Pour ce faire, il honore ses promesses en constituant, au mois d'avril, un gouvernement de coalition, présidé par le général Tchang-Tchoun, un modéré. Les communistes et la Ligue démocratique n'en font pas partie, mais compte tenu justement de leur absence, le nouveau gouvernement est aussi représentatif que possible. Tchang a pris soin d'écarter certaines personnalités trop marquées du Kuomintang, par exemple T.V. Soong, premier ministre sortant.

Mais tout cela n'est qu'apparence, car il est totalement impuissant à réformer le parti. Sait-il même que ses désirs ne passent plus jamais la barrière de ceux qui l'entourent? Le sait-il, et s'il le sait, pense-t-il arriver à la percer un jour? Quoi qu'il en soit, ayant réglé cette question du gouvernement, il lui semble pour l'instant que le plus pressé est d'ordre militaire. Il faut régler le sort de Mao, et Tchang parle toujours d'un délai de quelques mois. A début de l'été 1947, après Yen-an, c'est de « deux à trois mois » qu'il s'agit.



Au bout de trois mois, le chassé-croisé d'armées chinoises entières se poursuit toujours. Les nationalistes prennent la moitié du Chen-Si? Les communistes qui s'y trouvent vont s'installer au Chan-Si et occupent les trois quarts de la province. L'été s'avance, et les soldats de Tchang Kaï-chek poussent Chen-Yi en dehors du Chan-Toung. Qu'à cela ne tienne! Mao Tsé-toung ordonne à Chen-Yi de déborder sur le Hou-Pei. Liu Po-tcheng, qui s'y trouve, est envoyé vers le sud, vers le Yang-Tsé, où existait, du temps des Japonais, une puissante base de partisans communistes.

Liu Po-tcheng descend donc vers le sud, bousculant tout sur son passage. C'est le mois d'août. Pour faire bonne mesure, Mao Tsé-toung envoie le général

Chen-Keng, l'un des lieutenants de Liu, qui traverse le fleuve Jaune et marche vers son chef. Ces armées de soldats voyageurs se répandent dans les pays du Yang-Tsé, s'installent sur les ponts Tapiéh comme l'avaient fait leurs anciens pendant la guerre. L'épanchement est de taille. Nankin est menacé, et pas seulement Nankin : une fois de plus aussi Wou-Han, Hankéou et toute la vallée du Yang-Tsé. Le tableau est assez sombre pour Tchang Kaï-chek et, pour le noircir encore, Mao Tsé-toung lance Chen-Yi à son tour, en direction de Sou-Tchéou.

La Chine des combats de 1947 est semblable à un gigantesque et multiple système de vases communicants : vases communicants des provinces, des armées et même de la cervelle des hommes. Pendant que les uns passent du Ho-Nan au Chen-Si, les autres du Chen-Si au Chan-Si et du Hou-Pei à l'An-Houei, la substance d'armées entières passe de l'un à l'autre camp. Dans les énormes mouvements de province à province, certaines armées se perdent, corps et biens. Ce sont toujours celles de Tchang Kaï-chek. En compensation, certaines s'enflent en cours de route jusqu'à doubler et tripler leurs effectifs. Ce sont toujours celles de Mao Tsé-toung. Bien mieux, à mesure que le moral des soldats nationalistes diminue, l'esprit combatif des troupes communistes augmente. C'est un véritable transfert de substance. A deux millions d'exemplaires, le ferment de cet étrange bouleversement voyage avec les hommes de Liu Po-tcheng, de Chen-Yi, de Chen-Keng : chacun d'eux, entre les pages crasseuses d'une brochure de propagande, porte dans son sac le portrait de Mao Tsé-toung.



Finalement, la supériorité numérique, tant citée en faveur de Tchang, n'est plus que de deux contre un. Elle était, en 1945, de quatre à cinq contre un. C'est

le moment (fin août) où, dans l'ensemble des territoires contrôlés par le généralissime, les opérations de recrutement redoublent d'importance. Au début de septembre, le journaliste américain Christopher Rand câble de Changhaï :

« Les journaux de Changhaï signalent ces jours-ci un très net accroissement de l'achat et de la vente d'hommes valides pour servir dans l'armée chinoise. On a découvert récemment au moins cinq organisations se livrant à ce trafic... Changhaï est remplie de réfugiés que la guerre civile et les inondations ont poussés jusqu'ici. » Il ajoute : « Les journaux citent des rapports de police s'appuyant sur les interrogatoires de trafiquants, et selon lesquels le prix de vente d'un homme valide, dans les districts des environs de Changhaï, s'élève à 3 ou 4 millions de dollars chinois, soit 75 à 100 dollars américains. L'homme en touche lui-même la moitié, le reste allant aux membres de la bande. »

C'est le « Gimó », maintenant, qui pourrait avoir peine à équiper son monde. Il perd son matériel plus vite encore que ses hommes. Très souvent, chars et canons n'ont même pas le temps de servir du côté nationaliste qu'ils sont déjà passés aux mains des communistes. Ces derniers ont fini par se constituer une artillerie acceptable, et s'en servent contre les places fortes de Tchang en Mandchourie.

Les coups de boutoir de Lin-Piao en sont facilités. Il dispose maintenant de 300.000 hommes, si l'on compte les unités coréennes et mongoles. Après des pluies torrentielles, en juillet et août, il lance le 15 septembre sa cinquième offensive, et réussit à isoler entièrement les unes des autres les grosses villes tenues par Tchang. Moukden, Tchang-Tchoun, Kirin, n'ont pratiquement plus de liaison entre elles.

A peu près au même moment, débarque à Nankin un grand américain très détendu, le général Wedemeyer, qui serre dans ses mains puissantes les doigts frêles des officiels du Kuomintang. On le voit venir avec plaisir,

comme la vivante preuve de l'intérêt porté par les États-Unis aux malheurs du pays. Mais son retour en Chine n'apporte que déception au généralissime. Wedemeyer est venu en mission d'information. Dans son rapport à Truman, il estime que Tchang peut conserver l'adhésion du peuple chinois, mais à la condition expresse que des réformes soient opérées d'urgence. Inutile de dire que ces réformes sont impensables dans l'état actuel des choses. Le 9 septembre, le comité central du Kuomintang s'est réuni à Nankin et l'influence de Tchang Kaï-chek a été complètement noyée par les extrémistes du parti.

Sur le plan militaire, Wedemeyer est pessimiste. Il note l'effrayante baisse de moral des troupes, aussi bien que d'effectifs et de matériel.

Conclusion? Encore la force, toujours la force. Le général Wedemeyer met bien son gouvernement en garde contre le régime de Tchang. Pourtant, lui aussi, comme les autres, est incapable de se représenter le rôle des États-Unis autrement que sous la forme de l'assistance militaire, dont il demande le renforcement massif.

Le 15 décembre, Lin-Piao lance sa sixième et dernière offensive pour 1947. De plus en plus, les forces communistes dominent la situation. De plus en plus, les garnisons de Tchang sont isolées et impuissantes. La Mandchourie sera bientôt un fruit mûr, prêt à cueillir.

Le 25 décembre, Mao Tsé-toung prononce un grand discours devant le comité central du parti communiste chinois.

« La guerre révolutionnaire du peuple chinois a atteint aujourd'hui un tournant. L'Armée Populaire de Libération (1) a pris à son tour l'offensive. »



(1) C'est désormais le nom officiel de l'armée rouge.

Sûr, désormais, de la victoire, le chef communiste peut maintenant développer ses prévisions anciennes, qui toujours ont été vérifiées par les événements.

« C'est un tournant dans l'histoire. C'est un tournant qui va faire passer, du développement à l'effondrement, ce règne contre-révolutionnaire de Tchang Kaï-chek, qui dure depuis vingt ans, ce règne de l'impérialisme, qui dure en Chine depuis plus d'un siècle.

» C'est un grand événement. Il est grand parce qu'il a lieu dans un pays de 450 millions d'habitants et parce que, maintenant qu'il a lieu, il conduira sûrement à la victoire à l'échelle nationale. C'est aussi un grand événement parce qu'il a lieu dans cette partie orientale du monde où une population de plus d'un milliard d'individus (la moitié de l'humanité) souffre de l'oppression impérialiste. Le passage de la défensive à l'offensive, dans la guerre de libération du peuple chinois, ne peut qu'enthousiasmer et encourager ces peuples opprimés. En même temps, il est aussi une aide pour tous les peuples opprimés luttant actuellement dans divers pays d'Europe et d'Amérique.

» Le jour même où Tchang Kaï-chek lança sa guerre contre-révolutionnaire, nous avons dit que, non seulement nous devions vaincre Tchang Kaï-chek, mais encore que nous le pouvions. »

Et Mao poursuit plus loin :

« Se basant sur la science du marxisme-léninisme, le parti communiste chinois a envisagé avec lucidité la situation internationale et intérieure, et a compris que toutes les attaques des réactionnaires intérieurs et extérieurs, non seulement devaient être brisées, mais encore pouvaient être brisées. Au moment où le ciel semblait noir, nous avons montré que ce n'était qu'un phénomène passager, que l'orage passerait bientôt et que l'aurore était devant nous. »

Enfin, le chef communiste redevient le stratège admiré. Il énonce les grands principes de la guerre qu'il mène avec tant de succès :

« 1. Frapper d'abord les unités ennemies dispersées et isolées, ensuite les unités ennemies concentrées et puissantes.

» 2. S'emparer d'abord de petites et moyennes cités, et de vastes régions rurales, prendre ensuite de grandes villes.

» 3. L'objectif principal est d'anéantir les forces vitales de l'ennemi, et non pas de conserver ou de prendre des villes et localités.

» 4. A chaque bataille, concentrer une supériorité absolue des forces (deux, trois, quatre et même quelquefois cinq ou six fois celles de l'ennemi) afin d'encercler l'ennemi de tous côtés et chercher son anéantissement complet.

» 5. Ne jamais engager un combat improvisé, ni un combat dont l'issue victorieuse ne soit pas certaine.

» 6. Développer l'esprit traditionnel d'audace dans le combat, d'intrépidité devant les sacrifices, la fatigue et l'action militaire continue.

» 7. Anéantir l'ennemi quand il est en mouvement. En même temps, insister sur les tactiques d'attaque des positions défendues, s'emparer des points d'appui et des villes de l'ennemi.

» 8. En ce qui concerne la prise d'assaut des villes, s'emparer résolument de toutes les villes et de tous les points d'appui qui sont faiblement défendus, s'emparer au moment propice, quand les circonstances le permettent, de toutes les villes et points d'appui ennemis modérément défendus, attendre le moment opportun pour prendre toutes les villes et points d'appui ennemis fortement défendus.

» 9. Renforcer nos propres forces par la capture de toutes les armes ennemies et de la plupart des effectifs ennemis. La source principale de nos équipements et de nos effectifs est au front.

» 10. Profiter habilement de l'intervalle entre deux campagnes pour permettre à nos troupes de se reposer, de se regrouper et de s'entraîner.»

Après ce bilan militaire, salué par les applaudissements de tous les assistants, Mao Tsé-toung aborde aussitôt une partie de son discours qui n'est peut-être pas moins importante que la première : c'est celle qui fait le point de la réforme agraire. Il déclare de sa voix calme et passionnée à la fois :

« A présent, les arrières de l'armée populaire de libération sont beaucoup plus solides qu'ils ne l'étaient voici dix-huit mois. C'est le résultat obtenu par notre parti qui se tient résolument aux côtés des paysans pour réaliser la réforme agraire. Pendant la guerre anti-japonaise, afin d'établir un front unique avec le Kuomintang et afin d'unir tous les gens qui, à ce moment-là, pouvaient s'opposer au Japon, notre parti remplaça, de sa propre initiative, la politique appliquée avant la guerre anti-japonaise — qui consistait à confisquer les terres des propriétaires fonciers pour les distribuer aux paysans — par une politique de réduction des rentes et intérêts fonciers. C'était absolument nécessaire. Après la capitulation japonaise, les paysans demandèrent la terre avec insistance, et nous prîmes donc la décision opportune de changer la politique agraire de réduction des rentes et intérêts en une autre consistant à distribuer la terre aux paysans. Les directives données par le comité central de notre parti le 4 mai 1946 manifestèrent bien ce changement. En septembre 1947, notre parti convoqua une conférence nationale agraire, élaborà le programme fondamental de la loi agraire chinoise, et immédiatement le mit à exécution partout dans les différentes régions.

» Ce pas en avant confirma non seulement la ligne du 4 mai de l'an dernier, mais y fit aussi des rectifications nettes à propos d'un certain manque de fermeté (il permettait en effet aux propriétaires d'obtenir davantage de terres et de biens que les paysans, et les terres et les biens des paysans riches n'étaient pas touchées en principe). »

Mao marque ici une pause. Il rappelle ensuite les instructions formelles qu'il a données de créer dans tous les villages des ligues de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles dont la voix devra se faire entendre dans les unions paysannes à côté de celle des paysans moyens. Il continue :

« Notre politique est de compter sur les paysans pauvres et maintenir une alliance stable avec les paysans moyens afin de détruire le système d'exploitation féodale et semi-féodale des propriétaires fonciers et des paysans riches du type ancien. La part de terres et de biens que chaque propriétaire foncier ou paysan riche reçoit ne doit pas excéder celle que chaque paysan pauvre obtient. Mais nous ne devons pas non plus refaire la politique erronée appliquée par l'ultra-gauche en 1931 et 1934, qui refuse toute distribution aux propriétaires fonciers et donne des terres pauvres aux paysans riches. Bien que la proportion des propriétaires fonciers et des paysans riches parmi la population rurale, soit plus ou moins grande selon les endroits, elle représente couramment environ 8 % seulement de la population. Mais la terre qu'ils possèdent représente de 70 à 80 % du total. Par conséquent, ceux que notre réforme agraire vise sont un très petit nombre, tandis que le nombre de personnes dans les villages qui peuvent participer et participeront à notre front uni de la réforme agraire se monte à plus de 90 % de la population rurale.

» Deux principes fondamentaux doivent être notés ici :
» 1. Les demandes des paysans pauvres et des ouvriers agricoles doivent être satisfaites. C'est la tâche fondamentale de la réforme agraire.

» 2. L'unité avec les paysans moyens doit être maintenue fermement et leurs intérêts ne doivent pas être lésés.

» Les tâches de notre réforme agraire seront certainement accomplies avec succès si nous nous attachons fermement à ces deux principes fondamentaux.»

Ainsi donc, Mao Tsé-toung donne pour la réforme agraire des directives tout aussi précises que pour

l'action militaire. C'est ce qui confère à ses soldats le pouvoir — réellement magique en Chine — de conquérir, avec le village, le cœur des villageois.



Avec leur discipline, leur compréhension des problèmes des pauvres gens, les soldats amènent aussi l'organisation de Mao Tsé-toung. Elle apparaît sous la forme d'une poignée de cadres spécialisés, habiles à conduire dans le sens voulu les moindres désirs de la population, notamment en ce qui concerne l'élimination des gêneurs, faciles à liquider si on leur colle l'étiquette de propripions ou d'exploiteurs du peuple. En quelques semaines, grâce à l'atout majeur de la réforme agraire, à l'organisation communiste, à l'atmosphère générale de promotion d'une couche de gens jusqu'ici entièrement négligée, Mao Tsé-toung s'introduit partout. Désormais, dans les maisons, son portrait souriant est fixé au-dessus du foyer, là où se concentre la vie de la famille.

Non seulement Mao Tsé-toung a beaucoup de clairvoyance et sait comment s'attacher le peuple, non seulement il a la force de faire exécuter ses directives, mais encore il a le pouvoir plus rare d'éliminer les réactions indésirables parmi les siens. C'est ainsi que jusque dans le moindre village, sur ses instructions, tous les hommes compétents dans tel ou tel domaine sont maintenus sur place, quelle que soit leur appartenance politique, et à condition, bien entendu, qu'ils coopèrent. Le résultat est double : d'abord les hommes capables continuent à apporter leur contribution à la bonne marche des affaires publiques (c'est notamment très utile dans les agglomérations importantes), ensuite, les régions soumises au pouvoir de Mao fonctionnent apparemment suivant les règles de la démocratie la plus idyllique. En réalité, rarement autorité fut plus dictatoriale, et presque rien ne se passe que Mao ne l'ait commandé ou autorisé.

Bien entendu, du côté du Kuomintang, la désintégration se poursuit, sans que Tchang Kaï-chek semble capable d'en tirer les conclusions. En Mandchourie, Lin-Piao continue à porter ses coups de boutoir aux armées nationalistes, partout sur la défensive. Il isole complètement Moukden, Tchang-Tchoun ; il prend Ghirin et Sé-Ping-Kaï. Mais Tchang Kaï-chek refuse d'abandonner la Mandchourie. Au général américain Barr, commandant le J.U.S.M.A.G. (Groupe des conseillers américains), il réplique que c'est impossible, pour des raisons « politiques ». De fait, il faudra des raisons militaires pour qu'il évacue la Mandchourie.

Dans le reste de la Chine, le « Gimo » n'a pas plus de chance. Mao lui reprend Yen-an le 22 avril, un an après l'avoir perdue. Peng Teh-huaï, qui commande l'opération, fonce vers le sud à toute vitesse, dans la direction du Se-Tchouan. Il a trop présumé de ses forces, cependant, et se fait battre sur le chemin de fer Lan-Tchéou - Sian - Kai-Feng, à la hauteur de Sian.

Les généraux de Mao Tsé-toung, sentant la victoire prochaine, vont même partout un peu vite. L'échec de Peng Teh-huaï se renouvelle avec Kai-Feng, ville de 700.000 habitants, sur le Hoang-Ho, à proximité immédiate du carrefour vital de Tching-Tchéou, où se croisent les deux grandes voies ferrées nord-sud et est-ouest du pays. Au printemps, Lo-Yang, autre ville d'importance, située également dans la région, sur le Hoang-Ho, mais plus à l'est, a été enlevée par Chen-Keng. Kai-Feng est tentante. Chen-Yi croit pouvoir l'emporter. Il la prend le 19 juin, mais doit l'évacuer le 27. Les temps ne sont pas encore tout à fait mûrs. Mao Tsé-toung s'en aperçoit vite. En juillet, il réunit dans une ville du Hou-Pei un congrès extraordinaire du parti, pour décider de la marche à suivre.

Justement, Liou Chao-chi vient de rentrer de Moscou avec l'opinion de Staline sur la question. Plus que l'opinion même. Aux yeux de Staline, c'est un ordre : ne pas faire tomber le fruit maintenant. Attendre, poursuivre la guérilla. Cela affaiblira l'Amérique.

Après une discussion méthodique, les Chinois — unanimes sous la ferme direction de Mao Tsé-toung — estiment qu'il suffit désormais d'un effort final, rude certes, mais à la portée de l'armée de libération, pour balayer Tchang et son régime. Finalement, on attaquera partout. Non seulement Mao se sent le plus fort, mais encore, il sait que la puissance militaire de Tchang, si elle n'est pas encore détruite, est rongée par la sourde approche de la catastrophe économique. Le temps qui passe le montre bien. Le gold yuan nationaliste, basé théoriquement sur l'or, et qui remplace depuis le 19 août le dollar chinois (1) comme unité monétaire, perd rapidement de sa valeur. Dans toutes les villes du Sud, où le pouvoir de Tchang est encore le seul existant, la situation alimentaire et sociale se détériore rapidement. A Changhaï, le chômage est presque total et le marché noir ajoute à la misère des gens en accaparant le peu de denrées disponibles. Les efforts de Tchang Tching-kuo, le propre fils du maréchal, pour juguler l'universelle corruption, ne changent pas grand-chose à la situation.

Dès lors, Mao Tsé-toung décide de passer à l'attaque. En septembre, il lance trois de ses généraux, dont Liu Potcheng et Chen-Keng, à l'assaut de la ville de Tsi-Nan (700.000 habitants), capitale du Chan-Toung, seule à résister encore dans la péninsule, Tsing-Tao mise à part, qu'occupent les « Marines » américains.

Une fois de plus, le général Barr demande instamment à Tchang de ne pas s'acharner à conserver une ville isolée. Le 14 septembre, quelques jours après le début de l'attaque communiste, une réunion a lieu à Nankin,

(1) Tombé à zéro.

au ministère de la Défense nationale. Voici, selon le général américain, ce que dit le chef des opérations :

« Le chef des opérations déclara que, bien que Tsi-Nan fût complètement encerclée et isolée, des produits alimentaires y arrivaient toujours, venant de la campagne. Il pensait qu'une division supplémentaire pouvait être transportée à Tsi-Nan par la voie des airs, afin d'aider à sa défense. Je m'élevai contre cette opinion, pensant que la ville était perdue, et que ce serait seulement pour les nationalistes l'occasion de perdre une division de plus. » A la fin de septembre, Tsi-Nan tombe. Avec, bien entendu, la division supplémentaire.



En même temps que l'offensive sur la capitale du Chan-Toung, Mao Tsé-toung a approuvé le projet de Lin-Piao d'en finir en Mandchourie. Plus d'un demi-million de combattants communistes sont rassemblés là-bas pour l'assaut final, qui débute le 12 septembre.

Cette fois, Lin-Piao s'empare en profondeur de tout le pays au sud et au sud-ouest de Moukden, qui n'a désormais aucun espoir de recevoir des renforts. La garnison sort, effectue plusieurs tentatives pour se donner de l'air vers le sud-ouest (Tchin-Tchéou, que les communistes prennent le 17) et le sud (Ying-Kéou perdue et reprise par les nationalistes). Rien à faire. Tchang-Tchoun, la capitale mandchoue, se rend elle aussi. La moitié de la garnison est passée à Mao Tsé-toung, à la suite d'une campagne de propagande comme on en voit beaucoup en Chine depuis des mois et des mois, mais spécialement active pourtant. Voici ce qu'en rapporte un témoin :

« Frères, hurlaient des voix par-dessus le *no man's land*, déposez vos armes ! Vous n'avez jamais eu envie de vous en servir. Vous êtes-vous engagés volontairement dans les troupes du Kuomintang ? Non. On vous a amenés à la caserne liés comme des prisonniers. Venez chez nous.

Si vous y tenez, on vous renverra dans vos foyers. Mais vous pourrez faire mieux : vous joindre à nous et libérer vos villages comme nous avons libéré les nôtres... »

« Les Communistes fabriquèrent des bombes de papier pleines de tracts et les lancèrent dans le camp ennemi. Ils lâchèrent des canots qui descendirent la rivière jusqu'à l'intérieur de la ville, pour y porter des brochures de propagande. Dans la ville elle-même, affiches et inscriptions apparurent sur les murs et même sur les guérites des sentinelles...

» En quelques semaines, treize mille soldats et officiers — plus d'un dixième des forces assiégées — passèrent dans le camp communiste... »

Finalement, une des armées assiégées passe à Mao Tsé-toung. Les autres doivent se rendre.

Quant à la garnison de Moukden, dans ses efforts maladroits pour écarter l'ennemi, elle s'est dispersée hors les murs. Lin-Piao en profite pour écraser tout ce qui est dehors et capturer tout ce qui est dedans. Le 30 octobre, l'énorme métropole est entièrement entre les mains du général communiste, avec tous ses défenseurs. Le lendemain, Tchang, arrivé quelques jours plus tôt à Pékin en avion pour diriger la résistance, apprend que tout est fini. Il a perdu un demi-million d'hommes, mais ils lui manqueront moins que le glacis mandchourien qu'il doit abandonner. Désormais, Pékin et Tien-Tsin sont directement menacées. Ce sont les derniers bastions qu'il possède en Chine du Nord. Tchang Kaï-chek regagne Nankin en toute hâte.

Avant de s'emparer de la vieille capitale du Nord, Mao Tsé-toung va d'abord liquider la Chine du Sud jusqu'au Yang-Tsé en lançant à l'attaque les 600.000 hommes qu'il a massés là-bas sous les ordres des généraux Chen-Yi, Liu Po-tcheng et Chen-Keng.

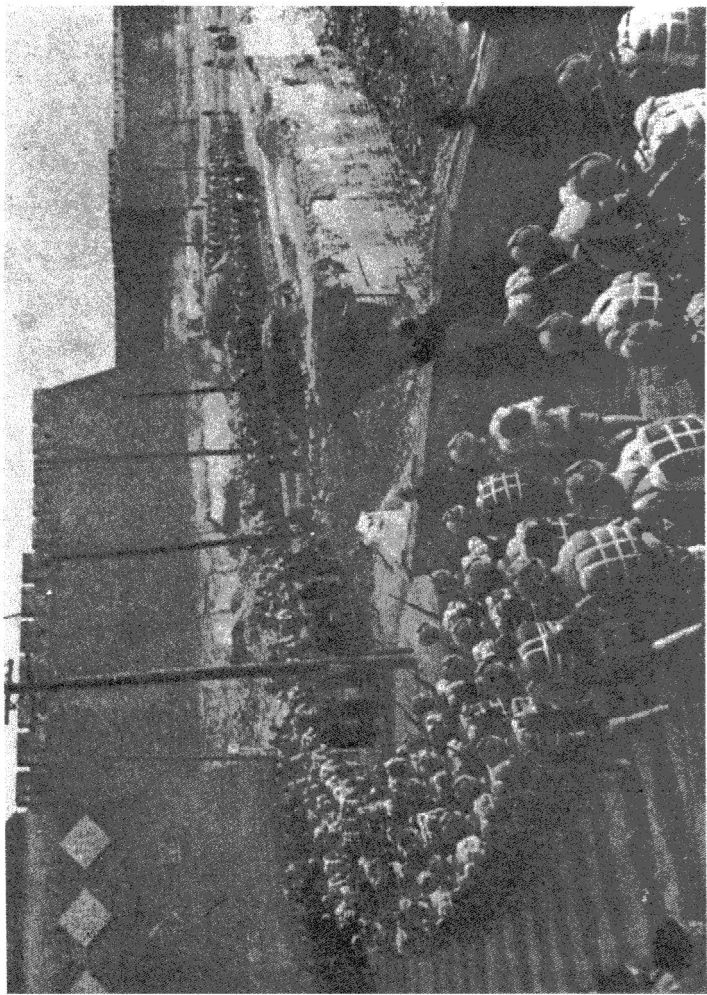
Il s'agit d'emporter Sou-Tchéou solidement tenue par les nationalistes et qui commande la route du Yang-Tsé-Kiang, de Nankin et de Changhaï.

La bataille s'engage le 8 novembre.

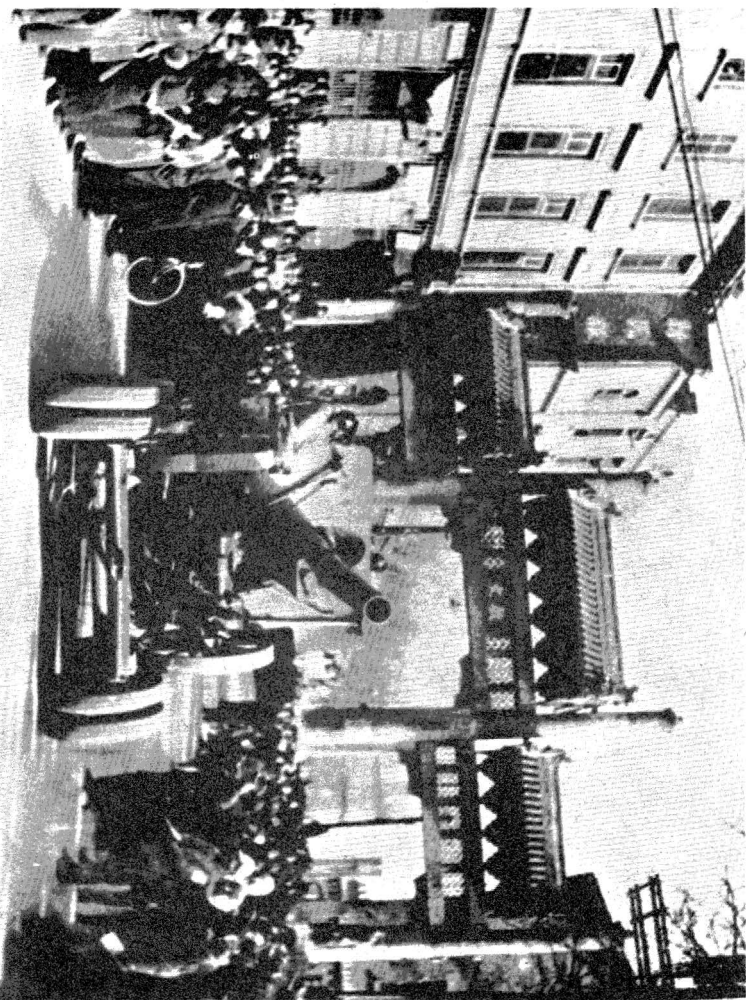
Dans leurs positions, les nationalistes sont figés depuis des jours et des jours dans une fiévreuse attente. Les chefs gouvernementaux ne connaissent que la défensive, et leurs hommes ne peuvent qu'attendre, qu'attendre éternellement que l'adversaire arrive sur eux, les bouscule, les repousse en une perpétuelle retraite.

Cependant, tout a une fin, et la bataille de Sou-Tchéou sera décisive. On pourrait croire que les nationalistes, pour une fois, ont quelques chances de gagner. Eux aussi alignent 600.000 hommes, mais surtout, ils possèdent beaucoup de chars, particulièrement utiles dans cette région plate, et de l'aviation, suffisamment pour harceler sérieusement les colonnes de Mao Tsé-toung lancées à découvert.

Peine perdue : l'habitude est prise... Comme toujours, les nationalistes non seulement se font bousculer, mais éclatent de l'intérieur. Deux armées passent à Mao Tsé-toung, forçant leurs voisins à se replier. Bientôt, les forces gouvernementales combattent — ou plutôt se replient — au sud de Sou-Tchéou. Tellement au sud, que la garnison finit par évacuer la ville, le 1^{er} décembre. De Nankin, située à moins de 250 km, Tchang intervient personnellement dans la bataille. Il lance, jour après jour, ses avions à partir des aérodromes de la capitale du Sud, au rythme considérable de 500 sorties quotidiennes. Les communistes s'arrêtent quelque temps. Nankin est sauvée pour l'instant. Mais au sud et à l'ouest de Sou-Tchéou, implacable, la décomposition des armées nationalistes continue. Les garnisons de l'Ouest, du Sud et du Sud-Ouest se gênent mutuellement, s'abandonnent réciproquement, quand elles ne se trahissent pas les unes les autres. Allégrement, les soldats de l'armée populaire de libération taillent, isolent, affament, tuent et capturent. Dans leurs trous — jamais les mêmes — les débris des 55 divisions que Tchang avait concentrées à Sou-Tchéou, meurent de faim et de



Défilé des troupes de Mao Tsé-toung
en février 1949



Entrée des troupes communistes
dans Pékin

fatigue, perdent leurs dernières forces à se battre dans les champs pour une pomme de terre ou une caisse de ravitaillement lancée par un avion.

Les derniers soldats nationalistes se rendent le 10 janvier, après un martyre qui a duré deux mois. Très vite, les plus valides prennent place sur les rives du Yang-Tsé, côte à côte avec leurs nouveaux camarades, les hommes de Mao. Demain, pour l'armée populaire de libération, ce sera Nankin, capitale de Tchang Kaï-chek, et Changhaï, capitale des impérialistes étrangers. Demain, ce sera la victoire finale.



Le triomphe de Mao

Tandis que, dans le Sud, Tchang Kaï-chek résiste jusqu'au dernier de ses généraux et de ses soldats, l'un des meilleurs chefs militaires du régime est en train de reculer tout doucement dans le Nord, et finira par capituler.

Le général Fu Tso-yi tient Pékin, Tien-Tsin et Kalgan. Un bon secteur stratégique, qui barre sur une longueur respectable la route d'invasion vers le sud. Fu Tso-yi est un excellent stratège, doublé d'un administrateur intègre et capable. Jusqu'ici, il a résisté victorieusement. Mais les temps ont changé. Fu Tso-yi reste maître de la situation. Pourtant, dans le courant de novembre et de décembre, il laisse Lin-Piao lui grignoter ses villes les unes après les autres, jusqu'à ce que Pékin, Tien-Tsin et Kalgan, les trois forteresses majeures, se trouvent dangereusement menacées. Ce n'est pas qu'il abandonne à proprement parler le terrain. Le 25 décembre, par exemple, il fait atterrir pour la première fois des avions près du Temple du Ciel, en plein Pékin, sur un aérodrome de fortune qui doit désormais aider au ravitaillement de la capitale. Pour cela, il a fallu couper 400 gros cyprès de un à trois mètres de diamètre, vieux de plusieurs siècles. Non, certes, Fu Tso-yi continue à jouer le jeu. Les apparences sont sauvées... Mais, insensiblement, il fait reculer ses troupes vers l'ouest. Pour ceux qui connaissent la Chine, il est clair que Fu Tso-yi va « s'adapter » à des événements qu'il ne saurait plus empêcher.

Mao Tsé-toung, le premier, l'a compris. Lui aussi sait « coller » aux circonstances. Pourquoi employer la force pour arracher un fruit déjà mûr? Pourquoi tuer et brûler s'il suffit d'entrer dans la ville? Si la capitale s'offre, pourquoi l'endommager? Sur le plan de la propagande, la solution est mille fois plus rentable...



Mais Tchang Kaï-chek, son vieil adversaire, n'a pas dit

son dernier mot. Il dépêche sa femme aux États-Unis, avec mission de mettre en branle tous les mécanismes susceptibles d'aider à la poursuite de la lutte... si l'on peut encore parler de lutte, alors qu'il s'agit bien plus d'une décomposition. Mme Tchang part, armée de son plus beau sourire. Elle voit beaucoup de gens, dont les Marshall. Mais son charme n'agit plus sur les Américains, que les derniers succès de Mao Tsé-toung semblent avoir frappés d'un étonnement légèrement teinté de malaise. Bien plus, le Président envoie un enquêteur... encore un. Mais ce sera le dernier. Hoffmann, parti au début de décembre pour la Chine, reprend l'avion le 20 : c'est pour demander la suspension immédiate de l'assistance au gouvernement de Nankin. Ce qui est fait.

Tchang Kaï-chek a perdu de ce côté-là. Du coup, se tournant vers ses compatriotes, il lance le 1^{er} janvier une « offensive de paix ». Il demande que toutes les forces de la Chine s'unissent pour le bonheur du pays... En même temps, les avions nationalistes lâchent des « bombes de la paix » sur les principales villes, aux mains des communistes ou non. Il s'agit de milliers de tracts demandant à « Monsieur Mao Tsé-toung » et à ses collaborateurs de ne plus tuer leurs frères.

Mao ne met pas très longtemps à répondre : le 14 janvier, il fait connaître officiellement ses conditions. Les voici :

1. Punition des « criminels de guerre » (dont Tchang).
2. Abolition de la constitution, votée sans participation des communistes.

3. Disparition du Kuomintang.
4. Réorganisation des troupes nationalistes suivant des principes « démocratiques ».
5. Confiscation du capital « bureaucratique » (1).
6. Réforme agraire.
7. Abolition des « traités de trahison ».
8. Réunion d'une nouvelle Conférence politique consultative, mais sans aucun élément « réactionnaire ».

(1) Celui des capitalistes.

Bien entendu, Tchang Kaï-chek ne veut point accepter les conditions de son adversaire. Ce serait se rendre à merci. Le 21 janvier, il adresse un « message d'adieux » aux Chinois, et part pour son pays d'origine, le Che-Kiang, où il est né. Il abandonne en même temps la présidence de la république (1) au vice-président, Li Tsoung-yen, conformément à la constitution.

Deux jours plus tard, c'est la chute de Pékin, suivant celle de Tien-Tsin d'une semaine.



La capitale est tombée toute seule... Le 23 janvier, en effet, Fu Tso-yi a signé avec Lin-Piao un accord de compromis qui autorisera le stationnement des troupes nationalistes dans les faubourgs. Fu Tso-yi détache même les unités nécessaires au maintien de l'ordre en ville en attendant les soldats communistes. La vie de la population se poursuivra comme avant, les entreprises publiques, magasins, P.T.T., journaux, etc., continuant à fonctionner normalement. Enfin et surtout, l'administration de la cité millénaire sera prise en charge par un bureau mixte jusqu'à réorganisation plus poussée. Les communistes y auront quatre représentants sur sept. Cette question réglée, le jour même, un régiment de la VIII^e Armée de route communiste pénètre dans Pékin. Personne ne le voit, et c'est seulement le 31 janvier que l'armée populaire de libération entre officiellement dans la vieille capitale.

Mme Bodde, épouse d'un sinologue américain, se trouve dans la rue lorsque les premiers soldats de Mao Tsé-toung se présentent. Son mari décrit la scène comme suit :

« En tête, roulait un camion (apparemment fourni par la municipalité), d'où l'on claironnait sans interruption :

(1) L'Assemblée nationale, issue de la Conférence politique consultative de 1947 avait élu Tchang Kaï-chek à la présidence, le 19 avril 1948.

« Bienvenue à Pékin à l'armée de libération ! Bienvenue à Pékin à l'armée du peuple ! Félicitations au peuple de Pékin pour sa libération ! ». A côté du camion, et derrière lui, deux ou trois cents soldats communistes en tenue de combat marchaient sur six colonnes. Ils avançaient d'un pas alerte et semblaient avoir chaud, comme s'ils avaient couvert une longue distance. Tous avaient les joues rouges, une allure saine et semblaient avoir un moral élevé. Tandis qu'ils avançaient, la foule sur le trottoir éclatait en applaudissements. »

Quelques jours plus tard, le 3 février, par une tempête de poussière comme il en souffle l'hiver à Pékin, M. Bodde lui-même assiste parmi la foule au défilé de la victoire :

« Des milliers d'étudiants et de travailleurs appartenant à toutes les écoles ou organisations de la ville tenaient une place imposante dans le défilé. Beaucoup de leurs banderoles de papier de couleur et leurs portraits de Mao Tsé-toung furent déchirés et jetés à terre par le vent. Au milieu des étudiants marchaient quelques professeurs connus. Des groupes dansaient le « Yang Ko », ou « Chant du repiquage », rythmé par le battement des tambours et des gongs. C'est une danse paysanne traditionnelle que l'on danse en larges groupes. Elle est devenue extrêmement populaire ici, étant donné l'accent que les communistes mettent sur le folklore. Pour moi, le spectacle d'un groupe d'hommes aux costumes colorés, perchés sur de hautes échasses et se déplaçant joyeusement au-dessus des gens, m'était plus familier. D'autres groupes, dirigés par des « chefs d'acclamations » psalmodiaient tout en marchant les fameux « Huit points » de Mao Tsé-toung.

» Le plus intéressant était évidemment l'armée de libération proprement dite. Je manquai les premiers contingents d'infanterie et de cavalerie, ainsi qu'une partie des unités motorisées. Mais dans ce que je vis, pendant environ une heure, je comptai plus de 250 véhicules de tous genres à gros moteur : tanks, voitures

blindées, camions chargés de soldats, plates-formes équipées de mitrailleuses, poids lourds remorquant des pièces d'artillerie lourde. Derrière eux venaient d'innombrables ambulances, jeeps et autres petits véhicules. Cette démonstration de la puissance militaire chinoise, probablement la plus importante de toute l'histoire de ce pays, était un spectacle très impressionnant.

» Mais le fait probablement le plus marquant, pour un Américain, c'était qu'il s'agissait surtout de matériel militaire américain pris aux armées du Kuomintang en deux ans et demi, par la force des armes ou celle des pots-de-vin. »



Désormais, ce sont bien les troupes communistes qui sont les plus fortes, non seulement par le matériel, mais aussi par les effectifs. Au moment même où Bodde voit passer dans les rues de Pékin les combattants de Mao Tsé-toung et leur bel équipement américain, l'attaché militaire des États-Unis à Nankin estime que, de septembre 1948 à janvier 1949 compris, l'armée populaire de libération a pris 400.000 fusils et vingt arsenaux de première importance. Quant aux effectifs, le même officier américain estime que les grandes unités communistes ont absorbé 600.000 hommes de Tchang Kaï-chek pendant la même période. Mao Tsé-toung a désormais la supériorité numérique, dans la proportion de trois à deux.



A Nankin, sur la rive sud du Yang-Tsé, à quelques kilomètres des postes de guet communistes installés au nord du fleuve, Li Tsoung-yen, désormais président de la République chinoise en liquidation, est tout seul dans les bâtiments gouvernementaux. Le 30 janvier, il a vu s'envoler pour Canton Sun-Fô, le chef du gouvernement,

et la plupart des ministres. Seul de tout le corps diplomatique, l'ambassadeur soviétique a suivi le gouvernement nationaliste dans sa retraite. Staline furieux de la « désobéissance » de Mao Tsé-toung, à qui il avait fait demander sans équivoque de ne pas viser le pouvoir immédiat, se refuse toujours à reconnaître la victoire des communistes chinois.

Cela n'empêche pas Mao, dans sa nouvelle capitale de Shi-Tchua-Tchuang, au pied des premières collines du Chan-Si, de se sentir vainqueur. Tout montre qu'il a eu raison et qu'il continue à avoir raison.

Le 17 février, dans son bureau de Shi-Tchua-Tchuang, presque aussi simple que celui de Yen-an, il reçoit trois envoyés de Li Tsoung-yen, venus pour négocier avec lui. Souriant, aimable, fumant bien entendu ses éternelles cigarettes, Mao Tsé-toung joue au chat et à la souris. Pendant plusieurs jours, il discute. Mais sans avoir la moindre intention de concéder quelque chose. Pourquoi d'ailleurs concéderait-il quoi que ce soit ? Il exige purement et simplement que Li accepte ses « Huit points ».

Intraitable pour ceux qui vont disparaître de la scène chinoise, le nouveau chef prend les mesures nécessaires pour gagner à sa cause ceux qui vont rester. Le 21 février, le Q.G. de Lin-Piao à Pékin, et celui de Fu Tso-yi annoncent les détails de la réorganisation militaire attendue par les troupes nationalistes de l'ancienne garnison. Mao fait preuve d'une extraordinaire mansuétude, qui servira à faire tomber à leur tour les derniers noyaux de résistance gouvernementaux. Les 25 divisions de Fu Tso-yi deviennent 25 divisions indépendantes, dans le cadre de l'armée populaire de libération. Ceux qui veulent partir partent avec trois mois de traitement. Les autres restent avec leur grade. On pourrait difficilement être plus libéral. Et, surtout, plus habile.

Avec Li Tsoung-yen, affolé, qui ne sait plus à quel saint se vouer (les États-Unis font de plus en plus la sourde

oreille, et l'opposition gronde au sein même du Kuomintang), Mao continue à jouer au chat et à la souris. Pourquoi se presser? Avant l'ultime poussée qui fera tout tomber, il est bon de regrouper un peu l'immense appareil de bataille militaire et civil du communisme chinois.

Le 26 mars, à Shi-Tchua-Tchuang, le comité central du parti accepte, sur la demande de Mao Tsé-toung, l'ouverture de nouveaux pourparlers de paix avec les représentants du président Li Tsoung-yen. Ces ...ièmes négociations de l'histoire de Chine s'ouvriront à Pékin le 1^{er} avril.

Bien entendu, elles échouent. Mao ne laisse pas le choix aux délégués de Nankin : l'acceptation des « Huit points » ou la poursuite de la guerre. D'ailleurs, il ne cache pas que, de toute façon, il faudra autoriser ses troupes à passer le Yang-Tsé. Li Tsoung-yen temporise. Mao Tsé-toung commence par fixer le 15 avril comme dernier délai. Puis le 20. Li Tsoung-yen tente une dernière fois de discuter.

Mais Mao Tsé-toung n'a plus rien à attendre. Il est parfaitement prêt. Le 20 avril, il ordonne à ses troupes de traverser le Yang-Tsé. C'est vraiment l'ultime bataille et, le 21, il adresse à l'armée populaire de libération l'ordre du jour suivant :

« Nous vous ordonnons de vous porter courageusement en avant, pour nettoyer résolument et entièrement sur toute l'étendue du pays les réactionnaires du Kuomintang qui oseront vous opposer une résistance, pour libérer le peuple tout entier, pour défendre la souveraineté et l'intégrité nationale de la Chine. »
C'est l'hallali qui sonne !



Deux jours plus tard, le 23, les premières patrouilles communistes pénètrent dans Nankin abandonnée par le gouvernement, qui s'est enfui à Canton. Changhaï,

avec ses 6 millions d'habitants, n'est qu'à 300 km à l'est. Chen-Yi pousse ses divisions vers le sud-est, pour isoler la grande cité commerçante. En même temps, Liu Po-tcheng descend vers le sud en direction de Fou-Tchéou et Lin-Piao pousse sur Wou-Han, qu'il prendra le 16 mai.

Dans les premiers jours de mai, les soldats de Chen-Yi atteignent la mer dans la région de Hang-Tchéou, bouclant définitivement Changhaï. La garnison nationaliste n'a rien fait pour éviter l'encerclement, mais les défenseurs proclament bien haut leur volonté de se défendre jusqu'à la mort. Tchang lui-même, dans un nouveau sursaut, arrive en avion et harangue à plusieurs reprises la foule dans les rues. Rien de moins confiant, pourtant, que cette foule de Changhaï, en mai 1949. Presque uniquement des chômeurs ou des petits commerçants ruinés par la déplorable administration du régime. Mais que faire ? Dans la vieille ville indigène de Nantao, la foule continue à se promener le long des pittoresques ponts de bois. Dans les ruelles grouillantes, les enfants jouent encore et, sur le pas des maisons minuscules et crasseuses, on voit parfois un homme accroupi en train de savourer un bol de soupe chinoise... l'un des derniers, certes, mais que faire ?

Changhaï attend des jours meilleurs. Changhaï tremble en entendant les canons communistes qui tonnent désormais sans interruption sur un front de 150 km, au loin, dans l'ouest de la cité. Mais c'est bien plus la volonté affichée des autorités qui inquiète les gens... Changhaï se défendra jusqu'à la mort ! Le généralissime le dit, la radio le dit, les généraux le disent, qui depuis plusieurs jours font démolir tout ce qui gênerait le tir, établir des glacis et construire tout autour de Changhaï une enceinte de bambou.

Bien entendu, lorsque le 25, les jeunes soldats de Mao dans leur tenue moutarde poussiéreuse, pénètrent dans la citadelle du capitalisme occidental, aucun coup de feu ne résonne. Jusque dans la décomposition la plus

avancée, le régime déchu conserve ses vieilles habitudes de marchandage : si l'on parlait tant de résistance, c'était surtout pour la monnayer. Après avoir rempli, semble-t-il, leurs poches, les chefs militaires ont pris l'avion pour Canton ou pour Hong-Kong. Quant à Tchang Kaï-chek lui-même, il s'envole pour Formose, laissant apparemment la place définitivement libre à Mao Tsé-toung.

Dans les rues, tout est déjà prêt pour accueillir les vainqueurs. Les groupes d'étudiants communistes sont là pour les recevoir, au milieu d'une mer déjà haute de pancartes et d'écriteaux en tous genres : « Vive l'armée de libération populaire ! », « Vive Mao Tsé-toung ! ». Très calmes en apparence, mais beaucoup plus émus qu'ils ne veulent le laisser voir, les blancs de Changhaï affectent de vaquer à ce qui leur reste d'occupations. Sur la pelouse magnifiquement entretenue du « French Club », à l'ombre des parasols multicolores, Français, Anglais et Américains s'efforcent de goûter encore une fois tranquillement un bon repas à la française. C'est la citadelle de leurs intérêts en Chine qui est en train de tomber. Ils feront pourtant contre mauvaise fortune bon cœur : au cours des semaines qui suivent, les étrangers ne tariront point d'éloges sur l'excellente tenue des troupes de Mao Tsé-toung, sur la bonne administration imposée par Chen-Yi. Ils se réjouiront bien haut du changement « à la chinoise » qui a pratiquement conservé les cadres de l'ancienne administration et surtout de l'absence totale de portraits de Staline au milieu du fourmillement de portraits de Mao sur les maisons, les murs et même les trottoirs.

Seuls les plus clairvoyants tempèrent l'optimisme forcé de la plupart. Ils rappellent, par exemple, le triste débarquement de blessés anglais qui marqua ces lourdes journées de l'approche communiste. Plusieurs d'entre eux n'ont-ils pas vu — pour la première fois depuis 50 ans — des marins de Sa Majesté britannique blessés par des obus chinois ? Au début de mai, tandis que

L'artillerie communiste se faisait déjà entendre, le croiseur *London* et la frégate *Black Swan*, arrivant de Nankin en descendant le Yang-Tsé, avaient mis à terre une vingtaine d'hommes pâles, disparaissant sous des couvertures : des marins des deux navires et aussi de l'*Amethyst*, autre frégate britannique. Cette dernière, qui remontait le fleuve, avait été attaqués et gravement endommagée par les troupes de Mao Tsé-toung, à la hauteur de Tchinkiang. Les deux autres bâtiments, descendant pour lui porter secours n'avaient pu se dégager que par miracle. Quant à l'*Amethyst*, elle était toujours là-bas, empêchée de repartir par les canons communistes.



Le régime du Kuomintang continue à s'effondrer : le 2 juin, Ho Ying-tching démissionne de son poste de chef de gouvernement. Il est remplacé par le maréchal Yen Shi-shan, militaire solide et administrateur capable. Malheureusement, s'il vient d'arriver à Canton juste à temps pour prendre la relève, c'est que son fief n'existe plus : Yen Shi-shan commandait, voici quelques jours encore, au Chan-Si. Certes, depuis longtemps, les communistes tenaient une partie de la province. Mais la capitale, Tai-Yuan, et ce qui restait au gouvernement viennent d'être emportés par l'armée populaire de libération.

Le Chan-Si n'est pas le seul à craquer pendant que le nouveau chef du gouvernement nationaliste prend ses fonctions — de plus en plus mouvantes... Le 20 mai, c'est Sian, la capitale du Chen-Si, qui tombe aux mains de Peng Teh-huaï. Tout s'écroule, et pourtant, Tchang Kaï-chek, quand il recevra à Formose le vieux maréchal Yen, quelques jours plus tard, pourra faire état d'une sorte de dernier sursaut qui, pour lui, toujours aveugle, deviendra l'amorce d'un redressement.

C'est qu'en effet, Peng Teh-huaï, fonçant vers le sud

comme il l'avait fait en 1948, vient de se faire balayer par « le Grand Cheval ».



« Le Grand Cheval », c'est Ma Pu-fang (1), le chef musulman de la province du Kansou. Il a fait débouler ses cavaliers de l'ouest, et a surpris de flanc les unités communistes parties de Sian en direction de Se-Tchouan. Peng Teh-huaï reflue en désordre vers le nord.

Tchang est ravi quand il apprend la nouvelle. Il envoie au « Grand Cheval » un télégramme de félicitations, il le nomme commandant de la région du Nord-Ouest, et lui promet un important ravitaillement en armes et en munitions.

Tchang est d'autant plus satisfait que, dans le sud du pays, la progression des soldats de Mao Tsé-toung semble marquer un temps d'arrêt. Tchang est trop aveugle pour admettre qu'il s'agit simplement pour le stratège communiste d'attendre l'écoulement de terribles inondations qui désorganisent ses arrières.

Dans ses nouvelles installations de Formose, on lui remet, au début de juillet, un compte rendu d'écoute portant sur un discours prononcé le 1^{er} juillet par son vieil ennemi à l'occasion du 28^e anniversaire du Parti Communiste Chinois. Tchang y voit la preuve du véritable caractère du régime de Mao Tsé-toung. Il ne ménage pas ses critiques — impuissantes, il est vrai — à l'ennemi victorieux.

Ce 1^{er} juillet, Mao a déclaré en effet :

« On nous dit : Vous instaurez une dictature ? Oui, chers messieurs, vous avez raison. Nous instaurons effectivement une dictature. L'expérience accumulée par le peuple chinois depuis quelques dizaines d'années nous dit qu'il est nécessaire d'instaurer la dictature de la démocratie populaire. Cela veut dire que les réaction-

(1) Ma : jeu de mots sur Ma, qui veut dire cheval en chinois.

naires doivent être privés du droit d'exprimer leur opinion et que, seul, le peuple a le droit de voter, le droit d'exprimer son opinion. Ce « peuple », qui est-ce ? A l'étape actuelle, le peuple, en Chine, c'est la classe ouvrière, la classe paysanne, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale. Sous la direction de la classe ouvrière et du parti communiste, ces classes se sont unies pour former leur propre État et choisir leur propre gouvernement, afin d'instaurer une dictature sur les laquais de l'impérialisme : sur la classe des propriétaires fonciers, sur le capital bureaucratique, afin de les écraser et de ne leur permettre d'agir que dans certaines limites, afin de ne pas les laisser dépasser ces limites, ni dans leurs actes, ni dans leurs paroles. Si, dans leurs actes et dans leurs paroles, ils tentent de dépasser ces limites, cela leur sera interdit, et ils seront immédiatement punis. Le système démocratique doit être établi par le peuple, il doit lui donner la liberté de parole, de réunion et d'organisation. Le droit de vote n'est accordé qu'au peuple, et non aux réactionnaires. Ce sont ces deux aspects : démocratie pour le peuple et dictature sur les réactionnaires, qui constituent en soi la dictature de la démocratie populaire. »

Tchang, ayant lu ce texte, se lève avec excitation. « Voilà, dit-il aux quelques collaborateurs présents, voilà la démocratie de Mao Tsé-toung ! J'aimerais que Marshall soit là et apprenne enfin ce que signifie le mot « démocratie » dans le vocabulaire communiste ! »



Soudain, quelques jours plus tard, ragaillardé par les succès du « Grand Ma », aiguillonné par les préparatifs de la conférence consultative politique que Mao Tsé-toung pousse, à Pékin, et dont cette fois, c'est lui qui sera exclu, le voilà qui reprend le pouvoir ! Il constitue à Formose un « Conseil politique » du Kuomintang, dont il se fait nommer président, et puis, il part pour

une sorte de croisade dans les capitales d'Asie. Il veut lancer une ligue anticommuniste asiatique. Il voit le président des Philippines, et celui de Corée du Sud, le fameux Syngman Rhee, avec lequel il est fait pour s'entendre. Son projet aurait peut-être abouti si, pendant ce temps, l'effigie de Mao Tsé-toung dans le havresac de millions de soldats communistes, ne s'était remise en route sur les chemins de la Chine continentale.



C'est le « Grand Cheval » qui fait le premier les frais de cette ultime offensive. Mao envoie à Peng Teh-huaï tous les renforts nécessaires. Aussitôt concentrés à Sian, les jeunes soldats rouges se lancent à la poursuite des cavaliers musulmans qui s'enfuient, qui s'enfuient... jusqu'à Lan-Tchéou, que les troupes de Mao Tsé-toung enlèvent, tout naturellement, le 26 août.

D'ailleurs, maintenant, toute résistance s'écroule. Le « Grand Ma », qui s'était réfugié au Ningshia, en est chassé à la fin de septembre : la province est absorbée par l'océan communiste et, le 20, les six armées nationalistes qui s'y trouvent se rendent sans combat. Le 29, c'est le tour du Sinkiang (1) et, désormais, tout le Nord-Ouest chinois est « libéré ». Encore quelques mois et tout le Sud sera occupé, ainsi que les îles chinoises, à l'exception de Formose. Avant même que tombe Canton, quelques semaines plus tard, Staline modifie radicalement son attitude vis-à-vis de Mao : brusquement, la *Pravda* annonce que le régime de Tchang « s'est effondré ».

Dès juillet, d'ailleurs, le chef communiste avait envoyé une mission militaire soviétique, la première, pour prendre part au développement ultérieur de l'armée populaire de libération.

(1) ou Turkestan chinois.

A Pékin, tout tranquillement, Mao Tsé-toung ouvre, le 21 septembre, la « Conférence Consultative Politique de la Chine Populaire ». Sur les bancs, plus de 600 délégués l'applaudissent, et parmi eux beaucoup de non-communistes, hostiles au Kuomintang. On y remarque notamment le général Fu Tso-yi et la sœur de Mme Tchang, Soong Chin-ling. Le discours de Mao est tellement nationaliste, que par certains côtés, l'auditeur se croirait ramené des années en arrière, au moment où le jeune Tchang Kaï-chek dominait la scène. Seulement, cette fois, la Chine est touchée en profondeur. Et que dit Mao ? Il parle de fierté nationale...

« Le développement de la construction économique s'accompagnera nécessairement d'un développement de la construction culturelle. Les temps où l'on regardait les Chinois comme des Barbares sont révolus. Nous apparaîtrons dans le monde comme une nation hautement civilisée.

» Notre défense nationale sera renforcée et aucun impérialisme ne pourra à nouveau envahir notre territoire. Les forces armées de notre peuple doivent être conservées et développées à partir de notre héroïque armée populaire de libération. Nous n'aurons pas seulement une puissante armée, mais une aviation et une marine puissante. »

Cette session plénière de la conférence consultative politique se termine le 29 septembre. Le 30, Mao Tsé-toung est désigné comme président du premier Gouvernement Central du peuple chinois.



« Nous sommes debout »

Il y a trois cent mille personnes sur la place Tien An Men de Pékin. Depuis des heures déjà, aucun oiseau ne vole plus dans le ciel bleu pâle de la grande cité chinoise du Nord qui retrouve, en ce jour du 1^{er} octobre 1949, son titre de capitale de la Chine.

A la rumeur des cris qui s'élèvent de cette marée humaine, au sourd piétinement de plus d'un demi-million de pieds souvent chaussés de sandales de bois, se joint le crépitement lancinant des crécelles de bambou. Au-dessus de la foule flottent des bannières ornées du dragon rouge, mêlées à quelques drapeaux, encore rares, aux cinq étoiles jaunes découpées sur fond écarlate, mêlées surtout à une quantité invraisemblable d'oripeaux de toutes sortes semblables à des étendards déchiquetés au feu des combats.

L'air est empli de poussière et paraît vibrer dans le martèlement puissant que dégage cet extraordinaire rassemblement. A quelques centaines de mètres de là, les empereurs mongols doivent tressaillir dans leurs tombes.

Brusquement, le bruit cesse. Le silence s'abat sur la foule en une nappe épaisse. Toutes les têtes se tournent, tous les regards convergent vers le long balcon qui domine la place. Là, viennent d'apparaître une vingtaine de personnages qui semblent autant de silhouettes menues, toutes de couleur gris-bleu, toutes comme saupoudrées de poussière. Ça et là, l'éclat d'une paire de lunettes. C'est tout. Et pourtant, l'une des silhouettes, celle du milieu, se détache légèrement. Elle est un peu plus massive que les autres. Son visage est large et couronné par une chevelure sombre qu'une calvitie frontale fait ressembler à une sorte de bicornes noir.

Au-dessus du col de sa vareuse boutonnée jusqu'au cou, au-dessus de la verrue au menton familière à des millions de Chinois et aux lecteurs des journaux du monde entier, au-dessus des larges pommettes rougies, des yeux petits, mais profonds, errent un moment sur la foule figée, sur les dragons rouges que l'absence de

tout souffle de vent a frappés d'immobilité. Mao Tsé-toung contemple sa victoire. Il savoure son triomphe. Il récolte le fruit de près de trente ans de lutte dure, acharnée, patiente, habile, sans merci. A l'exception de Canton, qui ne tardera pas à tomber, l'immense continent chinois est à ses pieds. Tchang Kaï-chek, son ennemi implacable, s'est réfugié dans l'île de Formose. Les deux super-grands du monde prennent conscience du fait qu'une nouvelle et gigantesque puissance se lève. A Washington, Harry Truman se demande comment la chose a pu arriver, comment les millions de dollars dépensés en faveur de Tchang n'ont abouti qu'à ce qui lui semble un désastre américain. A Moscou, Joseph Staline, qui vient de justesse de retirer son ambassadeur à Tchang Kaï-chek pour l'accréditer auprès du nouvel empereur de Chine, se souvient avec amertume avoir dit, quatre ans auparavant, au conseiller de Roosevelt, Harry Hopkins, qu'il « ne fallait pas prendre au sérieux les communistes chinois ». Est-ce à ce maître de cet univers communiste dont il se réclame et qui ne lui a pas ménagé les rebuffades et les humiliations que pense Mao Tsé-toung en prononçant maintenant un discours dont la foule, hypnotisée, boit littéralement chaque son nasillard ? Il dit en tout cas :

« Désormais, le peuple chinois ne se laissera plus insulter par qui que ce soit. Nous sommes debout ! » Et, proclamant la République Populaire de Chine, il la qualifie d'« avant-garde de la paix en Asie ». Pense-t-il à ce moment à la première bombe atomique soviétique qui vient d'exploser, il y a une semaine à peine, en plein centre de cette Asie, aux confins, justement, de l'U.R.S.S. et de la Chine ?

Il pense aussi, certainement, à cette autre première bombe atomique — celle des Américains — qui, quatre ans auparavant, tuait d'un seul coup des milliers d'Asiatiques à Hiroshima, peut-être autant de monde qu'il y en a aujourd'hui rassemblé devant lui. Ayant

hissé de ses mains le drapeau rouge à cinq étoiles de cette République dont il est depuis la veille le président, il s'écrie :

« Et maintenant, que les réactionnaires prennent garde ! chez nous et à l'étranger ! »

Sur la place Tien An Men, c'est le déchaînement. Personne n'a interrompu le discours de Mao. Maintenant, chacun donne libre cours à sa joie, à sa haine, à son espérance. De tous les côtés, des orchestres jouent, sans aucune coordination, la *Marche des volontaires* (car l'hymne national de la nouvelle république n'est pas encore prêt). Des pétards éclatent partout, au milieu de la foule, aux abords de la place, dans les rues qui y aboutissent. Les pieds frappent le sol avec frénésie. Le vent semble s'être levé brusquement et des nuages de poussière, se mêlant à la fumée des pétards, montent vers le pâle soleil d'octobre qui découpe, en tombant vers l'ouest, les toits des pagodes. Les bannières claquent comme si les dragons rouges avaient été brutalement réveillés. Les crécelles de bambou ponctuent de nouveau de leur rythme infernal la rumeur gigantesque qui monte de la place vers le nouveau maître de la Chine.

Mao Tsé-toung sourit à cette foule en délire, devant laquelle défilent maintenant les bataillons compacts, ternes, gris ocre, de cette « armée populaire », héritière de l'armée rouge chinoise, fille de la « longue marche », qui vient de bousculer ou de rallier les troupes de Tchang Kaï-chek. Il se retourne pour voir les compagnons qui l'entourent. Il regarde ceux qui ont conduit cette nouvelle armée à la victoire : le général Chu-Teh, ancien « seigneur de la guerre » avec palais, concubines et opium, jusqu'à son adhésion au communiste en 1927 ; Lin-Piao, ancien cadet de l'académie militaire de Whampoa, colonel à dix-neuf ans, pendant dix-sept ans retiré discrètement à Moscou, revenu pour conquérir la Mandchourie, occuper Pékin et y accueillir Mao ; Chen-Yi, autre militaire de carrière, qui vient

d'occuper la Chine du Sud ; Li Li-san, fondateur d'un parti communiste chinois à Paris, ancien métallo à Saint-Chamond, lui aussi disparu pendant quinze ans à Moscou ; Chou En-laï, également ancien étudiant en France, d'extraction bourgeoise, négociateur des accords avec Tchang Kaï-chek au temps de la guerre contre le Japon, diplomate froid et habile...

Mais c'est du plus falot de ces compagnons, en apparence du moins, que Mao s'approche pour lui prendre le bras. Liou Chao-chi, grand et maigre, le nez chaussé de lunettes et les tempes grises. C'est son compagnon de toujours, son second le plus fidèle, le plus aveuglément dévoué, le plus fanatique, l'organisateur de tout l'appareil du parti, c'est celui qui a partagé avec le chef les années terribles de Yen-an. Il est, comme Mao, originaire du Hou-Nan. Il est son numéro deux incontesté.

Un dernier coup d'œil à la foule qui continue à crier « Mao Wan-sui ! » (« Que Mao vive cent ans ! ») et le nouveau chef du quart de la population du globe, suivi de son second, disparaît de la tribune officielle. A quoi songe-t-il ? Peut-être qu'il ne lui reste qu'une chose à posséder : cette puissance que donne l'arme atomique et que l'autre grand État communiste possède depuis une semaine, quoique trois fois moins peuplé que la Chine.

Quel chemin lui faudra-t-il parcourir jusqu'à cette consécration suprême de l'indépendance et de la force ? Long sans doute, puisque la Chine qui lui appartient n'est qu'une immensité de ruines et de misères, de famine et de dénuement, un continent exsangue, guetté par des continents ruisselants de prospérité et de potentiel économique, parcouru par des bandes de pillards qui ressemblent davantage à des armées qu'à des gangs...

Mais la place sur laquelle il vient de proclamer son pouvoir ne porte-t-elle pas le nom de Tien An Men, ce qui veut dire : « Porte de la Paix céleste » ?

La cérémonie de proclamation de la République Populaire de Chine a duré exactement deux heures : de trois heures à cinq heures de l'après-midi. Du moins, c'est le temps que lui a consacré Mao Tsé-toung.

Alors que le soir tombe sur Pékin en liesse, mais un Pékin où deux ou trois millions d'hommes et de femmes ne savent pas très bien comment ils vont manger le lendemain, Mao travaille avec Liou Chao-chi dans le bureau qu'il s'est fait installer au Palais d'Été, où il a décidé de résider, laissant la « Ville interdite » des empereurs au « Conseil d'État » — autrement dit ministère — que préside Chou En-laï.

Les deux hommes font le point. Contrairement aux idées que Li Li-san apporte de Moscou, Mao et Liou sont d'accord pour penser que le nouveau régime doit d'abord s'appuyer sur les paysans. Ils sont d'extraction paysanne tous les deux. Ils croient dans les vertus ancestrales du paysan chinois ; ils le savent plus malléable, moins pénétré par les idées, les influences et les idéologies étrangères que le prolétariat urbain, dont Li Li-san voudrait faire le levain de la révolution. Le paysan est resté chinois avant tout. Il a subi la contrainte des grands propriétaires, des capitalistes, des seigneurs de la guerre, des fonctionnaires corrompus du Kuomintang, mais il ignore pratiquement les « fléaux » d'importation étrangère auxquels Mao entend s'attaquer : la prostitution des ports, l'opium révélé par les Anglais, les religions chrétiennes véhiculées par les missionnaires. Pour les masses urbaines, la transformation radicale de l'économie ne se traduira au début que par un transfert de l'exploitation : le « coolie » ne travaillera plus pour le capitaliste chinois ou étranger ; il travaillera pour l'État, mais il continuera à travailler autant, sinon plus, qu'avant. Comprendra-t-il le changement qui s'amorce à moyen terme ?

En revanche, une réforme agraire permettra aux paysans moyens et pauvres de sortir de leur apathie, de leur passivité séculaire. Ils verront dans le marxisme-léninisme, dont le nouveau régime se réclame, une modification fondamentale de leur condition. Et les masses paysannes fourniront à la Chine renaissante le potentiel de dynamisme et de main-d'œuvre dont elle a besoin pour accéder au rang de puissance mondiale.

Il faut donc convaincre ceux qui, comme Li Li-san ou Lin-Piao, sont formés à l'école de Moscou. Et comment mieux les convaincre qu'en allant faire bénir ses propres théories à la Mecque rouge, par le prophète Staline?

D'autant plus que, pour relever économiquement la Chine, pour lui créer une industrie moderne, pour la faire vivre à l'heure du XX^e siècle, il faut l'aide d'une grande puissance. Il n'en reste que deux véritables, au lendemain de la guerre : l'U.R.S.S. et les États-Unis. Et Mao Tsé-toung n'a-t-il pas écrit :

« Quarante années d'expérience communiste nous ont profondément convaincus que le peuple chinois doit se placer, soit du côté de l'impérialisme, soit du côté du socialisme. Il n'y a pas de troisième voie. Nous nous battons contre la clique réactionnaire de Tchang Kaï-chek qui penche vers l'impérialisme. Donc, nous penchons vers le socialisme... »

Ainsi, Mao Tsé-toung et Liou Chao-chi décident que la chose la plus urgente est de régler les rapports de la nouvelle République Populaire de Chine avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Mais il faudra attendre encore vingt jours pour que Staline, revenu sur son scepticisme, reconnaisse officiellement « de jure » le nouveau gouvernement de Pékin. Il ne lâchera définitivement — et comme à regret — Tchang Kaï-chek (qui aura perdu Canton cinq jours plus tôt), que le 20 octobre 1949.

Cependant, alors que Mao engloutit un copieux plat

de piments rouges et allume la trentième cigarette de la journée, alors que dans les rues de Pékin la fête continue, à grand renfort de pétards, à Londres, le rédacteur diplomatique du très prudent et très mesuré *Times* soumet à son directeur le texte de l'éditorial qui paraîtra 24 heures plus tard et dans lequel on pourra lire :

« Les hommes qui ont pris le pouvoir à Pékin pendant le week-end sont les vainqueurs d'une révolution aussi importante par ses conséquences que la Révolution bolchevique de 1917 en Russie. Les victoires militaires remportées pendant les quelques derniers mois ont bouleversé la carte politique et stratégique de l'Est asiatique. Derrière les colonnes en marche, des millions et des millions de Chinois sont entraînés dans le remous social... Le nouveau gouvernement sera jugé, moins par ce qu'il dit que par ce qu'il fait. »



Le 16 décembre 1949, Molotov accueille à la gare de Moscou Mao Tsé-toung, suivi d'une nombreuse délégation chinoise. Et, le soir même, le nouveau maître de la Chine, âgé de cinquante-six ans, est reçu par le vieux maître de la Russie soviétique, qui s'apprête à fêter dans cinq jours son soixante-dixième anniversaire. C'est la première fois que les deux hommes se rencontrent.

Si Mao n'a jamais caché son admiration pour Staline, appréciant en connaisseur les coups de poker, le réalisme politique et le génie manœuvrier du dictateur géorgien, successeur du grand-maître Lénine, même quand ces qualités s'exerçaient à ses dépens, Staline n'a appris que très récemment à respecter son visiteur. Jusque-là, il l'a considéré successivement, comme un intellectuel aux idées dangereusement déviationnistes, comme une tête brûlée, comme un général rebelle à son allié Tchang Kaï-chek, comme un présomptueux... Et, tandis que

la presse de Pékin écrit que la rencontre Staline-Mao « changera le cours de l'histoire », la *Pravda* se contente de mentionner que la Chine vient seulement de « rejeter le joug de l'oppression coloniale » ; dans le même article, l'organe du parti communiste de l'U.R.S.S. distingue le régime de Pékin, pas plus défini que ça, des États de l'Europe de l'Est qui sont des « démocraties populaires engagées sur la route de la construction du socialisme ».

La réplique de Mao Tsé-toung ne se fait cependant pas attendre. Prenant la parole, le 21 décembre, lors de la manifestation qui célèbre, au théâtre Bolchoï, les soixante-dix ans de Staline, il évite de reconnaître à ses hôtes tout rôle de « guide », appelant simplement l'Union Soviétique la « grande alliée de la Chine ».

Le premier contact est donc plutôt froid et les négociations — car Mao ne se comporte pas du tout en satellite, mais en partenaire — dureront presque deux mois. Le 20 janvier, Mao aura appelé en renfort son premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Chou En-laï. C'est le 14 février 1950 seulement que seront signés les accords soviéto-chinois. Les conditions obtenues par le pot-de-terre chinois du pot-de-fer russe ne seront pas désastreuses pour Pékin, grâce un peu, il faut le dire, à Washington et à Londres.

Le 5 janvier 1950, en effet, le président Truman aura déclaré qu'il n'est pas dans ses intentions d'intervenir dans la guerre civile chinoise, tandis que le secrétaire d'État Dean Acheson aura renchéri :

« Ce qui vient de se passer, c'est que le peuple chinois avait perdu sa patience quasi inépuisable à l'égard de sa propre misère. Les communistes n'avaient aucun besoin de renverser le gouvernement de Tchang Kaï-chek, puisqu'en fait, il n'y avait plus rien à renverser. »

Le lendemain, 6 janvier, le gouvernement de Sa Majesté britannique sera allé plus loin encore, en donnant le premier coup de canif au contrat, signé depuis huit mois à peine, du pacte Atlantique : il aura reconnu « de jure »

le gouvernement de Pékin comme celui de la Chine tout entière.

Ces appels du pied, ces ouvertures pures et simples, n'auront été que des atouts inespérés dans le misérable jeu dont Mao Tsé-toung disposait face au potentat moscovite, au faite de sa puissance. Staline régnait sans conteste sur l'Union soviétique, seconde puissance mondiale à disposer de l'arme atomique. Il était débarrassé de Jdanov et faisait exécuter les amis de ce dernier. Dans toute l'Europe de l'Est, ses fidèles, tel Rakosi en Hongrie, traquaient tous ceux qui, à l'instar du renégat Tito, semblaient contester la suprématie de Moscou sur le monde communiste.

Mao ne représentait qu'un peuple, innombrable, certes, mais misérable, arriéré, méfiant, porté vers l'anarchie et l'individualisme ; un territoire immense, certes, mais dévasté, dépourvu de structures économiques modernes, soumis pratiquement au blocus du monde entier. Son autorité était bâtie sur un prestige personnel, sur une ténacité et une habileté remarquables, contestée cependant, non seulement par ses ennemis déclarés du dehors et du dedans, mais encore par plusieurs de ses lieutenants, davantage sensibles aux mots d'ordre de Staline qu'aux siens.

C'est à eux que pense Mao Tsé-toung, pendant que, dans l'immense salle Saint-Georges du Kremlin, dans un décor éblouissant, tout en blanc et or, coulent à flots la vodka, le champagne douccâtre de Crimée et les vins du Caucase. Sous l'œil myope mais vigilant de Béria, la foule des dignitaires soviétiques semble une mer noire et blanche, truffée des éclaboussures des uniformes des maréchaux, épaulettes dorées ou argentées, véritables constellations de décorations. De ci, de là, quelques petits groupes ternes : des hommes au visage gris, engoncés dans des tuniques bleues délavées ou grises, boutonnées jusqu'au cou. Souriants, mais réservés, ils ne paraissent pas « dans le bain ». Ce sont les Chinois.

Staline reçoit, comme il sait le faire, pour fêter la signature de l'accord du 14 février 1950.

Le brouhaha des conversations monte. Des rires épais éclatent. Sur la troisième marche de l'escalier monumental, un colonel du N.K.V.D. commande, à l'aide d'un walkie-talkie, l'orchestre qui, juché au balcon, distille des valse. Les Chinois continuent à sourire. Le visage épanoui de Mao sourit lui aussi, mais ses yeux vifs jaugent cette assemblée de puissants. Ils rencontrent ceux de Staline.

Le « batiouchka » (« petit père ») est presque attendri. Il aime la valse. Il aime aussi le vin rouge épais de son pays, la Géorgie. Il va vers Mao, deux verres à la main. Il veut trinquer. Devant cette face débonnaire, ses moustaches se figent. Ce diable de jaune a quatorze ans seulement de moins que lui, mais il paraît sans âge. Il vient d'accepter que les Russes demeurent à Dairen et à Port-Arthur; il vient de reconnaître la « satellisation » de la Mongolie Extérieure; il vient d'introduire les Soviétiques dans le Sinkiang et en Mandchourie, sous le couvert de sociétés d'exploitation « mixtes »; il vient d'admettre, pour au moins deux ans encore, la mainmise russe sur les chemins de fer mandchous; il vient de se contenter de trois cents millions de dollars d'aide financière en cinq ans (moins que ce que l'U.R.S.S. a accordé à la Pologne), alors que la Chine a besoin d'au moins deux milliards de dollars... Il vient d'accepter tout cela et il reste là, souriant, un peu distant, comme si rien, en dehors de la politesse et d'une amitié presque condescendante, ne le retenait à cette réception qui, pour bien des chefs communistes plus importants que lui, serait la consécration suprême, n'inspirant qu'humilité et reconnaissance.

Molotov, Béria, Malenkov, Vorochilov, qui entourent le tsar rouge, sont frappés par la manière dont le « vieux » et son hôte se dévisagent. Quelque chose d'indéfinissable, qui impose le respect, peut-être même

une vague appréhension, se dégage du Chinois. Staline a-t-il trouvé aussi fort, ou peut-être même plus fort que lui ?

Mao prend le verre qui lui est tendu.

« A l'amitié soviéto-chinoise ! dit Staline.

— Au Grand Lénine ! » répond Mao.

Les Russes tiquent. Personne ne pensait à Lénine et il a fallu que Mao place toute l'affaire sur le plan idéologique et historique que l'on avait un peu oublié. Staline n'a pas l'habitude de ne pas être cité dans un toast. Il avale quand même son verre de vin rouge. Mao fait de même. Il fait claquer sa langue et, d'un air connaisseur, murmure quelque chose en chinois. On s'empresse de traduire :

« Le « Tsinandali » est un très bon vin... »

Un large sourire soulève la moustache de Staline. Les Russes se regardent interloqués : comment ce Chinois qui n'est jamais sorti de Chine connaît-il le nom du vin préféré du maître de toutes les Russies ?



Les fourmis bleues

Rentré à Pékin en triomphateur, Mao Tsé-toung peut maintenant s'attaquer à l'organisation de l'empire qu'il a conquis. Il va pouvoir l'organiser selon ses propres idées. Les seuls qui pouvaient s'opposer à la forme qu'il entend donner au communisme chinois, les Lin-Piao, les Li Li-san, sont désarmés par la caution qu'il rapporte de Moscou. Si ces « soviétiques » continuent à murmurer, à critiquer la façon dont Mao interprète le marxisme-léninisme, ils ne peuvent rien entreprendre, rien dire ouvertement, puisque Staline a reconnu à son hôte le label du bon dirigeant communiste. Ils doivent s'aligner.

C'est là la grande victoire de Mao Tsé-toung, celle qu'il a payée de la rupture totale avec l'Occident, de concessions importantes, politiques et économiques. Dans le monde entier, la presse affirme que la Chine est devenue un satellite comme les autres de l'Union Soviétique. En réalité, Mao Tsé-toung a acheté à Moscou le loisir d'être maître chez lui. L'opposition pro-soviétique est réduite au silence. L'opposition anticommuniste est écrasée, pantelante, incapable de relever la tête. L'immense foule chinoise, elle, est passive, résignée, prête à se donner corps et âme à son nouvel empereur, dont elle n'attend qu'une chose : pouvoir ne pas mourir de faim.

Staline, parfaitement conscient, comme toujours, de la puissance qu'il vient de laisser entre les mains de Mao, croit cependant qu'il tient son partenaire jaune à sa merci : comment fera-t-il pour donner à manger à son demi-milliard d'affamés ? Il n'aura qu'une issue, s'il veut garder le pouvoir : revenir très vite à Moscou, cette fois en quémandeur. Alors, il devra faire acte d'allégeance.

Mais, avant de songer à repartir pour Moscou, Mao Tsé-toung prend le taureau par les cornes. Conscient du fait que le problème majeur de la Chine est celui de l'estomac, il fait promulguer une réforme agraire sans précédent, qui commence par classer les Chinois



Chou En-laï signe le traité sino-russe de 1950
sous l'œil de Staline



Mao Tsé-toung, Boulganine et Staline

en quatre catégories, suivant les possibilités qu'ils ont de remplir leur ventre :

— les propriétaires qui ne travaillent pas eux-mêmes leurs terres ;

— les paysans riches qui travaillent eux-mêmes, tout en faisant travailler des fermiers ;

— les paysans moyens qui possèdent un peu de terre et l'exploitent eux-mêmes ;

— les paysans pauvres, ne possédant pas de terre, travaillant chez les autres, soit comme fermiers, soit comme ouvriers agricoles ou journaliers.

De ces quatre catégories, seules les deux dernières doivent subsister. Les propriétaires et les paysans riches doivent disparaître, de gré ou de force ; au besoin, ils doivent être purement et simplement fusillés.

Leurs terres, confisquées, sont distribuées aux paysans moyens et surtout au prolétariat agricole, sans qu'il soit encore question de collectivisation. Des centaines de millions de Chinois misérables vont se retrouver du jour au lendemain petits propriétaires. Mao se contente de prôner à leur intention diverses formes de coopération, plus proches des antiques traditions communautaires que du communisme stalinien.

La réforme s'accomplit donc dans l'enthousiasme, un enthousiasme très souvent féroce, où les fanfares villageoises accompagnent les explosions de haine à l'égard des anciens propriétaires, les procès publics des « féodaux », les jugements sommaires, les pendaisons ou les fusillades. La masse vit dans l'exaltation cette révolution qui lui permet d'assouvir un besoin de vengeance qui couve depuis des siècles, qui lui donne un lopin de terre, si petit soit-il (un cinquième d'hectare en moyenne par famille). Mao Tsé-toung est un bon empereur... Les superficies cultivées s'étendent. La production de riz augmente de 5 à 6 %. Pour l'hiver 1950-1951, le spectre familial de la famine semble définitivement écarté. De mémoire de Chinois, on n'avait jamais vu ça !

Si les propriétaires terriens disparaissent brutalement, les propriétaires d'usines, les quelques industriels que la tourmente de la guerre civile n'a pas balayés, n'en croient pas leurs yeux : ils reçoivent l'ordre, non pas de se présenter devant un tribunal populaire, mais celui d'aller conférer avec le président Mao Tsé-toung.

C'est ainsi qu'une étrange assemblée se réunit au Palais d'Été de Pékin. Autour d'un Mao plus affable que jamais, des dizaines de « capitalistes » sont réunis, les yeux brillant d'espoir, les mains tremblant de peur. Que va-t-il leur arriver ? Certains avaient déjà fui à Hong-Kong et sont revenus, croyant, sans trop y croire, que tout n'est peut-être pas perdu. Mao leur parle, comme un bon père de famille :

« Il y a, dit-il, parmi vous, de gros capitalistes, esclaves de l'étranger, mauvais patriotes. Avec ceux-là, il n'y a rien à faire. Mais il y a aussi parmi vous des capitalistes nationaux. Avec ceux-ci, je veux m'entendre. Ne préjugeons pas de l'avenir. N'oublions pas que nous allons édifier le communisme. Mais j'ai à vous faire des propositions à court terme : revoyez vos comptes, dites combien il vous faut d'ouvriers, calculez vos prix de revient. Vous paierez les salaires que nous fixerons ; vous achèterez à l'État vos matières premières et vous lui revendrez vos produits finis, en ne gardant qu'un bénéfice raisonnable, équivalant à un bon traitement de directeur. Si vous êtes d'accord avec mes propositions, vous pouvez rester en Chine et travailler. Sinon, il vous faut partir, mais non sans avoir payé votre arriéré d'impôts, dont nous déterminerons le montant. Nous vous indemniserons, dans des limites raisonnables, de vos installations... »

Les « capitalistes nationaux » (ceux qui participent à la réunion du Palais d'Été le sont tous) comprennent qu'ils n'ont pas le choix. Refuser les propositions de Mao, c'est perdre tout, car le plus petit enfant chinois aurait deviné que l'« arriéré d'impôts » sera supérieur à l'indemnisation. Comme l'agriculture, ce qui reste

de l'industrie chinoise repart tant bien que mal. Et d'abord, l'industrie textile, puisqu'il ne suffit pas de nourrir les Chinois, il faut aussi les vêtir.

Des centaines de millions de tenues uniformes, pantalon et veste de toile bleue, inondent le territoire de la Chine rouge et éliminent impitoyablement les vêtements traditionnels, chatoyants de couleurs. Pourquoi tout ce bleu ? Parce que la teinture bleue est la moins chère. A propos de prix, l'inflation galopante est brutalement stoppée. La dévaluation de la monnaie, le « yuan », est arrêtée d'autorité.

Rassuré pour les mois qui viennent quant à la vie économique de son gigantesque pays, Mao Tsé-toung entreprend de réorganiser la vie sociale des Chinois, de transformer les coutumes ancestrales en suivant un curieux mélange de marxisme-léninisme, de patriotisme nationaliste, de véritable culte de la paysannerie. Il s'attaque aux mœurs les plus anciennes. Les pratiques séculaires concernant le mariage : achat des épouses, concubinage multiple, séquestration des femmes, mutilation des pieds — tout cela est balayé par la « loi sur le mariage » qui introduit la notion occidentale du couple, fondement de la cellule familiale. L'amour libre est interdit. Quant à la prostitution, activité peut-être la plus prospère des grands ports chinois, elle est mise hors-la loi. Dans la seule ville de Changhaï, il y a plus de quarante mille prostituées. Du jour au lendemain, elles se retrouvent dans des « centres de rééducation par le travail », dont elles ne pourront sortir, après avoir « reconnu les erreurs de leur genre de vie », que pour aller travailler dans les champs ou dans les usines.

L'usage de la drogue, si répandu — par les soins, il faut bien le dire, de marchands occidentaux sans scrupule — est également prohibé. Cela ne veut pas dire pour autant que Mao interdit la culture du pavot dont on tire l'opium. Au contraire, l'exportation de l'opium doit fournir les devises nécessaires aux importations, dont la Chine rouge, quoique refermée sur

elle-même et presque autarcique, continue à avoir besoin. Mais la rééducation, le travail forcé, le « lavage de cerveau » (et ce terme, dans la bouche de Mao Tsé-toung, n'a rien de péjoratif ; c'est un simple terme d'hygiène mentale) seront le lot du Chinois qui se laissera tenter par les rêveries opiacées, débilitantes pour le citoyen producteur qu'il est devenu.

Il y a aussi un autre opium qui, suivant la plus traditionnelle terminologie communiste, détourne l'homme de son travail, de ses activités créatrices de biens matériels : la religion. Trop fin joueur pour s'y attaquer de front, Mao Tsé-toung décide d'employer une tactique différente à l'égard de chacune des religions qui se partagent le demi-milliard d'âmes chinoises. Mais toutes ces tactiques vont inlassablement converger vers leur élimination, ou du moins vers leur neutralisation. Car Mao est profondément convaincu que la religion, quelle qu'elle soit, est superflue. En 1954, il dira au dalaï-lama, le « Bouddha vivant » venu le voir de ses montagnes tibétaines :

« Croyez-moi, la religion est un poison. Elle a deux vices : elle démolit une race et elle ralentit les progrès d'un pays. Le Tibet et la Mongolie ont été empoisonnés par la religion. »

Mais le bouddhisme, dont se réclament un cinquième des Chinois, sera justement traité avec le plus de mansuétude. Mao déclare qu'il le respecte :

« Les bouddhistes, dit-il, sont presque aussi bons que les membres du parti communiste, puisqu'ils prêchent la non-violence et la coopération avec le pouvoir établi. »

Cependant, l'empereur rouge se préoccupe de canaliser les sentiments des bouddhistes vers une intégration au régime. Et, d'une pierre, il fait deux coups : il s'empare en fait du territoire tibétain et place au sommet de la hiérarchie bouddhiste une de ses créatures. Il confie l'ensemble de l'opération à Chou En-laï qui, pour la deuxième fois — après le voyage de Moscou — va

faire une brillante démonstration de son habileté diplomatique.

Les troupes chinoises commencent à s'infiltrer au Tibet. L'organisation des Nations unies est saisie de ce que le dalaï-lama, en sa moyenâgeuse capitale de Lhassa, considère comme une invasion. En fait, il y a des combats entre les soldats chinois et les troupes tibétaines, composées en partie des redoutables guerriers Khampas qui règnent sur les plus hautes montagnes du monde. L'armée tibétaine ne compte pas plus de 8.500 hommes, mais donne cependant du fil à retordre aux Chinois qui prétendent rétablir la suzeraineté de la Chine sur le Tibet, absente depuis trente-huit ans. L'O.N.U. refuse d'inscrire l'affaire à son ordre du jour. C'est un grand succès pour Chou En-laï qui a convaincu Nehru — pourtant protecteur et conseiller principal du dalaï-lama, âgé de seize ans seulement — de soutenir la thèse chinoise. Lhassa doit donc s'accommoder de l'occupation, recevoir une garnison chinoise et entamer avec Chou En-laï la négociation d'un traité qui rattache définitivement le Tibet à la Chine, en tant que région autonome.

Voilà donc la patrie du bouddhisme intégrée à l'empire de Mao. Le succès idéologique et religieux est immense, sans parler de l'avantage stratégique que confère à Mao Tsé-toung le contrôle de l'Himalaya qui surplombe la péninsule indienne. Mais la présence du dalaï-lama, vénéré comme un Dieu par cent millions de Chinois, ne laisse pas d'être dangereuse pour la Chine communiste qui s'édifie. Le dalaï-lama entend conserver ses prérogatives, non seulement spirituelles mais aussi temporelles. Toucher à un cheveu de sa tête équivaldrait à pousser à la révolte des millions de ses fidèles. A tout moment, d'autre part, le jeune dalaï-lama — qui a pris la précaution d'y transférer son trésor — peut se réfugier en Inde, échappant ainsi à tout contrôle. Mao se préoccupe donc d'entamer son autorité. Et si Chou En-laï s'est chargé de l'opé-

ration diplomatique, Mao ressuscite lui-même le panchen-lama.

Dans la hiérarchie bouddhiste, le panchen-lama, autre réincarnation divine, apparut au quatorzième siècle de l'ère chrétienne et fut considéré comme le « numéro deux », partageant avec le dalaï-lama l'autorité spirituelle, mais laissant à ce dernier l'exclusivité de l'autorité temporelle. L'entente entre les deux lamas fut parfaite jusqu'en 1910, date de la précédente invasion du Tibet par les Chinois. Le dalaï-lama se réfugia alors en Inde britannique, le panchen-lama, lui, resta à Lhassa et collabora avec l'occupant. Il suivit les Chinois dans leur retraite et mourut en 1937.

Alors que le dalaï-lama présent, quatorzième incarnation de Chenresi, le Bouddha de la miséricorde, a été « découvert » par les prêtres de Lhassa dès 1935, deux ans après la mort de son prédécesseur, ces mêmes prêtres discutent encore, en 1950, pour choisir, entre deux candidats possibles, la réincarnation du panchen-lama.

C'est à ce moment-là que Mao Tsé-toung sort de sa manche un panchen-lama à lui, « découvert » en Chine. C'est un garçon de onze ans entièrement éduqué à la chinoise. Le dalaï-lama est mis en demeure de l'agréer, sous peine de non-signature du traité sino-tibétain. Les prêtres de Lhassa exigent de faire passer au prétendu panchen-lama les examens traditionnels, mais les Chinois refusent de le laisser sortir de Chine. Bon gré, mal gré, l'enfant de Chine — un authentique tibétain par ailleurs — est reconnu comme le panchen-lama et commence à signer des proclamations d'allégeance au régime communiste et Mao Tsé-toung. Pour les masses bouddhistes de la Chine, qui ignorent tout de l'opération, leur religion s'est intégrée au système. Mao est grand, Mao est puissant, Mao marche dans la voie tracée par Bouddha. Le tour de passe-passe a parfaitement réussi.

A l'endroit des taoïstes, qui ont une solide tradition de

conspiration et de sociétés secrètes, Mao Tsé-toung emploie une tactique diamétralement opposée. Il les persécute et ne consent à les tolérer que dans la mesure où ils abandonnent pratiquement tout ce qui est fondamental dans leur religion, étrange mélange d'adoration des esprits de la nature et des ancêtres. Il juge le taoïsme irrationnel, par conséquent dangereux pour la société rationnelle qu'il entend édifier dans son pays.

Pour les musulmans, assez nombreux en Chine, et dont la religion correspond à des particularités ethniques, à des minorités nationales qu'il importe de préserver de toute idée de rébellion, Mao Tsé-toung se montre extrêmement tolérant.

Il est, en revanche, décidé à extirper au plus vite le catholicisme de la terre chinoise. Les missionnaires, les prêtres et les évêques européens ou américains sont impitoyablement expulsés. Ceux qui ne veulent pas partir se retrouvent en prison. Seuls pourront exercer leur ministère les ecclésiastiques chinois, encore que leur subordination au pape, ce « chef étranger », leur confère une odeur d'agents de l'impérialisme, parfois même d'espions. Seule pourra être tolérée une Église catholique nationale chinoise, détachée de Rome, ou au moins ne conservant avec le Vatican que des liens très distendus.

Pour les protestants, le problème est, pour Mao, largement différent. Ce sont des chrétiens, certes, donc des résidus de la colonisation occidentale. Mais ils sont plus vulnérables, puisque répartis entre diverses sectes, et par conséquent, plus malléables. Ils n'obéissent à aucun pape étranger ; ils ont fait beaucoup en Chine pour l'éducation et leur organisation sociale peut encore être utile ; ils ont des hôpitaux, des dispensaires. Aussi, malgré sa répugnance, accrue du fait que son vieil ennemi Tchang Kaï-chek est lui-même protestant méthodiste, Mao Tsé-toung décide de tolérer les protestants, à condition que tous les missionnaires étrangers s'en aillent, que les pasteurs ne fassent plus

leurs études théologiques à l'étranger, que le christianisme protestant devienne chinois au même titre que le bouddhisme. Chou En-laï est chargé de rééditer avec les protestants le coup des « capitalistes nationaux ». Il convoque les représentants du Conseil des Églises protestantes et leur explique en ces termes la volonté de Mao :

« Nous vous laisserons poursuivre votre enseignement et vos tentatives pour convertir les Chinois, à condition que vous poursuiviez également votre action sociale. Les communistes comme les chrétiens croient que la vérité finira par prévaloir. Nous pensons que votre doctrine est fausse. C'est pourquoi, si nous avons raison, les gens finiront par vous rejeter. En vous voyant, côte à côte avec les communistes et à la lumière de cette comparaison défavorable, votre Église connaîtra le déclin. Si c'est vous qui avez raison, alors les gens vous croiront. Mais comme nous sommes certains que vous avez tort, nous sommes prêts à prendre des risques. »

Que peuvent faire d'autre les protestants chinois, que s'incliner et accepter toutes les conditions du nouvel empereur de Chine ? Le coup le plus dur qui leur est porté est l'expulsion des missionnaires étrangers, à travers qui arrivaient les subsides d'Angleterre et d'Amérique. Certains d'entre eux réussissent à rencontrer Mao Tsé-toung qu'ils tentent de faire revenir sur sa décision, au moins en ce qui concerne certains d'entre eux.

Mao les écoute. Il feint de réfléchir longuement et finit par dire :

« D'accord. Vous êtes combien ? Huit Anglais, sept Américains ? Eh bien, vous pourrez rester en Chine et prêcher librement votre religion, mais à la condition que vos gouvernements — anglais ou américain — autorisent autant de « missionnaires » chinois à prêcher, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, le communisme tel que nous le concevons, et tout aussi librement... Alors ? »

Il est difficile de se moquer plus aimablement de ses interlocuteurs...



Dès la première année de son règne, Mao Tsé-toung peut s'estimer satisfait. Son prestige est immense en Chine et le monde entier commence à le prendre au sérieux, ses amis comme ses ennemis. Le chef de la famille communiste, Staline, lui mesure son aide et conserve des gages importants à l'intérieur même de la Chine. Mais il lui assure la carte de membre du club communiste orthodoxe, tout en s'abstenant d'intervenir dans la manière dont il interprète la doctrine marxiste-léniniste pour l'appliquer dans son empire.

Pour la première fois depuis bien longtemps, la Chine devient une unité réelle. Le Sud et le Nord commencent à se fondre en un seul pays. Seuls la Mandchourie et le Tibet, tout en faisant formellement partie de l'ensemble chinois, conservent des particularités prononcées.

La Mandchourie est devenue une véritable République soviétique, organisée sur le modèle russe, remplie de techniciens soviétiques qui appliquent leurs propres méthodes dans la reconstruction de l'industrie mandchoue, truffée de garnisons soviétiques, dont la plus voyante est celle de Port-Arthur. A la tête du gouvernement local, il y a, certes, un membre du bureau politique du parti communiste chinois, Kao-Kang, mais celui-ci est considéré comme le plus aveuglement stalinien de l'équipe de Mao, beaucoup plus dévoué à Moscou que Li Li-san ou Lin-Piao. On appelle Kao-Kang « le dictateur du Nord-Est » ou encore « le Staline de la Mandchourie ».

Au Sud, il y a le Tibet, où une sourde hostilité entoure les garnisons chinoises, où l'assistance technique chinoise, confondue avec la pénétration de l'idéologie de Mao Tsé-toung, est accueillie avec la plus grande

réticence. La puissance spirituelle du dalaï-lama et des prêtres de Lhassa est telle que le pays, tout en faisant partie de la République populaire de Chine, conserve ses structures féodales.

Mais, malgré ces anomalies, le monde entier — et surtout l'Asie — commence à tourner des regards étonnés, admiratifs, vers ce colosse que l'on croyait reposer sur des pieds d'argile et qui se redresse de toute sa taille gigantesque. Les Chinois mangent ; ils sont vêtus ; ils travaillent, ils produisent ; ils sont conduits, entraînés dans un effort démesuré dont personne ne les croyait capables, par un homme à la figure ronde, dont l'étoile monte rapidement au firmament de la politique mondiale. Mao Tsé-toung peut se sentir satisfait. Il décide d'abandonner le Palais d'Été et s'installe lui aussi dans la « Cité Interdite », marquant par là qu'il dirige personnellement le travail du gouvernement, celui du parti et celui du comité militaire, qui coiffe l'armée populaire, dont la démobilisation a été interrompue par ce qui se passe en Corée.



Le grand vainqueur
de Corée

Lorsque le 1^{er} octobre 1950, Mao Tsé-toung contemple du haut du balcon qui surplombe la place Tien An Men le défilé monstrueux qui marque le premier anniversaire de la proclamation de la République populaire, ses yeux s'attardent sur les carrés gris et compacts des soldats de son armée.

Dans l'ambiance survoltée, ponctuée par les éclatements de pétards, plus forts et plus nombreux que l'année précédente, rythmée par les orchestres qui jouent la *Marche des volontaires* devenue maintenant l'hymne national officiel, l'homme qui tient entre ses mains le destin de la Chine vit intensément un grave débat de conscience. Doit-il envoyer ses soldats en Corée? Doit-il affronter les armées du général MacArthur qui approchent de la frontière chinoise sur le Yalu? Doit-il risquer la guerre ouverte et totale avec les États-Unis? Doit-il exposer son pays qui sort des ténèbres à une invasion nouvelle d'un ennemi qui ramènerait Tchang Kaï-chek dans ses fourgons?

Certes, tout autour de la place, de larges banderoles dénoncent « l'ignoble agression de l'impérialisme américain » en Corée. Certes, dans les discours qui viennent d'être prononcés, dans ceux qui vont l'être, tout le monde proclame à Pékin que la Chine ne restera pas l'arme au pied devant l'écrasement des frères coréens. Mais la guerre psychologique n'est pas la guerre tout court. Et s'il est très facile pour un homme qui dispose de tous les pouvoirs de commencer la guerre, personne ne peut prévoir avec certitude comment cette guerre finira. D'autant plus que Mao Tsé-toung est fixé : s'il vole au secours des Coréens, personne ne lui viendra en aide s'il est en difficulté. Staline l'a prévenu. L'Union soviétique ne s'engagera pas directement.

Et pourtant, Staline porte la responsabilité de cette guerre de Corée qui dure déjà depuis plus de trois mois. Il ne l'a pas voulue, lui non plus, mais il l'a laissée éclater. Lors de la rencontre de Moscou, il avait dénié à Mao le droit de superviser les partis communistes asiatiques,

notamment celui de la Corée du Nord. Il s'était réservé la tutelle de tous ces partis. Mais la tutelle de Moscou sur Pyong-Yang n'était sans doute pas assez étroite puisque les communistes coréens ont pris l'initiative — prenant prétexte d'une agressivité certaine des sudistes de Syngman Rhee — de réunifier à leur profit la presque île coupée en deux par le 38^e parallèle. Informé par ses agents, Mao avait mis en garde les Soviétiques contre les dangers que représentaient les idées des têtes brûlées de Pyong-Yang. Staline a laissé faire, se réservant, à son habitude, le loisir d'appuyer l'opération dans le cas où elle se déroulerait favorablement au camp communiste, ou de la désavouer si elle tournait mal. Son représentant, Jacob Malik, s'abstint de participer à la réunion du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. qui désigna la Corée du Nord comme agresseur. Devant l'intervention massive de l'armée américaine sous le drapeau des Nations unies, Moscou — tout comme Pékin d'ailleurs — se contenta de protestations indignées et de la fourniture de quelques chars et avions aux Nord-Coréens.

Au bout de deux mois, l'affaire semblait évoluer très favorablement, c'est-à-dire vers un désastre retentissant et conjoint des États-Unis, qui soutenaient Tchang Kaï-chek, et de l'O.N.U. qui refusait à la Chine continentale l'entrée de son aréopage. Les troupes américaines étaient refoulées dans une étroite tête de pont autour de Fusan. Les Asiatiques, sous le drapeau du communisme, allaient remporter leur première grande victoire. Les États-Unis allaient perdre leur base principale, accrochée au flanc de la Sibérie et de la Chine et couvrant le Japon.

Mais la machine de guerre américaine, toujours lente à démarrer, s'était mise en branle. La tête de pont de Fusan recevait des renforts considérables en hommes et en matériel ; des contingents symboliques ou effectifs, venus de la plupart des pays occidentaux, venaient se joindre aux « G.I.'s » et à ce qui restait de l'armée

sud-coréenne. Les redoutables « Marines » débarquaient sur les arrières des lignes communistes, à Inchon, faisaient leur jonction avec le gros du corps expéditionnaire de MacArthur. Les Alliés reprenaient Séoul, franchissaient à leur tour le 38^e parallèle, pénétraient en Corée du Nord, s'emparaient de Pyong-Yang...

Et maintenant, ils approchent du fleuve Yalu qui marque la frontière avec la Chine, plus exactement avec la Mandchourie soviétisée, à proximité des bases russes de Port-Arthur et de Vladivostok.

« Qu'allez-vous faire ? » câble Mao à Staline.

« Je ne peux rien faire, répond en substance Staline, sauf fournir des armes, des canons, des chars, des avions. Si j'interviens directement, j'entre en guerre avec le monde entier réuni au sein de l'O.N.U. C'est la guerre totale, atomique. C'est à vous, vous qui ne faites pas partie de l'O.N.U., qui n'avez pas de relations diplomatiques avec les États-Unis, c'est à vous d'intervenir. Je ne vous soutiendrai pas directement, mais je vous approvisionnerai en armements. Et je vous protégerai par mon « parapluie » atomique de toute attaque nucléaire de la part des Américains. »

Mao Tsé-toung a compris le jeu de Staline. Il sait que le maître du Kremlin n'est pas tellement rassuré devant l'essor fantastique et aussi spécifique, national, original, qu'a pris la République populaire de Chine. Il sait que les Russes ont peur des Chinois, qu'ils s'en méfient. Il prête à Staline le calcul suivant : Mao intervient, arrête l'offensive de MacArthur, mais s'épuise et ne parvient pas à vaincre. Moi, Staline, j'interviens alors comme son protecteur, je propose ma médiation, j'arrange les choses ; on efface toute cette malheureuse opération ; mais, entre-temps, la Chine de Mao se sera affaiblie, sera devenue davantage tributaire de mon aide ; j'aurai démontré à ceux qui commencent à en douter qu'aucun pays communiste ne peut rien faire sans moi, la Chine pas plus que les autres... Mao sera bien obligé de venir à ma botte !

Au bureau politique du parti chinois, le débat est houleux. Les vieux compagnons comme Liou Chao-chi ou Chu-Teh, les diplomates comme Chou En-laï, comprennent, tout comme Mao, le calcul de Staline. « Laissons-le se débrouiller, disent-ils ; qu'il prenne ses responsabilités. »

Le clan « soviétique » : Lin-Piao, Li Li-san, Kao-Kang, s'indigne de cette attitude : « Il faut y aller ! La solidarité du camp socialiste doit jouer à fond. L'U.R.S.S. ne peut pas s'engager sans risquer l'apocalypse atomique. C'est à nous de jouer, comme nous le demande le camarade Staline. »

Mao Tsé-toung écoute sans rien dire. Il semble absent de ce débat, mais lorsque les deux tendances réclament son arbitrage, un sourire grave erre sur ses lèvres :

« Nous allons aider nos frères coréens, dit-il calmement. Nous enverrons combattre sur le Yalu autant de divisions qu'il faudra, mais ce seront des divisions de « volontaires ». L'armée populaire chinoise n'interviendra pas en tant que telle. Nos troupes seront sous commandement théorique nord-coréen. Nous protégerons notre frontière et nous libérerons la Corée du Nord. »

Une fois de plus, Mao vient de jouer un double coup de poker : il s'engage dans la bataille, mais pas dans les conditions souhaitées par Staline. La trouvaille des « volontaires » — calquée sur ce que tout le monde avait fait lors de la guerre d'Espagne — lui permet de limiter les risques de son intervention. Si les choses tournent mal, il pourra toujours décrocher. Si les Onusiens sont battus, il aura suffi pour cette victoire des seuls « volontaires » chinois. Si tout se termine par un compromis (car personne, à dire vrai, ne semble vouloir aller jusqu'au bout dans cette affaire mal engagée), la Chine ne « perdra pas la face » car elle n'aura engagé que des volontaires.

La subtilité du coup que vient de jouer Mao Tsé-toung, si elle n'échappe pas à Staline, n'est perçue que par très

peu d'observateurs. Un grand journal comme *Paris-Match* n'hésite pas à écrire que Mao ne représente plus rien en Chine, que le fait d'être intervenu en Corée prouve que c'est Staline qui commande à Pékin... L'erreur est humaine.

La décision prise, les choses vont très vite. En quelques jours, à l'appel du président Mao Tsé-toung, des dizaines de milliers, puis des centaines de milliers de Chinois sont « volontaires » pour combattre en Corée : des divisions entières. Ces divisions, appuyées par une aviation que Staline est bien obligé de fournir, repoussent les Alliés qui avaient atteint le Yalu. Elles les refoulent inexorablement vers le sud. Avec des flux et des reflux, la bataille se stabilise au voisinage du 38^e parallèle... Elle revient au point de départ. MacArthur, qui voulait aller bombarder le « sanctuaire chinois » (c'est-à-dire les bases de l'aviation communiste en territoire chinois) se voit limogé par Truman qui le remplace par le général Ridgway. Il est évident que l'Amérique veut limiter les dégâts.

Mao Tsé-toung aussi entend limiter les dégâts. Il ne s'obstine pas à vouloir pousser très au-delà du 38^e parallèle. Il profite de la guerre qui s'enlise pour faire jouer à son profit le réflexe de solidarité asiatique ; pour déclencher des campagnes de propagande qui sont des chefs-d'œuvre d'imagination et d'habileté, telle cette « guerre bactériologique » qui parvient, dans l'esprit des intellectuels progressistes du monde entier, à éliminer tout souvenir de l'agression nord-coréenne et à lui substituer une image terrifiante de la « bestialité américaine ». En un mot, Mao exploite à fond tous les avantages que peut lui procurer l'affaire de Corée. A l'intérieur de la Chine — nous le verrons plus loin — il profite de la psychose de guerre sainte pour faire succéder aux débuts relativement libéraux de la République populaire une période de terreur sanglante qui lui permet d'éliminer des centaines de milliers d'opposants.

Et lorsque, le 24 juin 1951, le représentant de Staline



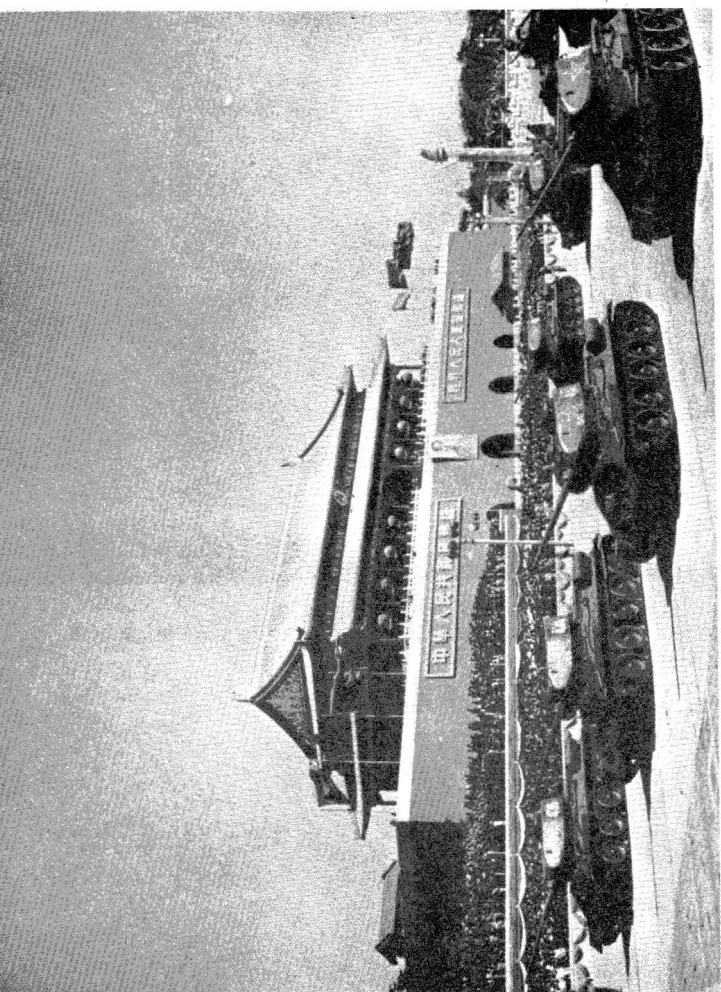
Mao et Khrouchtchev à Pékin



Mao devant le portrait
du père de la république chinoise : Sun Yat-sen



Mao assistant à une grande parade. ►
Près de lui Chu-Teh



aux Nations unies, Jacob Malik, propose un cessez-le-feu, que les Américains disent oui, ce n'est plus à Moscou que les Nord-Coréens demandent des instructions, mais à Pékin. Mao n'a aucune raison de dire non. La guerre de Corée aura duré une année entière. Ce sera ensuite le célèbre marathon des négociations de Pan-Mun-Jom, entrecoupé de combats furieux, de ruptures, de reprises de contact.

Quand, finalement, le 25 juillet 1953 — deux ans après le premier cessez-le-feu — le général nord-coréen Nam Il et le général américain William Harrisson signeront, dans la « Pagode de la Paix » de Pan-Mun-Jom, l'armistice définitif, la guerre de Corée aura fait 1.200.000 morts civils et militaires, dont 25.000 soldats américains, alors que 250.000 « G.I.'s » auront été blessés. Et, pour la première fois de leur histoire, les États-Unis auront signé un armistice qui n'aura pas été une capitulation de l'ennemi. L'Amérique aura rompu sa glorieuse tradition militaire, sous la conduite du même général Eisenhower, qui avait reçu la reddition sans condition de l'Allemagne, devenu président des États-Unis, élu parce qu'il s'était engagé à sortir son pays du guêpier coréen.

Cette demi-défaite de la plus grande puissance mondiale est, aux yeux de toute l'Asie, aux yeux de tous les peuples en lutte contre les puissances occidentales, une immense victoire des « volontaires » chinois. Le coup de poker de Mao Tsé-toung a parfaitement réussi. Il n'y a qu'un seul gagnant à Pan-Mun-Jom, c'est lui. Dans le ciel asiatique, l'étoile de Nehru pâlit devant l'éclat de celle de Mao. Quant au camp des pays communistes, l'étoile de Mao Tsé-toung brille maintenant seule au-dessus des autres : cinq mois avant l'armistice coréen, Joseph Staline est mort. C'est un certain Malenkov, un technocrate, qui est installé au Kremlin. Personnage sans relief, à côté de celui de Mao.



Grand théoricien du
marxisme-léninisme

Dans les giboulées de neige qui s'abattent par rafales sur la place Rouge de Moscou, un grandiose cérémonial accompagne la dépouille mortelle de Staline qui va être inhumée, embaumée, dans le mausolée où repose déjà le corps desséché de Lénine. Parmi les personnalités qui suivent le cercueil et dont le vent glacial fouette les visages, la figure grise, surmontée d'une chevelure taillée en brosse, de Chou En-laï, se remarque au tout premier rang, devant tous les autres dirigeants communistes, devant Molotov lui-même.

Du vivant du dictateur défunt, la Chine, considérée comme pays arriéré, n'occupait que la troisième place derrière la Pologne et la Tchécoslovaquie. Aujourd'hui, son représentant précède tout le monde. Et il ne s'agit même pas de Mao Tsé-toung en personne, mais de son représentant. Car Mao, après avoir hésité, a renoncé à venir lui-même à Moscou. Ce n'était pas à lui de se déranger — même pour rendre hommage à son maître (qui n'a pas eu le temps de devenir son rival) — c'est à Malenkov de venir à Pékin. Chou En-laï suffira bien. Pour sa part, Mao se contente de publier un article nécrologique, dans lequel, en termes mesurés, il exalte les qualités du chef du Parti disparu, « qui a été, qui est, qui restera notre modèle ».

L'agence *Chine Nouvelle* a fait savoir au monde entier qu'apprenant la mort de Staline, Mao Tsé-toung a manifesté une vive émotion. On a vu des larmes briller dans ses yeux. Il était, certes, habile et de bon ton de verser une larme sur celui qui avait exclu Mao du parti communiste, sur celui qui avait soutenu son adversaire Tchang Kaï-chek, sur celui qui avait chichement mesuré son aide à la Chine Populaire naissante, qui avait tenté de « satelliser » le pays de Mao et de l'entraîner dans une opération aléatoire en Corée. Mao Tsé-toung savait très bien qu'au fur et à mesure que sa propre puissance grandirait, il devait inmanquablement se heurter à Staline. Il était aussi patriote et nationaliste que lui, aussi ambitieux, aussi, sinon plus, intelligent. Cette mort

écartait à jamais un affrontement entre les deux hommes. Elle permettait de figer pour toujours, dans l'imagerie d'Épinal de la Chine de Mao, les traits de Staline dans l'expression du maître respecté, admiré, suivi. Elle évitait de poser la question de savoir qui est l'héritier spirituel de Lénine, ou plutôt elle laissait au seul Mao le soin d'y répondre. Elle autorisait le chef de la Chine rouge à prétendre à l'héritage. Elle le déliait de tout devoir de déférence. Il pouvait dorénavant s'adresser aux « frères » soviétiques sur un plan de totale égalité, sinon d'une prochaine supériorité.

Une fois de plus, Mao Tsé-toung a vu juste. Vingt et un jours à peine après la disparition de Staline, Chou En-lai signe à Moscou un nouvel accord, aux termes duquel la Russie va fournir, durant les six années à venir, de quoi réaliser en Chine 141 projets industriels de vaste envergure : barrages, complexes métallurgiques, usines de tracteurs, raffineries de pétrole, centrales électriques, combinats chimiques.

Le changement d'attitude à Moscou ne se manifeste pas seulement dans le domaine de l'aide économique. Il se traduit aussi — et c'est encore plus important pour Mao — sur le plan idéologique. Pour les soixante ans du maître de la Chine Nouvelle, le comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. lui adresse un message, en décembre 1953, dans lequel on peut lire en toutes lettres : « grand théoricien du marxisme et du léninisme ». C'est un fait sans précédent. Il place d'emblée le destinataire au-dessus des signataires du message.

La lune de miel avec les successeurs de Staline va se poursuivre. Le 1^{er} octobre 1954, Khrouchtchev, Boulganine et Mikoyan, qui s'apprêtent à prendre le pouvoir au Kremlin, viennent à Pékin pour la célébration du cinquième anniversaire de la République Populaire. Malenkov, toujours président du Conseil en titre, n'est plus qu'un soliveau. La nouvelle équipe prodigue à Mao Tsé-toung les marques de considération les plus voyantes. Un demi-million de Chinois, massés sur la

place Tien An Men, sont les témoins émerveillés du respect que leur président inspire aux chefs de la « nation-guide » du camp socialiste.

Un nouvel accord, signé à l'occasion de cette visite, transforme en une véritable alliance le traité de 1950 et souligne que « les relations amicales entre l'U.R.S.S. et la Chine forment la base d'une étroite collaboration entre les deux États, conformément aux principes de l'égalité des droits, des avantages réciproques, du respect mutuel, de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale ». L'assistance soviétique à la Chine est encore accrue, mais surtout « compte tenu du renforcement militaire de la Chine », les Russes évacuent définitivement Port-Arthur et transfèrent aux Chinois les parts qu'ils détiennent dans les sociétés mixtes créées en 1950. La mainmise soviétique sur le Sinkiang et sur la Mandchourie se relâche.

Mao Tsé-toung saisit l'occasion pour se débarrasser de son opposant, de son concurrent le plus dangereux, Kao-Kang, le « Staline mandchou », jusque-là fourrier de la pénétration soviétique en Mandchourie. Le 31 mars 1955, le comité central du parti communiste chinois annonce l'exclusion du parti du « dictateur du Nord-Est », accusé de « multiples déviations et crimes », dénoncé comme « traître, conspirateur, individualiste ambitieux, agent de l'impérialisme, incorrigible renégat », qui « non seulement n'a jamais reconnu ses fautes, mais s'est même suicidé pour exprimer sa dernière trahison envers le parti ! »...



Cinq ans plus tard, à Bucarest, Khrouchtchev dira que le seul crime de Kao-Kang fut de s'opposer à la politique erronée de son parti envers l'Union Soviétique. Mais, sur le moment, la presse moscovite, contrôlée par le même Khrouchtchev, félicite Mao pour sa fermeté à l'égard des « opportunistes, des renégats et des agents de

l'impérialisme international». C'est ce qu'on appelle faire contre mauvaise fortune bon cœur.



Avec la disparition de Kao-Kang, avec le ralliement inconditionnel des autres dirigeants chinois pro-soviétiques, comme Li Li-san ou Lin-Piao, Mao a conquis, sinon la première place dans le mouvement communiste international, du moins une sorte de condominium du camp socialiste au côté des dirigeants soviétiques. Que de chemin parcouru depuis les laborieuses négociations de Moscou en 1950...

Il reste maintenant à Mao à conquérir le « leadership » de ce que l'on a commencé à appeler le « tiers monde », autrement dit de cette masse de peuples ex-coloniaux qui cherchent leur place sur l'échiquier de la politique mondiale.

La conférence de Bandoung lui en fournira le tremplin.



Le 18 avril 1955, dans la ville indonésienne de Bandoung, une cité d'un million d'habitants, située dans l'île de Java, plusieurs centaines de délégués représentant la plupart des pays africains et asiatiques se réunissent pour la première conférence du « tiers monde ».

« Quel est le fait important de cette conférence ? demande à Nehru un journaliste américain.

— Le fait qu'elle ait lieu, répond le premier ministre indien qui compte s'y imposer comme leader du « tiers monde ».

Mais Nehru n'est pas seul à avoir la vedette à Bandoung. Lorsque la conférence commence, dans un palais bâti par les Hollandais, noyé dans l'exubérante végétation tropicale, tous les observateurs, diplomates et journalistes, guettent avec autant d'attention deux autres « hommes-clés » : l'Egyptien Nasser et le Chinois Chou En-laï.

Nasser fait bonne impression. Il prend la tête du groupe arabe et fait entériner ses thèses sur l'affaire palestinienne. Mais c'est Chou En-laï, au soir du 24 avril, alors que les agences de presse répercutent à travers le monde la « déclaration de Bandoung » et les « dix principes », qui fait figure de grand vainqueur. Et, à travers lui, c'est la silhouette de Mao Tsé-toung qui domine l'ensemble du « tiers monde » qui vient de prendre conscience de sa force.

Déjà, neuf mois plus tôt, à la conférence de Genève sur l'Indochine — la première grande conférence internationale où la Chine populaire ait été représentée — Chou En-laï s'était imposé, surclassant Molotov que l'on sentait inquiet, sans instructions précises, sur le point d'être désavoué par le chaudron bouillonnant d'intrigues du Kremlin. Déjà à Genève, Chou En-laï bénéficiait du prestige mystérieux mais grandissant de Mao, de l'impression laissée par la victoire des « volontaires » chinois de Corée, par la bataille de Dien-Bien-Phu, dans laquelle, derrière les divisions de Giap, l'on avait senti la baguette du chef d'orchestre de Pékin.

A Bandoung, le second objectif majeur de Mao Tsé-toung est atteint. Son représentant, en une semaine de discours, de déclarations, de réceptions, donne à la Chine un « leadership » du magma afro-asiatique qui laisse les occidentaux interloqués et qui démontre à Khrouchtchev que Mao Tsé-toung n'est pas seulement le co-directeur du camp socialiste, mais aussi le chef de file en puissance de tous ceux qui contestent la suprématie de l'homme blanc.

D'abord, l'Union soviétique n'a pas été invitée à Bandoung et la Chine — que l'on ne pouvait pas ne pas inviter bien que la majorité des invitants aient été anti-communistes — n'a pas insisté pour qu'on reconnaisse à la Russie la qualité de nation asiatique. N'était-ce pas déjà laisser planer le doute sur la légitimité de l'implantation russe en Sibérie et en Asie centrale ?

Ensuite, Chou En-laï a écouté sans broncher les discours les plus anticomunistes, les accusations les plus graves contre le « colonialisme soviétique », alors que Nehru s'épuisait en indignations et en invectives. Il s'est fait le champion de la coexistence pacifique, le maître de la conciliation, l'incarnation même de l'affabilité. Il n'a pas dit un mot pour défendre l'Union soviétique précipitée au banc de l'infamie par plusieurs délégués. Mieux, il n'a pas hésité, à la grande fureur de Nehru, à inviter à Pékin les orateurs les plus anticomunistes.

« Il faut que vous rencontriez le président Mao... » leur disait-il, déclarant froidement à la tribune :

« La délégation chinoise est venue ici pour rechercher l'unité et non se disputer. Nous, communistes, ne cachons pas le fait que nous avons foi dans le communisme et que nous considérons le système socialiste comme un bon système. Il n'est pas utile à cette conférence de proclamer l'idéologie de chacun. La délégation chinoise est venue ici pour rechercher des bases communes, non pour créer des divergences... »

Résultat : au moment où s'ouvre Bandoung, sur les vingt-huit pays qui sont représentés à la conférence, sept seulement ont reconnu le régime de Mao. Le 24 avril 1955 — une semaine plus tard — à la réception de clôture, le président indonésien Soekarno fait asseoir à sa droite, non pas le neutraliste Nehru, mais le communiste Chou En-laï. Et la plupart des vingt-sept pays ont annoncé leur intention de reconnaître le gouvernement de Pékin. Le groupe arabe, l'Egypte en tête, l'a fait immédiatement. Nombre d'autres délégations ont déjà conclu des accords commerciaux avec la Chine. Même l'Inde a jugé bon de reconnaître la mainmise des Chinois sur le Tibet.

Après avoir accédé à la direction du bloc communiste, Mao Tsé-toung devient donc l'inspirateur des pays qui se veulent « non engagés ».

Dans sa villa à un étage de la Cité interdite de Pékin, en ce printemps de 1955, Mao Tsé-toung peut maintenant, entouré des membres du bureau politique, écouter avec satisfaction le compte rendu de Chou En-laï retour de Bandoung. Son autorité, son prestige n'ont jamais été aussi grands.

Lorsque tout le monde s'est retiré, lorsqu'il a échangé quelques réflexions avec son fidèle Liou Chao-chi, de plus en plus maigre et voûté, Mao va rejoindre sa femme et sa fille. Là, sur un divan de sa grande salle de séjour meublée à la chinoise, une grande lassitude l'envahit. Les atteintes de l'âge commencent à se faire sentir. Il a de moins en moins le temps — et surtout l'envie — d'aller nager dans le lac du Palais d'Été ou dans le Yang-Tsé, bien que ces activités sportives soient très utiles à sa légende. Il prend de moins en moins de plaisir à composer des poèmes. Il sent peser sur ses épaules le poids de responsabilités qui deviennent écrasantes.

Mao se regarde dans un miroir et a du mal à reconnaître le révolutionnaire hâve de la « longue marche », le chef maigre qui évoquait pour les journalistes américains la figure de Lincoln. Son visage est devenu rond et ses joues molles ont tendance à s'affaisser. La mâchoire s'est épaissie. Sa verrue a augmenté de volume. Sa calvitie gagne en hauteur, dégageant de plus en plus son front triangulaire dont le sommet s'allonge, repoussant vers les côtés la chevelure qui a perdu sa teinte noire « aile de corbeau » pour virer au gris. Les mains, à la fois fines et fortes autrefois, sont devenues noueuses. Les rhumatismes déforment les articulations des doigts et il lui est moins aisé de tenir le pinceau pour écrire ou pour peindre, car il continue à aimer peindre, surtout des paysages dans lesquels coule une rivière paisible.

Seuls les vêtements n'ont guère changé. Toujours la même veste gris foncé en laine, boutonnée jusqu'au cou ; toujours le même pantalon, d'une ampleur démesurée, taillé dans le même tissu ; toujours les mêmes

chaussettes qui retombent sur les chaussures noires toujours aussi mal cirées.

Sa femme s'approche de lui et lui sert du mao-t'ai, une liqueur de chez lui, du Hou-Nan. Avec l'âge, la gourmandise de Mao croît. Il mange toujours autant, mais il lui faut des plats de plus en plus épicés, arrosés de vin rouge chinois. Il fume de plus en plus : près de cent cigarettes par jour, qu'il aime rouler lui-même. Il lui arrive aussi de chiquer des graines de tournesol qu'il ne se gêne pas pour cracher en public.

D'ailleurs, plus il vieillit, plus il fait fi des bonnes manières. Il lui est arrivé — parce qu'il faisait chaud — d'enlever son pantalon et de siéger à l'aise, en caleçon, à des réunions du bureau politique. Il ne fait rien pour s'imposer une attitude courtoise. Au contraire, au fil des années, la trivialité du paysan, la verdeur de langage du soldat qu'il a été, vont en s'accroissant. Il appelle un chat un chat, il renifle, il éructe, il n'étouffe pas les bruits que son corps épaissi peut émettre. Il sait d'ailleurs très bien que personne n'osera s'en offusquer. Son épouse lui est dévouée ; elle l'admire comme son dieu.

C'est sa troisième femme. Il l'a épousée dans sa retraite de Yen-an en 1939. Avant de tomber amoureuse de ce chef presque sans troupes, de ce présomptueux qui bravait à la fois Tchang Kaï-shek, l'Occident européen, l'Amérique, le Japon, Staline et... la Chine innombrable, elle fut comédienne ; elle fit du cinéma sous le nom de Lan Ping.

Les Mao ont une fille. Elle est étudiante et semble ne s'intéresser à la politique que dans la mesure où c'est son devoir de citoyenne de la Chine rouge et de fille du président Mao. Quant au fils que Mao a eu d'un précédent mariage, il est ingénieur en province. Lui non plus ne se fait pas remarquer.



Mao a soixante-deux ans... C'est encore jeune pourtant,

pour un chef d'État. Mais, justement, maintenant que son empire se taille une place de choix dans le monde, que la Chine sort de son isolement, qu'elle commence à jouer le rôle que lui dévoluent ses six cents millions d'habitants, le moment n'est-il pas venu de passer la main ?

Mao Tsé-toung se le demande parfois. Mais, bien vite, il écarte ces pensées. Non, le repos n'est pas encore pour maintenant. Il reste tant de choses à faire : il faut que la Chine rentre par la grande porte dans cette O.N.U. qui prétend l'exclure. Il faut — et c'est finalement le seul moyen de se faire admettre dans le club des super-grands de ce monde — il faut qu'elle possède l'arme atomique. Et pour cela, on ne peut pas compter sur l'U.R.S.S. On ne peut compter que sur soi-même. Il faut que l'économie chinoise s'organise, que l'industrie chinoise devienne comparable au moins à celle de la Grande-Bretagne qui, pour sa part, a déjà interrompu le tête-à-tête nucléaire soviéto-américain.

Mao ne peut donc pas céder à la tentation d'abandonner la charge du pouvoir, de se consacrer à la littérature, à la peinture, à la rédaction de l'œuvre qu'il porte en lui et qui serait une nouvelle doctrine communiste, une doctrine qui prendrait racine, mais racine seulement, dans le marxisme-léninisme et qui apporterait des solutions modernes à cette moitié de l'humanité que cimente la misère commune et le même ardent désir d'en sortir. Il devra attendre encore pour laisser à la postérité la charte d'un nouveau communisme, national, rural, révolutionnaire à l'échelle des peuples et non plus des classes sociales. Pour l'instant, il doit continuer à réformer la Chine, car la révolution s'enlise.

Et, avant de décider sur quelle voie nouvelle il va engager sa République populaire, maintenant triomphant au-dehors, mais végétant au-dedans, Mao Tsé-toung peut faire le point des dernières années écoulées.

Les premières mesures décidées par Mao en 1950 étaient des mesures transitoires, dans lesquelles, sous peine de paralysie générale du pays, il fallait ménager les tièdes, les opposants modérés, même les adversaires susceptibles de contribuer à l'édification future d'une gigantesque nation collectivisée.

La guerre de Corée, avec l'extraordinaire psychose de « guerre sainte contre l'impérialisme et le colonialisme » qu'elle a suscitée, a permis de faire succéder la terreur à la tolérance. Froidement, Mao Tsé-toung rédigea la fameuse loi du 21 février 1951 sur la « suppression des activités contre-révolutionnaires ». C'est une loi unique en son genre.

Elle considère a priori comme suspectes les catégories suivantes de la population chinoise :

- les maquisards nationalistes, les espions, les membres des sociétés secrètes, les bandits, les « asociaux » ;
- les membres des professions bourgeoises ou libérales, les commerçants ayant travaillé avec l'étranger, les intellectuels opposants.

Aucune garantie légale n'est assurée aux suspects. Aucune preuve n'est exigée pour leur jugement sommaire par un « tribunal populaire » improvisé. Une simple dénonciation suffit.

Aussitôt, à travers tout le pays, à commencer par la capitale, des procès publics et monstrueux sont organisés dans les stades, sur les places des villes et des villages. Dans toute la Chine règne une atmosphère exaltée, faite d'enthousiasme, de délation et de terreur. En une seule nuit, vingt mille personnes sont arrêtées à Changhaï et jugées. Des exécutions massives, au cours desquelles des dizaines ou des centaines de condamnés sont fusillés en présence de toute la population rassemblée, succèdent aux procès dans lesquels c'est la foule hurlant des invectives qui « juge » des groupes de « suspects » atteignant quelquefois le nombre de plusieurs centaines. Chou En-laï annonce que 16 % des personnes jugées sont exécutées. Les estimations les plus prudentes

chiffrent entre un et trois millions le nombre total des victimes de cette campagne de terreur, ce qui, même comparé au chiffre de la population (entre 500 et 600 millions), apparaît énorme.

Lorsque les fusillades cessent en octobre, c'est au tour des intellectuels rescapés de la terreur d'être sur la sellette. L'écrivain Kuo Mo-jo est chargé par Mao Tsé-toung d'obliger tous les intellectuels qui se sont écartés de la « ligne » du parti à procéder à leur auto-critique. Kuo Mo-jo est un rallié de l'ancien régime et manifeste dans la tâche qui lui est confiée le zèle habituel aux néophytes.

En même temps, Mao réforme l'enseignement, obligeant les maîtres à abandonner leur penchant traditionnel pour les arts et la philosophie et à se tourner vers les sciences exactes, la technique, la spécialisation à outrance des élèves et des étudiants.

Ayant ainsi fait table rase des compromis initiaux, infatigable, Mao Tsé-toung s'attaque aux rouages mêmes du système, aux habitudes de travail, aux mœurs publiques et privées de ses fonctionnaires dont le nombre croît démesurément. C'est la campagne des « trois anti » :

- anticorruption,
- antigaspillage,
- antibureaucratie.

Aux « trois anti » succèdent rapidement les « cinq anti », cette fois à l'usage de ce qui reste des « capitalistes nationaux », des « bourgeois », des commerçants :

- anticorruption des fonctionnaires,
- antifraude fiscale,
- antidétournement des biens publics,
- antifraude commerciale,
- antiextorsion de renseignements au détriment de l'État.

Cette seconde campagne prépare surtout la liquidation de toute influence des classes sociales « bourgeoises » qui ont survécu à la révolution et à la terreur, et le transfert à l'État de leurs entreprises. Déjà, toute

l'industrie lourde et plus de la moitié de l'industrie de consommation sont étatisées.

Les campagnes des trois et des cinq « anti » plongent de nouveau la Chine dans une ambiance de folie collective : les dénonciations, les réunions publiques, la désorganisation des administrations et des circuits de production et de distribution semblent déboucher sur l'anarchie. Mais la poigne de fer de Mao Tsé-toung rétablit l'ordre. Déjà, sur le plan rural, le président encourage la constitution dans les villages d'« équipes d'aide mutuelle ». La collectivisation générale commence à laisser poindre le bout de l'oreille. Et les résultats de cette volée de bois vert que la Chine se voit administrer après la grande fraternisation de la victoire porte ses premiers fruits : la production agricole et industrielle atteint, à la fin de 1952, son meilleur niveau d'avant la guerre contre le Japon ; de nouvelles lignes de chemin de fer, de nouveaux barrages sont édifiés.

Sur cette base de départ, est lancé le premier plan quinquennal de redressement économique, supervisé par Mao Tsé-toung. Fait sans précédent, l'industrie commence à primer l'agriculture et la totalité des entreprises va passer à l'État. Même les artisans sont réunis en coopératives. Chez les paysans, la collectivisation des terres, des instruments aratoires et des animaux commence inexorablement, mais chacun peut encore conserver un lopin de champ, une vache ou un porc.

Peu à peu, la Chine se façonne dans le moule que lui prépare Mao Tsé-toung. Mais le mouvement est lent et le relèvement économique, incontestable, est dû en grande partie à l'assistance soviétique, aux techniciens que le Kremlin prête à la Chine, aux machines qu'il lui envoie. Or cette aide gêne Mao Tsé-toung, dans la mesure où son propre prestige est battu en brèche par l'importance que prennent aux yeux de la jeune génération chinoise tous ces « conseillers » soviétiques, toutes ces techniques venues de Russie, cette aide voyante qui, à la longue, risque de ressusciter ces liens

de dépendance que la mort de Staline a semblé avoir dissous. Il faut d'ailleurs reconnaître que les milliers de Soviétiques en mission d'assistance en Chine commencent à se comporter comme leurs prédécesseurs américains, britanniques, français ou allemands... Le racisme parfois latent chez les Russes à l'endroit des Jaunes, le complexe de supériorité de ceux qui se trouvent dans un pays beaucoup moins développé que le leur, y sont pour quelque chose.

Bref, après avoir décortiqué les implications des événements qui ont marqué le développement intérieur de son pays depuis six ans, Mao Tsé-toung décide qu'il lui faut agir sur deux points précis : relancer l'ardeur au travail des Chinois, surtout des cadres intellectuels et techniques, laminés par les années de terreur et la renaissance de la bureaucratie ; remettre sur la bonne voie les rapports avec l'Union soviétique dont la politique internationale, trop conciliante à son gré, l'inquiète et dont le chef, c'est-à-dire Nikita Khrouchtchev lui semble manquer d'envergure. Or, pour Mao, la bonne voie des rapports sino-soviétiques est celle de l'égalité absolue. Les événements vont lui fournir l'occasion d'agir.



« Le grand bond
en avant »

Dans la nuit du 24 au 25 février 1956, dans la salle du Soviet suprême au Kremlin, au cours d'une séance secrète du XX^e Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., en l'absence des délégués étrangers, Nikita Khrouchtchev prononce son fameux rapport dénonçant le « culte de la personnalité » et les erreurs de Staline. Les erreurs, le mot est faible : il s'agit en fait de crimes, pour M. K.

Le rapport est secret, mais, peu à peu, son texte explosif parvient à Mao Tsé-toung. Et quand Mikoyan vient à Pékin en avril, le président de la Chine populaire lui demande des explications et s'indigne que les « partis frères » n'aient pas été consultés avant une modification de la « ligne » d'une telle ampleur. Tout en approuvant « certaines » thèses politiques du XX^e Congrès, Mao dénonce crûment les procédés cavaliers du Kremlin, le « chauvinisme de grande puissance » dont semble témoigner l'U.R.S.S., le mépris où elle paraît tenir ses alliés les plus proches.

Mikoyan tente de donner des apaisements à son interlocuteur, mais le prétexte d'une séparation de corps entre Moscou et Pékin est désormais trouvé. Mao continue en public à décerner des louanges à l'Union soviétique et à ses dirigeants mais, en sous main, il commence à encourager tous ceux qui, dans le clan communiste, ont maille à partir avec Khrouchtchev : aussi bien les staliniens que les « révisionnistes » qui veulent tirer les conséquences les plus extrêmes de la « déstalinisation », en Pologne et en Hongrie notamment.

C'est d'ailleurs en Pologne que les remous provoqués par le rapport Khrouchtchev atteignent en premier lieu la surface. En juin 1956, une émeute ouvrière éclate dans la ville de Poznan. Les gens au pouvoir en Pologne, craignant une insurrection générale, veulent éliminer les staliniens du parti et rendre le poste de premier secrétaire du parti à Gomulka, qui a passé quatre années en prison du temps de Staline, après avoir été limogé de

ce poste sur son ordre. Le premier secrétaire du moment, Ochab, est d'accord. Mais Khrouchtchev, considérant Gomulka comme un antisoviétique, oppose son veto. La Pologne est en effervescence. Ochab va représenter en septembre le parti polonais au VIII^e Congrès du parti communiste chinois. A Pékin, Mao Tsé-toung approuve solennellement, en présence de Mikoyan, la solution Gomulka et — accordant aux « révisionnistes » polonais la caution chinoise — expédie à Varsovie son fidèle Liou Chao-chi. Le comité central polonais est convoqué ; Gomulka y prononce un réquisitoire impitoyable contre « l'impérialisme » stalinien. Les troupes soviétiques encerclent Varsovie. Khrouchtchev, entouré de Molotov, Boulganine et Mikoyan, ainsi que d'un groupe de maréchaux soviétiques, débarque à son tour à Varsovie et exige que Gomulka soit écarté du pouvoir. Les troupes polonaises commencent à converger vers les troupes soviétiques qui entourent la capitale polonaise, la population de Varsovie manifeste dans les rues en faveur de Gomulka. La situation est explosive. Le choc armé paraît inévitable. C'est alors que Liou Chao-chi offre à Gomulka et à ses amis le refuge de l'ambassade de Chine et repart à Moscou avec Khrouchtchev pour informer solennellement le Kremlin que Mao Tsé-toung ne tolérera pas l'emploi de la force contre les « camarades polonais ».

Le 23 octobre, Khrouchtchev cède : les troupes soviétiques en Pologne ont reçu l'ordre de regagner leurs bases. Il n'y a plus d'opposition à ce que Gomulka devienne premier secrétaire du parti communiste polonais. Pour la première fois Mao s'est trouvé l'arbitre suprême du camp communiste, devant qui même les Soviétiques ont dû s'incliner.

Mais les événements se précipitent. Ce même 23 octobre 1956, des chocs se produisent à Budapest entre les troupes soviétiques et la population de la capitale hongroise, furieuse de la nomination au poste de premier secrétaire de Geroe, acolyte du sanglant Rakosi. Les

nouvelles de Varsovie électrisent les Hongrois qui veulent porter au pouvoir Nagy, qui fut, tout comme Gomulka, limogé et emprisonné par les staliniens. Là aussi, en accord avec Mao Tsé-toung qui fait valoir le retour au calme en Pologne et le maintien de ce pays dans la coalition communiste, les Russes cèdent. Mais, sans doute débordé par la vague de révolte anti-soviétique, Nagy annonce que la Hongrie se retire du Pacte de Varsovie.

Au Kremlin, c'est l'affolement. Que faire ? Khrouchtchev se tourne vers Mao. L'avis de Pékin arrive : cette fois l'intégralité du camp socialiste est en jeu. Il ne s'agit pas d'intervenir dans les affaires intérieures d'un parti frère, mais de maintenir la Hongrie dans le mouvement communiste, au besoin par la force. Une intervention chirurgicale est nécessaire !

On connaît la suite. L'insurrection hongroise est impitoyablement écrasée par les chars russes. Le gouvernement Nagy est capturé. Son adjoint, Kadar, prend le pouvoir, appuyé par les Russes et les Chinois. Les Occidentaux, surpris, empêtrés dans l'affaire de Suez, ne réagissent pas.

Une seconde fois en l'espace d'un mois, c'est Mao Tsé-toung qui — si l'on en croit la version chinoise — a imposé la solution. Dans l'affaire polonaise, il a imposé le compromis ; dans le cas de la Hongrie, la violence. Dans les deux crises, il a sauvegardé l'unité du bloc communiste, il a imposé l'attitude qui correspondait aux intérêts de ce bloc. Rudoyant un Khrouchtchev dépassé, semble-t-il, par les événements, il a agi comme aurait agi Staline. Il n'aura dorénavant que condescendance et mépris pour Khrouchtchev.



Le rôle joué par Mao Tsé-toung dans les événements de Pologne et de Hongrie a encore rehaussé son prestige à l'intérieur de son propre parti. Aussi, maintenant que

la crise de la déstalinisation lui a offert l'occasion de secouer tout lien de subordination avec Moscou, il juge le moment venu de tenter en Chine une expérience révolutionnaire. Le bureau politique est, certes, loin d'être unanime pour suivre de gaieté de cœur son chef dans son nouveau coup de poker. Mais rien ne résiste à la volonté de Mao. Et Mao entend, après les années de terreur et de contrainte, rallier les intellectuels et les cadres terrorisés, tièdes ou opposants. Il veut les convaincre de mettre toute leur intelligence et tout leur savoir au service de la puissance chinoise. Chou En-laï n'a-t-il pas reconnu que sur cent mille « intellectuels supérieurs » chinois, quarante mille seulement étaient dans la « ligne » du parti ? Pour rallier les soixante mille qui errent, Mao a inventé les « cent fleurs ».

Il y a déjà près d'un an que ce slogan des « cent fleurs » est prononcé de ci, de là : « Que toutes les fleurs s'épanouissent, que toutes les écoles rivalisent », disent à tour de rôle les dirigeants chinois. La pensée doit être libre, et elle doit s'exprimer librement. C'est de la confrontation des diverses opinions que naîtra la vérité. Le 27 février 1957, Mao Tsé-toung lui-même prend la parole devant la conférence suprême de l'État. Il annonce un nouveau « Tcheng-Feng », c'est-à-dire une nouvelle campagne de « rectification du style de travail au sein du Parti et de l'État ».

« Certains demandent, dit-il : puisque dans notre pays le marxisme est déjà accepté par la majorité comme idéologie dirigeante, est-ce qu'on peut encore le critiquer ? Bien sûr qu'on le peut. Le marxisme constitue une vérité scientifique et ne craint point la critique. Au contraire, les marxistes doivent se tremper, se développer, étendre leurs positions au milieu de la critique et des luttes tempétueuses. La lutte contre les idées fausses est comme la vaccination : c'est seulement quand le vaccin a eu son effet que le corps de l'homme accroît sa résistance à la maladie. Les plantes élevées dans des serres peuvent difficilement avoir beaucoup de vitalité.

La mise en œuvre de l'orientation « que les cent fleurs s'épanouissent, que de multiples écoles rivalisent » ne saurait en aucune manière affaiblir la position dirigeante du marxisme dans le domaine idéologique, mais au contraire renforcera cette position. »

Ces propos sensationnels déclenchent une avalanche de critiques qui, rapidement — et certainement à l'encontre de ce que prévoyait Mao — ouvrent les vannes à un flot grandissant de mécontentement exprimé ouvertement. Certains dénoncent avec violence les méthodes des dirigeants communistes. D'autres s'attaquent même à la primauté du parti. La révolte verbale, partie des milieux non communistes, gagne les universités de province. On entend un professeur prêcher purement et simplement l'assassinat politique des dirigeants indignes !

Le nouveau Tcheng-Feng de Mao prend les proportions d'une véritable insurrection intellectuelle contre le régime, et d'une insurrection qui s'étend à travers tout le pays. Une séance dramatique se déroule au siège du parti, dans la cité interdite de Pékin.

Liou Chao-chi, le fidèle compagnon, brandit l'étendard de la révolte. Il reproche à Mao de s'être embarqué à la légère dans cette campagne. Le chef vieillissant reste impassible. Il ne reconnaît pas son erreur, mais ne s'oppose pas à ce que la « campagne de rectification » soit elle-même « rectifiée ».

C'est ainsi que, le 8 juin, le *Quotidien du Peuple* précise que les critiques ne doivent viser que les « droitistes » et que ceux qui ont critiqué le parti doivent maintenant procéder à leur propre auto-critique...

Aux « cent fleurs » succède donc la répression. Une fois de plus, la peur s'installe en Chine populaire. La « brise légère » souhaitée par Mao se transforme en tempête. Des communistes en vue, des non-communistes, des « compagnons de route » sont obligés de se démettre. Quarante députés à l'Assemblée nationale sont invalidés. Un million trois cent mille intellectuels ou cadres

sont envoyés dans les campagnes pour travailler de leurs bras et « prendre contact avec les réalités populaires ». Mao Tsé-toung a commis sa première faute tactique. Et, comme si, brusquement, il avait l'impression que pour l'effacer, il faut accélérer le cours de l'histoire, brûler les étapes, rendre possible ce qui ne l'est pas, il invente une nouvelle formule : celle du « grand bond en avant ».

Durant l'année 1958, il fonce dans toutes les directions à la fois, ou plutôt il lance les 600 millions de Chinois dans une série d'aventures, certaines grandioses, certaines dangereuses, certaines risibles.

Les masses sont mobilisées en totalité et en permanence : les vieillards doivent gratter la terre, les infirmes doivent se rendre utiles, cent millions de Chinois élèvent avec leurs seules mains des digues ou des barrages, creusent des canaux avec des pelles ; cinquante millions d'autres Chinois sont lancés dans la campagne du « fer populaire » qui consiste à faire partout des fours rudimentaires et à y fondre tout ce qui est ferreux pour produire du fer destiné à l'industrie ; toute la population est invitée à lutter par tous les moyens contre les « quatre fléaux » (rats, moustiques, mouches, moineaux) : des gens se donnent des gifles dans les rues pour tuer les moustiques ; des centaines de milliers de chiens sont victimes de la campagne contre les bouches inutiles ; la jeunesse se voit imposer « cinq principes » (diffuser les décisions du parti, travailler énergiquement, constituer des troupes de choc, veiller aux intérêts de la collectivité, s'unir aux membres des communes et respecter les vieux paysans) ; les cadres sont gratifiés du système des « deux-cinq » (deux jours consacrés aux études économiques et politiques et cinq à surveiller les activités de l'entourage) et de la règle des « quatre ensemble » (partager la vie des masses pour l'alimentation, l'existence quotidienne, le travail et les conseils) ; tout le monde est sommé de « marcher sur deux jambes » (c'est-à-dire équilibrer l'agriculture et l'industrie, la tradition chinoise et les

techniques modernes), d'être « rouge et expert » (c'est-à-dire cultiver à la fois la formation idéologique et les connaissances techniques), etc., etc.

A ce déferlement de slogans intérieurs correspond une floraison impressionnante de mots d'ordre contre l'« impérialisme » américain, le « révisionnisme » yougoslave, l'« opportunisme » soviétique. La coexistence pacifique, chère à Khrouchtchev, devient une infâme trahison. L'U.R.S.S. est accusée, à mots couverts encore, de capituler devant les États-Unis, et Khrouchtchev, venu à Pékin en août 1958 pour demander des explications et prêcher la prudence et la modération, repartira bredouille, après avoir trouvé un Mao Tsé-toung méprisant et glacial. La reconquête de Formose est à l'ordre du jour et, devant la menace de l'invasion de l'île, la 7^e Flotte américaine se déploie le long des côtes chinoises. Moscou, inquiet de cette menace de guerre, montre une attitude embarrassée qui est considérée par Pékin comme un nouveau lâchage. La presse chinoise dénie toute possibilité pour les pays coloniaux d'accéder à la révolution autrement que par l'insurrection armée et la révolution... En un mot, comme au plus fort de la guerre de Corée, la Chine est mobilisée contre le monde entier, à l'exception de l'Albanie dont les dirigeants staliniens sont reconnaissants à Mao de vouloir réhabiliter Staline pour abaisser Khrouchtchev, et à l'exception bien entendu du tiers monde dont elle revendique de plus en plus le « leadership ». Les techniciens soviétiques quittent, les uns après les autres, le territoire chinois. L'aide russe commence à se raréfier.

Enfin, lorsque, après avoir vu Eisenhower à Camp David, Khrouchtchev se rendra une troisième fois à Pékin, en octobre 1959, pour prêcher la coexistence pacifique et la fin de la guerre froide, il se heurtera de nouveau au refus méprisant de Mao. Mais Mao, comme nous le verrons plus loin, ne sera plus à ce moment, président de la République populaire de Chine. Il sera

simplement président du parti communiste chinois. C'est le successeur de Mao, Liou Chao-chi, qui parlera au nom de l'État chinois et qui entendra l'argument suprême du Soviétique :

« Puisque vous ne voulez pas vous rallier à la coexistence pacifique, nous revenons sur la promesse que nous vous avons faite il y a deux ans de vous fournir de quoi construire l'arme atomique », aurait dit M. K. en substance.

Réponse de Liou Chao-chi :

« Nous aurons la bombe atomique avant cinq ans. »

Furieux et sceptique à la fois, Khrouchtchev repartira sans avoir, pour la première fois, de communiqué commun en poche et, fort de l'impression que lui a laissée sa tournée américaine, déclarera :

« Nous autres, communistes de l'Union soviétique, considérons comme notre devoir le plus sacré, notre tâche essentielle, d'épuiser toutes les possibilités de mettre, une fois pour toutes, un terme à la guerre froide. »

La rupture avec la Chine de Mao Tsé-toung est consommée. Et bientôt, la presse soviétique accusera les Chinois de « déviationnisme » pour avoir, notamment, créé des « communes populaires ». Or, ces « communes populaires » sont la pièce maîtresse du « grand bond en avant » imaginé et appliqué par Mao, pièce maîtresse qui lui a valu sans doute de passer de la peau de l'homme d'État dans celle de théoricien du communisme chinois.



L'affaire des « communes populaires » est comparable à celle du « fer populaire », quoique l'échec presque immédiat de la campagne des « hauts fourneaux de village » ait eu beaucoup moins d'importance. Toutes deux sont sorties du cerveau de Mao Tsé-toung.

Le principe de la « commune populaire » répond à une volonté de collectivisation immédiate et totale des

campagnes. Les gens ne doivent plus dormir dans leurs maisons, mais dans des dortoirs ; ils doivent manger dans des cantines. La « petite famille » doit être dissociée, au profit de la « grande famille socialiste » : les hommes d'un côté, les femmes de l'autre, les enfants ailleurs. Tout le monde doit vivre dans de grands blocs d'habitation qui permettent une discipline de travail plus stricte. Les villages doivent disparaître pour faire place aux « communes » comptant chacune entre 10.000 et 50.000 habitants et centralisant l'existence de plusieurs coopératives regroupées. Toutes les activités doivent être communes. L'individualisme doit être impitoyablement traqué et déraciné en supprimant les parcelles individuelles, la propriété d'animaux ou d'instruments de travail. Tout sera gratuit, chacun recevra « selon ses besoins ».

C'est, au départ, presque du communisme utopique. Et ça ne marche pas. Les paysans opposent aux « communes rurales » une résistance passive, une force d'inertie qui se conjuguent avec les normes de production aberrantes exigées des « communes », le manque de compétence et le bureaucratisme des cadres, pour paralyser la mise en place de l'expérience.

En décembre 1958, on annonce que Mao Tsé-toung abandonne la présidence de la république pour se consacrer uniquement à ses responsabilités de président du parti. Liou Chao-chi, l'homme de l'appareil, dans l'opposition depuis un an et demi, lui succède à la tête de l'État. Après vingt mois de tourmente due à un subit délire inventif de son empereur, la Chine rouge est de nouveau entre les mains de froids calculateurs qui vont canaliser les idées géniales du maître vers les réalités quotidiennes. La campagne du « fer populaire » sera purement et simplement abandonnée et les énergies qu'elle drainait reportées sur la sidérurgie traditionnelle. Les cadres seront impitoyablement « rééduqués ». Cent mille officiers de l'armée, dont soixante-quinze généraux, sont rétrogradés « pour apprendre la

modestie » et doivent se consacrer aux « cinq grands biens » : défrichement, chemins de fer, labourage profond, nivellement et digues... Quant aux « communes populaires », dans lesquelles était engagé tout le prestige de Mao Tsé-toung et du communisme chinois, elles sont, après une tentative d'organisation plus rationnelle, moins « messianique » et une autre d'extension du système aux communes urbaines, ramenées pratiquement dans la panoplie des symboles. Les paysans retrouvent des lopins de terre individuels et peuvent de nouveau en tirer des bénéfices, grâce à un marché parallèle de denrées alimentaires. Des primes sont prévues pour ceux qui dépassent les normes de production. Tout ce qui reste du système imaginé par Mao à l'origine, c'est un resserrement des coopératives et une meilleure organisation de l'exploitation. Mais l'utopique slogan « à chacun selon ses besoins » fait place à l'aiguillon du profit.



Quelle peut bien être la cause de ce qui apparaît, en 1957, comme un subit emballement de l'imagination de Mao Tsé-toung, jusque-là très près des réalités ?

Comment se fait-il que cet homme, qui montra toujours un sens intuitif très vif de ce qui est possible, se soit aventuré sur des chemins aussi irréels et aussi dangereux pour sa propre position et pour son pays ?

La clé de cette précipitation tout à fait inhabituelle chez lui se situe à Moscou, en novembre 1957. A cette date, après les grandioses cérémonies marquant le quarantième anniversaire de la révolution bolchevique, se tient dans la capitale soviétique une conférence ultra-secrète des partis communistes du monde. A l'ordre du jour : examen de conscience après le XX^e Congrès, après les événements de Pologne, après l'écrasement de la révolte hongroise, après les initiatives prises par le parti communiste chinois, après aussi le lancement réussi des deux premiers « spoutniks » soviétiques qui sont arrivés à

point pour redorer le blason du Kremlin un peu défraîchi par tous ces événements.

Parmi les délégués, la fine fleur du communisme international, il y a Mao Tsé-toung. Oui, l'empereur de la Chine rouge a daigné quitter pour la seconde fois son pays. Fort du rôle qu'il a joué dans la crise de l'automne 1956, fort de l'ascendant qu'il exerce sur de nombreux partis communistes séduits par sa campagne des « cent fleurs », persuadé de trouver à Moscou un aréopage digne de lui, une assemblée prête à lui reconnaître d'une manière éclatante le titre d'héritier de Lénine, Mao se sent cependant dans une position fausse.

La débandade à laquelle a abouti le nouveau « Tcheng-Feng » et la répression qui s'exerce en Chine, au moment même de la conférence, font tout d'un coup hésiter des hommes dont les sympathies lui semblaient acquises, des dirigeants qui lui doivent tout, tels Gomulka et Kadar. Le moment est vraiment mal choisi pour montrer en exemple ce qui se passe à Pékin.

De son côté, Khrouchtchev, le destructeur de l'idole et le pourfendeur du culte de la personnalité, Khrouchtchev a relevé la tête. Il joue sur trois arguments qu'il propose au mouvement communiste mondial de prendre à son compte :

— Il faut laisser chaque parti national suivre sa voie propre vers le communisme (là, Mao ne peut pas ne pas être d'accord) ;

— l'Union soviétique, qui vient, en lançant ses « spoutniks », de démontrer sa supériorité sur le reste du monde, doit cependant servir d'exemple et de guide (là, Mao n'est déjà plus tout à fait d'accord, en dépit de ce qu'il dit dans ses discours) ;

— ayant démontré sa puissance, l'Union soviétique propose de mettre fin à la guerre froide, de placer l'épreuve de vérité avec le monde capitaliste sur le terrain de la compétition économique, de pratiquer la « coexistence pacifique » (là, Mao est résolument contre).

L'attitude « pure et dure » du maître de la Chine lui aliène ceux qui, il y a un mois encore, étaient ses alliés les plus fidèles. Gomulka et Togliatti, séduits par les perspectives ouvertes par la « coexistence pacifique », se rallient à Khrouchtchev. Mao change alors son fusil d'épaule et se fait le champion du « centralisme » au sein du mouvement communiste, ainsi que de la règle d'unanimité pour les décisions importantes, autrement dit le droit de veto pour chaque parti. Du coup, les partis « durs », effrayés par les conséquences prévisibles de la déstalinisation, comme les Asiatiques : Indonésiens, Japonais, Vietnamiens, Coréens, se rangent derrière lui.

Avec habileté, avec persévérance, luttant autour de la table de la conférence comme un taureau dans l'arène, Mao Tsé-toung met Khrouchtchev au pied du mur. Il accepte que la résolution finale spécifie que l'Union soviétique est « à la tête du camp socialiste » ; mais il précise le sens de cette formule :

« Nous estimons qu'être à la tête du mouvement n'est nullement en contradiction avec le principe de l'égalité entre les partis frères. Cela ne donne aucun droit au parti soviétique de disposer des autres partis, mais le charge seulement d'une responsabilité et d'un devoir plus grands ! »

Khrouchtchev, qui est rusé, comprend très bien où Mao veut en venir : le Chinois ne veut rien d'autre que d'amener les Russes à faire bénéficier tout le monde de leurs richesses et de leur puissance, y compris de leur puissance nucléaire. Furieux, M. K déclare en substance :

« Qu'est-ce que cette « tête » peut nous apporter concrètement ? Ni lait, ni beurre, ni pommes de terre, ni légumes, ni logements ! Qu'est-ce qu'elle peut nous valoir sur le plan moral ? Rien ! A quoi bon cette « tête » ? Qu'elle aille au diable ! »

Mais Mao attaque toujours. Cette fois, il conteste la théorie de la « coexistence pacifique ». Il estime que le

camp socialiste a acquis une telle puissance que renoncer à l'offensive permanente et directe contre l'« impérialisme » équivaut à une trahison de l'idéologie marxiste-léniniste et à une trahison des peuples vivant « sous le joug capitaliste » :

« La caractéristique de notre temps, dit-il, est que le vent d'Est l'emporte sur le vent d'Ouest. L'impérialisme n'est qu'un tigre en papier ! »

Comme Khrouchtchev lui fait remarquer que son pays, le seul du camp socialiste à posséder un armement nucléaire, courrait les risques d'anéantissement les plus considérables en cas de guerre, Mao, superbement dédaigneux, lui répond en substance :

« Peut-on évaluer les pertes humaines qu'une future guerre pourrait provoquer ? Il est possible qu'elles seraient d'un tiers de 2.700 millions d'êtres humains, c'est-à-dire 900 millions seulement... Certes, ce serait horrible, mais même la moitié de la population, ce ne serait pas si terrible. Pourquoi ? Ce n'est pas nous qui l'aurions voulu, mais eux... »

» Si une moitié de l'humanité était anéantie, il en resterait encore une moitié, mais l'impérialisme serait complètement anéanti et il ne resterait que le socialisme dans le monde entier et, en un demi-siècle ou bien un siècle, la population augmenterait à nouveau, et même de plus de la moitié ! »

L'opposition entre Khrouchtchev et Mao Tsé-toung est tout aussi tranchée sur la question de savoir si les partis communistes des pays « bourgeois » doivent suivre, pour la conquête du pouvoir, les voies parlementaires du système libéral ou bien celles du noyautage et de la lutte armée. Là aussi, face au leader soviétique qui prêche la patience et la modération, le maître de la Chine — sachant qu'il trouve des oreilles attentives parmi les délégations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine — préconise la lutte ouverte.

Finalement, la longue résolution qui sort de cette conférence — la dernière où le mouvement communiste

international apparaît encore comme un ensemble cohérent — est une juxtaposition des deux thèses, un puzzle de principes contradictoires où chacun peut trouver des arguments en faveur de ses idées. Ni Khrouchtchev, ni Mao Tsé-toung ne sont sortis vainqueurs de l'affrontement. Ils ont dû se contenter tous les deux d'un compromis boiteux. Ils se séparent dos à dos.

Tandis que M. K., se sentant soutenu par les partis européens, empoigne le bâton de pèlerin de la « coexistence pacifique », tout en ne ménageant pas les entorses aux sacro-saints principes léninistes pour relever le niveau de vie de ses concitoyens, Mao Tsé-toung rentre à Pékin, décidé à replier la Chine sur elle-même, à brûler les étapes, à montrer l'exemple d'un communisme « pur et dur », à entraîner les partis des pays pauvres, qui doivent constituer sa clientèle, dans une exaltante aventure digne de celle que l'U.R.S.S. a vécue après la première guerre mondiale. A Moscou, Mao a pu juger de l'attrait que peut exercer sur tout le monde le slogan de la paix avant tout. Les hommes n'aiment rien autant que la paix. Pour battre en brèche l'influence lénifiante de Khrouchtchev, il lui faut donc montrer, et tout de suite, un exemple formidable, grandiose, nouveau, du communisme en marche. De là vient sa hâte, son manque de réalisme et de prudence : c'est le « grand bond en avant », ce sont les « communes populaires ».



La bombe A chinoise

Sept ans ont passé. Le « grand bond en avant » est oublié. Les « communes populaires » subsistent, mais n'ont rien de commun avec l'idée prophétique que s'en faisait Mao Tsé-toung. La Chine, cependant, a quand même fait du chemin. Il n'y a plus un seul « conseiller » soviétique sur son territoire. En revanche, des usines, des barrages, des raffineries de pétrole, des combinats métallurgiques et chimiques, des chemins de fer truffent, quadrillent le pays, là où récemment encore il n'y avait sur la carte que de larges taches blanches.

Le 14 octobre 1964 paraît un jour comme les autres. La République populaire de Chine a quinze ans et quatorze jours. Au milieu de l'une des dernières taches blanches qui subsistent sur la carte de Chine, au centre du désert du Sin-kiang, d'étranges échafaudages en poutrelles d'acier ont été édifiés. Une haute tour s'élève dans un paysage lunaire.

Loin d'elle, à des kilomètres de rocaille gris ocre qui tapisse le désert de Tarim, des blockhaus bétonnés ont été construits. Ils sont hérissés d'antennes, de radars, de périscopes. A l'intérieur, des hommes aux yeux bridés s'activent dans une ambiance tendue. Certains sont installés devant des tableaux de commande sur lesquels clignotent des lumières multicolores ; d'autres semblent faire d'interminables calculs ; d'autres encore ont l'œil rivé à des tubes à travers lesquels ils peuvent observer l'étendue désertique qui s'étend vers l'est. Les uns portent les immuables tuniques grises ou bleues ; les autres sont vêtus de blouses blanches ; d'autres encore arborent de larges épaulettes dorées qui désignent les officiers supérieurs de l'armée populaire chinoise. Des ordres sont lancés à voix basse. Un haut-parleur transmet des indications techniques. En fond sonore, s'égrène un compte à rebours.

« Wu ... Si ... San ... Er ... Yi ... » (1)

Une seconde de silence total s'appesantit sur les occu-

(1) " Cinq... Quatre... Trois... Deux... Un... "

pants des blockhaus. Et, subitement, là-bas, tout au fond du désert, au sommet de la haute tour en échafaudage, jaillit un fulgurant éclair vertical. Une lueur intense, d'une couleur bleu-jaune, insoutenable à l'œil nu, s'installe dans le ciel tout entier, tandis que tout en haut, à l'endroit vers lequel l'éclair a paru fuser, de gigantesques nuages de poussière, de vapeur et de fumée dessinent les contours d'un énorme et majestueux champignon.



A des milliers de kilomètres de là, trois hommes viennent d'être avertis de ce qui s'est passé dans le désert de Tarim, au Sinkiang.

Mao Tsé-toung tend les deux mains que saisissent les deux maîtres du gouvernement de la Chine : Liou Chao-chi, le président de la République, et Chou En-laï, le premier ministre. Mao, avec l'âge, s'est encore épaissi. Il est massif, mais toujours alerte. Un ineffable sourire marque sa large face qui fait de plus en plus penser à celle d'un prélat de théâtre. Le visage encore plus maigre de Liou reste impassible. Chou, pour sa part, semble particulièrement goûter le moment présent. Il a plus que jamais un faux air de Charles Boyer.

« La Chine possède l'arme nucléaire, » murmure-t-il. Mao Tsé-toung ne dit rien, mais ses pensées se reportent quinze années en arrière, à cet après-midi du 1^{er} octobre 1949, quand sur la place de la « Porte de la Paix-Céleste » il s'écriait devant une foule en délire :

« Et maintenant, que les réactionnaires prennent garde ! chez nous et à l'étranger ! »

Les réactionnaires, ce sont tous ceux qui ont voulu la perte de la Chine rouge, tous ceux qui ont brandi devant Mao l'épouvantail atomique : les Américains comme les Russes. Aujourd'hui, a éclaté la première bombe atomique asiatique, et elle est chinoise. C'est

la première bombe nucléaire qui n'appartienne pas à l'homme blanc, qui échappe à son contrôle ! Elle a explosé dans ce même Sinkiang que Staline avait tenté de coloniser au profit de l'Union soviétique, dans cette énorme province dont Mao n'hésite plus à revendiquer le prolongement occidental, c'est-à-dire la frange du Kazakstan soviétique, indûment — dit-il — arraché à la Chine par l'impérialisme des tsars...

Bien des choses se sont passées en sept ans, depuis que Mao Tsé-toung a abandonné le pouvoir effectif pour se cantonner dans son rôle de président du parti, guide, inspirateur, théoricien suprême de la Chine populaire.

Il y a eu les années terribles de famine. Trois années — 1960, 1961 et 1962 — de sécheresse alternant avec des pluies diluviennes, des inondations, des gelées et des canicules. La Chine les a surmontées. Sous la froide et lucide direction de Liou Chao-chi et de Chou En-laï, la production agricole assure maintenant à chaque Chinois son bol de riz quotidien et sa boulette de viande ou de poisson hebdomadaire. L'industrie se développe. La Chine n'est presque plus un pays sous-développé. Sa production industrielle représente déjà plus du quart de celle de l'U.R.S.S. Les Chinois ont appris à travailler en repoussant à l'arrière-plan tout ce qui n'est pas productif : la religion, l'amour, la frivolité. Leurs distractions sont graves, éducatives.

L'écriture, la belle écriture chinoise, a été réformée, simplifiée. L'analphabétisme recule. Les cadres scientifiques et techniques se multiplient. L'individualisme, si fortement enraciné sur la terre chinoise, est traqué sans pitié. Le régime est fort ; il est stable. Il y a bien eu des changements de « ligne », des limogeages, des permutations au sommet de la pyramide du pouvoir. Mais les purges sanglantes, le retour à la terreur, ont toujours été évités. Liou Chao-chi et Chou En-laï demeurent les leaders incontestés et Mao reste le super-leader, le père, le sage, l'arbitre, le recours. Son prestige

n'a nullement été entamé par ses erreurs, ni par sa demi-retraite.

Sa popularité est immense. Le culte de la personnalité se développe harmonieusement ; ses portraits géants sont partout. Il ne dédaigne pas les tournées en province, pour lesquelles il a toujours manifesté un goût prononcé. Il n'a pas renoncé à son sport favori : il y a deux ans seulement, à soixante-neuf ans, il a une fois encore nagé dans les remous du Yang-Tsé.

Mao Tsé-toung peut se dire satisfait d'avoir, à la fin de 1958, renoncé aux charges directes du pouvoir. Il sait qu'il est plus facile de manier les idées que les faits, la théorie que la réalité. Les fautes de l'homme d'État ont été oubliées, reste le prestige grandiose du théoricien, du penseur. Ce qui est mauvais en Chine ne peut que se faire à son insu. Mais tout ce qui est bon est dû à son impulsion, au rayonnement de ses œuvres : les succès des haltérophiles chinois, comme la production du combinat de Mandchourie sont dûs à sa pensée ; le titre de champion du monde conquis par l'équipe chinoise de ping-pong, comme l'explosion atomique du Sinkiang ; le bonheur conjugal des époux Weng de Canton, comme l'exceptionnelle récolte dont a bénéficié cette année le Hou-Nan ; l'invention d'un ouvrier de Changhaï qui permet de fabriquer plus économiquement des cartouches, comme la reconnaissance du gouvernement de Pékin par la France de De Gaulle.

Car, sur le plan international aussi, la Chine devient chaque jour davantage une puissance reconnue, respectée, crainte. Seuls les États-Unis s'obstinent à soutenir Tchang Kaï-chek, toujours réfugié à Formose, laquelle tombera — dit Mao — toute seule, comme un fruit mûr. La France, qui depuis janvier 1965 a son ambassadeur à Pékin, prend la tête d'un mouvement visant à faire enfin entrer la Chine populaire aux Nations unies. Mais Mao, grand seigneur, affecte de mépriser l'O.N.U. Il lance même l'idée d'une seconde

O.N.U., d'une Organisation des Nations du Tiers Monde, dont il accapare de plus en plus le « leadership ». Pour bien montrer qu'il est le seul à pouvoir inspirer l'énorme et mouvant monde ex-colonial, il n'hésite pas à affronter, à Djakarta comme à Alger, à Conakry comme à La Havane, l'influence soviétique. Il ne rate pas une occasion de démontrer à quel point l'ondoyante politique de « coexistence pacifique » de Moscou s'apparente au « néo-colonialisme » des « impérialistes » occidentaux. Dans toute l'Asie, en Afrique, en Amérique latine, les experts, les conseillers, les techniciens chinois côtoient ceux venus d'U.R.S.S. ou des pays de l'Europe de l'Est et parfois les évincent. Khrouchtchev a lâché Cuba au moment de l'épreuve de force entre Fidel Castro et Kennedy. Quel beau thème de propagande ! L'Indonésie de Soekarno est à la dévotion de Mao. Nehru est mort et l'Inde de ses successeurs doit bien s'accommoder des « rectifications de frontières » que les Chinois ont opérées par la force au cours d'une vraie « petite » guerre. Le Tibet, après l'écrasement de la révolte de Lhassa en 1959 et la fuite du dalaï-lama, semble définitivement dompté, submergé par une massive immigration chinoise. Au Sud-Vietnam, le Vietcong, davantage allié de Pékin que de Moscou, mène la vie dure aux Américains et à leurs amis. Le Cambodge du prince Sihanouk a choisi un neutralisme aligné sur la Chine. Hong-Kong ? Cette verrue anglaise au flanc du continent chinois ? « Il suffira, dit Mao, d'un coup de téléphone lorsque le bail viendra à expiration, en 1997. » Les Chinois savent attendre. Et puis, en attendant, Hong-Kong est une fenêtre utile sur le monde, pour le commerce notamment.

Aux frontières septentrionales et occidentales de la Chine, les problèmes sont en suspens. Aux confins du Kazakstan, de la Sibérie, de cette Mongolie extérieure que les Russes maintiennent dans un protectorat de fait, les incidents de frontière se chiffrent par centaines.

Mao ne perd pas de vue que sept cent millions de Chinois déjà — bientôt un milliard — s'entassent dans un pays relativement étroit, alors que les immenses terres presque vierges de la Sibérie soviétique demeurent et resteront longtemps sous-peuplées. Sur la Chine surpeuplée, les étendues sibériennes et mongoles exercent une fascination qui n'a pas seulement des motifs historiques, ou démographiques, ou économiques.

Si le problème a été posé par Mao Tsé-toung, à la grande indignation du Kremlin, c'est que la querelle idéologique avec Moscou, née en 1956, s'est amplifiée et a pris de telles proportions que l'unité, le monolithisme du camp socialiste, en sont morts. Malgré une conférence-marathon à Moscou en 1960, malgré les appels angoissés des autres « partis frères » effrayés par l'éclatement du bloc communiste, le conflit entre Moscou et Pékin est devenu ouvert. On se traite de bandit, de déviationniste, d'escroc, de faussaire. Des deux côtés, on tire à soi les citations de Lénine. Mao Tsé-toung n'a plus le souci de camoufler ses sentiments dans des discours ampoulés. Il dénie à Khrouchtchev et à ses lieutenants tout lien de parenté avec le communisme orthodoxe dont il se proclame le seul héritier authentique et légitime. Pour lui, la Mecque du communisme a changé d'endroit : la « kaaba » du marxisme-léninisme a émigré des murs du Kremlin dans l'enceinte de la cité interdite de Pékin. Khrouchtchev, dit-il, fait le jeu des pires ennemis du communisme, les « impérialistes capitalistes » ; il est devenu le valet de leur chef de file, les États-Unis ; il est leur agent, au même titre que le « renégat » Tito. Khrouchtchev est l'homme à abattre et la direction du monde communiste, comme du tiers monde, revient de droit à Mao !



Vingt-quatre heures à peine ont passé depuis l'explosion

de la bombe « A » chinoise. Sur les télescripteurs des agences de presse du monde entier, des séries de « flashes » se bousculent :

« *La Chine a fait exploser sa première bombe atomique.* »
« *Khrouchtchev est limogé.* »

Une extraordinaire effervescence s'empare des chancelleries de tous les pays du monde. Dans la cité interdite de Pékin, c'est toujours la même atmosphère feutrée. Mao Tsé-toung, Liou Chao-chi et Chou En-laï tiennent en main la communication officielle de l'ambassade soviétique :

« Le Comité Central du Parti Communiste de l'Union soviétique a déchargé Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev de ses fonctions de premier secrétaire du parti et de président du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. Le camarade Brejnev a été nommé premier secrétaire du parti ; le camarade Kossyguine a été nommé président du Conseil... »

Une nouvelle page est tournée dans l'histoire millénaire de la Chine.

BIBLIOGRAPHIE

R. d'Auxion de Ruffé	La bataille de Shanghai
S. de Beauvoir	La longue marche
J. Belden	La Chine ébranle le monde
L. Bodard	La Chine du cauchemar
L. Bodard	La Chine de la douceur
D. Bodde	Peking diary
C. Brandt, J.K. Fairbank and B. Schwartz	A documentary history of chinese communism
J.J. Brieux	La Chine du nationalisme au communisme
Général H. Casseville	De Chiang Kai-shek à Mao Tsé-tung (Chine 1927-1950)
Général Chassin	La conquête de la Chine par Mao Tsé-tung (1945-1949)
Général Chassin	L'ascension de Mao Tsé-tung (1921-1945)
J. Chegaray	Mon tour du monde en bateau stop
C.L. Chennault, general US Army	Way of a fighter
Chiang Kai-Shek	China's destiny
Chu-Teh	On the battlefronts of the liberated areas
E. Collotti-Pischel	La révolution ininterrompue
A. Conte	Bandoung tournant de l'histoire
G. Dubarbier	Histoire de la Chine moderne
A. Ducros	Le dragon en salopette
R. Dumont	Revolution dans les campagnes chinoises
R.S. Elegant	China's red masters
Etiemble	Tong Yeou-Ki ou le nouveau singe pèlerin
Etiemble	Connaissons-nous la Chine?
G. Etienne	La voie chinoise
E. Faure	Le serpent et la tortue
L. Faure	Journal d'un voyage en Chine
F. Fejtö	Chine URSS : La fin d'une hégémonie
C.P. Fitzgerald	Revolution in China
P. Fromentin	Mao Tsé-tung : le dragon rouge
P. et R. Gosset	Terrifiante Asie : Chine rouge, an VII
W.E. Griffith	The Sino-Soviet rift
R. Guillaïn	600 millions de Chinois

J. Guillerma	La Chine populaire
O. de Habsbourg	L'Extrême-Orient n'est pas perdu
M. de Hauteclaire	Toute la terre à nous !
Ho Kan-Chih	A history of the modern chinese revolution
H.R. Isaacs	The tragedy of the chinese revolution
R. de Jaegher et I. Corbally	Tempête sur la Chine
M.A. Klochko	Un Russe en Chine
R. Leckie	La guerre de Corée
R. Levy	La Chine
R. Levy	Mao-Tsö-Tong
Lia Kai-Lung	From Yenan to Peking
F.F. Liu	A military history of modern China, 1924-1949
R. MacGregor-Hastie	Mao Tse-tung
R. Magnenoz	L'expérience communiste en Chine : de Confucius à la nouvelle démocratie
Mao Tsé-tung	La guerre révolutionnaire
Mao Tsé-tung	La dictature de la démocratie populaire
Mao Tsé-tung	La nouvelle démocratie
K. Mehnert	Peking and Moscow
T. Mende	Des mandarins à Mao, 1895-1949 : prélude au communisme
T. Mende	La Chine et son ombre
M. Menguy	L'économie de la Chine populaire
Docteur A. Migot	Chine sans murailles
F. Mitterrand	La Chine au défi
Mu Fu-Sheng	The wilting of the hundred flowers : the chinese intelligentsia under Mao
A. Nolde	La Chine de Chiang Kai-shek
M.A. Nourse	400 millions d'hommes
G. Paloczi-Horvath	Mao Tsé-tung empereur des fourmis bleues
R. Payne	Mao Tsé-tung ruler of red China
R. Payne	Journal de Chine
R. Péliissier	La Chine entre en scène de 1839 à nos jours

J.J. Pratt	War and politics in China
D.N. Rowe	China among the powers
C. Roy	Clefs pour la Chine
« Saggitarius »	The strange apotheosis of Sun Yat-sen
P. Schmid	Voyage en Chine
S. Schram	Mao Tsé-toung
E. Servan-Schreiber	Chine rouge 25 ans après, 1935-1960
A. Smedley	La Chine rouge en marche
E. Snow	Red star over China
E. Snow	La Chine en marche
E. Snow	The other side of the river - Red China today
G. Stein	La Chine rouge
Maréchal et madame	
Tchang Kaï-chek	Les origines du drame chinois
Tchen-Lin	Chine héroïque : la lutte du peuple chinois contre l'agresseur japonais
Tchiang Kaï-Shek	Comment les communistes se sont emparés de mon pays
T.H. White and A. Jacoby	Thunder out of China
C.W.H. Young	New life for Kiangsi
D.S. Zagoria	Les différends sino-soviétiques

La longue marche - Récits de témoins
United states army in world war II

Newsweek February 9, 1953

Cahiers de l'histoire, Juin 1964

Miroir de l'histoire, Mars 1964

L'express, 3 Janvier 1965

Life, April 29, 1946 - October 28, 1946 -

January 6, 1947 - January 20, 1947 -

October 27, 1947 - December 22, 1947 -

October 25, 1948 - December 6, 1948 -

January 17, 1949 - June 6, 1949 - December

4, 1950 - December 18, 1950 - April 23,

1951

Paris-Match 16 juillet 1949 - 8 juillet 1950 -

13 janvier 1951 - 12 mai 1951

TABLE DES MATIÈRES

La Révolte de la garnison de Hankéou	9
L'homme aux vingt-huit coups de pinceau	33
La rupture avec Tchang Kaï-chek	49
« Nous marcherons ! »	73
La lutte antijaponaise	87
La terre promise de Mandchourie	103
L'échec de Marshall, le médiateur	125
La grande attaque	143
Le triomphe de Mao	163
« Nous sommes debout »	179
Les fourmis bleues	191
Le grand vainqueur de Corée	203
Grand théoricien du marxisme-léninisme	211
« Le grand bond en avant »	225
La bombe A chinoise	241